

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

2009-
2010

AVRIL 2009

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
1	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} mai 2008 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	1
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	2
3	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du Ministère pour l'année 2008-2009 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	18
4	Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.	20
5	Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.	22
6	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2008-2009 et comparaison avec les quatre années précédentes.	24
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteurs, devenus permanents pour 2007-2008 et pour 2008-2009.	26
8	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2008-2009.	28
9	Liste de tous les sondages commandés en 2008-2009, en incluant les coûts.	29
10	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009, et prévisions pour 2009-2010.	30 (voir cahier SQ)
11	L'investissement pour la période 2008-2009 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2009-2010.	
12	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2009, répartis par districts et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.	
13	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2009.	
14	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2008.	
15	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2008-2009 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2008 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	
16	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2008-2009.	
17	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2008-2009, ainsi que les augmentations prévues.	

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
18	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2008-2009.	31
19	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2009.	33
20	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	35
21	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.	50
22	Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention au 1 ^{er} janvier 2009, au 1 ^{er} janvier 2008 et au 1 ^{er} janvier 2007.	52
23	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2008-2009.	54
24	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégories (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.	56
25	Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.	59
26	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.	61
27	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.	64
28	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2008-2009 ventilé par établissement.	67
29	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009 par région administrative.	69
30	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.	71
31	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	73
32	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2008-2009.	76
33	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2008-2009.	78
34	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.	79
35	La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	114

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
36	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2008-2009.	116
37	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	118
38	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.	120
39	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	126
40	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2009-2010.	139
41	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	141
42	Ventilation des coûts associés à la sécurité publique dans le cadre des festivités du 400 ^e anniversaire de fondation de la ville de Québec pour l'année 2007-2008, 2008-2009.	143
43	Sommes, ventilées, accordées depuis 2006 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.	144
44	Sommes accordées pour la préparation du Rapport Boisvert sur la protection des collaborateurs de justice. Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates. Suivi et échéancier prévu pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.	146
45	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2008-2009, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	148
46	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2008-2009.	312
47	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.	314
48	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2006, 2007, 2008 et 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	316
49	La liste des enquêtes terminées en 2008-2009 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	318
50	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2009 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	320
51	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2008-2009.	322
52	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.	341

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
53	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	343
54	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2008-2009 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	345
55	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2008-2009 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	347
56	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.	349
57	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	351
58	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégories d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.	353
59	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.	355
60	Le nombre de dossiers reçus par catégories (citations/révisions) et par origines (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2008-2009.	357
61	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2009, par catégories et par origines.	359
62	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	361
63	Les effectifs de la CQLC, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010.	363
64	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2008-2009, incluant leur CV, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	365
65	La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2008-2009, (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	370
66	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2008-2009.	372
67	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	374
68	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.	396
69	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.	398
70	Liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	400
71	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	405

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
72	Les effectifs de la RACJ par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.	410
73	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	412
74	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2008-2009.	414
75	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2008-2009, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	416
76	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2008-2009, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	418
77	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2008-2009.	420
78	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2008-2009.	422
79	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2008-2009 ainsi que le résultat de la décision.	424
80	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2008-2009.	426
81	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2007-2008 et en 2008-2009.	428
82	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2007-2008 et 2008-2009.	430
83	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.	432
84	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, par corps policier et région.	434
85	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.	436
86	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.	439
87	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.	441
88	Le coût des roulottes dans les prisons en 2008-2009, et ce, par prison.	443

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

1. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1^{er} mai 2008 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

(AUCUN)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Voici la liste des comités interministériels sous la responsabilité des Services correctionnels du MSP au cours de l'année en 2008-2009.

1. Nom du comité : Groupe de travail sur le monitoring de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes

Mandat : Effectuer le monitoring de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes dans le but de faire rapport à l'Assemblée nationale de la mise en œuvre de la loi

Membres : Le groupe de travail est formé de représentants des ministères de la Sécurité publique, de la Justice, des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et de la Société d'assurance automobile du Québec

Budget : 0 \$

Résultats : Travaux en cours.

2. Nom du comité : Comité conjoint du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention

Mandat : Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention

Responsabilité : Responsabilité conjointe du MSP et du MSSS

Membres : Le comité est formé de représentants du MSP et du MSSS

Budget : 0 \$

Résultats : Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

3. Nom du comité : Comité interministériel sur le suivi de l'entente MSP et MESS relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte

Responsabilité : Responsabilité conjointe du MSP et du MESS

Mandat : Assurer l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS

Membres : Le groupe de travail est formé de représentants du MSP et du MESS

Budget : 0 \$

Résultats : Application de l'entente.
Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.

4. Nom du comité : Comité interministériel sur le suivi de l'entente MSP et MELS relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte

Responsabilité : Responsabilité conjointe du MSP et du MELS

Mandat : S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MELS

Membres : Le groupe de travail est formé de représentants du MSP et du MELS

Budget : 0 \$

Résultats : Application de l'entente.
Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

5. Nom du comité : Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des membres de groupes criminels

Mandat : Analyser les requêtes des avocats de cette clientèle et partager les informations avec les administrateurs des établissements et les bureaux de plaideurs, coordonner les interventions.

Membres : Les membres proviennent des Services correctionnels du MSP, de la Direction des poursuites criminelles et pénales, du Service correctionnel du Canada et de la Direction des Affaires juridiques du MSP

Budget : 0 \$

Résultats : Assurer la cohérence des décisions lors de l'analyse des requêtes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01.02

QUESTION 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité de travail du système de gestion des données policières (SGDP)	Le mandat principal du Comité consiste à produire une étude d'opportunité et un dossier d'affaires afin de soumettre au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) une demande de crédits visant à financer le système de gestion des données policières (SGDP).	Le Comité est composé notamment de membres représentatifs des organisations policières de tous les niveaux de services et de l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) ainsi que des représentants du ministère de la sécurité publique (MSP).
Comité de travail SIIJ-Police	Recueillir les besoins des partenaires (Directeur des poursuites criminelles et pénales, Services correctionnels, Greffes). Exprimer les besoins des organisations policières envers les partenaires du Système intégré d'information de justice (SIIJ) en termes d'attentes de rétroaction. Examiner les arrimages possibles des systèmes informatisés en vue d'harmoniser les développements futurs du SGDP et du SIIJ.	Le Comité est composé notamment de membres représentatifs des organisations policières de tous les niveaux de services et de l'ADPQ ainsi que de divers partenaires des principaux domaines d'affaires du SIIJ, soit des représentants du DPCP, du MSP (Services correctionnels) et du ministère de la Justice (Greffes).
ACCES alcool – Comité tactique (interministériel et policier)	Assurer la concertation des partenaires, décider des orientations à prendre et résoudre les problématiques en matière de commerce illégal d'alcool.	MSP-MFQ-RQ-RACJ-DPCP- SAQ-corps de police
ACCES tabac- Comité tactique (Interministériel et policier)	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec; Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac.	MSP, RQ, MFQ, MSSS, corps de police, ARC, ASFC
CEFIF (crimes économiques et financiers à incidences fiscales) - Comité de planification et de suivi en matière de crimes économiques (comité interministériel)	Assurer la réalisation des travaux approuvés par le Comité stratégique et identifier les grands axes d'intervention de l'Unité d'enquête, s'assurer de leur mise en œuvre et rendre des comptes au Comité stratégique. Coordonner les mandats des groupes de travail.	MSP, SQ, AMF, DPCP, MFQ, RQ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité interministériel sur le jeu en territoire autochtone	Dresser un état de situation de l'ensemble des activités de jeu exploitées légalement et illégalement sur réserves; documenter le cadre juridique fédéral et provincial relatif à l'exploitation du jeu sur réserves; analyser des modèles canadiens et américains de gestion du jeu autochtone traditionnel de même que les avenues retenues ailleurs dans le monde relativement au jeu en ligne.	MSP, Loto-Québec, RACJ, SQ, MJQ, SAA, DPCP, MRQ, MFQ, MSSS
Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le Guide de pratiques policières.	Les corps de police ont tous des représentants, l'École nationale de police du Québec, l'Association des directeurs de police du Québec, de même que le ministère de la Justice et le Directeur des poursuites criminelles et pénales.
Groupe de travail pour l'inscription de certaines ordonnances au CRPQ	Favoriser l'inscription des ordonnances de non-responsabilité criminelle ou encore d'inaptitude à comparaître au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ). En vigueur depuis le début 2009.	L'Association des directeurs de police du Québec, certains corps de police, le Directeur des poursuites criminelles et pénales et plusieurs représentants du Tribunal administratif du Québec et de la Commission d'examen des troubles mentaux.
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Procéder à une analyse de l'utilisation d'une caméra greffée au dispositif à impulsions ainsi que réviser le plan de travail des pratiques policières en lien avec l'emploi de la force.	La majorité des corps de police sont représentés, l'École nationale de police du Québec, un représentant du centre anti-poison (MSSS) et le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.
Comité sur le fonds des services policiers municipaux	Analyser la proposition soumise par la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec (FPMQ), à l'effet de créer un fonds de subvention des services policiers municipaux, et en mesurer l'impact fiscal pour le gouvernement du Québec, le cas échéant.	L'Union des municipalités du Québec, la Fédération Québécoise des Municipalités, la FPMQ, la Ville de Montréal, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et le ministère de la Sécurité publique.
Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des ententes et des lois, entre autres, celles obligeant les organismes scolaires à vérifier les antécédents judiciaires de leur personnel appelé à travailler ou à être régulièrement en contact avec les élèves mineurs, et ce, afin	Association des directeurs de police du Québec, Service des protection des citoyens de Laval, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Sûreté du Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
	de s'assurer que leurs antécédents ne sont pas en lien avec leurs fonctions ou celles susceptibles de leur être confiées.	
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie (MSP)	Améliorer et harmoniser les pratiques policières; favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions; assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants; coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie; proposer des recommandations en matière de capacité de conduite affaiblie; agir à titre de consultant relativement aux modifications législatives et réglementaires.	Sûreté du Québec, Service de police de la Ville de Montréal, Association des directeurs de police du Québec, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, École nationale de police du Québec, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Société de l'assurance automobile du Québec, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Justice du Québec.
Groupe de travail sur les besoins de main-d'œuvre	Élaborer une méthodologie appropriée afin de documenter la problématique de la main-d'œuvre policière au Québec, d'entreprendre une démarche de collecte de données et de procéder à leur analyse dans le but d'obtenir le portrait le plus fidèle possible de la situation actuelle.	Ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, École nationale de police du Québec, Sûreté du Québec, Service de police de la Ville de Montréal, Association des directeurs de police du Québec.
Comité interministériel sur l'application de la Loi sur les système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)	Lors de sa création, le Comité interministériel avait pour mandat d'assurer la cohérence et la coordination requise entre les différents ministères ou organismes du Québec au regard des coûts liés à la réforme, des demandes de financement dans le cadre du Fonds de renouvellement de la justice pour les jeunes ainsi qu'auprès du Centre canadien de la statistique juridique ainsi que d'examiner les modifications, les politiques, les procédures, les pratiques et la formation des intervenants à l'occasion de la réforme.	MJQ, CSJ, MSP, DPCP, SQ, CJM, MSSS, ADPQ, SPVM, ACJQ, ENPQ, MCE, ROJAQ, CQLC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	Ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Famille et des Aînés, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Secrétariat aux affaires autochtones du Québec.
Comité organisateur de la Journée de reconnaissance policière	Journée de reconnaissance policière qui se tient chaque année à l'occasion de la Semaine de la police à l'École nationale de police du Québec.	ENPQ, ADPQ, SQ, SPVM, MSP
Comité consultatif sur la statistique policière	Conseiller la DGAP en transmettant, au sous-ministre associé responsable, des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière. Recommander des actions ou des projets visant à l'amélioration de la qualité de la statistique policière. Donner des avis sur le contenu et la forme des documents diffusés en matière de statistiques policières. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques soumises au Comité. Susciter des réflexions visant à innover et à initier en regard de la statistique policière. Faire le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère; Favoriser la concertation des intervenants en matière de statistiques policières relatives à la criminalité.	SPVM, SQ, Service de la protection des citoyens de Laval, SPVQ, MSP, Association des directeurs de police du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité des efforts de lutte contre le crime organisé – sous-comité sur la circulation illégale des armes à feu	Définir le contenu d'un éventuel cadre de collecte de données systématique sur les armes à feu recouvrées au Québec et émettre des recommandations concernant son exploitation et ses modalités de gestion. Proposer un projet de procédures visant à uniformiser les pratiques de gestion des armes à feu au Québec en prescrivant notamment les modalités relatives à l'identification, l'expertise balistique et le dépistage.	Service de renseignement criminel du Québec, SQ, SPVM, GRC, Association des directeurs de police du Québec, Laboratoire de science judiciaires et de médecine légale.
Comité interministériel élargi sur les gangs de rue	Ce comité a pour mandat de conseiller le Comité directeur interministériel. Son rôle principal est de permettre aux organisations qui y sont représentées de faire valoir leur point de vue sur les orientations retenues par le Comité directeur interministériel et le cas échéant, à faire connaître leurs besoins. À cette fin, les membres fournissent des avis au Comité directeur interministériel sur les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> - les orientations et les priorités pertinentes pour garantir le succès de la réalisation du Plan; - les attentes des organisations; - les stratégies à adopter pour assurer la mobilisation des organisations et faciliter l'établissement des partenariats nécessaires à la mise en œuvre des mesures. 	Ministère de la Sécurité publique, ministère de la santé et des services sociaux, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de l'Éducation, du Loisir et des Sports, ministère du Conseil exécutif - Secrétariat à la jeunesse, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Justice, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Agence des services frontaliers du Canada, Centre national de prévention du crime, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, Fédération des comités de parents du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Centres jeunesse de Montréal - Institut universitaire, Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Association des directeurs de police du Québec, Sûreté du Québec, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de Gatineau

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
Sous-comité sur les communications sur les gangs de rue	<p>Le mandat du sous-comité sur les communications vise à diffuser l'information sur la mise en œuvre du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2007-2010. À cette fin, il assure notamment les responsabilités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer un site Internet d'information sur le phénomène des gangs de rue; - établir les liens appropriés afin d'accorder un maximum de visibilité aux initiatives des partenaires touchés par le Plan d'intervention; - organiser un comité éditorial afin de faire la sélection des textes et des hyperliens à intégrer dans le site Internet; - assurer la coordination avec les ministères, les organismes et les partenaires pour faire rédiger les textes pertinents à être intégré dans le portail gangs de rue; - faire connaître le Plan d'intervention et le portail gangs de rue au sein des divers réseaux, comités ou organismes auxquels les membres du sous-comité participent. <p>Outre les représentants des ministères et des organismes qui en découlent, d'autres partenaires peuvent également être invités à titre de membres du sous-comité, de façon permanente ou <i>ad hoc</i>. Par ailleurs, des représentants provenant des directions des communications des organisations membres du sous-comité sont également associés au processus de travail.</p>	Ministère de la Sécurité publique, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Éducation, du Loisir et des Sports, Sûreté du Québec, Service du renseignement criminel du Québec, Service de police de la Ville de Montréal, Centre jeunesse de Montréal, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de la Ville de Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres
Groupe de travail sur la mesure du phénomène des gangs de rue	Ce Groupe de travail a pour mandat d'élaborer une mesure du phénomène des gangs de rue. Par conséquent, les partenaires du groupe de travail doivent donner des renseignements sur les différents moyens qu'ils utilisent pour recueillir de l'information sur les membres de gangs de rue et sur les gangs de rue.	Université de Montréal, ministère de la Sécurité publique, Centre jeunesse de Montréal – Institut Universitaire, Projet Ado Communautaire en Travail (PACT) de rue, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Services correctionnels du Québec, Service de renseignements criminels du Québec, Sûreté du Québec, Service de police de Longueuil, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de la Ville de Montréal

Aucun budget spécifique n'est attribué à ces comités.

Résultats : Travaux en cours pour l'ensemble des comités

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2009-2010
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDÉIE, MESS, MRNF, MSG, MSSS, MTQ, Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, CSST, MCCCCF, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRI, MRQ et SCT	2 757 \$
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, Services Québec, MRNF, SQ, HQ, MESS, MAPAQ, MTQ, MDDEP, MSSS, MAMROT, MRI et MSG	N/A
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du (PNSC).	MSP, MDÉIE, MAPAQ, Services Québec, MDDEP, HQ, MRNF, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MESS, MAMROT, MTQ, SCT et Coroner.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de planification – pandémie d'influenza	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de pandémie d'influenza.	Coroner, MCE, CNT, CSST, MAPAQ, MAMROT, MDÉIE, MELS, MESS, MFA, MJQ, MSSS, MSP, MTQ, SCT, Services Québec, SQ.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de planification – inondations	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas d'inondations.	MSP, MDDEP, HQ, CEHQ, MSSS, MAMROT, MTQ, SHQ, MRNF, SQ.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de planification – conditions hivernales extrêmes	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de conditions hivernales extrêmes.	MSP, MTQ, SQ, HQ, MSSS, MELS, SERVICES QUÉBEC, MRNF, MESS.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MESS, MDÉIE, MAPAQ, SHQ, SIQ, SERVICES QUÉBEC, MDDEP, CEHQ, MAMROT, MRNF, HQ, MFQ, CSPQ, SQ, MTQ.	12 715 \$

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2009-2010
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Sous-comité de l'OSCQ sur la coordination de sites de sinistres	Convenir d'un cadre de coordination de site de sinistres commun à chacune des organisations concernées.	CSST, Coroner, MAPAQ, MAMROT, MDDEP, MESS, MRNF, MSSS, MSP, MTQ, RBQ, Services Québec, SQ.	7 765 \$
Sous-comité de l'OSCQ sur les mandats d'enquête des M/O présents sur un site de sinistre	Convenir à l'intérieur du Cadre de coordination de site de la coordination des mandats d'enquête des M/O concernés.	MSP, SQ, MSSS, Coroner, CSST, MDDEP	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolés	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieux isolés.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MRNF, CSST MDDEP, SÉPAQ, SAAQ, MAMROT.	0 \$
Sous-comité sur les coûts des sinistres	Convenir des modalités comptables de suivi des dépenses relatives aux sinistres majeurs en vue d'optimiser les réclamations au fédéral.	MSP, MFQ, MSSS, SCT, MTQ, MDÉIE	0 \$
Comité d'experts sur l'érosion côtière	Fournir des conseils et des recommandations scientifiques en matière d'érosion et de submersion côtière au comité de direction en prévention (CDP).	MSP, MTQ, MDDEP, UQAR, Université de Sherbrooke, Pêches et Océan Canada, Environnement Canada, Ouranos	0 \$
Comité interministériel de prévention, sous-comité de l'OSCQ	Rendre compte à l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ) de la mise en œuvre du cadre de prévention adopté par le gouvernement; Approuver les stratégies de mise en œuvre du cadre de prévention et s'assurer de la cohérence gouvernementale à cet égard; Dégager les ressources nécessaires en fonction des besoins initiaux et de l'évolution de la situation; Adopter les planifications annuelles par aléa devant être réalisées dans le cadre de prévention.	MSP, MRNF, MTQ, MDDEP, MAMROT	0 \$
Comité sur le risque inondation dans la région de Montréal	Faire l'état de la situation des problématiques des risques fluviaux dans la grande région de Montréal en regard des inondations en eaux libres, avec embâcles et frasil. Développer un programme d'études des risques fluviaux permettant de mesurer les impacts et anticiper les mesures d'atténuation des risques.	MSP, MDDEP, CEHQ, MAMR, Ouranos	

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2009-2010
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Comité interministériel sur les risques technologiques (CIRT)	Assurer la concertation interministérielle dans la gestion des risques technologiques, notamment en ce qui concerne la planification des mesures d'urgence, la communication des risques à la population et l'aménagement du territoire, et fournir des outils aux municipalités pour les aider à assumer leurs responsabilités dans ce domaine : guide, critères d'acceptabilité du risque, etc.	MSP, MDDEP, MAROT, MSSS	0 \$
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	Développer et mettre en place de nouveaux outils pour la gestion du risque de glissement de terrain à l'intention des municipalités, notamment par la production et la révision de cartes de zones exposées aux glissements de terrain, ainsi que par l'élaboration d'un cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol dans ces zones.	MSP, MTQ, MAMROT, MRNF	0 \$

Résultats : Travaux en cours pour l'ensemble des comités

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE

Question 2 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2008-2009, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2008-2009, indiquer :
- a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
 - d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 3 : Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2008-2009, indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Régie des alcools, des courses et des jeux : A, B, C) voir la réponse aux questions 72 et 73
D) 30 725 \$

Commission québécoise des libérations conditionnelles : A, B, C) voir la réponse aux questions 63 et 64
D) 222 153 \$

Commissaire à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 52 et 53
D) 11 581 \$

Comité à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 58 et 59
D) 45 384 \$

Bureau du coroner : A, B, C) voir la réponse aux questions 46 et 47 (Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée)
D) 29 250 \$

Les CV des employés nommés en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du conseil des ministres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

4. Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 4 : Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

Au ministère, 163 employés ayant un statut d'occasionnel n'ont pas été renouvelé durant la période de référence.

Ils se répartissent ainsi dans les secteurs d'activité :

Direction générale des services correctionnels - DGSC –	85
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie - DGSCSI –	08
Direction générale des services à la gestion - DGSG –	18
Direction générale des affaires policières de la prévention et des services de sécurité - DGAPPS –	12
Commission québécoise des libérations conditionnelles - CQLC –	02
Commissaire à la déontologie policière – COMMIS DP –	04
Régie des alcools, des courses et des jeux - RACJ –	16
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale - LSJML –	14
Bureau du coroner – BC -	04
Total -	163

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

5. Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 5 : Pour l'année 2008-2009, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.

Au cours de la période concernée, seul trois (3) employés occasionnels ont été congédiés.

Deux l'ont été à la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et un autre, à la Direction générale des affaires policières (DGAP).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2008-2009 et comparaison avec les quatre années précédentes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 6 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2008-2009 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Année budgétaire	Occasionnel	%
2008-2009	654	13
2007-2008	577	12
2006-2007	458	9
2005-2006	368	7
2004-2005	342	7

Source : Média

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteurs,
devenus permanents pour 2007-2008 et pour 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteurs, devenus permanents pour 2007-2008 et pour 2008-2009.

Entités	Période de référence 2007-2008			Période de référence 2008-2009		
	Occasionnels		Pourcentage	Occasionnels		Pourcentage
	Nbre d'employés occasionnels en poste au 31-03-2009	Nbre d'employés occasionnels devenu permanent.		Nbre d'employés occasionnels en poste au 31-03-2009	Nbre d'employés occasionnels devenu permanent.	
Bureau sous-ministre en titre	7	0	0,00%	7	0	0,00%
Bureau du coroner	10	3	30,00%	15	1	6,67%
Commissaire à la déontologie policière	3	1	33,33%	5	1	20,00%
Comité de déontologie policière	n/d	1	0,00%	nd	1	0,00%
Commission québécoise des libérations conditionnelles	7	0	0,00%	7	1	14,29%
Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité	76	11	14,47%	84	31	36,90%
Direction générale des services correctionnels	291	102	35,05%	336	107	31,85%
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	48	1	2,08%	56	5	8,93%
Direction générale des services à la gestion	41	4	9,76%	38	14	36,84%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	20	8	40,00%	27	3	11,11%
Régie des alcools, des courses et des jeux	74	8	10,81%	79	6	7,59%
	577	139	24,09%	654	170	25,99%

NB: Le mot permanent tel qu'utilisé dans ce contexte signifie que l'employé est maintenant un employé, à tout le moins temporaire en vu d'une permanence.

Ref :Les données ont été extraites de Média pour le nombre d'employés et de Sagip pour le nombre d'employés à caractère permanent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

8. Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2008-2009.

(LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

9. Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2008-2009, en incluant les coûts.

(AUCUN SONDAGE)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 10 À 17 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

- 10- La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009, et prévisions pour 2009-2010.
- 11- L'investissement pour la période 2008-2009 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2009-2010.
12. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2009, répartis par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.
13. La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2009.
14. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2009.
15. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2008-2009 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2008 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.
16. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2008-2009.
17. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2008-2009, ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

18. La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 18 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2008-2009.								
Établissements de détention	Capacité d'accueil ²	Population moyenne quotidienne ¹	Taux d'occupation ³		Per diem ⁴		Dépenses probables 2008-2009 (k\$)	
	2008-2009	2008-2009	2008-2009		2008-2009		Services correctionnels	Éléments de gestion centrale
Montréal - Prison de Bordeaux	973	1 084	111%		137 \$		38 258,8 \$	15 810,3 \$
Québec (homme et femme)	617	737	119%		151 \$		28 996,8 \$	11 684,2 \$
Rivière-des-Prairies	477	607	127%		228 \$		30 771,3 \$	19 662,9 \$
St-Jérôme	341	434	127%		164 \$		18 639,2 \$	7 303,4 \$
Montréal - Maison Tanguay	161	176	109%		153 \$		7 537,9 \$	2 299,4 \$
Sherbrooke	218	236	108%		164 \$		10 126,2 \$	3 967,9 \$
Trois-Rivières	217	227	105%		167 \$		10 217,4 \$	3 623,3 \$
Hull	187	230	123%		163 \$		9 754,0 \$	3 923,3 \$
Amos et Grand-Nord	82	105	128%		273 \$		8 172,4 \$	2 283,7 \$
Baie-Comeau	85	85	100%		157 \$		3 866,4 \$	1 017,1 \$
Chicoutimi	74	78	105%		197 \$		4 444,5 \$	1 152,0 \$
Roberval	57	59	104%		184 \$		3 304,7 \$	652,8 \$
Sorel	78	102	131%		183 \$		5 386,0 \$	1 414,0 \$
New-Carlisle et Havre-Aubert	89	97	109%		179 \$		4 930,4 \$	1 414,7 \$
Rimouski	105	127	121%		161 \$		5 354,0 \$	2 107,7 \$
Valleyfield	55	62	113%		149 \$		2 877,0 \$	497,4 \$
Sept-Iles	17	13	76%		541 \$		2 051,0 \$	514,6 \$
Total	3 833	4 458	116%		168 \$		194 688,0 \$	79 328,7 \$

¹ Selon les données du 1 avril 2008 au 31 janvier 2009

² La capacité d'accueil correspond à la capacité opérationnelle moyenne

³ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité

⁴ Per diem = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

19. Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 19 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement au 31 mars 2009.

	ÉTABLISSEMENT	PLACES OCCUPÉES
AMO	AMOS	116
BCO	BAIE-COMEAU	87
CHI	CHICOUTIMI	83
HAV	HAVRE-AUBERT	0
HUL	HULL	254
BOR	MONTREAL	1094
NEW	NEW CARLISLE	97
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	55
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	764
RIM	RIMOUSKI	133
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	610
ROB	ROBERVAL	66
SEP	SEPT-ÎLES	18
SHE	SHERBROOKE	273
SOR	SOREL	115
SJE	ST-JÉRÔME	459
TAN	TANGUAY	153
TRR	TROIS-RIVIÈRES	264
VLY	VALLEYFIELD	64
	TOTAL	4 705

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

20. La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2008-2009
C.R.C. de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	78,16 \$	14,01	5114	399 710,24 \$
Arc-en-soi	81,83 \$	8,99	2751	225 114,33 \$
	82,58 \$		530	43 767,40 \$
			3281	268 881,73 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	76,92 \$	7,68	2803	215 606,76 \$
S.A.P.C. - C.R.C. la Traversée	74,72 \$	12,00	4380	327 273,60 \$
Reno vie inc.	98,41 \$	10,00	3650	359 196,50 \$
C.R.C. Curé Labelle	75,67 \$	23,16	8453	639 638,51 \$
Waseskun House	84,93 \$	10,00	3650	309 994,50 \$
C.R.C. Joliette	77,12 \$	15,18	5541	427 321,92 \$
Carpe Diem	75,31 \$	3,00	1095	82 464,45 \$
Maison Radisson	72,34 \$	19,28	7037	509 056,58 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Montérégie	76,92 \$	7,06	2577	198 222,84 \$
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	75,31 \$	25,01	9129	687 504,99 \$
Société Élizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	77,02 \$	14,39	5252	404 509,04 \$
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue	77,52 \$	20,00	7300	565 896,00 \$
Maison Charlemagne	75,13 \$	23,03	8406	631 542,78 \$
Les C.R.C. de l'Outaouais	72,09 \$	24,48	8935	644 124,15 \$
Expansion-Femmes	81,88 \$	12,00	4380	358 634,40 \$
Maison Painchaud	74,61 \$	13,52	4935	368 200,35 \$
C.R.C. le Pavillon	74,84 \$	24,08	8789	657 768,76 \$
Réhabilitation de Beauce inc.	80,95 \$	14,99	5471	442 877,45 \$
C.R.C. de Roberval	77,93 \$	15,68	5723	445 993,39 \$
C.R.C. La Relève	81,02 \$	10,60	3869	313 466,38 \$
Makitautik				881 929,00 \$
TOTAL		328,14	119 770	10 139 814,32 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2008-2009
Répit du Passant	58,50 \$	2,00	730	42 705,00 \$
Point de rencontre	58,50 \$	3,00	1095	64 057,50 \$
Auberge sous mon toit	58,50 \$	2,40	876	51 246,00 \$
Maison Radisson	58,50 \$	1,00	365	21 352,50 \$
TOTAL		8,40	3 066	179 361,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2008-2009
Répit du Passant	30,00 \$	0,36	134	4 020,00 \$
Foyer Jean Bériau	33,33 \$	3,00	1095	36 496,35 \$
Transition pour elles	30,00 \$	0,50	182	5 460,00 \$
Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau	30,00 \$	0,75	274	8 220,00 \$
Hébergement urgence Lanaudière	30,00 \$	1,20	438	13 140,00 \$
Maison d'héab. dépannage de Valleyfield (M.H.D.V.)	30,00 \$	4,00	1460	43 800,00 \$
Francine Vandal	33,33 \$	1,00	365	12 165,45 \$
Manoir Gaulin	30,00 \$	1,00	365	10 950,00 \$
Centre de transition en itinérance	30,00 \$	0,67	245	7 350,00 \$
TOTAL		12,48	4 558	141 601,80 \$

DGSC/P-20 (2009-10) version 2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2008-2009
Maison de l'espoir	31,25 \$	1,00	365	11 406,25 \$
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc. - Le Passant	31,25 \$	1,00	365	11 406,25 \$
Accueil Blanche Goulet	31,25 \$	0,50	183	5 718,75 \$
Maison à Damas	31,25 \$	0,20	73	2 281,25 \$
Centre accalmie	31,25 \$	1,00	365	11 406,25 \$
Centre Émilie Gamelin	31,25 \$	1,00	365	11 406,25 \$
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts	31,25 \$	0,50	183	5 718,75 \$
Guilaine Laurin	31,25 \$	2,50	913	28 531,25 \$
Résidence Lafleur	31,25 \$	3,00	1095	34 218,75 \$
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	31,25 \$	2,00	730	22 812,50 \$
Maison de transition la Batiscan	31,25 \$	1,50	548	17 125,00 \$
Foyer Aurel Michaud inc.	31,25 \$	8,00	2920	91 250,00 \$
Maison le point commun inc.	31,25 \$	0,20	64	2 000,00 \$
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay Hébergement	31,25 \$	7,08	2584	80 750,00 \$
La Bouffée d'air	31,25 \$	0,50	183	5 718,75 \$
TOTAL		29,98	10 936	341 750,00 \$

DGSC/P-20 (2009-10) version 2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2008-2009
L'Arrimage	31,25 \$	2,00	730	22 812,50 \$
Centre régional ADH le Tremplin	31,25 \$	2,00	730	22 812,50 \$
Auberge du cœur le Transit	31,25 \$	1,00	365	11 406,25 \$
La Montée	31,25 \$	0,50	183	5 718,75 \$
Le Transit - Sept-îles	31,25 \$	1,18	431	13 468,75 \$
Centre l'étape - Service d'aide prévention crim.	21,14 \$	2,00	730	15 432,20 \$
Pavillon de l'assuétude - Drummondville	19,52 \$	1,00	365	7 124,80 \$
Centre d'accueil le Portage	19,19 \$	10,50	3833	73 555,27 \$
Maison Carignan	19,52 \$	5,00	1825	35 624,00 \$
Maison Jean Lepage	19,52 \$	4,00	1460	28 499,20 \$
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	19,52 \$	3,00	1095	21 374,40 \$
Centre sur l'autre rive	19,52 \$	2,00	730	14 249,60 \$
Pavillon l'essence ciel	19,52 \$	2,00	730	14 249,60 \$
Maison la Margelle	19,52 \$	1,00	365	7 124,80 \$
Centre de traitement l'envolée	19,52 \$	5,00	1825	35 624,00 \$
Maison d'entraide l'arc-en-ciel	19,52 \$	1,00	365	7 124,80 \$
Maison de Job	19,52 \$	4,00	1460	28 499,20 \$
Centre de traitement des dépendances le Rucher	19,52 \$	7,00	2555	49 873,60 \$
La Croisée des chemins	19,52 \$	1,00	365	7 124,80 \$
TOTAL		55,18	20 142	421 699,02 \$

DGSC/P-20 (2009-10) version 2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Suivi dans la communauté	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 365	Montant du contrat 2008-2009
C.R.C de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	3,06 \$	273		304 913,70 \$
Arc-en-soi (pour le Bas St-Laurent)	3,06 \$	128		142 963,20 \$
Arrimage	3,06 \$	160		178 704,00 \$
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3,06 \$	60		67 014,00 \$
Centre d'intervention le Rond Point	3,06 \$	61		68 130,90 \$
Conseil de bande ou mesure de rechange jeunesse	3,06 \$	32		35 740,80 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	3,06 \$	160		178 704,00 \$
S.A.P.C. - C.R.C. la Traverse	3,06 \$	409		456 812,10 \$
Services à la famille Restigouche (Nouveau-Brunswick)	3,06 \$	35		39 091,50 \$
Arc-en-soi (pour la Gaspésie)	3,06 \$	130		145 197,00 \$
C.R.C. Joliette	3,06 \$	330		368 577,00 \$
C.R.C. Curé Labelle	3,06 \$	500		558 450,00 \$
Résidence Carpe Diem	3,06 \$	290		323 901,00 \$
Maison Radisson	3,06 \$	406		453 461,40 \$
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	3,06 \$	64		71 481,60 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Montérégie	3,06 \$	435		485 851,50 \$
CRC Joliette (pour la Montérégie)	3,06 \$	128		142 963,20 \$
Centre de traitement l'envolée	3,06 \$	320		357 408,00 \$
Centre sur l'autre rive	3,06 \$	64		71 481,60 \$
CIVAS Montérégie	3,06 \$	192		214 444,80 \$
TOTAL - PAGE 1		4177		4 665 291,30 \$

DGSC/P-20 (2009-10) version 2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2008 - 2009			
	Budget			
Suivi dans la communauté	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 365	Montant du contrat 2008-2009
Société Elizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	3,06 \$	238		265 822,20 \$
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue	3,06 \$	360		402 084,00 \$
Maison Charlemagne	3,06 \$	360		402 084,00 \$
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	3,06 \$	360		402 084,00 \$
Y.M.C.A. de Montréal	3,06 \$	350		390 915,00 \$
Centre d'hébergement l'entre-toit	3,06 \$	62		69 247,80 \$
Maison l'intervalle	3,06 \$	62		69 247,80 \$
CRC de l'Outaouais	3,06 \$	384		428 889,60 \$
Société Elizabeth Fry (pour l'Outaouais)	3,06 \$	66		73 715,40 \$
Expansion-Femmes	3,06 \$	288		321 667,20 \$
Maison Painchaud	3,06 \$	256		285 926,40 \$
CRC le Pavillon	3,06 \$	352		393 148,80 \$
Réhabilitation de Beauce	3,06 \$	333		371 927,70 \$
CRC de Roberval	3,06 \$	96		107 222,40 \$
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay	3,06 \$	128		142 963,20 \$
Service Relance SLSJ	3,06 \$	64		71 481,60 \$
Maison d'hébergement le Séjour inc.	3,06 \$	64		71 481,60 \$
Services parajudiciaires autochtones de Québec	3,06 \$	22		24 571,80 \$
TOTAL - PAGE 2		3845		4 294 480,50 \$
TOTAL		8022		8 959 771,80 \$

DGSC/P-20 (2009-10) version 2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Contrats de services	Contrat 2008-2009	Tarifs 2008-2009	Titre du programme 2008-2009
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	86 810,20 \$	160,72 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	48 085,40 \$	160,72 \$	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale	70 112,00 \$	160,72 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	146 520,00 \$	137,06 \$	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Québec	186 178,00 \$	137,06 \$	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	112 841,50 \$	137,06 \$	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Montréal	498 567,00 \$	106,52 \$	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	159 054,00 \$	137,06 \$	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	54 737,00 \$	160,72 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	28 167,00 \$	160,72 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	28 487,00 \$	160,72 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Laval inc.	242 332,00 \$	106,52 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	206 797,00 \$	106,52 \$	Travaux compensatoires
Total	1 868 688,10 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2008-2009	Sous- total Région	Titre du programme 2008-2009
CRC Amos - S.A.T.A.S.	29 580,00 \$		Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val D'Or & Rouyn-Noranda
CRC Amos	30 000,00 \$		Accompagnement et escorte des personnes inuites à Amos et Val D'Or
CRC Amos - S.A.T.A.S.	10 200,00 \$	69 780,00 \$	Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
Arc-en-soi	12 300,00 \$		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
C-TA-C	3 060,00 \$		Programme d'intervention de groupe auprès des conjoints violents
Arc-en-soi	9 410,00 \$	24 770,00 \$	Soutien à l'éducation
Unité Domrémy de Baie-Comeau	5 785,00 \$		Programme "Stratégies" pour faire face aux difficultés, conflits ou crises
Centre d'intervention le Rond-Point	5 785,00 \$		Activités de sensibilisation et de réflexion sur les comportements humains
Transit de Sept-Îles	5 640,00 \$		Soutien, accompagnement et aide à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes
Unité Domrémy de Baie-Comeau	14 577,80 \$	31 787,80 \$	Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Sept-Îles
La Just'elles de l'Estrie	56 000,00 \$		Centre de service en justice pénale pour les femmes
Civas Estrie	30 550,00 \$		Programme d'intervention auprès d'hommes abuseurs sexuels
Centre d'entraide la Boussole inc.	10 200,00 \$		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Service d'aide et prévention de la criminalité	14 200,00 \$		Parrainage social
Services d'aide et prévention de la criminalité	22 150,00 \$		Appartements supervisés
Seuil de l'Estrie	5 560,00 \$		Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
Halte Drummond	5 560,00 \$		Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
La Chaudronnée de l'Estrie	5 490,00 \$	149 710,00 \$	Service de fiducie volontaire
Auberge chez mon père	91 800,00 \$		Soutien et accompagnement des personnes incarcérées (centre de jour)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	51 000,00 \$		Service de liaison entre Mi'gmaqwei Mawiomí Secrétariat et la Direction régionale des services correctionnels de la Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine
C.R.C. Arc-en-soi	6 000,00 \$	148 800,00 \$	Ateliers sur l'impulsivité
Sous-total page 1	424 847,80 \$		

DGSC/P-20 (2009-10) version 1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2008-2009	Sous- total Région	Titre du programme 2008-2009
A.C.C.R.O.C - MRC Antoine Labelle	10 000,00 \$		Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine Labelle
A.C.C.R.O.C - St-Jérôme	10 000,00 \$		IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme
Maison Waseskun	12 400,00 \$		Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones
Maison de thérapie l'Entre-temps	9 864,50 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	20 000,00 \$		1er volet - La violence, j'y renonce 2e volet - Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par C.A.H.O.
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	24 480,00 \$		Offrir des services professionnels auprès des abuseurs sexuels en groupe ou individuel
Centre pour hommes opprimants et colériques inc. (C.H.O.C.)	18 550,00 \$		La violence, j'y renonce
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	23 300,00 \$		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	19 300,00 \$		Programme de sensibilisation (pré-traitement)
Réseau Qujaq Network	20 250,00 \$		Programme intensif de thérapie cognitive et culturelle
CRC Curé Labelle	10 200,00 \$		Programme de sensibilisation " Que choisir "
CRC Curé Labelle	3 700,00 \$		Programme de sensibilisation de la gestion de l'agressivité (version anglaise)
CRC Curé Labelle	3 000,00 \$	185 044,50 \$	Programme de sensibilisation de la gestion de l'agressivité (version française)
Maison Radisson	15 175,00 \$		Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.)
Maison Radisson	9 490,00 \$		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.)
Accord Mauricie	7 140,00 \$		Thérapie pour conjoints violents
Société Élizabeth Fry	57 020,00 \$	88 825,00 \$	Centre de services en justice pénale pour femmes
Après-coup inc.	9 460,00 \$		Programme d'intervention auprès des conjoints violents
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	19 585,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
CIVAS Montérégie	7 150,00 \$		Programme d'intervention en délinquance sexuelle
Via l'Anse	5 305,00 \$		Intervention auprès des hommes ayant des problèmes de violence
CRC Joliette-Lanaudière	2 500,00 \$	44 000,00 \$	Conduite-Vie (comportements sécuritaires sur les routes)
Sous-total page 2	317 869,50 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2008-2009	Sous- total Région	Titre du programme 2008-2009
Continuité famille auprès des détenus	41 600,00 \$		Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	33 000,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide
Maison de transition de Mtl (St-Laurent) - action vol.	3 215,00 \$		Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante
Société Élisabeth Fry - EVE	52 500,00 \$		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élisabeth Fry - Tanguay	19 612,00 \$		Programme de services à la Maison Tanguay
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 300,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Diogène	10 000,00 \$		Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl - programme	421 000,00 \$		Centre de jour - programme
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère - milieu fermé	8 050,00 \$		Gestion de la colère
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu fermé	19 400,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures d'initier une démarche thérapeutique par l'entremise de rencontres de groupe ouvert
YMCA de Mtl	11 400,00 \$		Vivre sans violence
YMCA de Mtl	3 000,00 \$		Info-toxico
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère - milieu ouvert	9 665,00 \$		Gestion de la colère
Sous-total page 3	660 742,00 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2008-2009	Sous- total Région	Titre du programme 2008-2009
Centre Femmes aux 3-A	27 897,00 \$		Centre de réinsertion sociale
Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.)	2 652,00 \$		CIRCC'ulaire & diners-rencontres
Centre d'action bénévole de Québec inc.	53 652,00 \$		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Expansion-Femmes - Temps d'arrêt	14 025,00 \$		Offrir en externe un programme d'encadrement et de support à la clientèle contrevenante féminine pour des problématiques spécifiques reliées à leurs comportements délinquants
CKRL MF 89,1 inc.	3 978,00 \$		Souverains d'Orsainville : 10 émissions radiophoniques de 60 minutes produites par les personnes incarcérées (EDM, EDQ)
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	80 258,70 \$		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	21 445,50 \$		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
C.R.C. le Pavillon	13 566,00 \$		Ateliers toxicomanie
Expansion-Femmes - Volte-face	11 832,00 \$		Aider les personnes à comprendre et à cesser leurs comportements compulsifs de vol à l'étalage
Au Bercaill	15 682,50 \$		Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou judiciaires)
C.R.C. Le Pavillon	12 673,50 \$		Programme de sensibilisation en violence conjugale
Réhabilitation Beauce	15 682,50 \$		Programme l'Azimut (toxicomanie)
Expansion-Femmes	11 500,50 \$		MIRAGE (fraude)
Expansion-Femmes	7 124,80 \$		Liberté
Aûmonerie communautaire de Québec	6 859,50 \$		Foyer Maufile
Centre EX-EQUO	45 900,00 \$		Bureau de consultation en délinquance sexuelle de Chaudière-Appalaches
Sous-total page 4	344 729,50 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2008-2009	Sous- total Région	Titre du programme 2008-2009
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	38 800,00 \$		Thérapie pour hommes abuseurs sexuels
Société Élizabeth Fry	69 700,00 \$		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Société Élizabeth Fry	2 500,00 \$		Ateliers thématiques
L'Impact rivière Gatineau	18 000,00 \$		Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Centre Jellinek	6 000,00 \$	135 000,00 \$	Conscientisation aux toxicomanies en milieu fermé
A.C.S.M. (CHC la Relève)	9 384,00 \$		Bacchus - prévention de la récidive
A.C.S.M. (CHC la Relève)	5 508,00 \$		Transport et encadrement de la clientèle contrevenante toxico/délinquance
Association canadienne santé mentale	4 182,00 \$		Sensibilisation à des comportements non violents
Association canadienne santé mentale	16 690,00 \$		Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs
Cran d'arrêt	5 610,00 \$	41 374,00 \$	Sensibilisation à des comportements non violents
Sous-total page 5	176 374,00 \$		

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 20 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2008-2009	Sous- total Région	Titre du programme 2008-2009
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	61 700,00 \$		Programme général - Secrétariat permanent
Conseil des églises pour la justice et la criminologie (C.E.J.C.)	11 110,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	61 200,00 \$		Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale
Regroupement des organismes de référence du Québec	42 840,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Regroupement des organismes de référence du Québec	6 500,00 \$		Fête du 25e du Programme des travaux compensatoires
Sous-total page 6	183 350,00 \$		
TOTAL DES ACHATS DE PROGRAMMES	2 107 912,80 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

21. Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 21 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009¹.

		2007-2008 (10 mois)			2008-2009 (10 mois)		
ÉTABLISSEMENTS		COMDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL	COMDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	135	563	698	155	608	763
BCO	BAIE-COMEAU	55	222	277	43	198	241
CHI	CHICOUTIMI	138	729	867	107	813	920
HAV	HAVRE-AUBERT	4	20	24	12	26	38
HUL	HULL	439	1568	2 007	419	1941	2 360
BOR	MONTRÉAL	1555	12	1 567	1607	10	1 617
NEW	NEW CARLISLE	27	363	390	15	317	332
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	51	274	325	67	280	347
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	748	2653	3 401	823	2980	3 803
RIM	RIMOUSKI	202	472	674	166	420	586
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	381	9017	9 398	330	8432	8 762
ROB	ROBERVAL	84	336	420	107	309	416
SEP	SEPT-ÎLES	66	269	335	71	316	387
SHE	SHERBROOKE	348	1863	2 211	463	2171	2 634
SOR	SOREL	251	1854	2 105	351	868	1 219
SJE	ST-JÉRÔME	684	4603	5 287	736	4389	5 125
TAN	TANGUAY	334	1182	1 516	302	982	1 284
TRR	TROIS-RIVIÈRES	227	1463	1 690	190	1500	1 690
VLY	VALLEYFIELD	271	691	962	302	732	1 034
TOTAL		6 000	28 154	34 154	6 266	27 292	33 558

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple suite à une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

22. Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention au 1^{er} janvier 2009, au 1^{er} janvier 2008, au 1^{er} janvier 2007.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 22 : Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention au 1^{er} janvier 2009, au 1^{er} janvier 2008, au 1^{er} janvier 2007.

		1 ^{er} janvier 2009		
ÉTABLISSEMENTS		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	43	61	104
BCO	BAIE COMEAU	54	32	86
CHI	CHICOUTIMI	42	31	73
HAV	HAVRE-AUBERT	0	0	0
HUL	HULL	132	93	225
BOR	MONTREAL	601	378	979
NEW	NEW CARLISLE	56	21	77
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	32	18	50
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	365	293	658
RIM	RIMOUSKI	73	55	128
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	59	496	555
ROB	ROBERVAL	30	22	52
SEP	SEPT-ÎLES	14	9	23
SHE	SHERBROOKE	173	82	255
SOR	SOREL	46	45	91
SJE	ST-JÉRÔME	260	166	426
TAN	TANGUAY	79	57	136
TRR	TROIS-RIVIÈRES	162	82	244
VLY	VALLEYFIELD	32	31	63
TOTAL		2 253	1 972	4 225
POURCENTAGE		53,3%	46,7%	100,0%

1 ^{er} janvier 2008		
CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
32	63	95
55	35	90
49	26	75
0	0	0
111	82	193
679	372	1 051
66	36	102
31	16	47
369	255	624
56	69	125
73	520	593
32	28	60
0	0	0
137	84	221
45	50	95
226	168	394
83	81	164
124	96	220
30	25	55
2 198	2 006	4 204
52,3%	47,7%	100,0%

1 ^{er} janvier 2007		
CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
45	48	93
44	37	81
42	33	75
0	0	0
144	70	214
582	513	1 095
70	17	87
26	16	42
348	258	606
74	34	108
70	460	530
31	22	53
13	6	19
131	82	213
41	45	86
221	166	387
76	61	137
132	64	196
36	25	61
2 126	1 957	4 083
52,1%	47,9%	100,0%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

23. Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 23 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2008-2009¹.

C/R SAGIP	Établissements de détention Cat. Corps	Dépenses salariales ²																			
		Cadres [cat. 08] [630]			Prof. [cat. 03] [100 à 199]			PBTA [cat. 04] [200 à 299]			ASC ⁴ [cat. 05] [307]					Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]			Total		
		Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ASC-TC ¹		Effectifs ASC-TPR ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale
		Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
3251-52	Amos	3	4	505,1 \$					6	198,0 \$	23	16	23	9	3 432,2 \$	3	7	279,6 \$	52	42	4 414,9 \$
3550-51	Bale-Comeau	2	5	438,8 \$					5	166,9 \$	12	10	8	8	1 967,4 \$	2	4	179,8 \$	24	32	2 752,9 \$
3520-21	Chicoutimi	2	5	496,8 \$					4	155,6 \$	13	10	19	18	2 661,4 \$	4	3	233,3 \$	38	40	3 547,1 \$
3211-12	Hull	10	2	875,4 \$	2		144,4 \$	1	7	303,3 \$	43	23	28	17	5 388,1 \$	5	8	384,1 \$	89	57	7 095,3 \$
3331 à 38	Montréal	28	19	2 921,1 \$	6	13	1 105,0 \$	12	50	2 146,3 \$	156	91	111	89	23 054,4 \$	30	3	1 175,6 \$	343	265	30 402,4 \$
3561 à 63	New Carlisle & Havre-Aubert	6	2	539,6 \$		2	120,2 \$	1	5	209,2 \$	13	12	19	7	2 317,6 \$	2	5	207,3 \$	41	33	3 393,9 \$
3571	Percé ³	1		- \$		1	- \$			- \$					- \$			- \$	1	1	- \$
3510 à 13	Québec	16	22	2 554,3 \$	8	10	821,5 \$	2	27	1 097,9 \$	124	98	70	52	16 515,4 \$	22	8	1 022,4 \$	242	217	22 011,5 \$
3531-32	Rimouski	3	3	436,7 \$				1	4	202,2 \$	21	11	15	12	3 020,9 \$	3	3	235,2 \$	43	33	3 895,0 \$
3313 à 19	Rivière-des-Prairies	29	18	2 836,1 \$	1	7	328,3 \$	6	25	1 246,2 \$	144	87	64	67	18 085,1 \$	22	9	993,9 \$	266	213	23 489,6 \$
3522-23	Roberval	3	2	279,6 \$				2	1	108,3 \$	10	9	15	11	1 918,6 \$	1	3	124,4 \$	31	26	2 430,9 \$
3552-53	Sept-Îles	3	1	280,8 \$					2	80,4 \$	9	6	1	4	1 153,0 \$			- \$	13	13	1 514,2 \$
3131-32	Sherbrooke	8	4	921,9 \$	1	1	165,3 \$	3	7	332,4 \$	50	25	24	14	5 287,9 \$	7	6	339,9 \$	93	57	7 047,4 \$
3140-41	Sorel	3	4	539,0 \$					5	172,8 \$	16	10	21	15	2 923,8 \$	4	4	267,4 \$	44	38	3 903,0 \$
3221 à 23	St-Jérôme	18	7	1 755,7 \$	4	10	607,7 \$	3	14	549,4 \$	72	48	50	30	9 889,2 \$	11	5	566,9 \$	158	114	13 368,9 \$
3327-28	Maison Tanguay	2	6	584,8 \$	2	2	250,5 \$	1	6	237,9 \$	14	36	7	17	4 025,6 \$	7		245,7 \$	33	67	5 344,5 \$
3151-52	Trois-Rivières	11	1	832,4 \$	2	1	119,0 \$	1	7	309,5 \$	42	19	27	13	5 580,3 \$	6	6	394,5 \$	89	47	7 235,7 \$
3142-43	Valleyfield	3	2	346,4 \$					3	92,4 \$	7	10	6	3	1 431,4 \$	4	5	250,9 \$	20	23	2 121,1 \$
Sous-total effectifs		151	107		26	47		33	178		769	521	508	386		133	79		1 620	1 318	
Total effectifs et masse salariale		258		17 144,5 \$	73		3 661,9 \$	211		7 608,7 \$	1 290		894		108 652,3 \$	212		6 900,9 \$	2 938		143 968,3 \$

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 27 février 2009. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

² La rémunération est celle à 22 périodes de paie extrapolée sur 26 périodes de paie.

³ Les salaires sont versés dans une autre détention et seront transférés par écriture comptable en fin d'exercice.

⁴ L'ajustement de 4% applicable au traitement régulier de l'année civile 2008, versé à la paie 25 de l'exercice 2008-2009, ainsi que la majoration de l'échelle salariale de l'ordre de 7%, à compter du 1er janvier 2009, ne sont pas inclus dans la masse salariale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

24. Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 24 : Le nombre d'absence temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégories (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2008-2009²

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							TOTAL
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	
AMOS	0	167	71	4	2	16	0	260
BAIE-COMEAU	0	153	64	6	6	2	0	231
CHICOUTIMI	0	102	10	5	10	32	1	160
HAVRE-AUBERT	0	2	0	0	0	7	0	9
HULL	1	372	0	13	19	193	0	598
MONTRÉAL	1	555	12	12	42	369	0	991
NEW CARLISLE	63	355	335	14	0	18	2	787
QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	0	101	0	1	3	30	0	135
QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	0	579	113	10	27	315	0	1 044
RIMOUSKI	0	270	9	9	18	31	0	337
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	0	194	0	1	1	17	0	213
ROBERVAL	0	115	14	1	3	33	1	167
SEPT-ÎLES	0	77	44	6	0	2	0	129
SHERBROOKE	3	398	15	5	11	91	0	523
SOREL	0	231	0	2	13	98	1	345
ST-JÉRÔME	4	589	3	7	67	243	0	913
TANGUAY	1	442	0	10	6	72	0	531
TROIS-RIVIÈRES	10	183	65	10	3	86	3	360
VALLEYFIELD	0	47	16	3	1	156	0	223
TOTAL	83	4 932	771	119	232	1 811	8	7 956

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 24 : Le nombre d'absence temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégories (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2007-2008²

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							TOTAL
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	
AMOS	0	187	110	4	10	33	0	344
BAIE-COMEAU	0	121	53	5	9	18	0	206
CHICOUTIMI	0	138	14	8	17	74	0	251
HAVRE-AUBERT	0	0	0	0	0	4	0	4
HULL	9	244	0	6	9	181	0	449
MONTRÉAL	1	546	45	14	38	606	0	1 250
NEW CARLISLE	189	358	532	9	1	33	1	1 123
QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	0	123	0	0	10	13	0	146
QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	0	655	177	3	42	259	0	1 136
RIMOUSKI	0	283	11	6	12	13	1	326
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	0	150	0	3	1	30	0	184
ROBERVAL	0	106	11	2	9	57	0	185
SEPT-ÎLES	0	80	37	6	0	25	0	148
SHERBROOKE	6	320	41	7	21	238	5	638
SOREL	0	178	0	2	12	43	0	235
ST-JÉRÔME	0	321	7	6	71	223	0	628
TANGUAY	2	486	0	4	9	94	0	595
TROIS-RIVIÈRES	7	110	107	8	8	143	2	385
VALLEYFIELD	0	39	22	2	6	143	1	213
TOTAL	214	4 445	1 167	95	285	2 230	10	8 446

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

25. Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 25 : Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

ÉTABLISSEMENTS	2007-2008 (10 mois)				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
AMOS	48,0%	14,0%	8,8%	29,2%	100,0%
BAIE-COMEAU	69,8%	19,0%	6,3%	4,9%	100,0%
CHICOUTIMI	86,3%	6,7%	4,2%	2,8%	100,0%
HAVRE-AUBERT	85,7%	0,0%	0,0%	14,3%	100,0%
HULL	80,5%	6,4%	3,9%	9,2%	100,0%
MONTREAL	93,7%	2,9%	1,8%	1,6%	100,0%
NEW CARLISLE	91,3%	4,7%	2,9%	1,1%	100,0%
QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	53,6%	17,9%	23,2%	5,3%	100,0%
QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	46,9%	32,1%	17,7%	3,3%	100,0%
RIMOUSKI	51,4%	22,5%	14,5%	11,6%	100,0%
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	40,2%	40,9%	12,6%	6,3%	100,0%
ROBERVAL	87,7%	4,7%	3,8%	3,8%	100,0%
SEPT-ÎLES	34,8%	10,6%	19,7%	34,9%	100,0%
SHERBROOKE	63,9%	12,7%	16,8%	6,6%	100,0%
SOREL	74,0%	14,8%	8,7%	2,5%	100,0%
ST-JÉRÔME	64,4%	15,4%	15,4%	4,8%	100,0%
TANGUAY	81,0%	14,3%	3,3%	1,4%	100,0%
TROIS-RIVIÈRES	80,2%	14,3%	3,4%	2,1%	100,0%
VALLEYFIELD	97,8%	1,6%	0,4%	0,2%	100,0%
TOTAL	77,4%	11,4%	7,1%	4,1%	100,0%

2008-2009 (10 mois)				
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
56,1%	25,5%	6,5%	11,9%	100,0%
64,3%	14,3%	8,6%	12,8%	100,0%
90,9%	4,4%	2,3%	2,4%	100,0%
66,7%	0,0%	0,0%	33,3%	100,0%
83,2%	8,8%	3,1%	4,9%	100,0%
94,8%	3,3%	0,9%	1,0%	100,0%
90,7%	6,5%	1,9%	0,9%	100,0%
58,3%	10,0%	13,3%	18,4%	100,0%
47,4%	31,6%	16,7%	4,3%	100,0%
57,6%	30,8%	4,1%	7,5%	100,0%
43,3%	38,8%	11,7%	6,2%	100,0%
85,2%	7,8%	2,1%	4,9%	100,0%
65,5%	14,9%	3,4%	16,2%	100,0%
63,4%	16,2%	15,8%	4,6%	100,0%
84,0%	10,5%	4,4%	1,1%	100,0%
85,0%	6,7%	5,2%	3,1%	100,0%
83,2%	10,2%	5,0%	1,6%	100,0%
70,5%	21,1%	4,8%	3,6%	100,0%
95,7%	3,9%	0,4%	0,0%	100,0%
81,0%	10,9%	5,0%	3,1%	100,0%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

26. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 26 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.		
Établissement de détention	2008-2009	
	Total	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	23 180	708 958 \$
BAIE-COMEAU	7 199	228 925 \$
CHICOUTIMI	5 989	183 940 \$
HULL	18 813	603 928 \$
MONTRÉAL	122 650	3 889 711 \$
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	7 315	227 401 \$
QUÉBEC	68 691	2 244 015 \$
RIMOUSKI	11 448	368 980 \$
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	73 073	2 346 563 \$
ROBERVAL	7 241	218 296 \$
SEPT-ÎLES	4 018	126 280 \$
SHERBROOKE	18 910	605 843 \$
SOREL	13 613	422 231 \$
ST-JÉRÔME	30 460	980 132 \$
TANGUAY	19 801	656 945 \$
TROIS-RIVIÈRES	29 171	977 982 \$
VALLEYFIELD	7 923	253 132 \$
TOTAL	469 495	15 043 262 \$
Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2009).		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 26 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

Établissement de détention	2007-2008	
	Total	
	Nombre d'heures estimées	Coûts estimés (En milliers \$)
Amos	21 649	668,9 \$
Baie-Comeau	8 779	269,6 \$
Chicoutimi	7 205	218,9 \$
Hull	20 889	672,7 \$
Montréal	137 194	4 298,8 \$
New Carlisle et Havre-Aubert	10 878	334,4 \$
Québec	59 635	1 874,3 \$
Rimouski	13 093	420,0 \$
Rivière-des-Prairies	89 139	2 834,0 \$
Roberval	2 564	76,3 \$
Sept-Iles	5 405	168,5 \$
Sherbrooke	24 509	783,6 \$
Sorel	15 062	459,7 \$
St-Jérôme	41 313	1 333,4 \$
Tanguay	19 424	637,9 \$
Trois-Rivières	33 126	1 112,6 \$
Valleyfield	10 147	308,6 \$
Total	520 011	16 472,2 \$

Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie extrapolés sur 26 périodes de paie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

27. Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative et pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

Année 2008-2009¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

	Milieu ouvert								Milieu fermé				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
Régions correctionnelles	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	114	1 254	5	20	145	145	40	360	18	18	67	603	389	2 400
Bas St-Laurent	109	1 199	1	4	53	53	56	504	148	148	104	936	471	2 844
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	464	5 104	48	192	103	103	907	8 163	549	549	484	4 356	2 555	18 467
Côte-Nord	59	649	39	156	14	14	122	1 098	116	116	63	567	413	2 600
Estrie	243	2 673	8	32	144	144	365	3 285	228	228	133	1 197	1 121	7 559
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	40	440	0	0	20	20	27	243	12	12	60	540	159	1 255
Laval, Laurentides, Lanaudière	574	6 314	7	28	41	41	820	7 380	48	48	430	3 870	1 920	17 681
Montréal	816	8 976	0	0	58	58	647	5 823	604	604	694	6 246	2 819	21 707
Montréal	437	4 807	16	64	16	16	554	4 986	78	78	213	1 917	1 314	11 868
Mauricie/Centre du Québec	238	2 618	14	56	18	18	212	1 908	132	132	179	1 611	793	6 343
Outaouais	151	1 661	39	156	70	70	106	954	1	1	138	1 242	505	4 084
Saguenay/Lac St-Jean	213	2 343	6	24	30	30	169	1 521	218	218	81	729	717	4 865
TOTAL	3 458	38 038	183	732	712	712	4 025	36 225	2 152	2 152	2 646	23 814	13 176	101 673

¹ Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative et pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009

Année 2007-2008 ¹

Répartition des rapports présententiels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

	Milieu ouvert								Milieu fermé				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
Régions correctionnelles	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	85	935	22	88	1	1	47	423	20	20	78	702	253	2 169
Bas St-Laurent	121	1 331	2	8	3	3	62	558	139	139	77	693	404	2 732
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	443	4 873	51	204	27	27	363	3 267	660	660	451	4 059	1 995	13 090
Côte-Nord	70	770	38	152	8	8	112	1 008	114	114	66	594	408	2 646
Estrie	214	2 354	7	28	2	2	254	2 286	111	111	189	1 701	777	6 482
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	38	418	0	0	13	13	21	189	22	22	72	648	166	1 290
Laval, Laurentides, Lanaudière	532	5 852	6	24	14	14	540	4 860	3	3	402	3 618	1 497	14 371
Montréal	899	9 889	1	4	35	35	800	7 200	974	974	829	7 461	3 538	25 563
Montréal	433	4 763	38	152	13	13	309	2 781	94	94	189	1 701	1 076	9 504
Mauricie/Centre du Québec	219	2 409	28	112	2	2	84	756	115	115	190	1 710	638	5 104
Outaouais	146	1 606	48	192	11	11	90	810	101	101	121	1 089	517	3 809
Saguenay/Lac St-Jean	229	2 519	8	32	12	12	113	1 017	261	261	136	1 224	759	5 065
TOTAL	3 429	37 719	249	996	141	141	2 795	25 155	2 614	2 614	2 800	25 200	12 028	91 825

¹ Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

28. Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2008-2009 ventilés par établissement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 28 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2008-2009 ventilé par établissement ¹

Exercice 2008-2009 :	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC Temps complet & partiel ²		Ouvriers		Total (k\$) ¹
	Effectifs ⁴	Dépense probable 2008-2009 excluant la CSST	Effectifs ⁴	Dépense probable 2008-2009 excluant la CSST	Effectifs ⁴	Dépense probable 2008-2009 excluant la CSST	Effectifs ⁴	Dépense probable 2008-2009 excluant la CSST	Effectifs ⁴	Dépense probable 2008-2009 excluant la CSST	
Établissement de détention de d'Amos	7	505,1 \$	-	- \$	6	198,0 \$	71	3 432,2 \$	10	279,6 \$	
Établissement de détention de Baie-Comeau	7	438,8 \$	-	- \$	5	166,9 \$	38	1 967,4 \$	6	179,8 \$	
Établissement de détention de Chicoutimi	7	496,8 \$	-	- \$	4	155,6 \$	60	2 661,4 \$	7	233,3 \$	
Établissement de détention de Hull	12	875,4 \$	2	144,4 \$	8	303,3 \$	111	5 388,1 \$	13	384,1 \$	
Établissement de détention de Montréal	47	2 921,1 \$	19	1 105,0 \$	62	2 146,3 \$	447	23 054,4 \$	33	1 175,6 \$	
Établissement de détention de New Carlisle	8	539,6 \$	2	120,2 \$	6	209,2 \$	51	2 317,6 \$	7	207,3 \$	
Établissement de détention de Percé ³	1	- \$	1	- \$	-	- \$	-	- \$	-	- \$	
Établissement de détention de Québec	38	2 554,3 \$	18	821,5 \$	29	1 097,9 \$	344	16 515,4 \$	30	1 022,4 \$	
Établissement de détention de Rimouski	6	436,7 \$	-	- \$	5	202,2 \$	59	3 020,9 \$	6	235,2 \$	
Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	47	2 836,1 \$	8	328,3 \$	31	1 246,2 \$	362	18 085,1 \$	31	993,9 \$	
Établissement de détention de Roberval	5	279,6 \$	-	- \$	3	108,3 \$	45	1 918,6 \$	4	124,4 \$	
Établissement de détention de Sept-Iles	4	280,8 \$	-	- \$	2	80,4 \$	20	1 153,0 \$	-	- \$	
Établissement de détention de Sherbrooke	12	921,9 \$	2	165,3 \$	10	332,4 \$	113	5 287,9 \$	13	339,9 \$	
Établissement de détention de Sorel	7	539,0 \$	-	- \$	5	172,8 \$	62	2 923,8 \$	8	267,4 \$	
Établissement de détention de Saint-Jérôme	25	1 755,7 \$	14	607,7 \$	17	549,4 \$	200	9 889,2 \$	16	566,9 \$	
Établissement de détention de Maison Tanguay	8	584,8 \$	4	250,5 \$	7	237,9 \$	74	4 025,6 \$	7	245,7 \$	
Établissement de détention de Trois-Rivières	12	832,4 \$	3	119,0 \$	8	309,5 \$	101	5 580,3 \$	12	394,5 \$	
Établissement de détention de Valleyfield	5	346,4 \$	-	- \$	3	92,4 \$	26	1 431,4 \$	9	250,9 \$	
Autres que les établissements de détention	32	3 206,9 \$	427	22 301,7 \$	129	4 452,9 \$	106	5 341,2 \$	-	- \$	
Total des effectifs ⁴	290		500		340		2 290		212		3 632
Dépenses probables 2008-2009 avant CSST (k\$) :		20 351,4 \$		25 963,6 \$		12 061,6 \$		113 993,5 \$		6 900,9 \$	179 271,0 \$
Plus : CSST (dépense estimée) ⁵											4 352,1 \$
Dépenses probables totales 2008-2009 (k\$) :											183 623,1 \$

¹ Données au 31 janvier 2009 (après 22 périodes de paie) extrapolées jusqu' au 31 mars 2009.
² L'ajustement de 4% applicable au traitement régulier de l'année civile 2008, versé à la paie 25 de l'exercice 2008-2009, ainsi que la majoration de l'échelle salariale de l'ordre de 7%, à compter du 1er janvier 2009, ne sont pas inclus dans la masse salariale.
³ Les salaires sont versés dans une autre détention et seront transférés par écriture comptable en fin d'exercice.
⁴ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 27 février 2009. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.
⁵ Ce montant tient compte de 386,2 k\$ de remboursements prévu en provenance de la CSST.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

29. Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 29 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2007-2008 et 2008-2009 par région administrative.

Voir la question 30.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

30. Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 30 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

	2006-2007						2007-2008						2008-2009										
	Surveillance				Effectifs ¹		Surveillance				Effectifs ¹		Surveillance				Effectifs ¹						
Régions correctionnelles ²	Prob.	L.C.	Sursis	T.C.	Agent de probation	ASC	Prob.	L.C.	Sursis	T.C.	Agent de probation	ASC	Prob.	L.C.	Sursis	T.C.	Agent de probation	ASC					
Abitibi-Témiscamingue, Nord-Du-Québec	680	18	142	213	n/d	n/d	576	10	140	191	15	8	564	3	132	204	17	8					
Bas-St-Laurent	382	11	71	99	n/d	n/d	399	15	77	110	9	4	395	19	81	109	13	4					
Côte-Nord	214	6	70	134	n/d	n/d	194	7	78	116	9	5	179	5	74	101	9	5					
Estrie	706	45	191	173	n/d	n/d	652	35	195	145	18	7	653	32	217	172	21	5					
Gaspésie-Îles-de-La-Madeleine	179	10	50	67	n/d	n/d	181	18	50	73	9	3	176	10	50	74	8	2					
Laval-Lanaudière-Laurentides	1188	108	558	370	n/d	n/d	1135	93	589	374	36	18	1148	93	650	413	37	19					
Mauricie	466	43	278	161	n/d	n/d	452	46	252	154	16	8	442	32	213	173	16	7					
Montréal	1321	62	401	439	n/d	n/d	1386	56	365	460	41	11	1384	45	406	523	42	11					
Montréal	1905	157	891	613	n/d	n/d	1887	129	866	612	67	19	1831	116	841	639	76	19,0					
Outaouais	559	30	147	117	n/d	n/d	582	22	129	99	22	7	585	13	142	104	21	7					
Québec-Chaudières-Appalaches	1297	75	418	356	n/d	n/d	1382	83	370	413	44	14	1413	90	416	488	42	14					
Saguenay-Lac-St-Jean	385	27	156	101	n/d	n/d	424	19	163	144	12	5	429	22	187	152	13	5,0					
TOTAL	9 282	592	3 373	2 843	n/d	n/d	9 250	533	3 274	2 891	298	109	9199	480	3409	3152	315	106					
GRAND TOTAL	16 090				n/d		15 948				407		16240				421						
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	n/d					39,2													38,6				

¹ Le nombre d'agents de probation et d'ASC fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières.

² Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

Types de surveillance

Prob. Probation
L.C. Libération conditionnelle
Sursis Sursis
T.C. Travaux communautaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

31. La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 31 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers	Population desservie ¹	Coût annuel ²	District couvert ³
Abénaquis	Odanak- Wôlinak	Corps	6	376	312 000 \$	17
Algonquins	Eagle Village	Corps	3	274	148 943 \$	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps	8	1 536	384 000 \$	07
Algonquins	Lac Barrière	Service	4	530	187 045 \$	07
Algonquins	Lac Simon	Corps	9	1 318	445 355 \$	08
Algonquins	Abitibiwinni (Pikogan)	Corps	3	570	157 908 \$	08
Algonquins	Timiskaming	Corps	5	593	230 400 \$	08
Atikamekw	Manawan	Corps	9	2 029	486 221 \$	04
Atikamekw	Obedjiwan	Service	13	2 034	783 360 \$	04
Cris	Baie-James	Corps	70	14 423	6 588 400 \$	10
Wendat-Huron	Wendake	Corps	9	1 310	528 000 \$	03
Inuit	Kativik	Corps	54	9 714	7 284 565 \$	10

¹ Source : site Internet du Secrétariat des affaires autochtones.

² Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³ Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 31 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers	Population desservie ¹	Coût annuel ²	District couvert ³
Micmac	Gesgapegiag	Corps	4	578	211 608 \$	11
Micmac	Listuguj	Corps	12	1 962	601 283 \$	11
Mohawk	Akwesasne	Corps	24	5 045	813 600 \$	16
Mohawk	Kahnawake	Corps	26	7 446	1 783 338 \$	16
Montagnais	Betsiamites	Corps	12	2 795	576 000 \$	09
Montagnais	Essipit	Corps	2	179	123 350 \$	09
Montagnais	Mashteuiatsh	Corps	11	2 055	576 000 \$	02
Montagnais	Pakua Shipi	Service	2	301	180 084 \$	09
Montagnais	Uashat Mak Mani-Utenam	Corps	16	2 970	798 720 \$	09
Naskapis	Kawawachikamach	Corps	3	627	313 468 \$	09
Total					23 881 102 \$	

¹ Source : site Internet du Secrétariat des affaires autochtones.

² Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³ Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

32. Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 32: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2008-2009¹.

Type de corps policiers	Code criminel																															
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées		
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	77 315	36 264	20 875	73,9	267 692	28 606	14 287	16,0	42 079	29 842	5 199	83,3	35 114	16 705	2 394	54,4	422 200	111 417	42 755	36,5	19 798	10 024	4 079	71,2	928	635	115	80,8	6 203	2 417	1 044	55,8

¹ Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2007 du Programme DUC 2 extraites le 1er mars 2008 et recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

33. Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2008-2009.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

34. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Abercorn	407	46 092 024	66 940 \$
Abitibi	203	7 077 878	10 338 \$
Abitibi-Ouest	127	939 098	1 474 \$
Acton Vale	7 978	348 674 552	680 808 \$
Adstock	2 754	175 367 731	255 606 \$
Aguanish	341	6 171 047	9 091 \$
Albanel	2 375	74 454 720	108 703 \$
Albertville	322	10 066 845	14 753 \$
Alleyne-et-Cawood	255	23 235 327	33 929 \$
Alma	30 612	1 807 770 826	4 316 594 \$
Amherst	1 443	157 639 309	229 437 \$
Amos	12 863	544 133 857	1 321 960 \$
Amqui	6 380	257 733 179	625 920 \$
Ange-Gardien	2 030	212 054 330	308 834 \$
Angliers	315	12 121 600	17 703 \$
Antoine-Labelle	0	28 315 627	41 333 \$
Armagh	1 640	65 527 058	95 624 \$
Arundel	610	51 397 126	74 903 \$
Asbestos	6 977	268 334 711	637 821 \$
Ascot Corner	2 622	138 722 638	201 952 \$
Aston-Jonction	382	21 700 125	31 681 \$
Auclair	536	17 420 816	25 315 \$
Audet	689	37 941 083	55 299 \$
Aumond	790	43 651 377	63 504 \$
Authier	270	6 046 594	8 846 \$
Authier-Nord	326	6 371 112	9 351 \$
Avignon	0	180 895	246 \$
Ayer's Cliff	1 115	102 544 344	149 314 \$
Baie-Comeau	23 007	1 318 232 605	3 204 352 \$
Baie-des-Sables	620	21 083 333	30 734 \$
Baie-du-Febvre	1 080	107 174 608	156 590 \$
Baie-James	2 050	324 741 300	473 073 \$
Baie-Johan-Beetz	107	2 604 215	3 688 \$
Baie-Sainte-Catherine	229	10 231 815	14 992 \$
Baie-Saint-Paul	7 421	492 799 627	1 193 029 \$
Baie-Trinité	534	20 053 515	29 250 \$
Barkmere	89	40 253 408	58 586 \$
Barnston-Ouest	581	54 821 147	79 769 \$
Barraute	2 085	56 009 975	81 716 \$
Batiscan	977	62 369 258	90 714 \$
Béarn	913	28 536 065	41 558 \$
Beauceville	6 364	300 140 561	657 976 \$
Beaulac-Garthby	915	75 299 873	109 774 \$
Beaumont	2 213	161 063 869	234 534 \$
Beaupré	3 084	318 760 296	474 241 \$
Bécancour	11 369	960 822 470	2 334 106 \$
Bedford	754	46 901 976	68 382 \$
Bedford	2 683	138 202 651	201 321 \$
Bégin	889	25 356 640	36 906 \$
Belcourt	266	5 039 563	7 377 \$
Belleterre	352	9 341 423	13 530 \$
Berry	562	14 632 543	21 379 \$
Berthier-sur-Mer	1 283	94 881 718	138 188 \$
Berthierville	4 078	188 129 550	368 578 \$
Béthanie	332	29 594 355	43 281 \$
Biencourt	601	16 412 132	23 853 \$
Blanc-Sablon	1 306	47 436 489	69 083 \$
Blue Sea	621	72 086 358	105 265 \$
Boileau	515	33 637 400	48 948 \$
Boischatel	5 392	267 399 950	639 864 \$
Bois-Franc	454	30 191 157	43 939 \$
Bolton-Est	717	122 728 236	178 399 \$
Bolton-Ouest	727	135 680 255	197 473 \$
Bonaventure	36	2 640 960	3 930 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Bonaventure	2 706	112 245 746	163 733 \$
Bonne-Espérance	836	17 996 420	26 309 \$
Bonsecours	560	57 229 808	83 038 \$
Bouchette	743	74 209 439	108 008 \$
Bowman	686	46 465 719	67 842 \$
Brébeuf	960	62 221 500	90 492 \$
Brigham	2 433	144 221 453	210 018 \$
Bristol	1 227	84 599 306	123 564 \$
Brome	285	24 730 002	36 081 \$
Brownsburg-Chatham	6 788	352 056 828	691 794 \$
Bryson	639	20 481 336	29 745 \$
Bury	1 273	91 625 028	133 357 \$
Cabano	3 301	124 753 134	207 234 \$
Cacouna	1 943	110 739 158	161 476 \$
Campbell's Bay	759	24 504 775	35 670 \$
Cap-Chat	2 808	75 116 226	109 417 \$
Caplan	1 933	62 572 671	91 281 \$
Cap-Saint-Ignace	3 266	140 084 361	224 741 \$
Cap-Santé	2 732	126 184 313	183 679 \$
Carleton-sur-Mer	4 157	163 408 898	238 314 \$
Cascapédia-Saint-Jules	719	23 304 855	33 932 \$
Causapscal	2 503	72 809 042	106 185 \$
Cayamant	824	68 247 485	99 586 \$
Chambord	1 718	105 097 078	153 317 \$
Champlain	1 592	111 571 689	162 333 \$
Champneuf	132	4 671 314	6 887 \$
Chandler	8 073	278 759 584	437 939 \$
Chapais	1 659	35 626 692	51 837 \$
Charlevoix	0	10 012 464	14 551 \$
Charlevoix-Est	219	45 474 006	66 449 \$
Charrette	938	36 469 200	53 083 \$
Chartierville	391	42 059 432	61 141 \$
Château-Richer	3 633	147 118 748	265 475 \$
Chazel	321	6 379 261	9 349 \$
Chénéville	803	34 671 446	50 656 \$
Chertsey	5 076	329 904 505	744 140 \$
Chester-Est	368	23 763 784	34 625 \$
Chesterville	924	51 705 235	75 496 \$
Chibougamau	7 732	322 332 156	782 867 \$
Chichester	402	18 208 142	26 555 \$
Chute-aux-Outardes	1 883	42 822 549	62 502 \$
Chute-Saint-Philippe	900	56 203 273	81 924 \$
Clarendon	1 279	93 119 899	135 691 \$
Clermont	545	12 496 432	18 202 \$
Clermont	3 093	158 595 308	236 262 \$
Clerval	381	11 852 400	17 197 \$
Cleveland	1 609	76 694 705	111 896 \$
Cloridorme	782	18 686 113	27 269 \$
Coaticook	9 395	574 184 277	1 234 519 \$
Colombier	836	18 599 440	27 052 \$
Compton	2 881	232 824 100	339 064 \$
Cookshire-Eaton	5 114	286 242 784	465 912 \$
Coteau-du-Lac	6 506	444 488 862	1 078 157 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 056	35 562 510	51 886 \$
Courcelles	954	45 027 878	65 668 \$
Cowansville	12 438	637 001 513	1 547 221 \$
Crabtree	3 521	167 510 898	218 217 \$
Danville	4 138	159 286 035	243 575 \$
Daveluyville	1 019	36 169 871	52 872 \$
Dégelis	3 253	124 074 074	198 967 \$
Déléage	2 023	67 529 626	98 307 \$
Denholm	617	53 121 455	77 488 \$
Desbiens	1 096	26 913 175	39 356 \$
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	1 010	47 957 015	69 876 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

62
00

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Deschambault-Grondines	2 052	275 564 738	401 917 \$
Disraeli	1 080	64 892 124	94 655 \$
Disraeli	2 599	97 008 132	141 190 \$
Dixville	695	45 889 038	66 859 \$
Dolbeau-Mistassini	14 832	655 119 169	1 590 844 \$
Donnacoona	5 692	326 382 789	792 891 \$
Dosquet	935	38 288 319	55 753 \$
Drummondville	68 841	3 496 567 513	8 462 738 \$
Dudswell	1 746	136 535 145	198 743 \$
Duhamel	494	104 329 092	151 921 \$
Duhamel-Ouest	902	50 685 544	73 985 \$
Dundee	448	43 452 824	63 294 \$
Dunham	3 458	286 763 213	489 464 \$
Duparquet	658	23 434 374	34 162 \$
Dupuy	979	20 811 131	30 248 \$
Durham-Sud	1 051	46 745 554	68 133 \$
East Angus	3 434	134 450 366	230 118 \$
East Broughton	2 396	67 735 435	98 823 \$
East Farnham	515	26 490 800	38 593 \$
East Hereford	423	28 132 079	41 044 \$
Eastman	1 605	216 743 391	315 244 \$
Egan-Sud	535	28 983 500	42 184 \$
Elgin	469	41 380 479	60 236 \$
Entrelacs	966	108 043 108	157 335 \$
Escuminac	678	20 631 646	29 987 \$
Esprit-Saint	407	9 921 050	14 507 \$
Estérel	260	171 205 200	249 032 \$
Farnham	7 969	385 609 644	832 832 \$
Fassett	492	23 203 218	33 936 \$
Ferland-et-Boilleau	628	21 240 024	30 990 \$
Ferme-Neuve	3 073	141 502 869	206 151 \$
Fermont	2 695	194 058 842	283 353 \$
Forestville	3 621	118 985 721	214 962 \$
Fort-Coulonge	1 406	37 133 581	54 118 \$
Fortierville	712	29 120 769	42 559 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1 572	154 244 801	224 630 \$
Frampton	1 353	86 755 779	126 313 \$
Franklin	1 682	128 138 952	186 679 \$
Franquelin	351	9 843 493	14 270 \$
Frelighsburg	1 039	137 262 024	200 056 \$
Frontenac	1 671	113 950 412	166 055 \$
Fugèreville	301	12 154 108	17 715 \$
Galichan	469	12 270 136	17 920 \$
Gaspé	15 102	566 338 693	1 376 565 \$
Girardville	1 199	42 082 285	61 463 \$
Godbout	372	9 741 269	14 256 \$
Godmanchester	1 488	106 890 298	155 833 \$
Gore	1 569	157 629 763	229 507 \$
Gracefield	2 497	205 358 475	299 389 \$
Grand-Calumet	809	36 496 120	53 104 \$
Grande-Rivière	3 440	106 353 229	181 660 \$
Grandes-Piles	362	30 643 732	44 641 \$
Grande-Vallée	1 272	37 602 396	54 785 \$
Grand-Métis	280	13 729 176	19 917 \$
Grand-Remous	1 273	54 921 904	80 026 \$
Grand-Saint-Esprit	485	33 097 801	48 059 \$
Grenville	1 434	61 849 786	90 240 \$
Grenville-sur-la-Rouge	2 769	192 323 078	280 142 \$
Gros-Mécatina	596	17 031 943	24 856 \$
Grosse-Île	547	25 152 142	36 641 \$
Grosses-Roches	432	10 058 656	14 777 \$
Guérin	302	10 754 003	15 738 \$
Ham-Nord	918	41 715 417	60 796 \$
Hampden	224	16 117 310	23 577 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

63
00

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Harrington	796	135 190 528	196 801 \$
Hatley	815	121 520 223	177 068 \$
Hatley	1 823	179 488 600	261 215 \$
Havelock	789	74 033 730	107 651 \$
Havre-Saint-Pierre	3 200	172 829 809	267 539 \$
Hébertville	2 484	99 632 376	145 241 \$
Hébertville-Station	1 260	34 493 654	50 427 \$
Hemmingford	769	35 561 349	51 865 \$
Hemmingford	1 796	151 146 135	220 287 \$
Henryville	1 565	130 689 908	190 388 \$
Hérouxville	1 252	46 913 881	68 336 \$
Hinchinbrooke	2 424	143 622 366	209 345 \$
Honfleur	802	66 711 758	97 299 \$
Hope	911	17 300 670	25 318 \$
Hope Town	366	11 113 118	16 221 \$
Howick	622	25 681 087	37 330 \$
Huberdeau	949	53 800 830	78 210 \$
Hudson	5 186	757 578 827	1 745 920 \$
Huntingdon	2 618	103 879 003	151 416 \$
Inverness	847	70 327 182	102 367 \$
Irlande	959	49 006 296	71 522 \$
Ivry-sur-le-Lac	403	133 012 736	193 814 \$
Joliette	19 423	1 159 669 491	2 089 575 \$
Kamouraska	0	2 563 052	3 690 \$
Kamouraska	718	54 765 084	79 771 \$
Kazabazua	865	63 661 857	93 018 \$
Kiamika	779	40 016 613	58 308 \$
Kingsbury	97	5 344 206	7 858 \$
Kingsey Falls	2 144	148 874 799	217 083 \$
Kinnear's Mills	342	27 372 380	39 822 \$
Kipawa	570	30 060 472	43 804 \$
La Bostonnais	632	19 644 293	28 788 \$
La Conception	1 309	180 548 100	262 358 \$
La Corne	705	20 323 314	29 775 \$
La Côte-de-Beaupré	0	47 734 202	69 604 \$
La Côte-de-Gaspé	15	2 650 878	3 932 \$
La Doré	1 484	51 091 843	74 497 \$
La Durantaye	724	38 541 113	56 238 \$
La Guadeloupe	1 800	60 169 266	87 842 \$
La Haute-Côte-Nord	0	24 564 060	35 897 \$
La Haute-Gaspésie	235	10 402 474	15 235 \$
La Jacques-Cartier	0	2 879 424	4 175 \$
La Macaza	995	103 369 290	150 464 \$
La Malbaie	9 130	474 124 776	917 619 \$
La Martre	255	4 358 256	6 386 \$
La Matapédia	40	53 611 369	78 096 \$
La Minerve	1 308	193 684 493	281 856 \$
La Mitis	57	8 489 151	12 296 \$
La Morandière	270	6 129 739	8 858 \$
La Motte	413	13 373 933	19 437 \$
La Patrie	810	57 553 725	83 813 \$
La Pocatière	4 671	256 997 034	551 214 \$
La Présentation	2 197	178 856 298	260 547 \$
La Rédemption	530	12 303 172	17 934 \$
La Reine	363	5 670 929	8 360 \$
La Sarre	7 500	292 926 450	711 722 \$
La Trinité-des-Monts	289	9 820 904	14 256 \$
La Tuque	12 063	580 021 570	1 264 739 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	0	13 316 559	19 416 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	616	28 426 655	41 541 \$
La Visitation-de-Yamaska	357	42 389 606	61 776 \$
Labelle	2 297	199 688 121	290 614 \$
Labrecque	1 327	41 424 381	60 448 \$
Lac Beauport	6 207	497 902 918	1 209 092 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

4
8

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Lac Brome	5 692	780 500 789	1 892 989 \$
Lac Delage	551	37 981 724	55 249 \$
Lac Edouard	173	14 284 700	20 864 \$
Lac Saint-Joseph	275	143 533 697	208 673 \$
Lac-au-Saumon	1 496	44 716 164	65 183 \$
Lac-aux-Sables	1 334	81 476 265	118 789 \$
Lac-Bouchette	1 324	54 299 761	79 215 \$
Lac-des-Aigles	626	16 328 547	23 864 \$
Lac-des-Écorces	2 943	119 240 399	173 623 \$
Lac-des-Plages	406	57 000 962	82 988 \$
Lac-des-Seize-Îles	188	46 472 270	67 748 \$
Lac-Drolet	1 192	67 611 015	98 530 \$
Lac-du-Cerf	456	38 125 300	55 603 \$
Lac-Etchemin	4 117	179 762 400	272 323 \$
Lac-Frontière	198	8 412 800	12 298 \$
Lachute	12 076	642 222 292	1 558 529 \$
Lac-Mégantic	6 086	381 784 417	927 517 \$
Lacolle	2 565	160 677 953	234 113 \$
Lac-Poulin	138	26 167 181	38 114 \$
Lac-Saguay	504	30 621 250	44 713 \$
Lac-Sainte-Marie	671	111 072 266	162 032 \$
Lac-Saint-Jean-Est	0	4 578 734	6 618 \$
Lac-Saint-Paul	543	27 242 225	39 831 \$
Lac-Sergent	428	36 837 276	53 536 \$
Lac-Simon	902	141 451 230	206 230 \$
Lac-Supérieur	1 785	272 070 540	395 706 \$
Laforce	367	3 605 340	5 167 \$
Lamarche	586	13 246 730	19 432 \$
Lambton	1 646	132 537 927	193 055 \$
Landrienne	1 003	29 827 315	43 515 \$
L'Ange-Gardien	3 063	153 306 009	228 098 \$
Lanoraie	4 156	220 518 829	333 802 \$
L'Anse-Saint-Jean	1 106	55 235 966	80 432 \$
Lantier	829	108 760 044	158 327 \$
L'Ascension	873	51 902 960	75 713 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 018	73 545 207	107 093 \$
L'Ascension-de-Patapédia	219	5 489 090	8 114 \$
Latulipe-et-Gaboury	341	10 986 493	15 983 \$
Launay	229	9 031 631	13 285 \$
Laurier-Station	2 460	125 178 877	182 355 \$
Laurierville	1 455	79 154 353	115 262 \$
Lavaltrie	12 362	607 132 690	1 408 332 \$
L'Avenir	1 301	67 255 942	98 071 \$
Laverlochère	735	26 617 950	38 883 \$
Lawrenceville	664	31 129 438	45 406 \$
Le Bic	3 005	121 024 403	180 474 \$
Le Domaine-du-Roy	36	42 875 140	62 446 \$
Le Fjord-du-Saguenay	15	277 800 087	403 897 \$
Le Rocher-Percé	0	784 824	1 228 \$
Lebel-sur-Quévillon	2 796	157 945 617	230 747 \$
Leclercville	535	32 540 177	47 548 \$
Lefebvre	820	37 383 060	54 442 \$
Lejeune	383	12 229 553	17 937 \$
Lemieux	342	13 690 300	19 925 \$
L'Épiphanie	3 216	181 928 240	291 377 \$
L'Épiphanie	4 675	184 930 767	396 016 \$
Les Basques	0	341 775	491 \$
Les Bergeronnes	678	32 796 473	47 725 \$
Les Cèdres	5 864	381 006 688	924 910 \$
Les Coteaux	3 846	206 777 367	389 083 \$
Les Éboulements	1 276	107 707 010	157 169 \$
Les Escoumins	2 095	82 768 158	120 786 \$
Les Hauteurs	586	14 278 788	20 896 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	12 794	459 263 512	673 017 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Les Méchins	1 182	40 342 571	58 870 \$
L'Île-Cadieux	137	38 361 570	55 990 \$
L'Île-d'Anticosti	300	22 565 399	32 947 \$
L'Île-Perrot	10 144	585 201 274	1 420 450 \$
Lingwick	623	52 054 980	75 993 \$
L'Isle-aux-Allumettes	1 467	113 396 104	165 170 \$
L'Isle-aux-Coudres	1 320	80 667 431	117 517 \$
L'Islet	3 884	173 779 751	253 344 \$
L'Isle-Verte	1 497	64 980 720	94 592 \$
Litchfield	494	85 130 864	124 114 \$
Lochaber	519	23 319 612	33 938 \$
Lochaber-Partie-Ouest	525	36 758 403	53 626 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	438	13 698 960	19 899 \$
Longue-Rive	1 295	30 588 265	44 474 \$
Lorrainville	1 342	49 832 683	72 745 \$
Lotbinière	948	78 150 204	113 681 \$
Louiseville	7 568	327 431 613	795 610 \$
Low	963	93 862 184	136 708 \$
Lyster	1 672	76 511 803	111 569 \$
Macamic	2 783	72 332 791	105 562 \$
Maddington	424	12 848 715	18 680 \$
Malartic	3 723	84 866 768	156 885 \$
Mandeville	2 257	131 670 498	191 674 \$
Manicouagan	137	62 606 913	91 231 \$
Maniwaki	4 195	176 679 632	353 379 \$
Manseau	958	33 582 642	48 942 \$
Mansfield-et-Pontefract	2 088	104 587 489	152 379 \$
Maria	2 433	107 317 986	156 321 \$
Maria-Chapdelaine	219	55 280 166	80 619 \$
Maricourt	443	38 899 600	56 654 \$
Marieville	8 078	473 438 913	861 686 \$
Marsoui	341	6 352 593	9 343 \$
Marston	726	42 668 500	62 224 \$
Martinville	479	22 424 807	32 710 \$
Maskinongé	2 288	101 517 485	147 904 \$
Massueville	530	18 868 188	27 511 \$
Matagami	1 558	37 216 395	54 697 \$
Matane	15	2 368 971	3 445 \$
Matane	15 013	626 077 170	1 389 285 \$
Matapédia	703	30 555 958	44 549 \$
Matawinie	125	25 334 428	36 970 \$
Mayo	577	35 553 952	51 872 \$
Mékinac	10	22 766 810	33 260 \$
Melbourne	1 135	73 157 645	106 615 \$
Messines	1 640	116 829 084	170 044 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 195	181 926 110	306 602 \$
Métis-sur-Mer	614	44 464 985	64 920 \$
Milan	306	21 540 528	31 447 \$
Mille-Isles	1 509	101 749 100	148 375 \$
Moffet	209	7 250 623	10 568 \$
Montcalm	667	70 072 900	102 107 \$
Mont-Carmel	1 228	43 627 895	63 671 \$
Montcerf-Lytton	749	34 601 704	50 249 \$
Montebello	1 009	66 425 368	96 904 \$
Mont-Joli	6 696	265 305 776	621 174 \$
Mont-Laurier	13 672	629 092 797	1 486 837 \$
Montmagny	11 569	524 956 523	1 276 176 \$
Montpellier	988	58 178 262	84 769 \$
Mont-Saint-Grégoire	2 974	226 290 203	329 912 \$
Mont-Saint-Michel	641	29 068 185	42 269 \$
Mont-Saint-Pierre	234	5 274 472	7 632 \$
Morin-Heights	3 561	421 837 359	739 210 \$
Mulgrave-et-Derry	407	60 454 680	88 167 \$
Murdochville	851	11 111 837	16 256 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	280	39 840 664	58 028 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	807	54 579 130	79 562 \$
Namur	515	22 345 709	32 683 \$
Nantes	1 471	61 645 874	89 965 \$
Napierville	3 410	165 992 128	283 374 \$
Natashquan	275	8 996 870	13 066 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	831	41 663 518	60 729 \$
Nédélec	428	12 684 486	18 457 \$
Neuveville	3 699	211 795 508	368 341 \$
New Carlisle	1 418	49 004 031	71 499 \$
New Richmond	3 834	158 852 467	299 705 \$
Newport	826	88 828 948	129 503 \$
Nicolet	7 979	502 902 091	931 817 \$
Nominingue	2 339	213 976 612	311 896 \$
Norbertville	275	10 286 159	14 989 \$
Normandin	3 290	138 480 159	222 048 \$
Normétal	902	12 006 113	17 481 \$
North Hatley	741	132 563 070	192 628 \$
Notre-Dame-de-Ham	428	14 788 492	21 609 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	1 075	118 339 812	172 272 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	733	31 660 448	46 196 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 079	743 776 759	1 806 069 \$
Notre-Dame-de-Lorette	183	6 908 115	10 065 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	739	36 731 319	53 541 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	2 238	91 191 530	98 558 \$
Notre-Dame-de-Montauban	854	47 448 580	68 985 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	727	54 765 918	79 778 \$
Notre-Dame-des-Bois	985	46 626 276	68 112 \$
Notre-Dame-des-Monts	777	22 336 531	32 503 \$
Notre-Dame-des-Neiges	1 241	70 761 600	103 212 \$
Notre-Dame-des-Pins	1 085	49 642 606	72 149 \$
Notre-Dame-des-Prairies	8 377	405 658 074	730 867 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	61	19 146 476	27 876 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	739	62 294 175	90 646 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	935	57 626 016	84 120 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 437	56 735 663	82 558 \$
Notre-Dame-du-Lac	2 120	78 766 022	114 920 \$
Notre-Dame-du-Laus	1 570	143 695 908	209 302 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 241	180 934 422	426 354 \$
Notre-Dame-du-Nord	1 147	41 248 146	60 276 \$
Notre-Dame-du-Portage	1 287	112 861 431	164 339 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	407	18 181 777	26 587 \$
Nouvelle	1 844	60 655 538	88 547 \$
Noyan	1 384	102 916 125	149 709 \$
Ogden	789	136 579 700	198 797 \$
Oka	4 726	268 918 285	458 693 \$
Ormstown	3 710	226 384 483	329 727 \$
Otter Lake	977	70 611 979	103 063 \$
Packington	684	22 003 505	31 964 \$
Padoue	290	7 188 745	10 576 \$
Palmarolle	1 498	41 578 834	60 779 \$
Papineauville	2 206	117 062 561	170 564 \$
Parisville	504	26 329 415	38 354 \$
Paspébiac	3 232	104 754 238	161 336 \$
Percé	3 494	112 366 030	191 919 \$
Péribonka	546	45 749 898	66 700 \$
Petite-Rivière-Saint-François	719	94 938 112	138 141 \$
Petite-Vallée	259	5 581 746	8 117 \$
Petit-Saguenay	795	22 787 260	33 157 \$
Pierreville	2 375	119 170 781	173 916 \$
Pincourt	11 419	678 935 756	1 647 273 \$
Piopolis	397	47 787 344	69 510 \$
Plaisance	1 030	44 795 965	65 358 \$
Plessisville	2 620	130 188 985	189 727 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

17
8

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Plessisville	6 819	262 619 264	638 038 \$
Pohénégamook	2 998	105 751 572	154 192 \$
Pointe-à-la-Croix	1 624	43 725 863	63 708 \$
Pointe-aux-Outardes	1 489	74 327 868	108 451 \$
Pointe-des-Cascades	1 079	56 809 600	82 717 \$
Pointe-Fortune	515	26 868 010	39 073 \$
Pointe-Lebel	1 977	67 858 849	98 911 \$
Pontiac	20	8 825 600	12 791 \$
Pont-Rouge	7 698	286 833 255	697 247 \$
Portage-du-Fort	300	9 179 752	13 281 \$
Port-Cartier	6 922	391 932 801	939 533 \$
Port-Daniel-Gascons	2 641	60 644 676	88 521 \$
Portneuf	53	13 886 790	20 171 \$
Portneuf	3 149	132 855 276	201 142 \$
Portneuf-sur-Mer	860	20 741 408	30 227 \$
Potton	1 834	390 998 019	568 502 \$
Pouliaries	703	13 956 358	20 405 \$
Preissac	745	71 786 777	104 692 \$
Prévost	10 326	610 184 815	1 480 349 \$
Price	1 810	38 293 766	55 811 \$
Princeville	5 692	247 526 720	457 096 \$
Racine	1 289	109 422 295	159 403 \$
Ragueneau	1 548	44 014 829	64 194 \$
Rapide-Danseur	285	9 143 716	13 250 \$
Rapides-des-Joachims	173	8 942 151	13 034 \$
Rawdon	10 241	469 816 899	1 034 547 \$
Rémigny	331	9 897 596	14 510 \$
Richmond	3 408	131 590 010	189 744 \$
Rigaud	6 888	566 783 175	1 374 977 \$
Rimouski	43 097	2 164 773 132	4 957 175 \$
Ripon	1 526	81 068 870	118 108 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	173	5 532 235	8 114 \$
Rivière-à-Claude	193	3 931 176	5 652 \$
Rivière-à-Pierre	728	46 513 183	67 725 \$
Rivière-au-Tonnerre	397	11 391 762	16 718 \$
Rivière-Beaudette	1 768	121 135 815	176 428 \$
Rivière-Bleue	1 415	41 655 872	60 773 \$
Rivière-Éternité	572	16 614 929	24 297 \$
Rivière-Héva	1 075	35 705 134	52 138 \$
Rivière-Ouelle	1 171	61 458 659	89 477 \$
Rivière-Rouge	4 228	275 713 724	401 256 \$
Rivière-Saint-Jean	265	5 804 279	8 360 \$
Roberval	10 742	473 100 918	1 149 334 \$
Rochebaucourt	178	2 811 067	4 182 \$
Roquemaure	418	10 225 733	14 992 \$
Rougemont	2 673	207 180 514	301 927 \$
Rouyn-Noranda	40 748	1 749 858 112	3 940 955 \$
Roxton	1 026	89 604 662	130 518 \$
Roxton Falls	1 348	52 671 185	76 690 \$
Roxton Pond	3 672	224 190 618	395 759 \$
Sacré-Coeur	2 043	69 928 659	102 045 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	602	32 719 610	47 722 \$
Saint-Adalbert	613	25 265 741	36 868 \$
Saint-Adelme	505	16 571 070	24 089 \$
Saint-Adelphe	1 034	41 606 831	60 756 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	3 625	491 343 153	884 188 \$
Saint-Adrien	506	28 403 579	41 280 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	425	19 853 009	29 031 \$
Saint-Agapit	3 026	130 547 086	194 443 \$
Saint-Aimé	530	74 522 557	108 396 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	1 098	55 253 666	80 479 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	794	46 411 426	67 525 \$
Saint-Alban	1 156	58 217 958	84 667 \$
Saint-Albert	1 570	66 540 978	97 165 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Saint-Alexandre	2 387	186 227 514	270 955 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 903	85 194 264	124 070 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	281	7 023 000	10 338 \$
Saint-Alexis	576	29 091 260	42 477 \$
Saint-Alexis	739	65 320 440	95 097 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	626	16 462 721	24 101 \$
Saint-Alexis-des-Monts	3 198	174 139 454	269 068 \$
Saint-Alfred	475	21 379 592	31 245 \$
Saint-Alphonse	739	21 848 378	31 976 \$
Saint-Alphonse	2 970	184 247 518	268 597 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	3 209	209 454 208	334 910 \$
Saint-Ambroise	3 548	120 907 878	212 287 \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	3 577	175 546 463	228 892 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 739	100 043 127	145 791 \$
Saint-André	642	30 186 408	43 983 \$
Saint-André-Avellin	3 504	161 018 403	276 522 \$
Saint-André-d'Argenteuil	3 143	189 760 777	293 181 \$
Saint-André-de-Restigouche	199	5 649 120	8 363 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	494	16 957 625	24 812 \$
Saint-Anicet	2 765	267 653 671	389 781 \$
Saint-Anselme	3 274	219 446 690	342 400 \$
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	168	17 367 450	25 323 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	1 456	121 201 308	176 840 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 604	149 356 758	217 694 \$
Saint-Antonin	3 871	147 836 759	278 966 \$
Saint-Apollinaire	4 509	239 637 113	507 524 \$
Saint-Armand	1 206	126 069 739	183 749 \$
Saint-Arsène	1 181	52 788 305	76 801 \$
Saint-Athanase	352	9 921 895	14 510 \$
Saint-Aubert	1 509	82 237 023	119 947 \$
Saint-Augustin	397	13 348 771	19 432 \$
Saint-Augustin	913	18 587 094	27 093 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	726	44 579 817	64 891 \$
Saint-Barnabé	1 244	59 263 616	86 293 \$
Saint-Barnabé-Sud	881	94 442 511	137 542 \$
Saint-Barthélemy	2 080	99 080 900	144 476 \$
Saint-Basile	2 596	116 887 568	170 286 \$
Saint-Benjamin	874	35 712 590	52 135 \$
Saint-Benoît-Labre	1 618	93 114 107	135 626 \$
Saint-Bernard	1 993	169 292 182	246 859 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 565	151 370 751	220 469 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	506	70 913 983	103 609 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 091	159 191 748	231 976 \$
Saint-Bonaventure	1 017	69 757 027	101 840 \$
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 277	158 271 706	321 575 \$
Saint-Bruno	2 412	89 295 126	130 260 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	1 098	49 192 835	71 839 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	545	23 820 274	34 646 \$
Saint-Calixte	5 800	255 170 819	618 760 \$
Saint-Camille	463	28 669 920	41 844 \$
Saint-Camille-de-Lellis	920	30 841 155	45 007 \$
Saint-Casimir	1 567	53 475 926	77 965 \$
Saint-Célestin	637	55 643 100	80 819 \$
Saint-Célestin	785	30 982 015	45 172 \$
Saint-Césaire	5 258	313 752 719	489 604 \$
Saint-Charles-Borromée	12 266	658 354 160	1 186 170 \$
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 198	139 786 581	203 663 \$
Saint-Charles-de-Bourget	673	23 879 342	34 965 \$
Saint-Charles-Garnier	311	5 887 287	8 612 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 788	164 493 530	239 660 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	2 757	127 897 800	186 437 \$
Saint-Chrysostome	2 618	154 578 184	225 063 \$
Saint-Claude	1 129	80 266 690	116 520 \$
Saint-Clément	521	14 346 818	20 902 \$

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Saint-Cléophas	372	10 524 604	15 235 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	290	13 107 710	19 162 \$
Saint-Clet	1 747	129 180 838	187 925 \$
Saint-Côme	2 205	141 446 621	206 061 \$
Saint-Côme-Linière	3 331	132 012 254	219 097 \$
Saint-Cuthbert	1 973	113 062 393	164 648 \$
Saint-Cyprien	632	23 181 021	33 663 \$
Saint-Cyprien	1 286	44 344 012	64 662 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	780	32 379 059	47 231 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	4 151	185 339 188	370 429 \$
Saint-Damase	464	14 571 723	21 154 \$
Saint-Damase	2 547	200 869 610	292 667 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	601	25 288 265	36 892 \$
Saint-Damien	2 217	125 217 423	182 641 \$
Saint-Damien-de-Buckland	1 983	115 370 237	168 039 \$
Saint-David	816	89 014 746	129 869 \$
Saint-David-de-Falardeau	2 610	262 553 341	382 640 \$
Saint-Denis	535	39 337 966	57 209 \$
Saint-Denis-de-Brompton	3 155	251 906 837	388 808 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 268	185 382 109	270 130 \$
Saint-Didace	692	47 943 392	69 797 \$
Saint-Dominique	2 174	158 034 506	230 095 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	459	10 842 456	15 735 \$
Saint-Donat	904	31 380 647	45 752 \$
Saint-Donat	4 346	700 216 800	1 436 090 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 240	97 820 812	142 601 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	9 864	919 562 650	1 963 570 \$
Sainte-Angèle-de-Méridi	1 122	28 013 227	40 819 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 180	106 468 998	154 841 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	708	21 237 776	31 005 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 845	129 259 548	188 495 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 039	98 524 585	143 516 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 878	79 005 100	115 235 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	668	50 826 773	73 795 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 937	135 789 574	197 648 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	2 813	124 672 962	181 542 \$
Sainte-Anne-du-Lac	626	30 725 790	44 761 \$
Sainte-Anne-du-Sault	1 347	51 442 400	74 941 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	689	28 391 108	41 322 \$
Sainte-Auréli	984	46 507 819	67 827 \$
Sainte-Barbe	1 478	126 877 212	184 657 \$
Sainte-Béatrix	1 802	97 273 411	141 706 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 271	160 949 085	234 254 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 879	179 293 448	337 868 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	781	55 105 659	80 433 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	5 146	287 044 589	661 684 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	434	20 409 352	29 745 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	2 061	118 182 972	172 384 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	899	55 690 852	81 102 \$
Sainte-Christine	592	53 166 618	77 368 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	474	34 188 945	49 905 \$
Sainte-Claire	3 179	194 263 883	300 281 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	612	36 933 046	53 776 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 634	132 844 138	193 417 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 561	62 839 979	91 760 \$
Sainte-Croix	2 462	154 407 062	225 133 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	647	45 621 702	66 625 \$
Saint-Edmond-les-Plaines	460	14 528 199	21 148 \$
Saint-Édouard	1 221	85 958 609	125 423 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	704	27 568 501	40 078 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 296	82 975 428	120 883 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	832	26 250 023	38 333 \$
Sainte-Edwidge-de-Clifton	448	44 621 885	65 189 \$
Sainte-Élisabeth	1 474	92 233 845	134 533 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	409	23 887 866	34 889 \$
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 715	86 533 069	126 026 \$
Sainte-Eulalie	897	61 925 148	90 012 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	356	13 047 414	18 917 \$
Sainte-Famille	855	77 016 733	112 227 \$
Sainte-Félicité	433	13 467 683	19 663 \$
Sainte-Félicité	1 221	30 307 436	44 261 \$
Sainte-Flavie	958	42 867 512	62 449 \$
Sainte-Florence	468	12 608 450	18 469 \$
Sainte-Françoise	448	14 455 907	21 189 \$
Sainte-Françoise	478	28 481 721	41 535 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 038	60 244 650	87 784 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 362	137 484 366	200 026 \$
Sainte-Germaine-Boulé	969	20 441 674	29 751 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	823	18 050 796	26 324 \$
Sainte-Hedwige	823	26 179 632	38 102 \$
Sainte-Hélène	922	27 746 150	40 582 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 465	129 326 537	188 343 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	382	9 424 587	13 767 \$
Sainte-Hénédine	1 079	80 165 058	116 722 \$
Sainte-Irène	357	14 862 826	21 651 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	331	11 697 601	16 961 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 148	34 921 120	50 902 \$
Sainte-Julienne	8 139	332 549 764	807 094 \$
Sainte-Justine	1 868	75 205 385	109 578 \$
Sainte-Justine-de-Newton	943	104 437 944	152 008 \$
Saint-Élie	1 706	96 600 029	140 665 \$
Saint-Éloi	341	11 747 635	17 230 \$
Sainte-Louise	736	28 282 737	41 292 \$
Saint-Elphège	276	31 675 750	46 169 \$
Sainte-Luce	2 993	124 344 224	181 158 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	342	11 838 662	17 224 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 152	98 155 323	142 922 \$
Saint-Elzéar	520	14 773 627	21 651 \$
Saint-Elzéar	1 903	130 027 149	189 610 \$
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	337	10 072 156	14 761 \$
Sainte-Madeleine	2 227	108 290 123	157 877 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 428	79 242 643	115 382 \$
Sainte-Marguerite	239	5 915 013	8 595 \$
Sainte-Marguerite	1 069	74 557 230	108 554 \$
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 539	265 721 638	386 755 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	523	23 093 958	33 684 \$
Sainte-Marie-Madeleine	2 739	196 218 933	285 746 \$
Sainte-Marie-Salomé	1 280	56 064 378	81 596 \$
Sainte-Marthe	1 096	123 696 595	180 255 \$
Sainte-Martine	4 322	254 740 850	440 738 \$
Sainte-Mélanie	2 838	137 861 691	148 954 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	549	28 272 912	41 292 \$
Sainte-Monique	546	55 485 414	80 877 \$
Sainte-Monique	920	59 526 828	86 679 \$
Sainte-Paule	244	12 525 727	18 191 \$
Sainte-Perpétue	968	78 393 967	114 189 \$
Sainte-Perpétue	1 921	59 018 164	86 023 \$
Sainte-Pétronille	1 073	122 196 086	178 162 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 669	119 989 001	175 064 \$
Saint-Épiphane	898	30 199 817	43 922 \$
Sainte-Praxède	438	44 079 825	64 140 \$
Sainte-Rita	372	11 847 746	17 244 \$
Sainte-Rose-de-Watford	760	34 186 993	49 881 \$
Sainte-Rose-du-Nord	458	20 526 081	29 964 \$
Sainte-Sabine	418	13 752 558	20 156 \$
Sainte-Sabine	1 057	80 195 172	117 002 \$
Sainte-Séraphine	409	24 944 745	36 386 \$
Sainte-Sophie	10 571	500 234 922	1 221 409 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Sainte-Sophie-de-Lévrard	794	35 558 358	51 901 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	652	44 497 898	64 850 \$
Saint-Esprit	1 888	154 008 125	224 250 \$
Sainte-Thècle	2 538	97 043 291	141 721 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 132	25 428 658	37 102 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	341	50 914 170	74 140 \$
Saint-Étienne-de-Beauharnois	797	74 859 735	109 215 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	504	71 567 208	104 164 \$
Saint-Étienne-des-Grès	3 967	142 325 821	274 379 \$
Saint-Eugène	1 159	71 303 768	104 052 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	592	15 160 648	22 128 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	495	20 039 003	29 273 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	444	21 280 403	30 976 \$
Sainte-Ursule	1 453	68 731 157	100 200 \$
Saint-Eusèbe	632	21 740 311	31 686 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	674	37 869 147	55 354 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	2 462	127 467 833	185 660 \$
Saint-Fabien	1 982	71 235 358	103 709 \$
Saint-Fabien-de-Panet	1 065	37 236 086	54 270 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	3 058	301 898 478	450 045 \$
Saint-Félicien	10 689	533 504 787	1 296 584 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	977	25 316 612	36 832 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	1 433	90 907 548	132 544 \$
Saint-Félix-de-Valois	5 880	265 778 049	600 337 \$
Saint-Félix-d'Otis	1 030	47 539 421	69 309 \$
Saint-Ferdinand	2 239	146 758 471	213 608 \$
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 597	249 656 854	363 584 \$
Saint-Flavien	1 613	76 416 675	111 250 \$
Saint-Fortunat	296	20 664 701	30 204 \$
Saint-François	595	71 763 426	104 569 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 593	94 136 953	137 111 \$
Saint-François-d'Assise	764	16 113 548	23 628 \$
Saint-François-de-Sales	764	23 903 093	34 883 \$
Saint-François-du-Lac	2 028	92 591 092	134 840 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	2 062	108 305 178	157 599 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	285	9 190 381	13 533 \$
Saint-Frédéric	1 074	52 409 410	76 310 \$
Saint-Fulgence	2 063	73 623 246	107 490 \$
Saint-Gabriel	2 855	97 141 706	141 661 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 836	154 608 839	225 361 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 276	37 037 636	54 098 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	2 881	135 137 096	196 686 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	805	19 975 310	29 023 \$
Saint-Gédéon	1 953	111 320 012	161 979 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	2 396	93 865 019	136 963 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 134	100 607 896	146 653 \$
Saint-Georges-de-Windsor	924	48 474 047	70 546 \$
Saint-Gérard-Majella	255	27 207 769	39 637 \$
Saint-Germain	311	14 468 500	21 104 \$
Saint-Germain-de-Grantham	4 099	247 160 339	483 919 \$
Saint-Gervais	1 970	123 560 938	180 152 \$
Saint-Gilbert	316	11 185 100	16 233 \$
Saint-Gilles	1 844	100 228 250	146 011 \$
Saint-Godefroi	391	12 197 308	17 703 \$
Saint-Guillaume	1 597	131 262 265	191 063 \$
Saint-Guy	92	4 986 051	7 381 \$
Saint-Henri	4 166	292 608 824	584 538 \$
Saint-Henri-de-Taillon	750	49 947 240	72 689 \$
Saint-Herménégilde	745	75 122 796	109 373 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	132	23 011 518	33 452 \$
Saint-Hilarion	1 213	53 102 630	77 418 \$
Saint-Honoré	4 841	173 639 759	321 637 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	1 696	77 572 977	113 125 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	812	24 229 653	35 383 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 447	64 233 053	93 630 \$
Saint-Hugues	1 342	122 329 930	178 148 \$
Saint-Hyacinthe	52 713	3 434 066 026	7 806 260 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	1 968	86 143 241	125 403 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	649	63 445 470	92 427 \$
Saint-Irénée	743	63 225 062	92 106 \$
Saint-Isidore	2 561	191 457 063	278 817 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	799	56 274 588	82 126 \$
Saint-Jacques	3 748	226 019 909	372 763 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	188	15 732 044	22 814 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	723	42 637 626	62 191 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	1 669	120 325 794	175 325 \$
Saint-Janvier-de-Joly	918	49 748 237	72 520 \$
Saint-Jean	997	138 921 760	202 286 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	398	27 487 224	40 043 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	224	4 069 387	5 907 \$
Saint-Jean-de-Dieu	1 702	44 175 507	64 441 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	311	12 487 828	18 200 \$
Saint-Jean-de-Matha	4 234	226 833 877	460 508 \$
Saint-Jean-Port-Joli	3 447	179 126 671	306 038 \$
Saint-Joachim	1 396	62 612 021	91 117 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	1 117	80 545 115	117 450 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	4 537	233 759 598	400 525 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	2 030	112 245 545	163 628 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	224	23 862 500	34 903 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	408	15 501 539	22 633 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	550	18 189 480	26 555 \$
Saint-Joseph-des-Érables	445	29 174 355	42 501 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	1 724	130 077 440	189 364 \$
Saint-Jude	1 159	113 115 911	164 573 \$
Saint-Jules	545	27 046 320	39 382 \$
Saint-Julien	408	22 894 872	33 356 \$
Saint-Just-de-Bretenières	820	31 843 169	46 433 \$
Saint-Juste-du-Lac	657	21 759 028	31 683 \$
Saint-Justin	1 095	58 910 410	85 725 \$
Saint-Lambert	224	2 965 600	4 427 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 518	290 321 976	704 409 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 614	163 320 785	238 048 \$
Saint-Lazare	17 328	1 499 858 321	3 637 827 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 195	56 901 344	82 828 \$
Saint-Léandre	403	12 164 079	17 726 \$
Saint-Léonard-d'Aston	2 219	121 919 936	177 372 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 065	46 309 160	67 675 \$
Saint-Léon-de-Standon	1 264	57 263 497	83 489 \$
Saint-Léon-le-Grand	975	49 038 291	71 517 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 099	28 897 052	42 052 \$
Saint-Liboire	2 972	190 934 320	278 023 \$
Saint-Liguori	1 953	115 173 131	167 842 \$
Saint-Lin-Laurentides	14 483	647 713 966	1 408 806 \$
Saint-Louis	740	57 252 836	83 430 \$
Saint-Louis-de-Blandford	1 007	44 890 386	65 311 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	464	21 080 968	30 754 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1 434	123 493 888	179 972 \$
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 376	45 533 454	66 370 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	508	22 828 008	33 199 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	566	26 576 880	38 842 \$
Saint-Lucien	1 531	72 499 800	105 812 \$
Saint-Ludger	1 208	55 853 913	81 339 \$
Saint-Ludger-de-Milot	740	27 710 238	40 298 \$
Saint-Magloire	752	30 525 097	44 535 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	1 171	61 666 095	90 000 \$
Saint-Malachie	1 444	73 803 337	107 580 \$
Saint-Malo	536	40 988 630	59 773 \$
Saint-Marc-de-Figuery	721	23 315 198	33 894 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Saint-Marc-des-Carières	2 840	115 210 366	167 965 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	479	17 498 956	25 552 \$
Saint-Marcel	540	19 828 810	28 994 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	602	60 355 363	87 895 \$
Saint-Marcellin	367	18 559 984	27 005 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 907	173 420 366	252 611 \$
Saint-Martin	2 612	98 696 698	143 924 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	687	31 335 744	45 688 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	729	38 009 963	55 311 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1 394	102 218 648	148 800 \$
Saint-Maurice	2 392	91 902 860	133 907 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 217	24 590 344	35 929 \$
Saint-Médard	255	5 887 631	8 597 \$
Saint-Michel	2 691	189 989 384	276 659 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 700	129 159 001	188 165 \$
Saint-Michel-des-Saints	2 761	207 827 599	303 190 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1 289	40 457 220	58 995 \$
Saint-Modeste	973	42 786 736	62 478 \$
Saint-Moïse	637	18 504 488	27 087 \$
Saint-Narcisse	1 855	83 975 369	122 278 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 006	96 097 485	139 837 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 086	36 174 341	52 825 \$
Saint-Nazaire	1 896	68 102 180	99 203 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	842	76 188 721	111 030 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	398	16 869 615	24 601 \$
Saint-Nérée	816	39 429 860	57 478 \$
Saint-Noël	474	10 259 867	15 024 \$
Saint-Norbert	1 102	63 153 747	92 088 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	867	54 739 448	79 859 \$
Saint-Octave-de-Métis	499	16 541 880	24 078 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 476	79 103 298	115 282 \$
Saint-Omer	352	12 153 672	17 682 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	592	19 825 342	29 035 \$
Saint-Ours	1 743	113 370 650	164 985 \$
Saint-Pacôme	1 718	56 578 610	82 611 \$
Saint-Pamphile	2 763	100 570 805	146 566 \$
Saint-Pascal	3 544	149 712 568	212 222 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 051	70 145 714	102 288 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 946	148 389 473	216 345 \$
Saint-Paul	4 090	176 621 415	256 697 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 872	213 726 282	311 115 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	388	10 208 148	14 995 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 022	137 469 563	200 396 \$
Saint-Paul-de-Montminy	845	40 298 129	58 752 \$
Saint-Paulin	1 650	69 770 095	101 779 \$
Saint-Philémon	794	40 405 354	58 955 \$
Saint-Philibert	393	19 025 280	27 777 \$
Saint-Philippe-de-Néri	893	29 258 829	42 780 \$
Saint-Pie	5 215	359 090 136	534 487 \$
Saint-Pie-de-Guire	470	38 249 205	55 840 \$
Saint-Pierre	311	26 583 800	28 798 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 031	56 254 371	82 068 \$
Saint-Pierre-Baptiste	429	44 382 319	64 574 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	899	45 618 278	66 648 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	138	6 318 897	9 100 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 851	124 665 615	181 616 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1 211	65 353 376	95 290 \$
Saint-Placide	1 646	143 756 790	209 312 \$
Saint-Polycarpe	1 735	156 673 477	228 060 \$
Saint-Prime	2 731	118 729 688	173 039 \$
Saint-Prosper	550	31 779 540	46 260 \$
Saint-Prosper	3 697	131 855 050	238 113 \$
Saint-Raphaël	2 342	103 114 794	150 426 \$
Saint-Raymond	9 456	442 670 570	1 075 027 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Saint-Rémi	6 274	421 887 007	1 022 517 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	479	27 679 959	40 298 \$
Saint-René	618	22 705 420	33 149 \$
Saint-René-de-Matane	1 092	28 231 943	41 023 \$
Saint-Robert	1 756	104 205 389	151 938 \$
Saint-Robert-Bellarmin	669	31 725 182	46 222 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 546	281 603 386	597 149 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	340	20 908 986	30 543 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1 888	89 527 655	130 357 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	963	53 796 620	78 406 \$
Saint-Roch-Ouest	287	40 333 100	58 738 \$
Saint-Romain	653	48 024 668	69 952 \$
Saint-Rosaire	808	48 509 197	70 818 \$
Saint-Samuel	683	25 837 502	37 628 \$
Saints-Anges	1 036	67 199 060	98 060 \$
Saint-Sauveur	9 335	1 240 352 588	2 478 687 \$
Saint-Sébastien	689	113 657 221	165 514 \$
Saint-Sébastien	764	46 382 417	67 592 \$
Saint-Sévère	336	23 560 400	34 435 \$
Saint-Séverin	291	21 005 700	30 699 \$
Saint-Séverin	876	35 262 990	51 343 \$
Saint-Siméon	1 176	33 555 431	48 930 \$
Saint-Siméon	1 376	57 802 465	84 391 \$
Saint-Simon	454	22 752 689	33 208 \$
Saint-Simon	1 242	108 703 069	158 806 \$
Saint-Simon-les-Mines	495	23 635 815	34 356 \$
Saint-Sixte	469	19 174 870	28 014 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	259	41 133 502	59 902 \$
Saint-Stanislas	352	13 278 008	19 355 \$
Saint-Stanislas	1 064	54 335 330	79 105 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 696	134 036 243	195 256 \$
Saint-Sylvère	729	44 282 928	64 674 \$
Saint-Sylvestre	985	82 819 808	120 596 \$
Saint-Télesphore	785	74 821 278	109 306 \$
Saint-Tharcisius	489	10 470 028	15 250 \$
Saint-Théodore-d'Acton	1 528	98 226 383	143 270 \$
Saint-Théophile	791	55 237 480	80 645 \$
Saint-Thomas	2 937	192 378 265	208 039 \$
Saint-Thomas-Didyme	739	27 331 790	39 857 \$
Saint-Thuribe	315	12 450 200	18 206 \$
Saint-Tite	3 872	174 442 041	286 479 \$
Saint-Tite-des-Caps	1 478	71 401 815	103 931 \$
Saint-Ubalde	1 457	77 756 875	113 336 \$
Saint-Ulric	1 731	55 244 233	80 613 \$
Saint-Urbain	1 478	57 289 189	83 649 \$
Saint-Urbain-Premier	1 142	90 521 766	131 874 \$
Saint-Valentin	485	53 805 400	78 304 \$
Saint-Valère	1 304	64 462 907	93 998 \$
Saint-Valérien	851	30 692 920	44 755 \$
Saint-Valérien-de-Milton	1 757	153 368 328	223 531 \$
Saint-Vallier	1 070	72 586 377	105 645 \$
Saint-Venant-de-Paquette	92	12 211 940	17 697 \$
Saint-Vianney	495	12 247 940	17 978 \$
Saint-Victor	2 621	125 474 468	182 975 \$
Saint-Wenceslas	1 118	71 980 445	104 875 \$
Saint-Zacharie	1 959	77 717 714	113 283 \$
Saint-Zénon	1 394	94 310 079	137 404 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	449	14 583 819	21 136 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	837	86 466 050	125 912 \$
Saint-Zotique	5 354	352 852 120	843 329 \$
Salaberry-de-Valleyfield	40 477	2 115 078 616	5 082 321 \$
Sayabec	2 014	89 343 722	130 447 \$
Schefferville	209	4 188 872	6 152 \$
Scotstown	612	17 628 850	25 750 \$

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.**34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008**

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Scott	1 827	94 234 962	137 369 \$
Senneterre	1 207	40 666 860	59 209 \$
Senneterre	3 047	108 684 290	162 181 \$
Sept-Îles	26 044	1 360 189 543	3 250 554 \$
Sept-Rivières	132	16 125 530	23 581 \$
Shannon	3 947	132 032 664	253 933 \$
Shawinigan	52 865	2 127 667 338	4 857 985 \$
Shawville	1 611	84 642 438	123 363 \$
Sheenboro	168	28 731 125	41 777 \$
Shefford	6 064	396 270 205	961 348 \$
Shigawake	367	8 315 811	12 054 \$
Sorel-Tracy	34 728	1 532 441 200	3 721 801 \$
Stanbridge East	846	52 565 824	76 728 \$
Stanbridge Station	316	29 635 574	43 273 \$
Stanstead	1 081	333 289 000	484 590 \$
Stanstead	3 012	125 408 334	186 843 \$
Stanstead-Est	651	61 680 840	90 041 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1 593	140 830 495	205 223 \$
Ste-Anne-des-Monts	6 887	201 111 247	462 824 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	381	9 557 500	14 015 \$
Stoke	2 771	155 698 946	226 569 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	6 003	427 035 794	1 036 125 \$
Stornoway	596	36 171 535	52 852 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	560	64 511 047	94 006 \$
Stratford	1 114	111 717 286	162 886 \$
Stukely-Sud	980	58 638 520	85 588 \$
Sutton	3 862	590 664 297	897 802 \$
Tadoussac	871	63 384 199	92 409 \$
Taschereau	1 022	19 201 798	28 020 \$
Témiscaming	2 753	179 289 700	261 407 \$
Témiscamingue	191	31 307 400	45 749 \$
Terrasse-Vaudreuil	2 019	121 206 381	176 714 \$
Thorne	433	53 900 512	78 646 \$
Thurso	2 320	142 280 493	207 412 \$
Tingwick	1 489	72 900 001	106 133 \$
Tourville	750	15 074 448	21 896 \$
Trécesson	1 239	42 197 572	61 466 \$
Très-Saint-Rédempteur	749	45 738 100	66 595 \$
Très-Saint-Sacrement	1 239	116 075 344	169 072 \$
Tring-Jonction	1 400	57 485 328	83 741 \$
Trois-Pistoles	3 564	113 992 069	200 344 \$
Trois-Rives	422	44 992 357	65 659 \$
Ulverton	388	32 093 740	46 655 \$
Upton	2 007	117 384 711	171 132 \$
Val-Alain	933	38 533 271	56 305 \$
Val-Brillant	1 029	34 101 658	49 664 \$
Valcourt	1 049	82 332 400	119 921 \$
Valcourt	2 400	140 103 834	203 906 \$
Val-David	4 311	317 900 455	653 059 \$
Val-des-Bois	894	71 271 847	103 887 \$
Val-des-Lacs	800	97 567 019	142 121 \$
Val-d'Or	31 764	1 286 211 082	2 874 816 \$
Val-Joli	1 514	101 076 000	147 036 \$
Vallée-de-l'Or	491	9 016 564	13 036 \$
Vallée-Jonction	1 917	93 777 460	136 612 \$
Val-Morin	2 814	243 921 400	355 261 \$
Val-Racine	163	13 547 217	19 666 \$
Val-Saint-Gilles	184	2 497 550	3 690 \$
Vaudreuil-Dorion	26 364	1 909 431 959	4 631 841 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	1 330	122 055 114	177 609 \$
Venise-en-Québec	1 351	119 277 580	173 582 \$
Victoriaville	41 316	1 828 962 850	4 444 131 \$
Ville-Marie	2 731	125 559 622	183 209 \$
Villeroy	504	25 460 339	37 082 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

98
99

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008

Nom de la municipalité	Population 2008	Richesse foncière uniformisée 2006	Facture 2008
Waltham	367	21 057 622	30 763 \$
Warden	378	12 577 025	18 419 \$
Warwick	4 908	275 473 957	401 729 \$
Waterloo	4 127	181 843 738	363 662 \$
Waterville	1 966	116 495 841	169 647 \$
Weedon	2 781	170 812 813	248 570 \$
Wentworth	502	117 579 400	171 112 \$
Wentworth-Nord	1 371	230 397 000	335 441 \$
Westbury	959	54 665 417	79 547 \$
Wickham	2 572	131 756 861	191 861 \$
Windsor	5 356	312 453 863	673 803 \$
Wotton	1 560	65 978 771	96 118 \$
Yamachiche	2 806	153 977 955	224 282 \$
Yamaska	1 670	83 277 970	121 526 \$
Total	2 377 884	133 971 026 076	250 853 408 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Abercorn	358	47 465 657	62 186 \$
Abitibi	198	6 790 300	8 896 \$
Abitibi-Ouest	130	1 073 000	1 520 \$
Acton Vale	7 463	406 018 155	755 856 \$
Adstock	2 747	204 017 157	267 222 \$
Aguanish	301	6 322 106	8 378 \$
Albanel	2 330	82 895 602	108 740 \$
Albertville	313	10 424 068	13 705 \$
Alleyne-et-Cawood	230	30 745 490	40 195 \$
Alma	30 134	1 896 661 322	4 079 252 \$
Amherst	1 404	192 630 837	252 085 \$
Amos	12 729	565 696 303	1 237 401 \$
Amqui	6 323	260 968 558	571 260 \$
Ange-Gardien	2 040	232 606 226	305 007 \$
Angliers	308	13 552 332	17 743 \$
Antoine-Labelle	0	31 448 076	41 316 \$
Armagh	1 627	69 314 741	90 826 \$
Arundel	621	63 458 299	83 004 \$
Asbestos	6 834	280 737 347	603 837 \$
Ascot Corner	2 620	147 222 997	193 054 \$
Aston-Jonction	370	23 254 372	30 439 \$
Auclair	525	19 651 007	25 845 \$
Audet	669	39 246 343	51 521 \$
Aumond	807	46 397 689	60 883 \$
Authier	260	5 309 133	6 877 \$
Authier-Nord	308	6 851 396	8 879 \$
Avignon	0	197 100	253 \$
Ayer's Cliff	1 076	129 943 748	169 987 \$
Baie-Comeau	22 551	1 349 704 601	2 953 216 \$
Baie-des-Sables	616	23 538 326	30 921 \$
Baie-du-Febvre	1 087	98 574 254	129 727 \$
Baie-James	2 010	344 706 541	452 311 \$
Baie-Johan-Beetz	95	2 736 161	3 550 \$
Baie-Sainte-Catherine	211	12 324 627	16 203 \$
Baie-Saint-Paul	7 317	476 985 139	1 044 900 \$
Baie-Trinité	512	20 761 587	27 159 \$
Barkmere	87	55 926 300	73 012 \$
Barnston-Ouest	563	53 915 847	70 874 \$
Barraute	2 069	59 207 573	77 632 \$
Batiscan	961	64 125 350	84 269 \$
Béarn	897	29 773 810	39 077 \$
Beauceville	6 300	313 929 535	685 456 \$
Beaulac-Garthby	927	85 508 740	112 000 \$
Beaumont	2 153	184 413 472	241 700 \$
Beaupré	3 088	340 170 832	456 074 \$
Bécancour	11 171	982 550 092	2 149 853 \$
Bedford	746	59 193 486	77 409 \$
Bedford	2 648	154 983 749	203 261 \$
Bégin	879	26 349 566	34 513 \$
Belcourt	267	5 186 874	6 853 \$
Belleterre	345	9 456 233	12 439 \$
Berry	560	15 011 220	19 798 \$
Berthier-sur-Mer	1 279	103 133 830	135 159 \$
Berthierville	3 984	229 008 714	396 473 \$
Béthanie	329	31 783 185	41 599 \$
Biencourt	597	18 282 194	24 076 \$
Blanc-Sablon	1 269	48 361 770	63 465 \$
Blue Sea	629	99 054 317	129 369 \$
Boileau	510	33 124 770	43 438 \$
Boischatel	5 664	317 160 700	692 138 \$
Bois-Franc	444	29 830 635	39 118 \$
Bolton-Est	728	139 507 137	182 942 \$
Bolton-Ouest	720	160 844 829	210 676 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE



Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Bonaventure	35	3 879 600	5 051 \$
Bonaventure	2 654	115 299 639	151 285 \$
Bonne-Espérance	824	16 624 138	21 875 \$
Bonsecours	516	60 979 010	79 904 \$
Bouchette	727	82 457 044	107 985 \$
Bowman	658	56 232 300	73 663 \$
Brébeuf	982	68 061 235	89 250 \$
Brigham	2 438	167 006 909	218 857 \$
Bristol	1 235	84 961 956	111 480 \$
Brome	274	25 152 000	33 006 \$
Brownsburg-Chatham	6 780	399 213 183	760 549 \$
Bryson	615	20 860 620	27 415 \$
Bury	1 255	98 562 500	129 344 \$
Cabano	3 214	144 531 876	208 340 \$
Cacouna	1 897	123 807 508	162 215 \$
Campbell's Bay	720	26 333 408	34 492 \$
Cap-Chat	2 721	85 823 346	112 492 \$
Caplan	1 911	67 560 404	88 510 \$
Cap-Saint-Ignace	3 181	158 943 518	221 094 \$
Cap-Santé	2 702	130 714 503	171 561 \$
Carleton-sur-Mer	4 121	171 736 451	243 253 \$
Cascapédia-Saint-Jules	727	25 437 000	33 466 \$
Causapscal	2 476	75 644 278	99 229 \$
Cayamant	819	89 127 705	116 564 \$
Chambord	1 718	113 931 002	149 363 \$
Champlain	1 587	127 111 685	166 472 \$
Champneuf	121	3 787 344	5 100 \$
Chandler	7 893	291 193 855	411 842 \$
Chapais	1 658	34 517 717	45 482 \$
Charlevoix	0	13 354 640	17 440 \$
Charlevoix-Est	215	47 797 923	62 673 \$
Charrette	905	42 521 435	55 720 \$
Chartierville	388	48 780 020	63 832 \$
Château-Richer	3 599	161 533 102	255 428 \$
Chazel	311	7 253 200	9 627 \$
Chénéville	783	41 462 300	54 184 \$
Chertsey	4 961	378 307 895	757 443 \$
Chesterville	950	56 993 068	74 788 \$
Chibougamau	7 696	329 413 866	720 939 \$
Chichester	388	18 678 851	24 620 \$
Chute-aux-Outardes	1 811	44 843 676	58 868 \$
Chute-Saint-Philippe	880	68 446 512	89 599 \$
Clarendon	1 240	102 675 850	134 616 \$
Clermont	529	13 103 866	17 253 \$
Clermont	3 054	174 427 490	233 749 \$
Clerval	390	13 403 310	17 485 \$
Cleveland	1 592	110 994 688	144 932 \$
Cloridorme	749	18 776 660	24 632 \$
Coaticook	9 295	575 937 852	1 167 188 \$
Colombier	822	18 926 119	24 877 \$
Compton	2 848	224 761 635	295 295 \$
Cookshire-Eaton	5 253	332 501 443	496 053 \$
Coteau-du-Lac	6 595	478 200 913	1 045 423 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 042	36 065 425	47 476 \$
Courcelles	939	48 219 430	63 158 \$
Cowansville	12 297	730 194 133	1 594 590 \$
Crabtree	3 532	192 506 819	302 780 \$
Danville	4 113	176 733 622	267 273 \$
Daveluyville	993	37 301 533	48 987 \$
Dégelis	3 220	132 411 099	191 003 \$
Déléage	1 931	69 589 082	91 371 \$
Denholm	602	66 892 932	87 531 \$
Desbiens	1 082	31 032 509	40 537 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

99

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	992	49 389 316	64 723 \$
Deschambault-Grondines	1 991	284 338 050	373 348 \$
Disraeli	1 073	77 406 684	101 278 \$
Disraeli	2 570	99 535 050	130 723 \$
Dixville	671	46 680 132	61 184 \$
Dolbeau-Mistassini	14 474	659 168 474	1 442 800 \$
Donncona	5 736	368 382 080	804 595 \$
Dosquet	907	41 806 531	54 768 \$
Drummondville	68 446	3 770 210 836	8 214 458 \$
Dudswell	1 756	153 185 531	200 726 \$
Duhamel	459	119 206 171	156 324 \$
Duhamel-Ouest	920	52 596 606	69 030 \$
Dundee	428	48 266 795	63 370 \$
Dunham	3 434	330 094 655	506 923 \$
Duparquet	641	23 524 109	30 979 \$
Dupuy	965	23 390 485	30 664 \$
Durham-Sud	1 051	60 298 225	78 901 \$
East Angus	3 435	135 853 333	209 218 \$
East Broughton	2 357	69 174 449	90 880 \$
East Farnham	517	30 849 095	40 524 \$
East Hereford	349	31 207 727	40 814 \$
Eastman	1 630	260 256 234	340 757 \$
Egan-Sud	527	29 238 900	38 343 \$
Elgin	437	43 246 431	56 836 \$
Entrelacs	942	117 388 952	153 923 \$
Escuminac	661	21 309 869	27 918 \$
Esprit-Saint	398	10 763 251	14 200 \$
Estérel	252	197 368 884	258 645 \$
Farnham	7 908	423 981 235	848 893 \$
Fassett	477	25 435 320	33 466 \$
Ferland-et-Boilleau	607	25 014 054	32 670 \$
Ferme-Neuve	3 010	161 722 914	216 548 \$
Fermont	2 693	180 083 584	236 775 \$
Forestville	3 506	118 591 770	187 781 \$
Fort-Coulonge	1 495	37 810 041	49 755 \$
Fortierville	711	28 947 626	38 096 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1 593	176 056 493	230 818 \$
Frampton	1 352	98 111 303	128 477 \$
Franklin	1 641	157 363 536	206 004 \$
Franquelin	350	10 486 332	13 697 \$
Frelighsburg	1 028	143 188 453	188 033 \$
Frontenac	1 640	123 023 383	161 295 \$
Fugèreville	295	13 321 220	17 494 \$
Gallichan	436	13 700 912	17 996 \$
Gaspé	14 958	633 410 176	1 383 857 \$
Girardville	1 177	50 417 202	66 079 \$
Godbout	341	9 860 109	12 950 \$
Godmanchester	1 434	124 471 651	163 116 \$
Gore	1 571	184 912 723	242 116 \$
Gracefield	2 438	291 191 833	380 358 \$
Grande-Rivière	3 395	107 866 049	161 305 \$
Grandes-Piles	358	35 393 397	46 359 \$
Grande-Vallée	1 246	39 260 139	51 513 \$
Grand-Métis	270	13 269 900	17 531 \$
Grand-Remous	1 216	61 274 760	80 349 \$
Grand-Saint-Esprit	489	32 204 007	42 428 \$
Grenville	1 398	73 053 273	95 721 \$
Grenville-sur-la-Rouge	2 737	215 653 626	282 592 \$
Gros-Mécatina	582	17 316 343	22 847 \$
Grosse-Île	539	31 880 111	41 736 \$
Grosses-Roches	432	12 265 720	15 948 \$
Guérin	303	10 674 413	13 972 \$
Ham-Nord	899	46 574 398	61 082 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

100

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Hampden	217	18 576 576	24 322 \$
Harrington	781	145 205 447	190 476 \$
Hatley	804	152 256 765	199 114 \$
Hatley	1 809	209 724 235	274 798 \$
Havelock	773	84 821 968	111 221 \$
Havre-Saint-Pierre	3 171	187 983 413	261 687 \$
Hébertville	2 427	110 487 092	144 745 \$
Hébertville-Station	1 250	39 135 359	51 189 \$
Hemmingford	771	41 943 914	54 953 \$
Hemmingford	1 806	167 103 050	219 026 \$
Henryville	1 561	134 513 946	176 656 \$
Hérouxville	1 230	51 117 951	66 941 \$
Hinchinbrooke	2 386	159 922 976	209 622 \$
Honfleur	798	72 006 954	94 344 \$
Hope	713	17 824 582	23 353 \$
Hope Town	362	11 390 517	14 977 \$
Howick	609	30 998 151	40 503 \$
Huberdeau	973	61 233 519	80 320 \$
Hudson	5 272	763 390 547	1 620 141 \$
Huntingdon	2 537	125 659 974	164 538 \$
Inverness	811	81 579 074	106 894 \$
Irlande	948	47 578 128	62 509 \$
Ivry-sur-le-Lac	390	186 700 300	244 006 \$
Joliette	19 163	1 307 654 486	2 844 784 \$
Kamouraska	0	2 882 705	3 799 \$
Kamouraska	678	59 932 046	78 600 \$
Kazabazua	880	100 266 592	130 907 \$
Kiamika	766	53 404 365	69 763 \$
Kingsbury	92	7 630 100	9 852 \$
Kingsey Falls	2 110	155 802 086	204 517 \$
Kinnear's Mills	326	32 084 414	42 039 \$
Kipawa	548	33 313 100	43 601 \$
La Bostonnais	621	20 475 206	26 900 \$
La Conception	1 295	196 132 104	257 131 \$
La Corne	714	21 890 471	28 661 \$
La Côte-de-Beaupré	0	51 880 532	67 960 \$
La Côte-de-Gaspé	0	2 712 180	3 555 \$
La Doré	1 445	52 311 760	68 789 \$
La Durantaye	705	39 542 918	52 036 \$
La Guadeloupe	1 740	68 675 965	89 947 \$
La Haute-Côte-Nord	0	27 341 104	35 743 \$
La Haute-Gaspésie	237	12 434 240	16 206 \$
La Jacques-Cartier	0	3 104 200	4 058 \$
La Macaza	975	135 216 474	176 737 \$
La Malbaie	8 930	542 695 708	944 258 \$
La Martre	244	4 509 498	5 840 \$
La Matapédia	40	59 954 431	78 572 \$
La Minerve	1 333	210 057 730	275 397 \$
La Mitis	0	8 875 152	11 671 \$
La Morandière	241	5 902 318	7 874 \$
La Motte	407	15 792 858	20 762 \$
La Patrie	781	59 711 748	78 417 \$
La Pocatière	4 561	283 283 558	540 852 \$
La Présentation	2 250	227 513 288	297 714 \$
La Rédemption	536	12 688 601	16 750 \$
La Reine	355	6 187 348	8 115 \$
La Sarre	7 396	294 959 432	645 719 \$
La Trinité-des-Monts	280	10 774 400	14 196 \$
La Tuque	11 759	608 169 771	1 192 809 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	0	13 971 620	18 269 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	616	36 732 714	48 050 \$
La Visitation-de-Yamaska	335	42 081 200	55 366 \$
Labelle	2 271	241 200 503	315 667 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Labrecque	1 327	47 242 191	61 826 \$
Lac Beauport	6 378	587 319 563	1 282 124 \$
Lac Brome	5 615	873 021 662	1 907 238 \$
Lac Delage	563	52 632 767	68 717 \$
Lac Edouard	161	15 052 214	19 790 \$
Lac Saint-Joseph	271	168 562 500	220 834 \$
Lac-au-Saumon	1 465	49 316 327	64 645 \$
Lac-aux-Sables	1 310	88 680 644	116 386 \$
Lac-Bouchette	1 302	61 225 864	80 333 \$
Lac-des-Aigles	627	17 847 479	23 328 \$
Lac-des-Écorces	2 903	128 536 787	168 650 \$
Lac-des-Plages	397	66 293 067	86 879 \$
Lac-des-Seize-Îles	156	52 302 800	68 678 \$
Lac-Drolet	1 158	70 114 859	92 122 \$
Lac-du-Cerf	439	51 905 436	67 724 \$
Lac-Étchemin	4 088	184 161 061	245 819 \$
Lac-Frontière	188	9 192 636	12 169 \$
Lachute	11 889	690 018 169	1 508 572 \$
Lac-Mégantic	6 058	401 466 552	878 132 \$
Lacolle	2 560	191 088 666	250 165 \$
Lac-Poulin	139	28 462 536	37 275 \$
Lac-Saguay	496	37 873 704	49 599 \$
Lac-Sainte-Marie	651	166 028 204	216 803 \$
Lac-Saint-Jean-Est	0	5 045 920	6 591 \$
Lac-Saint-Paul	559	39 206 523	51 261 \$
Lac-Sergent	432	45 554 700	59 717 \$
Lac-Simon	879	187 832 800	245 458 \$
Lac-Supérieur	1 735	346 030 564	452 766 \$
Laforce	357	3 828 649	5 071 \$
Lamarche	586	17 400 835	22 756 \$
Lambton	1 632	139 477 234	182 932 \$
Landrienne	1 001	30 093 753	39 610 \$
L'Ange-Gardien	3 155	175 750 804	244 334 \$
Lanoraie	4 237	259 519 914	386 670 \$
L'Anse-Saint-Jean	1 081	50 745 246	66 650 \$
Lantier	811	134 936 400	176 620 \$
L'Ascension	896	70 672 619	92 487 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 016	80 517 508	105 475 \$
L'Ascension-de-Patapédia	206	5 672 653	7 364 \$
Latulipe-et-Gaboury	331	11 929 613	15 720 \$
Launay	221	8 511 140	11 189 \$
Laurier-Station	2 444	137 039 882	179 760 \$
Laurierville	1 431	79 915 868	104 865 \$
Lavaltrie	12 514	686 478 829	1 434 541 \$
L'Avenir	1 307	74 543 651	97 846 \$
Laverlochère	722	28 611 493	37 537 \$
Lawrenceville	659	34 637 499	45 374 \$
Le Bic	2 927	133 622 938	175 241 \$
Le Domaine-du-Roy	35	41 128 917	54 133 \$
Le Fjord-du-Saguenay	15	318 766 256	417 765 \$
Le Rocher-Percé	0	815 100	1 017 \$
Lebel-sur-Quévillon	2 735	149 463 588	196 515 \$
Leclercville	509	34 146 788	44 909 \$
Lefebvre	802	47 634 620	62 225 \$
Lejeune	374	13 136 312	17 249 \$
Lemieux	342	14 476 100	19 026 \$
L'Épiphanie	3 240	198 279 000	286 021 \$
L'Épiphanie	4 699	214 438 860	413 646 \$
Les Basques	0	377 580	507 \$
Les Bergeronnes	676	33 914 068	44 415 \$
Les Cèdres	5 855	429 504 557	938 163 \$
Les Coteaux	3 915	228 685 019	396 333 \$
Les Éboulements	1 275	112 026 998	146 937 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Les Escoumins	2 079	84 884 313	111 435 \$
Les Hauteurs	561	14 989 067	19 790 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	12 628	558 601 796	735 296 \$
Les Méchins	1 182	42 266 932	55 566 \$
L'Île-Cadieux	140	43 412 250	57 016 \$
L'Île-d'Anticosti	300	23 490 912	30 709 \$
L'Île-du-Grand-Calumet	797	36 719 210	48 244 \$
L'Île-Perrot	10 097	669 619 636	1 462 382 \$
Lingwick	468	59 318 112	77 786 \$
L'Isle-aux-Allumettes	1 420	132 379 656	173 491 \$
L'Isle-aux-Coudres	1 274	91 680 201	120 104 \$
L'Islet	3 846	193 122 882	267 435 \$
L'Isle-Verte	1 438	75 119 797	98 536 \$
Litchfield	478	79 634 000	104 763 \$
Lochaber	512	26 387 712	34 463 \$
Lochaber-Partie-Ouest	519	42 156 731	55 231 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	409	13 401 161	17 531 \$
Longue-Rive	1 266	32 416 953	42 616 \$
Lorrainville	1 350	54 740 761	71 751 \$
Lotbinière	909	76 579 545	100 603 \$
Louiseville	7 479	363 902 152	795 166 \$
Low	919	96 836 305	127 159 \$
Lyster	1 619	86 307 749	113 026 \$
Macamic	2 764	76 153 322	99 964 \$
Maddington	413	13 366 825	17 510 \$
Malartic	3 715	92 165 425	153 163 \$
Mandeville	2 277	141 575 333	185 654 \$
Manicouagan	129	51 447 434	67 824 \$
Maniwaki	4 026	179 259 119	316 464 \$
Manseau	937	34 701 201	45 432 \$
Mansfield-et-Pontefract	2 039	109 671 903	143 868 \$
Maria	2 408	112 971 809	148 170 \$
Maria-Chapdelaine	192	58 745 640	77 118 \$
Maricourt	438	41 612 208	54 535 \$
Marieville	7 747	534 516 381	948 323 \$
Marsoui	331	7 109 385	9 377 \$
Marston	700	49 932 548	65 344 \$
Martinville	481	24 713 059	32 449 \$
Maskinongé	2 256	114 696 625	150 274 \$
Massueville	504	22 407 824	29 373 \$
Matagami	1 522	24 854 127	33 061 \$
Matane	15	2 510 445	3 298 \$
Matane	14 771	721 607 710	1 439 159 \$
Matapédia	686	31 719 444	41 620 \$
Matawinie	114	29 736 469	38 999 \$
Mayo	588	39 705 266	51 962 \$
Mékinac	10	24 166 754	31 710 \$
Melbourne	1 107	98 386 269	128 647 \$
Messines	1 608	121 899 673	159 869 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 176	209 614 868	336 863 \$
Métis-sur-Mer	602	50 035 393	65 638 \$
Milan	287	26 352 700	34 422 \$
Mille-Isles	1 464	140 430 625	183 425 \$
Moffet	192	7 702 149	10 147 \$
Montcalm	642	84 737 996	110 876 \$
Mont-Carmel	1 210	44 419 648	58 391 \$
Montcerf-Lytton	725	36 400 851	47 700 \$
Montebello	996	75 583 285	99 073 \$
Mont-Joli	6 614	291 312 455	613 294 \$
Mont-Laurier	13 394	688 385 137	1 464 484 \$
Montmagny	11 350	616 056 794	1 344 787 \$
Montpellier	961	61 560 710	80 677 \$
Mont-Saint-Grégoire	2 917	261 043 512	341 988 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

103

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Mont-Saint-Michel	635	35 505 764	46 567 \$
Mont-Saint-Pierre	220	5 892 540	7 605 \$
Morin-Heights	3 573	481 266 054	760 363 \$
Mulgrave-et-Derry	397	67 141 074	87 962 \$
Murdochville	856	13 452 147	17 718 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	272	44 165 654	57 797 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	804	58 759 625	77 101 \$
Namur	490	24 408 524	31 951 \$
Nantes	1 441	66 780 377	87 492 \$
Napierville	3 482	192 592 386	295 854 \$
Natashquan	272	9 801 798	12 929 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	822	46 555 841	61 082 \$
Nédélec	422	15 281 827	19 998 \$
Neuveville	3 631	239 973 866	389 494 \$
New Carlisle	1 390	51 099 754	66 995 \$
New Richmond	3 793	170 478 148	283 411 \$
Newport	849	100 612 258	131 771 \$
Nicolet	7 791	485 180 611	873 729 \$
Nominingue	2 327	278 450 199	364 119 \$
Norbertville	267	10 552 874	13 960 \$
Normandin	3 193	143 470 519	199 863 \$
Normétal	856	14 811 567	19 484 \$
North Hatley	731	146 317 396	191 904 \$
Notre-Dame-de-Ham	429	16 493 000	21 547 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	1 057	148 493 876	194 301 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	736	39 439 096	51 618 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 264	853 998 167	1 864 869 \$
Notre-Dame-de-Lorette	179	6 240 766	8 144 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	732	37 563 058	49 249 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	2 261	104 892 387	136 755 \$
Notre-Dame-de-Montauban	860	50 343 310	65 958 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	706	72 984 321	95 298 \$
Notre-Dame-des-Bois	994	56 726 318	74 166 \$
Notre-Dame-des-Monts	777	22 389 392	29 454 \$
Notre-Dame-des-Neiges	1 238	73 544 284	96 437 \$
Notre-Dame-des-Pins	1 073	58 673 484	76 728 \$
Notre-Dame-des-Prairies	8 399	464 239 301	1 009 823 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	65	19 521 803	25 641 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	733	63 606 977	83 517 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	908	58 186 170	76 427 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 388	59 802 101	78 396 \$
Notre-Dame-du-Lac	2 082	87 269 294	114 326 \$
Notre-Dame-du-Laus	1 568	174 120 010	228 065 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 299	191 293 377	405 666 \$
Notre-Dame-du-Nord	1 148	44 607 323	58 581 \$
Notre-Dame-du-Portage	1 263	131 153 564	171 734 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	393	19 060 400	25 119 \$
Nouvelle	1 806	64 439 249	84 476 \$
Noyan	1 367	106 831 100	140 338 \$
Ogden	775	154 285 893	202 222 \$
Oka	4 728	328 907 194	549 525 \$
Ormstown	3 622	252 264 089	339 750 \$
Otter Lake	967	78 736 293	103 162 \$
Packington	679	25 052 370	32 936 \$
Padoue	274	7 278 311	9 649 \$
Palmarolle	1 481	47 008 218	61 581 \$
Papineauville	2 164	138 952 885	182 055 \$
Parisville	500	27 214 937	35 783 \$
Paspébiac	3 247	112 977 513	162 957 \$
Percé	3 390	121 773 911	181 915 \$
Péribonka	548	44 791 973	58 938 \$
Petite-Rivière-Saint-François	723	123 141 950	161 079 \$
Petite-Vallée	251	5 655 312	7 364 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Petit-Saguenay	775	23 348 343	30 713 \$
Pierreville	2 331	119 405 060	156 937 \$
Pincourt	11 777	806 890 681	1 761 040 \$
Piopolis	377	51 217 016	67 213 \$
Plaisance	1 019	50 588 202	66 394 \$
Plessisville	2 584	133 664 663	175 398 \$
Plessisville	6 696	261 642 068	572 709 \$
Pohénégamook	2 929	125 970 305	165 081 \$
Pointe-à-la-Croix	1 606	44 686 523	58 640 \$
Pointe-aux-Outardes	1 479	76 027 631	99 765 \$
Pointe-des-Cascades	1 127	66 593 546	87 123 \$
Pointe-Fortune	501	36 366 176	47 510 \$
Pointe-Lebel	1 975	69 063 260	90 631 \$
Pontiac	21	10 813 768	14 171 \$
Pont-Rouge	7 873	344 503 492	751 892 \$
Portage-du-Fort	294	9 621 735	12 684 \$
Port-Cartier	6 828	362 352 917	783 872 \$
Port-Daniel-Gascons	2 585	62 601 999	82 233 \$
Portneuf	52	13 777 600	18 033 \$
Portneuf	3 077	134 445 127	176 589 \$
Portneuf-sur-Mer	834	21 311 834	27 922 \$
Potton	1 766	424 013 267	556 114 \$
Pouliaries	698	15 726 262	20 530 \$
Preissac	737	66 855 209	87 988 \$
Prévost	10 464	717 577 079	1 566 332 \$
Price	1 782	38 972 768	51 279 \$
Princeville	5 665	267 308 673	444 060 \$
Racine	1 275	128 008 728	167 664 \$
Ragueneau	1 541	45 637 062	59 893 \$
Rapide-Danseur	296	11 133 999	14 678 \$
Rapides-des-Joachims	174	9 749 824	12 679 \$
Rawdon	10 251	572 357 599	1 189 471 \$
Rémigny	319	11 600 200	15 197 \$
Richmond	3 377	151 439 857	199 574 \$
Rigaud	7 057	595 686 628	1 302 873 \$
Rimouski	42 984	2 543 789 209	5 238 470 \$
Ripon	1 497	97 151 996	127 095 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	164	5 681 900	7 364 \$
Rivière-à-Claude	170	4 252 822	5 578 \$
Rivière-à-Pierre	721	50 957 175	66 933 \$
Rivière-au-Tonnerre	369	11 136 828	14 735 \$
Rivière-Beaudette	1 796	147 475 918	193 120 \$
Rivière-Bleue	1 365	45 110 638	59 088 \$
Rivière-Éternité	559	16 357 533	21 592 \$
Rivière-Héva	1 049	38 568 140	50 471 \$
Rivière-Ouelle	1 123	68 317 624	89 478 \$
Rivière-Rouge	4 548	363 127 127	474 789 \$
Rivière-Saint-Jean	250	6 005 138	7 866 \$
Roberval	10 512	484 672 556	1 060 546 \$
Rochebaucourt	166	2 727 899	3 559 \$
Roquemaure	420	10 252 094	13 461 \$
Rougemont	2 623	228 853 455	300 151 \$
Rouyn-Noranda	40 410	1 786 745 501	3 623 035 \$
Roxton	1 020	111 450 950	145 744 \$
Roxton Falls	1 342	55 580 012	72 815 \$
Roxton Pond	3 677	256 695 274	416 615 \$
Sacré-Coeur	1 998	71 057 023	93 426 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	587	37 621 200	49 400 \$
Saint-Adalbert	599	26 122 635	34 264 \$
Saint-Adelme	502	17 144 205	22 585 \$
Saint-Adelphe	982	51 564 773	67 562 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	3 699	589 000 822	955 466 \$
Saint-Adrien	489	27 198 803	35 833 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Adrien-d'Irlande	415	22 710 871	29 646 \$
Saint-Agapit	3 007	167 473 294	223 828 \$
Saint-Aimé	515	77 435 778	101 513 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	1 092	61 369 174	80 358 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	800	53 482 123	70 169 \$
Saint-Alban	1 169	63 907 434	83 917 \$
Saint-Albert	1 572	75 318 465	98 826 \$
Saint-Alexandre	2 367	206 849 728	271 224 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 885	85 486 756	112 240 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	283	7 179 080	9 394 \$
Saint-Alexis	573	32 664 467	42 832 \$
Saint-Alexis	735	69 157 400	90 819 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	610	16 437 179	21 588 \$
Saint-Alexis-des-Monts	3 179	187 555 899	260 973 \$
Saint-Alfred	484	21 451 707	28 187 \$
Saint-Alphonse	736	22 713 438	29 696 \$
Saint-Alphonse-de-Granby	3 031	216 334 641	289 622 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	3 196	247 207 786	343 832 \$
Saint-Ambroise	3 548	144 706 784	228 365 \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	3 522	199 685 071	314 176 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 637	116 439 069	152 480 \$
Saint-André	631	31 584 632	41 361 \$
Saint-André-Avellin	3 446	200 597 608	307 698 \$
Saint-André-d'Argenteuil	3 141	213 653 529	297 266 \$
Saint-André-de-Restigouche	194	5 774 382	7 617 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	461	20 044 848	26 336 \$
Saint-Anicet	2 697	311 103 203	407 549 \$
Saint-Anselme	3 268	226 242 543	326 506 \$
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	152	20 517 688	26 842 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	1 462	146 549 294	191 879 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 619	166 644 814	218 485 \$
Saint-Antonin	3 908	164 567 244	285 060 \$
Saint-Apollinaire	4 587	257 295 525	491 282 \$
Saint-Armand	1 186	135 055 776	177 044 \$
Saint-Arsène	1 185	54 417 013	71 322 \$
Saint-Athanase	346	10 159 620	13 452 \$
Saint-Aubert	1 497	96 761 639	126 625 \$
Saint-Augustin	392	13 387 956	17 522 \$
Saint-Augustin	896	18 299 465	24 130 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	723	49 500 644	64 891 \$
Saint-Barnabé	1 251	65 120 555	85 436 \$
Saint-Barnabé-Sud	860	99 977 406	131 158 \$
Saint-Barthélemy	2 048	105 538 536	138 501 \$
Saint-Basile	2 559	125 726 554	164 854 \$
Saint-Benjamin	861	36 701 050	48 228 \$
Saint-Benoît-Labre	1 630	99 307 768	130 379 \$
Saint-Bernard	1 975	205 135 377	268 569 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 547	167 550 531	219 782 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	495	71 270 217	93 701 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 993	182 344 344	238 912 \$
Saint-Bonaventure	994	80 870 868	105 884 \$
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 258	168 179 770	307 709 \$
Saint-Bruno	2 391	92 980 619	122 063 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	1 084	57 965 373	75 972 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	521	24 340 837	31 984 \$
Saint-Calixte	5 830	294 759 282	643 682 \$
Saint-Camille	470	29 747 263	39 082 \$
Saint-Camille-de-Lellis	895	37 413 129	48 855 \$
Saint-Casimir	1 567	55 787 657	73 333 \$
Saint-Célestin	618	54 978 686	72 141 \$
Saint-Célestin	788	31 501 411	41 383 \$
Saint-Césaire	5 248	346 229 089	486 741 \$
Saint-Charles-Borromée	12 345	739 712 514	1 609 222 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 135	148 298 131	194 575 \$
Saint-Charles-de-Bourget	658	25 420 265	33 234 \$
Saint-Charles-Garnier	300	6 830 255	8 867 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 742	179 103 064	234 808 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	2 763	135 854 784	178 331 \$
Saint-Chrysostome	2 592	173 110 349	226 838 \$
Saint-Claude	1 107	87 511 819	114 863 \$
Saint-Clément	512	14 584 949	19 042 \$
Saint-Cléophas	369	10 145 646	13 215 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	273	14 966 000	19 513 \$
Saint-Clet	1 731	136 622 319	179 361 \$
Saint-Côme	2 187	156 893 433	205 582 \$
Saint-Côme-Linière	3 282	135 460 248	195 831 \$
Saint-Cuthbert	1 978	124 114 015	162 770 \$
Saint-Cyprien	635	24 090 970	31 719 \$
Saint-Cyprien	1 254	48 129 811	63 142 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	776	38 377 108	50 138 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	4 219	210 500 662	384 544 \$
Saint-Damase	448	17 995 969	23 532 \$
Saint-Damase	2 546	223 298 450	292 767 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	566	27 629 856	36 258 \$
Saint-Damien	2 181	167 672 531	219 144 \$
Saint-Damien-de-Buckland	2 087	116 609 637	153 103 \$
Saint-David	812	107 845 500	141 246 \$
Saint-David-de-Falardeau	2 618	287 414 142	376 770 \$
Saint-Denis	540	40 228 096	52 800 \$
Saint-Denis-de-Brompton	3 092	322 888 945	431 965 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 244	214 764 456	281 421 \$
Saint-Didace	711	51 603 522	67 714 \$
Saint-Dominique	2 159	175 821 223	230 410 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	447	12 236 265	15 965 \$
Saint-Donat	885	40 127 193	52 606 \$
Saint-Donat	4 374	842 392 242	1 556 406 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 231	98 985 975	129 995 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	9 687	1 038 664 144	1 996 631 \$
Sainte-Angèle-de-Méridi	1 100	31 270 707	41 059 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 613	120 490 289	157 870 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	695	25 411 400	33 168 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 781	136 080 446	178 618 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 005	99 497 164	130 759 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 846	90 392 720	118 572 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	672	53 295 549	70 027 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 906	149 610 877	196 220 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	2 803	150 383 716	196 945 \$
Sainte-Anne-du-Lac	605	45 485 151	59 319 \$
Sainte-Anne-du-Sault	1 314	53 638 728	70 293 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	675	29 786 672	39 073 \$
Sainte-Auréli	956	47 465 843	62 198 \$
Sainte-Barbe	1 458	142 716 126	187 029 \$
Sainte-Béatrix	1 813	126 597 241	165 622 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 271	150 964 081	198 579 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 959	209 883 486	363 313 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	784	62 559 371	82 097 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	5 228	306 903 685	650 627 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	416	19 881 653	26 169 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	2 020	140 595 702	184 078 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	881	59 612 913	78 123 \$
Sainte-Christine	756	53 682 126	70 584 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	477	55 726 100	72 614 \$
Sainte-Claire	3 184	200 029 791	278 689 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	606	38 489 153	50 500 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 604	145 518 727	190 916 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 544	66 677 852	87 521 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

107

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Sainte-Croix	2 433	197 450 902	258 237 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	639	50 413 123	66 166 \$
Saint-Edmond-les-Plaines	454	16 162 797	21 289 \$
Saint-Édouard	1 232	114 342 324	149 396 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	688	31 619 121	41 546 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 257	90 346 876	118 417 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	797	27 020 123	35 534 \$
Sainte-Edwidge-de-Clifton	434	45 929 033	60 409 \$
Sainte-Élisabeth	1 462	116 101 780	151 790 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	368	24 956 840	32 736 \$
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 676	95 032 475	124 735 \$
Sainte-Eulalie	890	62 326 012	81 764 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	350	14 157 246	18 511 \$
Sainte-Famille	852	86 430 312	113 288 \$
Sainte-Félicité	405	13 139 556	17 277 \$
Sainte-Félicité	1 219	30 758 621	40 368 \$
Sainte-Flavie	937	49 917 800	65 348 \$
Sainte-Florence	462	13 872 868	18 253 \$
Sainte-Françoise	439	15 768 874	20 791 \$
Sainte-Françoise	466	27 567 324	36 336 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 012	71 561 965	93 686 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 311	149 990 212	196 761 \$
Sainte-Germaine-Boulé	931	24 409 325	31 901 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	817	20 783 718	27 109 \$
Sainte-Hedwidge	819	27 410 427	36 029 \$
Sainte-Hélène	928	35 043 972	45 790 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 452	139 320 502	182 855 \$
Sainte-Hélène-de-Chester	356	25 756 200	33 728 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	358	10 474 171	13 688 \$
Sainte-Hénédine	1 061	91 338 253	119 593 \$
Sainte-Irène	335	15 873 481	20 800 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	298	12 127 373	15 985 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 143	38 720 629	50 699 \$
Sainte-Julienne	8 303	404 030 756	881 608 \$
Sainte-Justine	1 835	81 380 469	106 763 \$
Sainte-Justine-de-Newton	946	122 291 348	160 063 \$
Saint-Élie	1 691	104 658 298	137 194 \$
Saint-Éloi	313	13 652 344	17 983 \$
Sainte-Louise	718	30 291 862	39 821 \$
Saint-Elphège	274	29 892 852	39 406 \$
Sainte-Luce	2 989	154 309 573	201 922 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	334	12 172 924	15 989 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 216	108 459 177	142 216 \$
Saint-Elzéar	513	15 907 309	20 800 \$
Saint-Elzéar	1 875	136 715 780	179 382 \$
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	336	10 917 857	14 204 \$
Sainte-Madeleine	2 240	127 209 639	166 638 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 448	83 248 211	109 355 \$
Sainte-Marguerite	234	5 790 535	7 621 \$
Sainte-Marguerite	1 073	84 451 168	110 734 \$
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 539	313 174 986	410 245 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	506	22 852 211	29 974 \$
Sainte-Marie-Madeleine	2 752	216 414 922	283 683 \$
Sainte-Marie-Salomé	1 260	64 097 523	84 112 \$
Sainte-Marthe	1 084	147 329 472	192 937 \$
Sainte-Martine	4 439	322 443 724	540 751 \$
Sainte-Mélanie	2 829	159 631 561	208 392 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	534	31 310 375	41 067 \$
Sainte-Monique	534	58 112 770	76 374 \$
Sainte-Monique	908	65 893 670	86 442 \$
Sainte-Paule	246	12 634 431	16 505 \$
Sainte-Perpétue	948	86 700 747	113 571 \$
Sainte-Perpétue	1 907	62 703 966	82 192 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

108

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Sainte-Pétronille	1 078	118 195 246	155 266 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 633	132 586 520	173 905 \$
Saint-Épiphane	883	30 402 355	39 866 \$
Sainte-Praxède	433	51 907 528	67 868 \$
Sainte-Rita	367	13 487 063	17 734 \$
Sainte-Rose-de-Watford	747	34 064 788	44 700 \$
Sainte-Rose-du-Nord	458	23 385 811	30 660 \$
Sainte-Sabine	384	17 694 700	23 267 \$
Sainte-Sabine	1 069	80 921 532	106 389 \$
Sainte-Séraphine	408	26 782 746	35 253 \$
Sainte-Sophie	10 962	573 111 623	1 251 564 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	783	37 428 720	49 220 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	608	44 989 412	59 158 \$
Saint-Esprit	1 890	160 462 080	210 622 \$
Sainte-Thècle	2 484	101 493 583	133 218 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 112	28 421 721	37 259 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	315	52 676 714	69 034 \$
Saint-Étienne-de-Beauharnois	779	78 722 122	103 265 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	502	89 638 252	117 389 \$
Saint-Étienne-des-Grès	4 024	160 912 866	283 485 \$
Saint-Eugène	1 126	92 271 018	120 625 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	582	16 621 938	21 805 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	494	22 177 972	29 152 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	430	23 051 390	30 177 \$
Sainte-Ursule	1 414	71 631 291	93 896 \$
Saint-Eusèbe	619	21 839 663	28 695 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	651	39 521 449	51 770 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	2 454	152 577 671	199 757 \$
Saint-Fabien	1 959	80 151 967	105 169 \$
Saint-Fabien-de-Panet	1 035	39 299 560	51 504 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	3 071	374 151 629	500 516 \$
Saint-Félicien	10 611	584 503 874	1 277 343 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	957	25 754 520	33 765 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	1 444	103 057 360	135 060 \$
Saint-Félix-de-Valois	5 817	321 404 100	700 431 \$
Saint-Félix-d'Otis	1 000	49 519 686	64 965 \$
Saint-Ferdinand	2 159	141 002 456	185 273 \$
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 585	275 744 048	361 504 \$
Saint-Flavien	1 594	89 860 602	117 758 \$
Saint-Fortunat	296	21 537 256	28 171 \$
Saint-François	585	70 970 823	93 222 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 554	110 976 482	145 356 \$
Saint-François-d'Assise	757	16 403 717	21 580 \$
Saint-François-de-Sales	765	27 297 160	35 726 \$
Saint-François-du-Lac	1 992	101 067 967	132 609 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	2 039	127 120 885	166 389 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	269	9 534 994	12 439 \$
Saint-Frédéric	1 066	53 119 525	69 820 \$
Saint-Fulgence	2 038	82 826 847	108 470 \$
Saint-Gabriel	2 808	114 168 824	149 418 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 798	178 499 438	233 816 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 260	41 158 767	53 992 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 003	160 389 793	214 647 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	780	23 123 848	30 393 \$
Saint-Gédéon	1 950	129 037 702	168 955 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	2 343	93 218 850	122 423 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 119	119 356 878	156 234 \$
Saint-Georges-de-Windsor	918	54 606 455	71 466 \$
Saint-Gérard-Majella	230	32 867 926	43 032 \$
Saint-Germain	292	15 902 773	20 791 \$
Saint-Germain-de-Grantham	4 133	282 791 802	508 325 \$
Saint-Gervais	1 941	139 382 267	182 715 \$
Saint-Gilbert	315	11 703 328	15 475 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

109

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Gilles	1 820	123 835 622	161 954 \$
Saint-Godefroi	389	11 918 604	15 749 \$
Saint-Guillaume	1 578	133 453 346	175 174 \$
Saint-Guy	83	5 834 305	7 601 \$
Saint-Henri	4 266	317 851 923	581 043 \$
Saint-Henri-de-Taillon	738	59 057 485	77 234 \$
Saint-Herménégilde	746	71 435 647	93 804 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	102	26 589 543	34 955 \$
Saint-Hilarion	1 194	56 148 208	73 574 \$
Saint-Honoré	4 861	188 072 460	313 694 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	1 648	84 163 930	110 310 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	794	23 557 983	30 999 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 423	74 534 581	97 523 \$
Saint-Hugues	1 348	128 474 913	168 475 \$
Saint-Hyacinthe	52 422	3 559 023 999	7 292 598 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	1 970	96 147 811	125 973 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	635	76 706 773	100 494 \$
Saint-Irénée	704	63 369 452	83 292 \$
Saint-Isidore	2 545	228 967 572	299 764 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	803	59 631 933	78 139 \$
Saint-Jacques	3 736	242 062 704	380 601 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	187	15 733 559	20 571 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	686	47 714 573	62 603 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	1 686	138 519 265	181 390 \$
Saint-Janvier-de-Joly	889	53 805 440	70 502 \$
Saint-Jean	981	137 386 775	180 597 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	397	28 202 848	37 059 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	224	4 422 908	5 831 \$
Saint-Jean-de-Dieu	1 663	48 603 709	63 635 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	311	14 141 090	18 499 \$
Saint-Jean-de-Matha	4 254	291 209 147	531 111 \$
Saint-Jean-Port-Joli	3 445	197 106 744	302 959 \$
Saint-Joachim	1 374	72 082 467	94 491 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	1 104	90 220 828	118 359 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	4 490	236 874 133	388 299 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	2 018	111 793 404	146 798 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	210	25 949 700	33 982 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	396	18 638 116	24 305 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	542	20 269 739	26 614 \$
Saint-Joseph-des-Érables	439	30 108 857	39 592 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	1 669	171 306 058	223 994 \$
Saint-Jude	1 175	106 144 657	139 592 \$
Saint-Jules	520	27 354 184	35 801 \$
Saint-Julien	407	27 336 000	35 702 \$
Saint-Just-de-Bretenières	790	32 332 810	42 400 \$
Saint-Juste-du-Lac	637	23 810 041	31 187 \$
Saint-Justin	1 061	62 037 785	81 441 \$
Saint-Lambert	218	3 425 100	4 560 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 571	355 145 166	774 716 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 580	196 581 228	257 459 \$
Saint-Lazare	17 809	1 626 504 451	3 555 278 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 190	66 344 104	86 874 \$
Saint-Léandre	412	13 655 345	17 992 \$
Saint-Léonard-d'Aston	2 171	124 880 655	163 981 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 038	48 467 510	63 689 \$
Saint-Léon-de-Standon	1 222	66 590 669	87 136 \$
Saint-Léon-le-Grand	962	65 651 272	85 937 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 079	28 974 579	38 089 \$
Saint-Liboire	2 914	210 004 414	275 327 \$
Saint-Liguori	1 936	124 756 091	163 567 \$
Saint-Lin-Laurentides	15 000	760 348 791	1 531 989 \$
Saint-Louis	718	63 278 496	82 899 \$
Saint-Louis-de-Blandford	1 003	45 005 672	59 166 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

110

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Louis-de-Gonzague	462	21 145 086	27 681 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1 456	140 305 421	183 956 \$
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 351	43 364 391	56 940 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	485	22 488 000	29 467 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	530	30 515 900	40 029 \$
Saint-Lucien	1 565	79 655 552	104 453 \$
Saint-Ludger	1 218	56 990 001	74 887 \$
Saint-Ludger-de-Milot	743	29 672 277	38 808 \$
Saint-Magloire	735	37 882 194	49 595 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	1 185	84 965 702	110 920 \$
Saint-Malachie	1 408	85 591 266	112 213 \$
Saint-Malo	537	43 721 452	57 327 \$
Saint-Marc-de-Figuery	731	24 092 673	31 722 \$
Saint-Marc-des-Carrières	2 744	128 953 053	169 050 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	459	17 645 730	23 108 \$
Saint-Marcel	516	22 349 199	29 397 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	579	70 310 962	92 194 \$
Saint-Marcellin	340	20 841 990	27 370 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 896	209 978 704	274 899 \$
Saint-Martin	2 596	112 179 213	146 964 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	688	34 855 777	45 627 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	701	40 436 663	53 016 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1 366	117 143 149	153 530 \$
Saint-Maurice	2 415	109 880 303	143 808 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 173	26 745 849	34 996 \$
Saint-Médard	251	6 078 650	7 870 \$
Saint-Michel	2 695	229 371 160	300 230 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 669	144 532 588	189 579 \$
Saint-Michel-des-Saints	2 674	230 922 557	302 661 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1 204	40 362 275	53 078 \$
Saint-Modeste	994	47 308 084	62 108 \$
Saint-Moïse	633	19 409 807	25 376 \$
Saint-Narcisse	1 841	84 737 817	111 214 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	993	99 544 901	130 701 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 083	39 995 247	52 476 \$
Saint-Nazaire	1 878	71 612 069	93 880 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	856	77 349 956	101 555 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	391	20 639 192	27 080 \$
Saint-Nérée	795	42 554 575	55 794 \$
Saint-Noël	477	9 821 828	12 963 \$
Saint-Norbert	1 065	68 505 343	89 772 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	862	54 801 085	71 871 \$
Saint-Octave-de-Métis	475	18 187 851	23 832 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 481	81 387 064	106 858 \$
Saint-Omer	339	17 237 408	22 478 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	568	21 332 565	27 901 \$
Saint-Ours	1 704	137 930 770	180 469 \$
Saint-Pacôme	1 703	61 969 170	81 387 \$
Saint-Pamphile	2 698	108 416 838	142 274 \$
Saint-Pascal	3 517	170 544 450	230 105 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 054	94 062 472	122 839 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 934	195 101 351	255 098 \$
Saint-Paul	4 095	208 845 170	366 239 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 832	235 402 140	308 532 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	395	14 109 177	18 446 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 952	164 217 189	214 954 \$
Saint-Paul-de-Montminy	848	43 685 345	57 311 \$
Saint-Paulin	1 620	81 823 925	107 130 \$
Saint-Philémon	781	44 061 198	57 813 \$
Saint-Philibert	404	22 419 804	29 377 \$
Saint-Philippe-de-Néri	876	35 681 632	46 824 \$
Saint-Pie	5 099	383 597 996	492 474 \$
Saint-Pie-de-Guire	469	45 742 920	60 002 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

111

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Pierre	303	30 074 800	39 369 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 026	59 885 484	78 637 \$
Saint-Pierre-Baptiste	420	45 126 163	59 154 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	883	54 369 272	71 150 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	122	7 423 212	9 624 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 817	139 885 710	183 238 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1 172	62 864 713	82 598 \$
Saint-Placide	1 641	149 603 925	196 418 \$
Saint-Polycarpe	1 693	163 937 105	215 174 \$
Saint-Prime	2 678	126 728 532	166 146 \$
Saint-Prosper	523	43 326 100	56 602 \$
Saint-Prosper	3 617	136 808 578	222 567 \$
Saint-Raphaël	2 317	126 617 718	165 766 \$
Saint-Raymond	9 350	466 436 022	1 020 177 \$
Saint-Rémi	6 359	441 514 144	965 748 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	464	28 751 664	37 811 \$
Saint-René	603	26 727 264	34 950 \$
Saint-René-de-Matane	1 068	32 097 824	42 060 \$
Saint-Robert	1 757	130 434 647	170 776 \$
Saint-Robert-Bellarmin	655	34 028 555	44 639 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 653	316 598 813	610 908 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	331	25 577 843	33 409 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1 915	108 102 040	141 507 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	959	53 927 102	70 849 \$
Saint-Roch-Ouest	285	42 829 406	56 314 \$
Saint-Romain	651	49 342 081	64 727 \$
Saint-Rosaire	806	51 604 861	67 731 \$
Saint-Samuel	660	28 645 410	37 517 \$
Saints-Anges	1 026	82 679 967	108 314 \$
Saint-Sauveur	9 307	1 434 532 361	2 578 992 \$
Saint-Sébastien	662	101 415 016	133 623 \$
Saint-Sébastien	729	48 007 797	62 942 \$
Saint-Sévère	327	25 618 680	33 475 \$
Saint-Séverin	292	20 998 200	27 681 \$
Saint-Séverin	872	35 166 154	46 221 \$
Saint-Siméon	1 174	34 604 226	45 432 \$
Saint-Siméon	1 364	60 854 864	79 920 \$
Saint-Simon	445	27 984 534	36 694 \$
Saint-Simon	1 240	117 597 748	154 189 \$
Saint-Simon-les-Mines	507	24 567 712	32 229 \$
Saint-Sixte	462	20 517 392	26 887 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	262	45 557 300	59 823 \$
Saint-Stanislas	343	12 249 062	16 026 \$
Saint-Stanislas	1 026	57 640 803	75 597 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 664	146 784 272	192 441 \$
Saint-Sylvère	820	45 965 329	60 401 \$
Saint-Sylvestre	989	83 959 062	110 188 \$
Saint-Télesphore	765	82 457 579	108 001 \$
Saint-Tharcisius	460	11 668 538	15 209 \$
Saint-Théodore-d'Acton	1 542	107 170 743	140 475 \$
Saint-Théophile	765	58 725 829	77 118 \$
Saint-Thomas	2 880	218 480 550	285 161 \$
Saint-Thomas-Didyme	730	32 745 981	42 787 \$
Saint-Thuribe	312	12 827 707	16 754 \$
Saint-Tite	3 818	194 506 508	308 369 \$
Saint-Tite-des-Caps	1 427	69 929 626	91 964 \$
Saint-Ubalde	1 460	92 544 554	121 280 \$
Saint-Ulric	1 691	59 248 151	77 616 \$
Saint-Urbain	1 445	61 418 943	80 656 \$
Saint-Urbain-Premier	1 113	108 727 247	142 280 \$
Saint-Valentin	490	58 235 757	76 332 \$
Saint-Valère	1 281	67 283 148	88 306 \$
Saint-Valérien	840	31 327 382	41 125 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Valérien-de-Milton	1 688	176 097 349	230 797 \$
Saint-Vallier	1 033	82 923 701	108 690 \$
Saint-Venant-de-Paquette	133	13 763 658	17 992 \$
Saint-Vianney	487	12 837 785	16 750 \$
Saint-Victor	2 552	129 655 840	170 299 \$
Saint-Wenceslas	1 111	75 189 606	98 710 \$
Saint-Zacharie	1 913	80 522 299	105 578 \$
Saint-Zénon	1 364	103 732 095	135 890 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	436	14 159 087	18 548 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	828	86 056 167	113 021 \$
Saint-Zotique	5 565	407 739 292	890 218 \$
Salaberry-de-Valleyfield	40 028	2 452 355 216	5 301 147 \$
Sayabec	1 985	91 289 605	119 820 \$
Schefferville	199	4 188 412	5 586 \$
Scotstown	591	17 111 308	22 365 \$
Scott	1 812	113 862 386	149 099 \$
Senneterre	1 211	41 749 110	54 826 \$
Senneterre	3 052	117 742 415	157 735 \$
Sept-Îles	25 867	1 561 313 783	3 352 770 \$
Sept-Rivières	128	16 224 890	21 331 \$
Shannon	4 143	154 023 697	276 672 \$
Shawinigan	52 149	2 326 763 903	4 780 169 \$
Shawville	1 558	90 214 683	118 458 \$
Sheenboro	173	29 511 390	38 833 \$
Shefford	6 510	475 027 527	1 036 733 \$
Shigawake	343	8 705 943	11 417 \$
Sorel-Tracy	34 308	1 883 849 764	4 109 643 \$
Stanbridge East	853	68 041 111	89 015 \$
Stanbridge Station	309	33 849 500	44 340 \$
Stanstead	1 055	372 047 580	487 663 \$
Stanstead	2 950	148 748 275	194 789 \$
Stanstead-Est	629	67 161 600	87 990 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1 629	179 546 200	234 974 \$
Ste-Anne-des-Monts	6 765	220 718 477	462 847 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	372	10 265 676	13 444 \$
Stoke	2 785	197 053 211	257 767 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	6 120	471 489 720	1 030 260 \$
Stornoway	560	43 287 235	56 713 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	541	56 614 100	74 602 \$
Stratford	1 073	122 558 488	160 743 \$
Stukely-Sud	962	69 745 576	91 405 \$
Sutton	3 818	672 026 091	919 779 \$
Tadoussac	872	63 127 961	82 799 \$
Taschereau	999	17 913 484	23 647 \$
Témiscaming	2 652	183 703 346	241 148 \$
Témiscamingue	183	32 256 582	42 387 \$
Terrasse-Vaudreuil	1 959	135 246 919	177 174 \$
Thorne	406	58 996 902	77 333 \$
Thurso	2 284	152 073 519	199 621 \$
Tingwick	1 483	78 634 298	103 216 \$
Tourville	739	16 695 699	21 801 \$
Trécesson	1 243	46 460 170	60 845 \$
Très-Saint-Rédempteur	752	58 800 150	76 883 \$
Très-Saint-Sacrement	1 215	142 381 086	186 268 \$
Tring-Jonction	1 377	59 295 393	77 918 \$
Trois-Pistoles	3 465	123 741 553	190 281 \$
Trois-Rives	411	62 056 020	81 103 \$
Ulverton	385	34 829 049	45 643 \$
Upton	1 981	163 970 296	214 214 \$
Val-Alain	930	44 576 101	58 516 \$
Val-Brillant	1 011	37 187 140	48 684 \$
Valcourt	1 038	90 285 516	118 400 \$
Valcourt	2 372	143 416 462	188 352 \$

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 34 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2008 et les prévisions pour 2009.

34b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Val-David	4 284	387 535 195	707 556 \$
Val-des-Bois	855	81 716 270	107 167 \$
Val-des-Lacs	769	110 156 000	144 447 \$
Val-d'Or	31 704	1 362 561 376	2 741 361 \$
Val-Joli	1 484	111 197 985	145 775 \$
Vallée-de-l'Or	499	9 786 301	12 929 \$
Vallée-Jonction	1 895	100 901 636	132 389 \$
Val-Morin	2 812	264 861 730	347 406 \$
Val-Racine	142	17 231 300	22 510 \$
Val-Saint-Gilles	187	3 069 200	4 049 \$
Vaudreuil-Dorion	27 330	2 208 655 957	4 822 588 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	1 374	146 336 200	191 649 \$
Venise-en-Québec	1 321	126 885 240	166 407 \$
Victoriaville	41 385	2 091 245 899	4 567 092 \$
Ville-Marie	2 660	130 639 151	171 548 \$
Villeroy	484	26 583 602	34 766 \$
Waltham	358	23 871 263	31 170 \$
Warden	376	12 681 762	16 758 \$
Warwick	4 813	265 832 298	386 557 \$
Waterloo	4 077	203 549 039	358 758 \$
Waterville	1 994	116 002 579	152 384 \$
Weedon	2 804	182 362 543	239 197 \$
Wentworth	506	146 890 413	192 286 \$
Wentworth-Nord	1 372	276 642 045	362 275 \$
Westbury	961	63 809 460	83 581 \$
Wickham	2 521	136 971 437	179 672 \$
Windsor	5 305	345 686 755	687 190 \$
Wotton	1 535	72 626 230	95 321 \$
Yamachiche	2 763	161 169 234	211 619 \$
Yamaska	1 615	89 110 645	116 930 \$
Total	2 359 896	149 013 240 311	253 435 043 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

35. La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 35 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

a) Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, celles qui étaient desservies par un corps de police municipal avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :

- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant) - **pas d'entente, municipalité défusionnée**
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle)
- Bromont (Corps de police municipal de Bromont)
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog) – **date de renouvellement : 31 décembre 2016**
- Thetford Mines (Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines)
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie)
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges)
- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup)
- Granby (Service de police de la Ville de Granby)
- Sainte-Anne-des-Lacs, Piedmont, Saint-Hippolyte (Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord) – **date de renouvellement : fin décembre 2013**

Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

En 2008-2009, aucune nouvelle entente intermunicipale n'a été signée et aucun corps de police ou régie de police n'a opté pour la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

36. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec.
Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 36 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2008-2009.

Projets	Établissements de détention	Livraison	Coût	Capacité	Commentaires
Sept-îles	Construction	1 juin 2013	67 511 000 \$	55 places	
Percé	Rénovation	1 janv. 2010	11 300 000 \$	46 places	
Tanguay	Rénovation	15 mai 2008	2 345 000 \$		Complété
Rivière-des-Prairies	Rénovation	1 févr. 2010	2 565 000 \$		
Montréal (Bordeaux)	Rénovation	28 juin 2010	50 575 000 \$		
Sept-îles	Rénovation	1 août 2008	1 722 400 \$		Complété
Québec	Réfection des Services alimentaires	15 avr. 2009	3 840 000 \$		
Roberval	Construction	1 déc. 2013	93 624 000 \$	180 places	
Amos	Construction	1 déc. 2013	97 411 000 \$	170 places	
Montréal	Construction	1 juin 2014	125 179 000 \$	300 places	
	Bâtiments modulaires temporaires		18 600 000 \$	324 places	Complété
Québec	Construction	15 nov. 2008		96 places	Complété
Trois-Rivières	Construction	15 nov. 2008		96 places	Complété
Sherbrooke	Construction	15 nov. 2008		96 places	Complété
Amos	Construction	15 nov. 2008		36 places	Complété

Note: Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

37. La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

Question 37 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

Identification	Effectifs 2008-2009	Budget initial \$ 2008-2009
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine -70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 -96, Montée Sandy Beach, bureau 2.08, Gaspé (Québec) G4X 2W4	7 3	590 800
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik -1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	9	860 900
Direction régionale du Saguenay- Lac Saint-Jean-et de la Côte-Nord -3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6 -625, boulevard Lafèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	4 3	595 900
Direction régionale de la Mauricie et du Centre du Québec -4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	8	529 700
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie -200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 -165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	3 7	675 800
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides - 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9 -85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8 -430, de Lanaudière, local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	11 1 2	973 600
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec -817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 -170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	6 5	740 500
	<hr/>	<hr/>
	69	4 967 200

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

38. La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie – 01.05

Question 38 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Modifications à des lois existantes</u>		
Loi sur la sécurité civile – Section II.1 du chapitre IV (art. 52.1 à 52.20).	Janvier 2008.	Cette nouvelle section de la Loi sur la sécurité civile a été édictée par la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (Projet de loi 82) dont le projet a été présenté à l'Assemblée nationale le 3 mai 2008, a été adopté le 11 juin 2008 et sanctionné le 12 juin 2008 (2008, c. 18, a. 108).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité

Question 38 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projets de loi</u>		
Loi modifiant la Loi sur la police et d'autres dispositions législatives (Projet de loi no 54).	L'élaboration du projet de loi a débuté en août 2007.	Ce projet de loi, parrainé par le ministre responsable des affaires autochtones, monsieur Benoît Pelletier, a été présenté à l'Assemblée nationale le 14 novembre 2007 et la Commission des institutions a tenu des consultations particulières les 30 et 31 janvier 2008. L'adoption de principe a eu lieu le 29 mai 2008, l'étude détaillée le 3 juin 2008 et l'adoption ainsi que la sanction le 12 juin 2008.
Loi modifiant la Loi sur la police (Projet de loi 60).	L'élaboration du projet de loi proprement dit a débuté en octobre 2006, c'est-à-dire pour la présentation du Projet de loi no 62 à l'Assemblée nationale le 14 décembre 2006.	Le Projet de loi no 60 a été présenté à l'Assemblée nationale le 7 décembre 2007. L'adoption de principe a eu lieu le 14 décembre 2007 et des consultations particulières se sont tenues les 1 ^{er} et 2 avril 2008. L'étude détaillée a eu lieu le 15 mai 2008, le projet a été adopté le 3 juin 2008 et sanctionné le 5 juin 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité

Question 38 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projets de règlement</u>		
Règlement sur l'exclusion de certains lieux et de certains moyens de transport ainsi que sur l'exemption de certaines personnes.	L'élaboration de ce projet de règlement a débuté en juin 2007.	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 14 mai 2008. Il a été publié à nouveau à la Gazette officielle du Québec le 6 août 2008 pour son édicition. Il est en vigueur depuis le 1 ^{er} septembre 2008.
Règlement sur les permis d'exploitation de clubs et de champs de tir à la cible.	L'élaboration de ce projet de règlement a débuté en juin 2007.	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 14 mai 2008. Il a été publié à nouveau à la Gazette officielle du Québec le 6 août 2008 pour son édicition. Il est en vigueur depuis le 1 ^{er} septembre 2008.
Règlement sur le registre de fréquentation des champs de tir à la cible.	L'élaboration de ce projet de règlement a débuté en juin 2007.	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 14 mai 2008. Il a été publié à nouveau à la Gazette officielle du Québec le 6 août 2008 pour son édicition. Il est en vigueur depuis le 1 ^{er} septembre 2008.
Règlement sur le test d'aptitude pour la pratique sécuritaire du tir à la cible des armes à feu (règlement du ministre).	L'élaboration de ce projet de règlement a débuté en juin 2007.	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 14 mai 2008. Il a été publié à nouveau à la Gazette officielle du Québec le 6 août 2008 pour son édicition. Il est en vigueur depuis le 1 ^{er} septembre 2008.
Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence.	L'élaboration de ce projet de règlement a débuté en décembre 2005.	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 12 mars 2008. Il a été publié à nouveau à la Gazette officielle du Québec le 9 juillet 2008 pour son édicition. Il est en vigueur depuis le 24 juillet 2008.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion – 01.01

Question 38 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projet de loi</u>		
Loi sur le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (Projet de loi no 66)	L'élaboration de ce projet de loi a débuté en septembre 2007.	Ce projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 14 décembre 2007. Mort au feuilletton à la dissolution de l'Assemblée nationale en novembre 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 38 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
--------------	---------------------------	--------------------------

<u>Règlement</u>		
-------------------------	--	--

Projet de règlement sur les boissons alcooliques composées de bière.		
--	--	--

	Automne 2008.	
--	---------------	--

		Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable dans la Gazette officielle du 4 mars 2009.
--	--	--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

39. La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de tous ces programmes de financement

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU OCTROYÉ UN FINANCEMENT

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

Organisme	Montant accordé
Centre Défi-jeunesse de Saint-François	30 000 \$
Centre des jeunes Boyce-Viau	40 000 \$
Club Garçons et Filles de LaSalle	20 000 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	75 000 \$
Conseil national des citoyens et citoyennes d'origine haïtienne (Conacoh)	35 000 \$
Équipe R.D.P.	100 000 \$
Groupe communautaire Deschênes	20 000 \$
La Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants	125 000 \$
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc.	60 000 \$
La Maison des jeunes de Terrebonne (2003)	25 000 \$
La Maison des jeunes La Parenthèse : (Plan d'intervention gang « Réseau d'échange »)	70 000 \$
L'Avenue, Justice alternative	50 000 \$
Les Oeuvres de la maison Dauphine inc.	40 000 \$
L'Oasis, unité mobile d'intervention	25 000 \$
Maison d'Haïti	70 000 \$
Maison de transition de Montréal inc. : (En fiducie pour le consortium « Reprendre en main son quartier »)	115 000 \$
Maison de transition de Montréal inc. : (Plan d'intervention gang « Formation phénomène des gangs »)	115 000 \$
Motivaction Jeunesse	80 000 \$
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	45 000 \$
Patro Laval inc.	50 000 \$
Prévention Notre-Dame-De Grâce	20 000 \$
Projet Ado communautaire en travail de rue (PACT)	25 000 \$
Réseaux d'entraide Amiante	15 000 \$
TOTAL	1 250 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

Organisme	Montant accordé
Bromont	14 544 \$
Châteauguay	673 \$
Gatineau	69 660 \$
Granby	24 280 \$
Laval	96 145 \$
Longueuil	74 880 \$
Memphrémagog	19 440 \$
Mirabel	14 250 \$
Mont-Tremblant	27 360 \$
MRC Les collines de l'Outaouais	12 167 \$
Québec	199 119 \$
Régie du Roussillon	17 850 \$
Régie Richelieu/Saint-Laurent	50 160 \$
Régie Thérèse-de-Blainville, Blainville	31 032 \$
Repentigny, l'Assomption, Mascouche	30 571 \$
Rivière-du-Loup	11 520 \$
Rivière-du-Nord	3 600 \$
Sainte-Adèle	15 300 \$
Saint-Eustache, Deux-Montagne	32 610 \$
Saint-Georges	14 400 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	32 100 \$
Saint-Jérôme	27 491 \$
Sainte-Marie	5 250 \$
Saguenay	54 406 \$
Sherbrooke	56 590 \$
Terrebonne	36 386 \$
Thetford Mines	19 140 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

SPVM	1 623 076 \$
A.D.P.Q.	133 500 \$
E.N.P.Q.	8 200 \$
TOTAL	2 806 216 \$

PROGRAMME ACCÈS TABAC

Corps de police	Remboursement
Blainville	7 999 \$
Gatineau	32 909 \$
Longueuil	60 112 \$
Mirabel	1 425 \$
Roussillon	144 298 \$
Saguenay	10 843 \$
Saint-Eustache	154 553 \$
Saint-Georges	8 612 \$
Saint-Jérôme	253 485 \$
Sherbrooke	675 \$
Thérèse de Blainville	19 100 \$
Thetford Mines	2 409 \$
Trois-Rivières	9 654 \$
SPVM	3 083 000 \$
Total	3 789 074 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE 2007-2010

FINANCEMENT EN PRÉVENTION DU RECRUTEMENT DES JEUNES AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS UN CONTEXTE DE GANGS DE RUE

Organisme	Montant accordé
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Kekpart)	147 671 \$
Centre d'aide aux familles latino américaines - CAFLA	95 967 \$
Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire	150 000 \$
Coalition Sherbrookoise pour le travail de rue	42 383 \$
L'Autre Avenue, organisme de justice alternative	25 321 \$
Le centre de ressources de la communauté noire - The Black Community Resource Centre	147 410 \$
Le Refuge la Piaule du Centre du Québec inc.	74 170 \$
Maison des jeunes de Saint-Laurent	76 896 \$
Prévention Notre-Dame-de-Grâce	122 387 \$
Squat Basse-ville (Gîte du Nomade)	40 640 \$
Unité d'intervention mobile l'Anonyme	66 122 \$
Whapmagoostui First Nation	122 300 \$
Y des femmes de Montréal / Women's Y of Montréal	90 100 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (PIPQ)	143 766 \$
Travail de rue de l'Île de Laval (T.R.Î.L.)	69 561 \$
C.A.L.A.C.S. La Chrysalide (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)	112 202 \$
Total	1 526 896 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

SOUTIEN AU TRAVAIL DES FORCES POLIÉRIÈRES

Service de police de la Ville de Québec (ERM Québec / Rive-sud)	36 088 \$
Service de police de Longueuil (ERM Montérégie)	12 029 \$
Service de protection des citoyens de Laval (ERM Laval / Couronne Nord)	319 443 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke (ERM Estrie)	4 010 \$
Total	371 570 \$

Service de police Ville de Montréal	2 000 000 \$
Fonds québécois de recherche sur la société et la culture	302 500 \$
Fédération québécoises des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement	75 000 \$
Total	2 377 500 \$

FOND DE RECRUTEMENT DE POLICIERS

**GANGS DE RUE
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2008-2009, EN VERTU DU CT – 207461 DU 23 MARS 2009 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ À L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 7,5 M\$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)**

Service de police de la Ville de Québec (ERM Québec / Rive-sud)	1 175 101 \$
Service de police de Longueuil (ERM Montérégie)	415 515 \$
Service de protection des citoyens de Laval (ERM Laval / Couronne Nord)	788 440 \$
Service de police de Gatineau	272 749 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke (ERM Estrie)	488 443 \$
Service de police de la Ville de Montréal	7 520 000 \$
Total	10 660 248 \$

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE DROGUE
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2008-2009, EN VERTU DU CT – 207461 DU 23 MARS 2009 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ)**

Québec/rive Sud	145 318 \$
Mauricie/Centre du Québec	488 443 \$
Total	245 287 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

2- AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

Action jeunesse de l'ouest-de-île (ajoi)	10 000 \$
Maisons de transition de Montréal inc.	10 000 \$
Plein milieu	10 000 \$
Rue action prévention jeunesse	10 000 \$
Travail de rue / action communautaire	10 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	100 000 \$
Association des directeurs de police de Québec	30 000 \$
Séminaire intersection	5 000 \$
Total	: 185 000 \$

Programme d'aide financière à certaines municipalités rurales desservies par un corps de police municipal

Saint-Isidore	128 898 \$
Saint-Jean-Baptiste	20 299 \$
Saint-Mathieu	<u>130 918 \$</u>
Total	280 115 \$

TOTAL DES PROGRAMMES : 23 491 906 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

POUR 2009-2010 : LA PÉRIODE DE SOLlicitation N'EST PAS DÉBUTÉE.

POUR 2008-2009 :

Organisme	Titre du projet	Raisons du refus
Carrefour jeunesse de Sainte-Rose	C..A.L.E.P. (Comité d'appropriation des parcs et des lieux publics)	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Entreprise de formation Dimensions	Programme d'intervention intensive auprès d'une clientèle de 15 à 17 ans suspendu ou exclu d'une école secondaire et ayant des risques élevés en matière de délinquance et criminalité tout en s'appuyant sur une approche intégrée	Il s'agit des activités courantes de l'organisme.
La Maison des jeunes "Par la Grand"Porte"	La prévention de l'influence des gangs de rues auprès des adolescentes	Il s'agit des activités courantes de l'organisme. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
La maison des jeunes La Parenthèse	Histoire en photos 2e phase	Ce projet a déjà été financé dans un autre programme.
Le centre de ressources de la communauté noire - The Black Community Resource Centre	Making Life's Alternatives Work For You	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Le Club Garçons et Filles de Lachine inc.	Chaîne d'amitié phase II	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Le Patro le Prévost	Notre GANG c'est la plus Forte	Il s'agit des activités courantes de l'organisme. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Le Relais des Jeunes Gatinois	Engagement communautaire jeunesse	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement. Il s'agit des activités courantes de l'organisme.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Les Productions artistiques Starbuds	Nouvelle dimension (Phase I)	Il s'agit des activités courantes de l'organisme. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Les productions musicales l'Artishow	Le Big Beat!	Organisme non admissible. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Maison de jeunes de la Côte-des-Neiges inc.	Arts urbains, compétences et intégration sociale	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Organisation Inde-Canada inc. L' (ICO) et Association des Aînés Sud-Asiatiques de Parc-Extension, Montréal (ASAPEM)	Stratégies pour la prévention de la délinquance chez les jeunes sud-asiatiques	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Réseau de communication pour la prévention des actes criminels (RECOPAC)	Gangs de rue et familles des communautés africaines de Montréal : Dialogue et prévention	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Trans-Arts 2000	Les couloirs de la délinquance	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Union des auteurs et artistes africains au Canada (UAC)	Enfance contre violence, le livre contre l'arme	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Comité Jeunesse La Presqu'Île	DÉFI-ADO période scolaire	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Carrefour jeunesse emploi Saint-Laurent	Anim'Action	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Leave Out Violence "L.O.V.E." - L'Omission de la Violence "L.O.V.E."	Face à face!	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Centre des jeunes Saint-Sulpice	Engage-toi!	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Association pour la promotion de l'Encadrement des jeunes à travers le sport (APEJS)	Encadrement des jeunes à travers le sport	Organisme non admissible. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Maison de la famille de Sainte-Anne-des-Plaines	Vers le pacifique dans la communauté	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
La Maison des jeunes l'Escalier de Lachine	Intervention urbaine	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
La Chaumière Jeunesse de Rawdon	Dojo du cœur	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Association des jeunes de la Petite Bourgogne	Le portrait de mon quartier	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Whapmagoostui First Nation	Project Early Intervention	Organisme non admissible. Demande transférée au FAPC, programme cogéré avec le gouvernement fédéral.
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île de Montréal (AJOI)	L'aut'gang	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement. Projet qui se situe à Pointe-Claire et dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, milieu non ciblé par le comité Ville de Montréal/Gang de rue.
Le Centre Option Prévention T.V.D.S.	Déclic Phase I I: Concours radiophonique : 'Gagne à faire partie de la bonne gang!'	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Centre d'accueil et de référence sociale et économique pour immigrants de Saint-Laurent (CARI)	Saint-Laurent, fais partie de ma gang !	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Vallée-Jeunesse-Québec inc.	Vallée Jeunesse : Le futur se cultive dès aujourd'hui...	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi. Il s'agit des activités courantes de l'organisme.
Maison des jeunes de Varennes inc.	C'est qui ta gang? ...la suite	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Centre Éclosion inc.	Qui seront mes amis?	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Coalition canadienne pour le contrôle des armes	Les jeunes, les gangs de rue et les armes à feu : Intervention auprès de la population à risque dans la Petite-Bourgogne	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Rue action prévention jeunesse (RAP jeunesse)	Travail de rue/Gang de rue: un lien incontournable Prise 2!	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Corporation L'Autre Cartier	3...2...1... Mettons-nous en action!	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Patro de Fort-Coulonge – Mansfield	Un milieu qui bouge pour nos ados	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Plein milieu	Travail de rue/Gang de rue: un lien incontournable Prise 2	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé	La bonne gang c'est nous	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Dîners-rencontres St-Louis-de-Gonzague	Prévention secondaire et tertiaire	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Relais Famille	MachinaBulles - prévention de la criminalité	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Nouvelle Vision des Jeunes	Où sont les boys?	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Travail de Rue / Action Communautaire (TRAC)	Travail de rue / Gang de rue: un lien incontournable Prise II	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.

PROGRAMME DE FINANCEMENT EN PRÉVENTION DU RECRUTEMENT DES JEUNES AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS UN CONTEXTE DE GANGS DE RUE 2008-2009

POUR 2009-2010 : LA PÉRIODE DE SOLlicitation N'EST PAS DÉBUTÉE.

POUR 2008-2009 :

Organisme	Titre du projet	Raison du refus
Défi-Jeunesse du Haut St-Maurice inc.	Je n'appartiens à personne!	Il s'agit des activités courantes de l'organisme. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Alliance théâtrale Haïtienne (ATHA)	À moi ma vie	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Centre Sida Amitié	Je sais ce que je veux mon beau!	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement. Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Jeunes au Travail	Amélioration du programme de prévention des jeunes susceptibles d'être recrutés aux fins d'exploitation sexuelle dans un contexte de gangs de rue	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi.
Le Relais des Jeunes Gatinois	Mobilisation jeunesse sectorielle - Équipe ambulante de prévention (EAP)	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Trans-Arts 2000	Intervention par les pairs	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi. Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Répit jeunesse	Action VJ	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi.
Association des ingénieurs et scientifiques Haïtiano-Canadiens (AIHC)	Relève dynamique - jeunes de Saint-Michel	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi.
Centre communautaire CEFEDI	Sensibiliser les familles monoparentales en difficulté face à la problématique des gangs de rue, voir à la prévention du phénomène	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi.
Entraide bénévole Kouzin Kouzin	Salut Kouzin, Allô Kouzin	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide. Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes n'est pas clairement établi.

N.B. Environ 7 organismes ont demandé de l'aide sans spécifier de programme particulier. Pour ceux-ci un refus a été émis, car ils ne cadraient dans aucun programme du MSP.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

Question 39 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2008-2009.	
Subventions ad hoc	
L'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	50 000 \$
L'Association de sécurité civile du Québec (ASCQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	50 000 \$
École Nationale des pompiers du Québec	<u>775 600 \$</u>
Sous-Total	875 600 \$
Programme de financement d'une unité spécialisée d'intervention lors d'événements comportant des risques de nature chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN)	
Ville de Montréal	175 000 \$
Ville de Gatineau	87 500 \$
Ville de Québec	<u>87 500 \$</u>
Sous-Total	350 000 \$
Programme de prévention des principaux risques naturels	
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine -- contribution financière pour l'analyse de solutions pour contrer l'érosion	35 000 \$
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – contribution financière pour la création d'une chaire de recherche en géoscience côtière	500 000 \$
Village de Pointe-aux-Outardes	19 375 \$
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie	50 000 \$
Association canadienne des ressources hydriques (section Québec) dans le cadre du congrès annuel	<u>25 000 \$</u>
Sous-Total	629 375 \$
Programme des schémas de couverture de risques	
MRC d'Acton – versement 6	20 000 \$
MRC de Lajemmerais – versement 4	20 000 \$
Ville de Montréal – versement 4	30 000 \$
MRC de Maskinongé – versement 4	20 000 \$
MRC de Robert Cliche – versement 6	<u>20 000 \$</u>
Sous-Total	110 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

40. Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 40 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2009-2010.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ)	Année 2006-2007	530 000 \$
	Année 2007-2008	434 200 \$
	Année 2008-2009	441 600 \$

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2006-2007	350 000 \$
	Année 2007-2008	350 000 \$
	Année 2008-2009	350 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

41. Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 41 : Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

DESCRIPTION DU DOSSIER

À la demande de représentants du milieu communautaire en 2003, la ministre des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration, M^{me} Michelle Courchesne, a créé un groupe de travail afin d'analyser la problématique du profilage racial et de proposer des pistes de solution. Le ministère de la Sécurité publique et les corps de police ont aussitôt été mis à contribution. Le ministère de la Sécurité publique a coprésidé ce groupe de 2004 à 2006. Depuis l'automne 2006, le groupe de travail est présidé par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Outre les représentants du milieu communautaire, plusieurs acteurs composent le groupe de travail dont : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), l'École nationale de police du Québec, le ministère de la Justice, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le Commissaire à la déontologie policière et le Conseil des relations interculturelles.

ÉTAT D'AVANCEMENT DU DOSSIER

Dans la progression des travaux du groupe de travail, il est apparu nécessaire de mettre sur pied, en 2005, le Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial. Celui-ci s'est réuni onze fois depuis sa création. Le mandat qui lui a été donné consiste à :

- Doter le milieu d'une définition-cadre permettant d'en uniformiser la compréhension;
- Documenter la problématique et à établir des indicateurs de profilage racial et illicite (exemple : le nombre de plaintes relatives à cette problématique);
- Élaborer des stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial adaptables aux particularités du milieu desservi par chaque corps de police.

Résultats :

Programme du Séminaire sur l'intervention policière dans une société en changement. « Comprendre et prévenir le profilage racial et illicite », tenu les 29 et 30 mars 2007.

Production d'un guide L'intervention policière dans une société en changement « comprendre et prévenir le profilage racial et illicite ».

Par ailleurs, le Comité sectoriel sur la formation policière a également été mis sur pied à la suite des recommandations du groupe de travail. Dans cette foulée, le MELS a intégré, à l'automne 2005, la notion de profilage racial au programme Techniques policières.

L'École nationale de police du Québec dispose d'un expert afin d'améliorer les compétences des services policiers en matière de gestion de la diversité culturelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

42. Ventilation des coûts associés à la sécurité publique dans le cadre des festivités du 400^e anniversaire de fondation de la ville de Québec pour l'année 2007-2008, 2008-2009.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

43. Sommes, ventilées, accordées depuis 2006 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 43 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2006 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux à l'emploi du ministère (salaires) et par des agents de sécurité à contrat. Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (5) pour l'année 2008-2009 :

	Salaires	Contrats	TOTAL 2008-2009	TOTAL 2007-2008
Secteur est	962 458 \$	819 000 \$	1 781 458 \$	1 577 000 \$
Secteur ouest	1 221 910 \$	672 494 \$	1 894 404 \$	1 701 400 \$
Secteur sud	1 232 047 \$	542 657 \$	1 774 704 \$	1 662 700 \$
Secteur Île de Montréal	3 906 856 \$	760 931 \$	4 667 787 \$	4 288 000 \$
Secteur Palais justice Québec	1 406 000 \$	297 000 \$	<u>1 703 000 \$</u>	<u>1 620 600 \$</u>
			11 821 353 \$	10 849 700 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

44. Sommes accordées pour la préparation du Rapport Boisvert sur la protection des collaborateurs de justice.
Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates.
Suivi et échéancier prévu pour le dépôt et la mise en oeuvre des recommandations de ce rapport.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS L'OPPOSITION OFFICIELLE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Question 44 : Sommes accordées pour la préparation du Rapport Boisvert sur la protection des collaborateurs de justice. Liste des personnes et des groupes rencontrés par ce comité, fournir les dates. Suivi et échéancier prévus pour le dépôt et la mise en œuvre des recommandations de ce rapport.

Depuis le mois d'août 2006, les autorités du ministère de la Sécurité publique et du ministère de la Justice ont convenu du transfert de l'activité de la protection des collaborateurs de justice, de la Sécurité publique à la Justice. Depuis la création du Directeur des poursuites criminelles et pénales, le 15 mars 2007, il est présentement responsable de l'activité de protection des collaborateurs de justice. Dans le cadre des recommandations du Rapport Boisvert, il n'y a plus que trois signataires du contrat de témoin repent, à savoir le témoin lui-même, le représentant du DPCP et le représentant du corps policier impliqué.

- Commission québécoise des libérations conditionnelles 12 mars 2004
- Direction générale des services correctionnels du Québec 12 mars 2004
- Ministère de la Sécurité publique du Québec 12 mars 2004
- Police nationale des Pays-Bas, Unité de protection des témoins 1er avril 2004
- Service de police de la Ville de Montréal 2 avril 2004
- Her Majesty Customs and Excise – Delta Project 14 avril 2004
- Gendarmerie royale du Canada 1er et 16 avril 2004
- Sûreté du Québec, Service de la protection des témoins 7 et 16 avril 2004
- Commission nationale des libérations conditionnelles 16 et 26 avril 2004
- Ministère de la Justice de l'Ontario, Witness Protection Program 26 avril 2004
- Service correctionnel du Canada 26 avril 2004
- Ministère du Revenu du Québec, Direction des enquêtes 10 mai 2004
- Régie de l'assurance maladie du Québec, Service de support aux opérations 10 mai 2004
- Régie des rentes du Québec, Direction des affaires juridiques 10 mai 2004
- Société de l'assurance automobile du Québec 10 mai 2004
- Directeur de l'état civil alors en fonction et son prédécesseur 7 avril et 11 mai 2004
- Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille du Québec 11 mai 2004
- Ministère de la Justice du Québec, Bureau de lutte au crime organisé (B.L.A.C.O.) 21 mai 2004
- British Home Office, Witness Protection and Intimidation Team 14 juin 2004
- Garda Síochána (Police nationale d'Irlande) 15 juin 2004
- London Metropolitan Police (Criminal justice protection Unit) 15 juin 2004
- Scottish Crown Office and Procurator Fiscal Service 17 juin 2004
- Scottish Drug Enforcement Agency, responsable du Scottish Witness Liaison Unit 17 et 18 juin 2004
- Bundeskriminalamt (Office fédéral pour la police criminelle d'Allemagne), responsables du programme de protection des témoins 21 juin 2004
- Police fédérale belge et Parquet 13 et 22 juin 2004
- Direction générale de la police judiciaire belge 22 et 23 juin 2004
- Servizio Centrale Di Protezione (Service central de protection des témoins) et Direzione Nazionale Antimafia (Direction nationale antimafia du ministère de la Justice) 24 juin 2004
- Unité de la protection des témoins de la police nationale suédoise 24 septembre 2004
- US Marshalls Service 25 octobre 2004

Déboursé total : 101 405 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

45. Copie des recommandations émises par les coroners, en 2008-2009, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

TABLE DES MATIÈRES

1.	ACCIDENTS DE TRANSPORT.....	2
1.1	Automobiles et camionnettes.....	3
1.2	Motocyclettes.....	25
1.3	Motoneiges.....	31
1.4	Véhicules tout-terrain.....	33
1.5	Bicyclettes.....	34
1.6	Piétons.....	36
1.7	Autres moyens de transport.....	42
2	AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS.....	45
2.1	Accidents avec machine.....	47
2.2	Asphyxies.....	50
2.3	Chaleur ou froid excessif.....	66
2.4	Chutes.....	67
2.5	Incendies.....	74
2.6	Intoxications.....	76
2.7	Noyades.....	84
2.8	Accidents médicaux ou chirurgicaux.....	88
2.9	Autres décès accidentels.....	89
3	SUICIDES, HOMICIDES.....	101
3.1	Suicides.....	103
4	CAUSES NATURELLES.....	131
4.1	Décès naturels.....	133
5	CAUSES INDÉTERMINÉES.....	163
5.1	Décès de nature indéterminée.....	165

1. ACCIDENTS DE TRANSPORT

1.1 AUTOMOBILES ET CAMIONNETTES

Avis/Dossier : A-305274 137846

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une hémorragie intracrânienne trois jours après avoir subi un accident mineur de la route, à Montréal.

La victime s'est heurté la tête, mais a refusé tout transport à l'hôpital malgré l'insistance des ambulanciers. Elle est rentrée chez elle après avoir signé un refus de traitement. Il semble que l'homme ait avisé les ambulanciers qu'il prenait des anticoagulants, mais rien de tel n'est inscrit dans leurs notes.

Pour le coroner, il est important que, lors du questionnaire que font passer les intervenants préhospitaliers, la prise possible d'anticoagulants soit vérifiée systématiquement et qu'une inscription soit faite au rapport d'intervention. Il s'agit d'un renseignement important autant pour les ambulanciers que pour l'hôpital où le patient peut être transporté.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- fasse en sorte que la question de la prise d'anticoagulants soit examinée lors de la mise à jour des protocoles applicables par les services ambulanciers, afin qu'un meilleur service soit donné aux patients. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-27, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Avis/Dossier : A-302429 135359

Événement :

Une collision entre deux véhicules fait une victime sur la route 117, à Val-David.

Un des conducteurs a perdu la maîtrise de son véhicule en revenant dans sa voie après avoir effectué un dépassement. La chaussée glacée l'a fait déraper et heurter le véhicule circulant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- prenne tous les moyens à sa disposition afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de portions glacées sur la route 117, notamment après le coucher du soleil et que cette obligation de résultat soit spécifiquement incluse dans son devis de soumission, si l'entretien d'une portion doit être effectué par un entrepreneur privé. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-151838 134511

Événement :

Une collision entre deux camionnettes circulant sur le chemin forestier de la ZEC Batiscan-Neilson fait une victime.

La route est en gravier, étroite et sinueuse. Les travailleurs qui voyagent dans ce secteur doivent signaler leur position à tous les kilomètres avec un émetteur radio afin d'éviter les accidents. Il appert que des travailleurs circulant sur le même chemin n'ont entendu que deux appels venant d'un conducteur et un appel de l'autre au moment où celui-ci les dépassait.

Le coronar souligne que la portée de transmission du signal d'un émetteur radio est de 5 à 15 km selon les conditions atmosphériques et l'environnement.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et sécurité du travail :

- augmente, auprès des employés forestiers, la publicité sur les risques d'accident sur les routes en forêt et l'importance de signaler sa présence en tout temps au moyen d'un émetteur radio lorsqu'on y circule; [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163095 136513

Événement :

Un homme de 49 ans décède d'un polytraumatisme après que son véhicule ait effectué plusieurs tonneaux alors qu'il participait à une course, à Saint-Élie.

L'homme est amateur de course automobile. Il participe à des courses tous les vendredis soir depuis quatre ou cinq ans au Drag Saint-Élie. En mai 2007, il participe à une course contre une Ford Mustang. Il ne porte pas de casque et ne boucle pas sa ceinture de sécurité. La course se déroule bien jusqu'au moment de la décélération, où l'arrière du véhicule se met à valser. L'automobile bifurque vers la droite et termine sa course en faisant des tonneaux. L'homme est trouvé inconscient dans le fossé. L'expertise mécanique effectuée sur le véhicule révèle qu'une défectuosité mécanique serait à l'origine de l'accident.

Selon les règlements mis en place, le port du casque est obligatoire, mais rien n'indique que les participants doivent boucler leur ceinture de sécurité. Le coroner souligne qu'il est désolant de constater que personne ne vérifie, avant la course, si le coureur porte son casque et a bouclé sa ceinture, alors qu'une surveillance étroite est faite pour la signature de la clause de non-responsabilité. Elle précise que, malgré les recommandations des coroners formulées à la suite d'événements semblables, aucune réglementation concernant les normes de sécurité n'a été adoptée à ce jour.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- légifère afin d'adopter des normes de sécurité pour la pratique de la course automobile et voie à l'application de cette législation lors de tous les événements de course automobile au Québec. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-151439 127262

Événement :

Une femme de 72 ans, passagère d'un véhicule automobile, décède d'un traumatisme thoracique avec rupture de l'aorte thoracique, à la suite d'un accident de la route survenu à l'intersection des rues Viger et Papineau, à Montréal.

Le véhicule était arrêté à un feu rouge lorsqu'un véhicule utilitaire sport (VUS) circulant à haute vitesse est venu l'emboutir. La conductrice du VUS a déclaré n'avoir jamais vu l'autre véhicule avant de l'emboutir. Son taux d'alcoolémie était de 177 mg/100 ml, soit deux fois la limite permise. Des témoins ont également affirmé que la vitesse du VUS était d'environ 150 km/h et qu'il louvoyait entre les autres automobiles. La conductrice impliquée dans la collision a expliqué

qu'elle avait terminé son quart de travail au restaurant Bâton Rouge plus tôt dans l'après-midi. Contrairement aux consignes interdisant aux employés de consommer de l'alcool immédiatement après leur quart de travail, la femme a pris quelques consommations avant de se rendre au restaurant La Cage aux sports du Centre Bell, où elle boit encore quelques verres.

Recommandations :

Que la corporation Les Restaurants Sportscene inc., exploitant-franchiseur de la chaîne de restos-bars La Cage aux sports :

- refasse circuler à tout le personnel servant de l'alcool dans ses établissements le contenu du point 3 de la section 7 de son Manuel d'exploitation/Bar sur les procédures de service et le service responsable des boissons alcoolisées; [1]
- fasse un rappel périodique pour rappeler aux serveurs les conséquences catastrophiques que l'alcool au volant peut avoir, en l'occurrence le décès d'une victime innocente; [2]
- fasse en sorte que les serveurs du restaurant du Centre Bell reçoivent une formation de quatre heures d'Action Service donnée par l'entremise de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec; [3]
- vérifie auprès des serveurs, après cette formation, afin de déterminer si celle-ci complète bien les recommandations formulées dans le manuel de formation de la compagnie, dans le but éventuel d'étendre cette formation aux serveurs de tous ses établissements de la bannière, si les commentaires sont positifs. [4]

Que la corporation Resto Pro, exploitant de plusieurs chaînes de restaurants, ainsi que les restaurants Imvescor inc., propriétaire des restaurants Bâton Rouge :

- offre à tous les employés qui servent de l'alcool dans un établissement sous ses quatre bannières la formation minimale de quatre heures d'Action Service donnée par l'entremise de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec. [5]

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec :

- avise le ministre de la Sécurité publique de la meilleure façon de réglementer les établissements où l'on sert de l'alcool pour que leurs employés reçoivent la formation d'Action Service. [6]

Organisations/personnes visées :

Les Restaurants Sportscene inc.
Resto Pro
Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec
Les restaurants Imvescor inc.

Suivi des recommandations :

Les Restaurants Sportscene inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Resto Pro

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-08-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Les restaurants Imvescor inc.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Restaurant Bâton Rouge

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

La Cage aux sports

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163536 135940

Événement :

Une femme de 59 ans perd la vie dans un accident survenu sur la route 175 dans le parc des Laurentides.

La conductrice a bifurqué dans la voie inverse, provoquant ainsi l'accident. La collision frontale s'est produite à l'endroit où un chantier de travaux routiers était en cours. Un expert a noté que la chaussée était très irrégulière, en raison des travaux. De plus, la ligne centrale n'était pas visible et une seule ligne d'accotement (côté est) était peu visible. Les expertises mécaniques n'ont rien révélé d'anormal sur les véhicules en cause. Un second expert a rencontré des témoins oculaires qui ont remarqué que la conductrice de l'automobile impliquée avait beaucoup de difficulté à garder sa voie avant la collision.

Compte tenu des éléments de l'enquête, le coroner a conclu que deux causes ont pu contribuer à cet accident mortel : premièrement, la fatigue qui pourrait expliquer la conduite plus erratique de la victime et, deuxièmement, un problème de marquage des voies de circulation lors des travaux routiers.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure que, lors des travaux routiers, le marquage des routes permet d'éviter toute ambiguïté pour les automobilistes. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-13, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164462 138740

Événement :

Une femme de 47 ans décède par noyade après que son véhicule eut plongé dans la rivière Richelieu.

La conductrice, seule à bord de son véhicule, connaissait bien la route puisqu'elle revenait à son domicile. Toutefois, le soir de l'événement, il y avait un épais brouillard. Alors que la femme circulait sur la montée de la Pomme d'Or à Saint-Antoine-sur-Richelieu, elle devait effectuer un virage à droite sur la route 223. Cependant, au lieu de tourner, le véhicule a continué tout droit pour emprunter la descente menant au quai d'embarquement du traversier qui relie les rives vers Saint-Denis-sur-Richelieu. Comme il n'y avait aucune barrière de sécurité, l'automobile a plongé dans la rivière.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe un garde-fou du côté est (rivière) sur la route 223 au bout de la montée de la Pomme d'Or. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-12, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-165705 135553

Événement :

Un homme décède des séquelles d'un traumatisme craniocérébral sévère consécutif à un accident survenu sur l'autoroute Robert-Cliche (autoroute 73), à Lévis.

Une femme, sous l'influence de l'alcool, circulait sur l'autoroute 73 en direction nord. Roulant à haute vitesse, elle a perdu la maîtrise de son véhicule avant de traverser le terre-plein en effectuant plusieurs tonneaux. La conductrice a percuté l'automobile de la victime qui circulait en direction sud. L'impact a été violent, et la voiture de la conductrice est tombée sur le toit du véhicule de la victime. Celle-ci ne s'est jamais remise de ses graves blessures et elle est décédée un an et demi plus tard.

Le coroner est d'avis que, à cet endroit sur l'autoroute 73 (km 129), l'installation d'une glissière pourrait éviter que les voitures traversent l'étroit terre-plein et percutent les automobiles venant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- étudie la possibilité d'installer une glissière entre les deux sections de l'autoroute dans ce secteur, car le terre-plein central y est relativement étroit.[1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164933 134714

Événement :

Une jeune passagère de 16 ans décède d'un traumatisme craniocérébral six jours après avoir été victime d'un accident survenu sur l'autoroute 15, à Piedmont.

L'enquête a permis d'établir que la victime était assise derrière la conductrice et que des skis se trouvaient entre les deux passagères arrière. Ces skis n'étaient retenus d'aucune façon et ont été éjectés lors de l'accident. Pour le coroner, il est difficile de déterminer avec certitude si certaines lésions cérébrales ont pu être causées par l'impact des skis avec la tête de la victime. On sait toutefois qu'une large lacération et une fracture à la base du crâne se situent à la droite de la tête de la victime, que les skis étaient à droite, non retenus, et qu'ils ont été éjectés à la suite des tonneaux effectués par le véhicule.

Une paire de skis alpins de 160 cm pèse environ 5 kg. Projetés dans l'habitacle pendant des tonneaux, les skis peuvent devenir de redoutables objets contondants et infliger de graves blessures aux passagers. L'endroit approprié pour transporter des objets potentiellement dangereux est le coffre arrière; dans le cas d'objets comme des skis, d'excellents supports sur le toit conviennent.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise le public au danger de transporter dans l'espace des passagers des objets non retenus qui risquent de devenir des projectiles dangereux, voire mortels, en cas de collision ou de renversement du véhicule. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305808 138482

Événement :

Un homme de 27 ans a perdu la vie dans un accident sur la route 117, à Ste-Agathe-des-Monts.

Un véhicule lourd est en lente ascension dans la côte de la Conception. La victime ne semble pas l'avoir aperçu et l'a embouti. L'homme ne portait pas sa ceinture de sécurité. L'inspection mécanique ne révèle aucune anomalie. Il est cependant mentionné que l'éclairage arrière du camion était conforme, mais peut-être insuffisant puisqu'il se situe seulement au bas de la remorque. D'autres facteurs ont pu influencer le conducteur, comme la fatigue, une distraction ou le givre sur le pare-brise. Même s'il est difficile d'établir le ou les facteurs en cause dans cet accident, le coronar est d'avis que l'éclairage arrière de ce train routier, circulant à vitesse réduite, est insuffisant pour ce type de véhicule lourd (masse en charge 25 500 kg).

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- établisse une norme provinciale obligeant l'ajout, sur les trains routiers des véhicules lourds transportant des masses, d'un dispositif de feux arrière amovibles permettant au conducteur de les installer sur le chargement, afin de permettre une meilleure visibilité du train routier. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-11, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305678 139632

Événement :

Un homme de 23 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'un accident survenu sur la route 139, à Acton Vale.

Le jour de l'événement, la route 139 était complètement dégagée, à l'exception des courbes Lamoureux, lieu où l'accident s'est produit. La poudrière provenait des champs agricoles et remplissait la chaussée de neige. Le véhicule, dont le jeune homme était passager, a dérapé et a été fortement percuté par un train routier. La victime a été éjectée, même si elle était attachée.

Le coroner fournit des solutions possibles afin d'éviter d'autres accidents dans ces courbes. Il suggère de repenser la conception des courbes, d'installer des panneaux lumineux pour prévenir les automobilistes ou encore d'installer des obstacles dans les champs pour faire diminuer l'accumulation de neige à cet endroit.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- se penche sur la problématique de cette courbe et choisisse la solution la plus appropriée pour réduire le risque d'accumulation de neige dans cette courbe. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-159001 132022

Événement :

Un homme de 25 ans perd la vie dans un accident survenu sur la route 117, à La Conception.

Après avoir consommé plusieurs boissons alcoolisées au cours de la soirée, la victime et deux de ses amis ont pris la route. Pour une raison inconnue, le conducteur a perdu la maîtrise du véhicule à la sortie d'une courbe. L'automobile a capoté dans un fossé. Les trois occupants ont été éjectés, mais seule la victime est décédée dans cet accident. Les experts ne peuvent déterminer qui était le conducteur. Ce qui ne fait cependant pas de doute, c'est qu'aucune des trois personnes n'avait la capacité de conduire le soir de l'événement.

Le coroner constate que, malgré plusieurs campagnes de publicité sur l'alcool au volant, le message ne semble pas toujours compris. Le coroner croit que l'une des meilleures façons de prévenir ce type de décès serait de munir les véhicules d'un éthylotest antidémarrage.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec ainsi que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuivent leurs démarches, afin que les véhicules soient munis d'équipement les empêchant de démarrer si la concentration d'alcool dans le sang du conducteur dépasse le seuil permis. [1]

Que Transports Canada :

- exige que les nouveaux véhicules fabriqués pour le marché canadien soient munis d'équipement les empêchant de démarrer si la concentration d'alcool dans le sang du conducteur dépasse le seuil permis. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Transports Canada
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-14, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-08-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-14, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossiers :	A-164157	137585
	A-164158	137594

Événement :

Un accident de la route fait deux victimes dans la réserve faunique de Matane.

Le véhicule circulait en direction nord sur le chemin forestier du lac Matane (route numéro 4). Soudainement, le conducteur a donné un coup de volant vers la droite et l'automobile a plongé dans le lac. Une passagère a réussi à regagner la rive à la nage et à appeler les secours.

Cette route de gravier compacté relie le lac Matane à la municipalité de Saint-Jean-de-Cherbourg. Elle est étroite, sinueuse et comporte de nombreux nids de poule. L'accotement est presque inexistant et il n'y a aucun garde-fou du côté du lac. De plus, il n'y a pas de signalisation routière sur le chemin, sauf aux entrées nord et sud du lac.

Le coroner précise que cette route est empruntée autant par des travailleurs que par des vacanciers. Il est donc important de la rendre sécuritaire le plus rapidement possible.

Recommandations :

Que le ministère des Ressources naturelles et de la Faune :

- ferme immédiatement le tronçon de la route numéro 4, dit chemin du lac Matane, à partir de sa sortie/entrée du sud du lac, près de l'écluse, sur toute la distance où il longe le lac Matane de son extrémité sud et jusqu'à l'extrémité nord du lac, et que ce tronçon soit interdit à toute circulation automobile de toute sorte, tant et aussi longtemps que les travaux ci-après décrits n'auront pas été effectués de façon acceptable pour garantir la sécurité du public, à savoir :[1]
 - l'amélioration et le nivellement du chemin du lac Matane dans sa partie longeant le lac, comprenant le remplissage des nids de poule et le raffermisssement ainsi que la consolidation des abords de la route du côté du lac;
 - l'élargissement de ce chemin pour qu'il y ait minimalement, de part et d'autre de la voie de roulement, un accotement suffisant permettant aux véhicules de s'y stationner lorsqu'ils se rencontrent en sens inverse, afin de libérer le passage à au moins un véhicule et, si c'est impossible, la construction d'aires spécifiques le long du lac, où les véhicules pourront se stationner afin de laisser ou de libérer le passage aux véhicules;
 - l'installation de glissières de sécurité sur ce chemin du côté donnant sur le lac Matane aux courbes et aux endroits dangereux;
 - la pose sur ce chemin d'une signalisation routière conforme au guide de la signalisation routière sur les terres et dans les forêts du domaine de l'État, tout particulièrement dans les courbes et près des ponceaux afin de signaler aux conducteurs tout danger possible;
 - l'installation aux deux extrémités du lac Matane de panneaux de signalisation indiquant une vitesse maximale de 30 km/h sur ce chemin;
 - l'installation d'un panneau de signalisation à l'extrémité nord du lac indiquant que la circulation de camions pour le transport du bois et celle de véhicules lourds sur ce tronçon est interdite;
- que les abords de ce chemin forestier soient dégagés en tout temps de toute végétation empêchant ou gênant la visibilité pour les automobilistes.

Que les bénéficiaires de contrat identifiés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, la Société des établissements de plein air du Québec et la Société d'exploitation des ressources des Monts :

- prennent conjointement les dispositions requises afin de procéder de façon coordonnée à l'exécution des travaux sur ce tronçon du chemin du lac Matane, route 4, en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de la Faune; [2]
- définissent qui en paiera les coûts et à quelle proportion, déterminent à quelle régularité et fréquence des travaux d'entretien futurs devront se faire sur ce chemin pour assurer aux utilisateurs une circulation routière sécuritaire. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Société des établissements de plein air du Québec
Société d'exploitation des ressources des Monts

Bénéficiaires de contrat identifiés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune pour la saison 2007-2008

Suivi des recommandations :

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Les entreprises Tembec inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Société des établissements de plein air du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société d'exploitation des ressources des Monts

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Félix Huard inc.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Uniboard Canada Inc.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

La Corporation Internationale Masonite

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Multibois (9063-4221 Québec inc.)

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Bois de sciage Lafontaine inc.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Richard Pelletier et fils

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Scierie St-Irène Ltée

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Groupe Lebel 2004 inc.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Les Cèdres Basque Enr.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-03, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Multi Cèdre Ltée

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163651 137745

Événement :

Un homme de 39 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un autre véhicule à l'intersection de la route Kennedy et de la 7^e Avenue, à Lévis.

La vitesse apparente des deux conducteurs semble avoir contribué à cet accident. Par ailleurs, la visibilité était réduite ce matin-là en raison d'une brume épaisse. Il appert que plusieurs collisions survenues à cette intersection sont liées au non-respect des feux de circulation en des circonstances particulières où les gens ne parviennent pas à freiner à temps au feu rouge. Plusieurs facteurs tant climatiques que le non-respect des vitesses permises peuvent expliquer cet état de fait.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- améliore l'intensité des feux de circulation sur la route Kennedy, principalement à l'intersection de la 7^e Avenue, afin qu'ils soient plus visibles sur une plus longue distance. De plus, l'ajout de panneaux installés avant chaque intersection sur la route Kennedy devrait être considéré afin de prévenir les automobilistes du changement de couleur de ces feux de circulation. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-10, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165824 136956

Événement :

Un homme de 29 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'un accident survenu sur l'autoroute 440, à Laval.

L'homme a un problème de consommation de drogues et il est inscrit à un programme de méthadone. Le jour de l'accident, son véhicule, qui roulait en direction ouest, a dévié de sa trajectoire et s'est dirigé vers le terre-plein central de l'autoroute. Il a été projeté dans les airs et il est entré en collision avec un véhicule circulant vers l'est. Le décès du conducteur a été constaté sur place par un médecin d'Urgences-santé. Les conditions routières étaient bonnes et l'expertise mécanique du véhicule n'a pas révélé d'anomalies liées à l'événement. Cependant, la vitesse est un facteur qui a contribué à cet événement, et les substances trouvées dans le sang de la victime ont certainement influencé sa conduite, sa vigilance et ses réflexes. Il n'y a pas de glissières de sécurité sur le terre-plein central de cette autoroute. La présence d'une glissière aurait probablement pu prévenir cet accident.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe des glissières de sécurité sur le terre-plein central de l'autoroute 440 et des routes ayant des configurations semblables. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163792 138676

Événement :

Un homme de 38 ans est mortellement blessé lors d'une collision frontale avec un véhicule lourd sur la route 138, à Ormstown.

L'accident survient alors que la victime effectue un dépassement sur une ligne pointillée, en direction est. Au même moment, un camion arrive en sens inverse. La victime tente une manœuvre d'évitement en se dirigeant vers l'accotement, mais elle perd la maîtrise de son véhicule et heurte de plein fouet le tracteur routier.

La configuration de la route, droite mais en pente légère, limite la visibilité des automobilistes pour un dépassement.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- prenne les mesures nécessaires pour étudier adéquatement l'endroit où est survenu l'accident et, s'il y a lieu, y apporte les correctifs nécessaires, afin d'éviter d'autres événements semblables.[1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167760 140522

Événement :

Un homme de 18 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision survenue à l'intersection du chemin Grand-Pré et de la rue des Oliviers, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

L'homme avait bu de l'alcool et consommé de la drogue lorsqu'il a pris le volant. Il n'a pas bouclé sa ceinture de sécurité. Le véhicule de la victime a soudainement quitté sa voie vers le fossé puis est revenu sur la route. Il a alors percuté un véhicule qui circulait en sens inverse. Les

manœuvres de réanimation ont été amorcées dès la désincarcération, mais la victime n'avait aucun pouls.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- analyse la faisabilité d'équiper les nouveaux véhicules automobiles d'un signal sonore ininterrompu, puissant et irritant qui serait en fonction dès que le véhicule atteint une vitesse prédéterminée. Il serait interdit de désactiver ce système d'alarme. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- instaure, lors des cours de conduite, des simulations de conduite avec facultés affaiblies par le port de verres spéciaux ou par d'autres moyens; [2]
- délivre le permis de conduire seulement lorsque les conducteurs auront démontré une compétence de la conduite hivernale. [3]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-10, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-10, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-10-10, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304181 137463

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une course à haute vitesse sur l'autoroute 25, à Laval.

L'homme a perdu la maîtrise de son véhicule après avoir effectué un dépassement. Le véhicule a alors dérapé vers la gauche, traversé le terre-plein central et a été heurté par une camionnette circulant en sens inverse.

Il appert que ce n'était pas la première fois que de véhicules franchissent le terre-plein malgré une dénivellation assez importante et la présence de végétation. Par ailleurs, le coronar souligne que la camionnette transportait dans sa boîte arrière une lourde chaîne munie d'un crochet et qui n'était retenue d'aucune façon. Le conducteur a été atteint à l'oreille gauche, mais une trajectoire différente aurait pu causer des blessures plus graves.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- étudie la possibilité de légiférer sur le transport d'outils, de matériaux et d'objets à l'arrière d'une camionnette afin que ceux-ci soient dûment contentonnés ou attachés; [1]
- installe une glissière de sécurité sur l'autoroute 25 à Laval aux endroits où des pertes de maîtrise sont susceptibles de se produire afin d'empêcher un véhicule de traverser le terre-plein. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-06, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-162955 138790

Événement :

Un homme de 54 ans se noie à la suite de l'immersion de sa camionnette dans la rivière des Outaouais après une sortie de la route 117 dans le parc de La Vérendrye.

La conductrice a perdu la maîtrise du véhicule dans une courbe très prononcée dont chaque côté est bordé par la rivière. La camionnette est passée par-dessus la glissière de sécurité et a continué sa descente dans le fossé avant de plonger dans la rivière. Même si le véhicule a été submergé, les deux occupants ont réussi à en sortir, mais seule la conductrice a atteint la rive, la victime ne sachant pas nager et l'eau étant très froide. La chaussée était couverte d'une mince couche de glace noire et le véhicule était équipé de pneus quatre-saisons en bon état.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- ajoute, en complément à la signalisation existante qui suggère une vitesse de 65 km/h, un panneau lumineux à l'approche de cette courbe sur lequel pourrait figurer le risque accru de glace en période hivernale sur la chaussée. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-161496 136399

Événement :

Une collision entre une automobile et un camion-remorque sur le rang Saint-Joseph à Saint-Léonard-d'Aston fait une victime.

L'accident est survenu vers 20 h 30 alors que le conducteur du véhicule lourd effectuait une manoeuvre de recul pour entrer sur le terrain d'une ferme. Le camion-remorque obstruait complètement les deux voies de circulation du rang Saint-Joseph où la vitesse maximale permise est de 90 km/h.

Il appert que, même si le véhicule était doté de bandes réfléchissantes conformément aux exigences de Transports Canada et que les feux de position étaient fonctionnels, celui-ci était peu visible pour les automobilistes. La visibilité maximale de la bande est obtenue en l'éclairant à angle droit. La réflexion de la lumière s'atténue progressivement à mesure que l'angle de la bande s'éloigne de 90°. Or, lors de la manoeuvre de recul, toutes les remorques obstruent forcément la route à un angle inférieur à 90°, du moins pour une portion du processus, et souvent pour sa totalité. En outre, seul le feu de position du milieu de la remorque se trouve visible à ce moment-là.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- Pour toutes les remorques de plus de 4,6 m circulant sur la voie publique :
 - rende obligatoire en équipement standard la présence de feux de position latéraux à tous les 4 m maximum, soit 5 pour une remorque d'une longueur standard de 15,8 m (53 pieds); [1]
 - rende obligatoire en équipement standard, à titre de *dispositif lumineux spécifique de recul*, le fait que ces feux latéraux soient munis d'un dispositif de clignotement asynchrone à séquence rapide activé automatiquement en passant la transmission du véhicule tracteur en mode recul; [2]
- Pour tous les camions circulant sur la voie publique avec une remorque de plus de 9,1 mètres :
 - rende obligatoire en équipement standard à titre de *dispositif lumineux spécifique de recul*, le fait que les phares de route soient munis d'un dispositif de clignotement synchrone activé automatiquement en passant la transmission en mode recul; [3]
 - rende obligatoire l'usage de deux équipements de *signalisation avancée de remorque obstruant la chaussée* devant être disposés en bordure de la route, à au moins 300 m de la remorque de part et d'autre, avant d'amorcer toute manoeuvre de recul susceptible d'obstruer en tout ou en partie la voie publique. [4]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- rende obligatoire l'usage de deux équipements de *signalisation avancée de remorque obstruant la chaussée* devant être disposés en bordure de la route, à au moins 300 m de

la remorque de part et d'autre, avant d'amorcer toute manœuvre de recul susceptible d'obstruer en tout ou en partie la voie publique;[5]

- promeuve auprès de Transports Canada la modification des exigences applicables aux équipements d'éclairage de base requis sur les remorques conformément aux recommandations faites; [6]
- participe activement avec Transports Canada à la mise en application de ces nouvelles exigences applicables aux équipements d'éclairage de base requis sur les remorques. [7]

Que l'Association du camionnage du Québec :

- promeuve auprès de ses membres l'importance d'assurer la sécurité des autres utilisateurs de la route lors de manoeuvres de recul sur les routes avec des remorques; [8]
- promeuve auprès de ses membres la mise en application volontaire des modifications recommandées aux équipements d'éclairage de base requis sur les remorques, y compris les *dispositifs lumineux spécifiques de recul*. Des feux latéraux amovibles avec microprocesseur de clignotement asynchrone pourraient être utilisés pour les remorques déjà en utilisation. Ces feux pourraient être installés préalablement à une manœuvre de recul avec obstruction de la voie publique. [9]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Société de l'assurance automobile du Québec
Association du camionnage du Québec

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-12-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-12-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-01-12, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-01-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-01-12, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association du camionnage du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

École du Routier G. C.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre de santé et de services sociaux Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Service d'Intervention d'urgence Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ville de Drummondville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sûreté du Québec MRC de Drummond

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

P. E. S. Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167364 139824

Événement :

Un automobiliste de 48 ans perd la vie dans une collision avec un véhicule lourd sur la route 143 à Saint-Bonaventure.

Dans une courbe très prononcée, il a empiété sur la voie inverse. L'impact avec le véhicule lourd était inévitable. Le coroner souligne que la ligne jaune double continue était complètement effacée et que la victime avait consommé de l'alcool.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- priorise, lors du marquage des routes relevant de sa compétence, les secteurs plus à risque tels que les courbes prononcées et autres endroits qui présentent une géométrie routière particulière augmentant le risque d'accident.

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305665 139195

Événement :

Une collision entre une automobile et un véhicule lourd à l'intersection des routes 158 et 351 à Saint-Jacques fait une victime.

Il appert qu'une défectuosité des systèmes de feux de circulation est à l'origine de cet accident mortel.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- examine les conséquences d'une panne sur le fonctionnement des feux de circulation et des panneaux avancés afin de prendre toute mesure capable d'améliorer en cas de panne, non seulement la fiabilité, mais surtout la sécurité du système de feux de circulation qui est couplé à un panneau avancé de lumières. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers : A-165983 139075
 A-165984 139074

Événement :

Deux passagers décèdent lors d'une collision survenue à l'intersection des routes 175 et 169, dans le parc des Laurentides.

La conductrice du véhicule qui circulait sur la route 175 nord a effectué un virage à gauche pour tourner sur la route 169. Elle n'a pas vu le véhicule qui arrivait à sa droite sur la route 175 sud. À l'intersection, les enquêteurs ont remarqué l'existence d'une légère dénivellation sur la chaussée qui cause un point mort. On perd temporairement de vue les véhicules qui circulent sur la route 175 sud près de l'intersection. De plus, lorsque le terre-plein central n'est pas complètement dégagé, ce point mort s'en trouve dangereusement accentué, nuisant ainsi à la visibilité des

automobilistes. Le jour de l'accident, l'accumulation de neige sur le terre-plein était estimée à plus de 30 cm.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- voie, d'ici la réalisation des travaux, à ce que toute accumulation de neige sur le terre-plein de ladite intersection soit déblayée en période hivernale; [1]
- modifie la configuration de l'intersection des routes 175 et 169 dans la réserve faunique des Laurentides, afin de corriger les risques d'impacts occasionnés par un point mort provoqué par une dépression dans la chaussée afin d'éviter d'autres pertes de vie. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-01-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305122 139238

Événement :

Un automobiliste de 45 ans décède d'un polytraumatisme lors d'un accident sur la route 116, à Danville en Estrie.

Le conducteur a empiété sur la ligne médiane sans raison apparente, et une collision avec le véhicule circulant dans la voie inverse a été inévitable. L'investigation démontre que l'homme s'est probablement endormi au volant en raison de son apnée du sommeil. Il était en attente d'un traitement.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- examine avec chaque agence de la santé et des services sociaux si l'offre de service concernant le dépistage et le traitement de l'apnée du sommeil est adéquate et, si elle nécessite une amélioration, prenne les dispositions nécessaires; [1]
- examine la pertinence de colliger les connaissances actuelles et de participer au développement des connaissances concernant les troubles du sommeil et particulièrement le syndrome d'apnée du sommeil (productivité, accidents de toute nature, maladie chronique) et mette sur pied un programme de dépistage de l'apnée du sommeil. [2]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie :

- mette à la disposition des centres locaux de services communautaires de l'Estrie et du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke les ressources nécessaires pour l'investigation, le diagnostic et le traitement de l'apnée du sommeil. [3]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prenne les moyens nécessaires pour informer et sensibiliser tous les usagers de la route aux risques d'accidents associés à la fatigue au volant et aux troubles du sommeil dont l'apnée du sommeil; [4]
- examine la pertinence d'exiger des professionnels de la santé qu'ils lui déclarent toute personne dont les capacités à conduire sont réduites en raison d'un trouble du sommeil et qu'elle prenne les dispositions en conséquence (faciliter le diagnostic en orientant la personne vers des ressources où les délais sont plus courts, suspension temporaire ou restriction du permis de conduire jusqu'à ce que l'examen médical démontre que la personne n'est plus à risque. [5]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-01-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-01-29, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

1.2 MOTOCYCLETTES

Avis/Dossier : A-165960 136898

Événement :

Un motocycliste est mortellement blessé après avoir perdu la maîtrise de son véhicule et heurté un garde-fou à la sortie du pont Dubuc, à Saguenay.

L'homme vient de s'acheter une motocyclette. Il n'a pas conduit ce type de véhicule depuis plusieurs années. Alors qu'il circule entre 80 et 90 km/h sur le pont Dubuc, il se tasse vers la droite pour prendre une courbe assez prononcée. Il est déporté vers la chaîne de trottoir et tente sans succès de ramener le véhicule sur la voie.

Il n'y a aucune signalisation indiquant que la limite de vitesse est de 70 km/h dans ce secteur.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe des panneaux indicateurs de vitesse de 70 km/h en haut de la côte du boulevard Sainte-Geneviève et sur les côtés nord et sud du pont Dubuc. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- réfléchisse sur le fait qu'elle pourrait exiger que les anciens conducteurs qui reprennent la pratique de la conduite d'une motocyclette après plusieurs années suivent un cours de manipulation et d'habileté en motocyclette afin d'être capables de se tirer d'une situation fâcheuse. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-11, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-02-20, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-159465 128177

Événement :

Une collision frontale entre une automobile et une motocyclette fait une victime sur la route 143, à Waterville.

L'accident est survenu alors que l'automobiliste effectuait le dépassement de trois véhicules sur une ligne double. Le motocycliste circulant en sens inverse tente en vain d'éviter la collision en se dirigeant vers l'accotement droit, mais l'impact est inévitable. Le motocycliste est tué sur le coup.

L'automobiliste avait 18 ans et était détenteur d'un permis probatoire. En l'espace de 10 mois, il a souvent été arrêté pour des infractions, dont 5 fois pour des infractions conduisant à la perte de 25 points d'inaptitude.

Les jeunes conducteurs n'ont droit qu'à 4 points d'inaptitude, comparativement à 15 pour les détenteurs d'un permis régulier. Cependant, la Société de l'assurance automobile du Québec ne peut inscrire au dossier d'un conducteur les points d'inaptitude avant que celui-ci ait reconnu sa culpabilité en payant l'amende ou qu'il ait été condamné par un tribunal.

Recommandation :

Que le ministre des Transports du Québec :

- se penche sur le traitement des sanctions imposables aux jeunes conducteurs qui sont en possession d'un permis probatoire et qui ont commis des infractions au Code de la sécurité routière. Une option serait d'amender ledit code pour prévoir une disposition permettant à l'agent de la paix de rétrograder sur-le-champ le détenteur d'un permis de conduire probatoire qui aurait commis une infraction suffisamment grave, équivalant à cinq points d'inaptitude ou plus. Le statut du jeune contrevenant serait automatiquement réduit à celui d'apprenti conducteur. Au terme d'un délai d'au moins 30 jours, seule une attestation prouvant que le conducteur s'est soumis à 30 heures de conduite supervisée par un détenteur de permis de classe 5 régulier lui permettrait de retrouver son permis probatoire. Une fois les points inscrits au dossier, sur réception du paiement de l'amende ou d'une décision du tribunal, la période de 30 jours ou plus déjà purgée serait déduite de la sanction prévue.[1]

Organisation/personne visée :

Ministre des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministre des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304655 137491

Événement :

Une femme de 24 ans décède des complications d'un accident de motocyclette survenu huit jours auparavant à Saint-Jérôme.

Après avoir été stabilisée à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, la victime est transférée à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal. À cet endroit, on pose un diagnostic de fracture du bassin de type « open book », c'est-à-dire l'association d'une luxation de l'articulation sacro-iliaque et d'une disjonction pubienne. La jeune femme présente de la tachycardie, ce qui fait craindre une hémorragie secondaire à la fracture. Il y a présence de sang au toucher vaginal. On installe une ceinture pelvienne pour juguler les pertes sanguines et des perfusions pour la réhydrater. La chirurgie de réduction ouverte avec fixation interne est fixée au 25 avril, soit trois jours après son accident. La ceinture doit être desserrée quelque peu, car la patiente se plaint de crampes dans les jambes. Ces symptômes sont attribués à un problème d'origine neurologique avec compression du nerf sciatique. L'intervention se déroule bien, mais les symptômes aux jambes réapparaissent en postopératoire. La jeune femme demeure très souffrante et elle reçoit de l'héparine à faible dose moléculaire pour diminuer le risque de thrombophlébite.

Le 27 avril, le pied et la cheville droits sont livides et froids. Il y a douleur à la palpation du mollet. Le diagnostic différentiel inclut donc une thrombophlébite profonde ainsi qu'une thrombose artérielle. Une artériographie du membre inférieur droit montre une thrombose longue de l'artère fémorale commune, de l'artère fémorale superficielle et probablement de l'artère poplitée. L'équipe de chirurgie vasculaire est appelée pour une chirurgie d'urgence, mais l'intervention ne se fera que six heures plus tard. En cours d'opération, les pouls distaux des jambes disparaissent. La chirurgie est interrompue et le radiologiste est appelé pour refaire une

artériographie. Les résultats de l'examen sont catastrophiques. La patiente est de retour au bloc opératoire afin que l'équipe de chirurgie procède à une embolectomie de l'aorte, des deux artères fémorales et de l'artère péronière droite. La patiente est transférée aux soins intensifs où elle décède deux jours plus tard.

Recommandation :

Que l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal dont le comité d'étude des morbidités et léthalités du département d'orthopédie qui s'est penché sur des améliorations qui pourraient être apportées aux soins pour prévenir d'autres décès du même type :

- communique le protocole de thromboprophylaxie pour les traumatisés au Continuum de services en traumatologie du ministère de la Santé et des services sociaux afin que ce dernier détermine s'il y a lieu d'en faire bénéficier d'autres centres de traumatologie. [1]

Organisations/personnes visées :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-27, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-09, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-305619 138395

Événement :

Un homme de 50 ans décède à la suite d'un accident de motocyclette au Centre hospitalier de Granby.

L'homme a perdu la maîtrise de sa motocyclette après avoir heurté un chien sur le Petit 8^e Rang, à Saint-Valérien-de-Milton. Il s'est relevé seul et s'est rendu chez un ami. Il se plaignait de maux de ventre et l'ami l'a conduit à l'hôpital près d'une heure après l'accident. L'évaluation initiale permet au médecin d'envisager une rupture de la rate. Cependant, le chirurgien n'a été appelé qu'au moment où l'état de la victime a commencé à se détériorer. Le patient est alors amené en imagerie médicale et une tomographie confirme un hémopéritoine compatible avec un saignement actif.

L'intervention chirurgicale a débuté deux heures quinze après la première évaluation médicale, ce qui constitue un long délai pour assurer les chances de survie à la suite d'une rupture de la rate.

Recommandations :

Que le comité de morbidité et de mortalité du Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska :

- prenne connaissance de ce rapport et fasse ses recommandations au comité de gestion des risques de l'établissement. [1]

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska :

- encourage fortement ses médecins travaillant à l'urgence, à suivre, si ce n'est déjà fait, la formation en soins avancés aux victimes de traumatismes. Il pourrait subventionner le coût des cours pour ses professionnels ou organiser une formation dans son établissement. [2]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et le groupe-conseil en traumatologie :

- reçoivent ce rapport pour information. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-16, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304661 136552

Événement :

Un jeune homme de 23 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision entre sa motocyclette et une automobile, à Montréal.

L'accident s'est produit à l'intersection des rues Saint-Hubert et Legendre. La conductrice de l'automobile a jugé qu'elle avait le temps d'effectuer un virage à gauche pour aller sur la rue Legendre. Toutefois, le motocycliste roulait à une vitesse minimale estimée à 85 km/h dans une zone de 50 km/h. Puisqu'il s'est rapproché beaucoup trop rapidement, la conductrice a alors voulu libérer le chemin. Toutefois, malgré le freinage de la motocyclette, l'impact est inévitable.

Le coroner explique que, pour l'automobiliste moyen, il est difficile d'évaluer correctement la distance et la vitesse du véhicule qui vient à sa rencontre. Cette difficulté est encore plus grande quand il s'agit d'une motocyclette en raison de sa petite taille relative et du fait qu'elle comporte un seul phare ou des phares groupés à l'avant. Par ailleurs, le coroner se demande s'il y aurait eu collision si le motocycliste avait respecté la limite de vitesse de 50 km/h.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- informe les automobilistes sur la difficulté qu'ils peuvent avoir à apprécier la distance et la vitesse d'une motocyclette venant en sens inverse surtout s'ils décident d'effectuer un virage à gauche. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-21, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-165994	140517
	A-165995	140516

Événement :

Un motocycliste et sa passagère décèdent dans un accident survenu sur la route de la Dam 2, à Saguenay.

Ils roulaient derrière une camionnette. Soudainement, le motocycliste s'est aperçu que la camionnette, conduite par un homme âgé, roulait lentement. Le conducteur de la moto a freiné, mais n'a pu éviter la collision. La passagère a été éjectée dans la voie inverse et heurtée par une automobile. Elle est décédée sur le coup. Son compagnon a été transporté à l'hôpital où il est décédé quelques minutes plus tard. Le coronar est d'avis que les motocyclistes n'ayant pas utilisé depuis une longue période ce type de véhicule devraient suivre de nouveau un cours pour s'exercer.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- exige des détenteurs de motocyclette qui ont été plusieurs années sans utiliser ce genre de véhicule qu'ils suivent un cours de maniement sur circuit fermé lorsqu'ils désirent reprendre la route; [1]
- réfléchisse à la nécessité d'accorder aux personnes de plus de 70 ans une formation si celles-ci ne se sentent pas à l'aise dans une circulation rapide. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-07, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-07, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166156 138364

Événement :

Un motocycliste de 48 ans décède d'un polytraumatisme en percutant une glissière de sécurité après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur l'autoroute 15, à Piedmont.

L'homme, qui avait consommé de l'alcool, roulait à très haute vitesse. L'inspection du véhicule a révélé plusieurs défauts mécaniques ayant contribué à cet accident.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- maintienne son programme de publicité choc pour dénoncer les méfaits de la vitesse et de l'alcool au volant et instaure un programme de publicité incitant les propriétaires de motocyclette à maintenir un niveau d'entretien exemplaire pour leur véhicule (vérification périodique de l'état des freins et des pneus). [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-17, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

1.3 MOTONEIGES

Avis/Dossier : A-170552 139516

Événement :

Un homme de 42 ans décède à la suite d'un accident de motoneige survenu à L'Assomption.

L'accident s'est produit lorsque l'homme dépassait les autres motoneigistes. Il a perdu la maîtrise de sa motoneige, est tombé dans un ravin avant d'être éjecté de sa motoneige. Il faut souligner qu'il s'agissait de sa première expérience. De plus, la victime ne portait pas ses lunettes pour myopie parce qu'elles s'embuaient. Le coronar conclut que l'erreur humaine combinée à l'inexpérience et à la témérité sont responsables en grande partie de ce décès.

Tout comme les motocyclettes et les embarcations à moteur, les motoneiges sont performantes et capables d'atteindre des vitesses très élevées. Elles sont responsables, bon an mal an, de nombreux accidents mortels, et souvent évitables. La conduite d'une motoneige doit donc être encadrée par une meilleure formation initiale.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- instaure un certificat de compétence obligatoire pour conduire une motoneige au Québec. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-04, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Fédération des clubs de motoneigistes du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306103 139507

Événement :

Un homme de 26 ans décède d'un hématome sous-dural aigu après avoir perdu la maîtrise de sa motoneige et en être éjecté, sur la réserve de Pointe-Parent.

Selon des témoins, l'homme était en état d'ébriété avancée. Il circulait rapidement et ne portait pas de casque. Le coronar précise que c'est la Sûreté du Québec qui assure la sécurité sur la réserve de Pointe-Parent depuis la dissolution du corps policier autochtone en décembre 2006. Cependant, comme le Code de la sécurité routière est de compétence provinciale, les policiers ne peuvent intervenir sur le territoire de la réserve sans l'autorisation du chef de bande.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- prenne en considération ce rapport et mette tout en oeuvre pour apporter des correctifs à la situation. [1]

Que le chef de bande de la réserve autochtone de Pointe-Parent :

- prenne entente rapidement avec la Sûreté du Québec pour faire appliquer le Code de la sécurité routière sur le territoire de la réserve. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Sécurité publique
Réserve autochtone de Pointe-Parent

Suivi des recommandations :Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Réserve autochtone de Pointe-Parent

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sûreté du Québec poste de la MRC de la Minganie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

1.4 VÉHICULES TOUT-TERRAIN

Avis/Dossier : A-162848 137850

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'un traumatisme crânien à la suite d'un accident de véhicule tout-terrain (VTT), à Mont-Joli.

L'homme a décidé d'aller faire une promenade en VTT en compagnie de quatre passagers, soit deux adultes et trois enfants. Le VTT est conçu pour un seul occupant et cinq personnes y prenaient place. Il est clairement indiqué sur les coffres d'appoint qu'ils ne sont pas destinés à servir de sièges supplémentaires. Seuls les enfants portaient des casques. L'ajout de ces passagers a entraîné le renversement du quad lorsque celui-ci grimpait une pente pour sortir d'un ruisseau. La tête du conducteur a alors heurté une roche.

Le conducteur n'a pas suivi les mises en garde du fabricant inscrites sur des autocollants apposés sur le quad. Le coroner a constaté que pour un VTT, de par sa construction qui est déjà instable, l'ajout d'un passager augmente la hauteur du centre de gravité de ce véhicule, le rendant encore plus instable. Les résultats d'une étude indiquent qu'il ne faut pas tolérer, dans les conceptions actuelles des véhicules tout-terrain, le transport d'un second passager.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- applique la réglementation de la Loi sur les véhicules hors route, dont l'article 21: Ne peuvent être transportés sur un véhicule hors route plus de passagers que la quantité indiquée par le fabricant; [1]
- fasse en sorte que l'utilisation de coffres sur le véhicule tout-terrain pour le transport d'un passager soit interdite; [2]

Que la Fédération québécoise des clubs Quads :

- continue sa sensibilisation auprès de ses membres sur les dangers de conduire un véhicule tout-terrain conçu pour une personne avec d'autres passagers. [3]

Que Transports Canada, Santé Canada ainsi que l'Association canadienne de normalisation :

- coopèrent à l'établissement d'une norme de sécurité concernant la conception des coffres d'appoint destinés aux véhicules tout-terrain. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Fédération québécoise des clubs Quads
Transports Canada
Santé Canada
Association canadienne de normalisation

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-13, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Fédération québécoise des Clubs Quads

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-08-11, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-09-05, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Association canadienne de normalisation

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bureau de normalisation du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

1.5 BICYCLETTES

Avis/Dossier : A-164924 134626

Événement :

Une femme de 40 ans décède d'un traumatisme craniocérébral à la suite d'un accident de vélo, survenu à Rigaud.

La femme circulait à vélo et, pour une raison difficile à comprendre, elle est tombée sur la chaussée lorsqu'un véhicule la dépassait à sa gauche. La cycliste, qui ne portait pas de casque, a refusé le transport ambulancier et elle est retournée chez elle. Malgré l'insistance de son conjoint, la femme a encore refusé d'aller consulter. Les jours suivant cet événement, la victime avait des maux de tête ainsi que des pertes d'équilibre et de mémoire. Cinq jours après son

accident, elle a été trouvée inconsciente et, en dépit des interventions médicales pratiquées, la victime n'a pas repris conscience. Selon le coroner, il est très probable que, si la victime avait porté un casque, les conséquences de cet accident, assez banal, auraient été beaucoup moins graves.

Recommandations :

Que le directeur national de la santé publique :

- invite les directions régionales de la santé publique à sensibiliser la population sur l'importance de porter le casque protecteur à vélo. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive et intensifie ses campagnes de sensibilisation sur l'importance de porter le casque protecteur à vélo. [2]

Organisations/personnes visées :

Directeur national de la santé publique
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-05-13, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-306819 142186

Événement :

Un cycliste de 53 ans décède d'un traumatisme crânien à l'Hôpital général de Montréal.

L'homme a chuté en tentant d'éviter une collision avec un camion qui sortait d'un stationnement. Il ne portait pas de casque et il circulait sur le trottoir. L'homme est décédé deux jours plus tard. Le coroner rappelle l'importance de porter un casque de vélo et de ne pas circuler en vélo sur un trottoir.

Recommandations :

Que la Ville de Montréal :

- accélère et complète au plus tôt la mise en place de pistes cyclables et de corridors cyclables sur le plus grand nombre de rues où la circulation automobile est importante. [1]

Que le directeur de la santé publique de Montréal-Centre :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation sur l'importance du port du casque de sécurité pour les cyclistes et ajoute un volet sur le danger de circuler à bicyclette sur les trottoirs. [2]

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- sanctionne les cyclistes qui circulent sur les trottoirs de la ville. [3]

Organisations/personnes visées :

Ville de Montréal
Direction de la santé publique de Montréal-Centre
Service de police de la Ville de Montréal

Suivi des recommandations :

Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-08, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Direction de la santé publique de Montréal-Centre

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-12-02, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

1.6 PIÉTONS

Avis/Dossier : A-128980 134980

Événement :

Un homme de 62 ans décède d'un traumatisme crânien après avoir été heurté par un véhicule sur le boulevard de la Rive-Sud, à proximité de la rue de La Vanoise, à Lévis.

L'homme était atteint depuis plusieurs années de l'ataxie de Harding. Cette maladie entraîne notamment des pertes d'équilibre. Il se déplaçait lentement et devait utiliser une canne. Pour ses déplacements à l'extérieur, il utilisait le transport en commun. La victime est descendue à l'abribus situé à proximité de la rue de La Vanoise où il n'y a ni trottoir ni éclairage. Voulant regagner son domicile qui se trouvait de l'autre côté de la rue, la victime a traversé le boulevard à cet endroit. La conductrice du véhicule impliqué a expliqué ne pas avoir vu la victime qui portait des vêtements foncés et se trouvait à un endroit peu éclairé.

Le coroner précise que, à environ 400 mètres de cet endroit se trouvent un arrêt d'autobus et une traverse piétonnière protégée par des feux de circulation. Compte tenu de son handicap, il aurait été plus sécuritaire pour l'homme d'opter pour le second arrêt, quitte à revenir sur ses pas. De plus, le Code de la sécurité routière édicte qu'un piéton ne peut traverser un chemin public lorsqu'une intersection ou un passage pour piétons se trouve à proximité. Le piéton ne peut traverser qu'à l'un de ces endroits.

Recommandations :

Que la Société de transport de Lévis :

- renseigne ses usagers, par les moyens qu'elle jugera appropriés, de l'importance de choisir les arrêts d'autobus qui sont situés le plus près des intersections ou des passages pour piétons lorsqu'ils ont à traverser la voie publique. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prenne les moyens nécessaires afin de mieux faire connaître l'obligation contenue à l'article 450 du Code de la sécurité routière et ainsi sensibiliser les piétons à l'obligation d'utiliser les intersections ou les passages pour piétons pour traverser la voie publique. [2]

Organisations/personnes visées :

Société de transport de Lévis

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Société de transport de Lévis

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-06, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-04-28, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304482 136746

Événement :

Un homme de 56 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été heurté par un véhicule automobile sur la route 112, à Saint-Césaire.

La victime sortait d'une brasserie et marchait en bordure de la route. Elle portait des vêtements foncés. La conductrice du véhicule automobile évitait un premier piéton qui titubait, mais n'aurait pas vu l'homme qui se trouvait au centre de la chaussée, probablement en train de traverser la route. Selon les policiers, à cet endroit, les lampadaires sont espacés et un peu en retrait de la route, ce qui pourrait diminuer la visibilité d'une personne portant des vêtements foncés.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- vérifie l'éclairage dans ce secteur de la route 112 à Saint-Césaire et prenne les mesures jugées pertinentes. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304694 137514

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'un choc hypovolémique secondaire à une coagulopathie multifactorielle après avoir été heurté par un véhicule automobile, à Cowansville.

Conduit d'abord à l'Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins où l'on a essayé de stabiliser son état hémodynamique, il a par la suite été transféré à l'Hôpital Charles-LeMoyne de Longueuil. Pour le coronar, le plus important après le traumatisme est de garder la victime en vie. Pour ce faire, il faut maintenir la circulation. Il faut d'abord tenter de compenser les pertes sanguines en perfusant des solutés et des transfusions. C'est principalement ce à quoi on s'affaire au premier hôpital et à l'arrivée à l'urgence au deuxième hôpital. Puis vient la chirurgie, afin d'arrêter le saignement, mais aussi préserver une jambe comportant des fractures multiples.

Pour le patient, la complication sera l'apparition d'une coagulopathie irréversible. À cause du saignement persistant, le sang utilise une grande partie de ses ressources pour tenter de se coaguler. Durant l'opération, on constate des saignements, mais on néglige un apport suffisant en culots globulaires, plaquettes, plasma et cryoprécipités, préférant diluer encore plus le sang avec un volume important de cristalloïdes. Effectivement, sauf pour deux culots transfusés à bord de l'ambulance après avoir quitté le premier hôpital, deux autres culots reçus pendant l'attente à l'urgence de l'Hôpital Charles-Lemoyne et deux culots transfusés durant les cinq heures que dure la procédure chirurgicale, l'essentiel de la perfusion se fait avec des solutés cristalloïdes. Il semble qu'on ait été un peu lent à voir venir la complication.

La transfusion massive se définit comme la transfusion de dix culots globulaires pendant une période de vingt-quatre heures ou de cinq culots durant une période de quatre heures. L'avantage d'un protocole de transfusion massive est de permettre l'administration de produits transfusionnels selon un horaire fixe avec un ratio de culots globulaires, d'unités de plasma, de plaquettes et de cryoprécipités plus appropriés, tout en libérant le médecin de la supervision que demandent des transfusions fréquentes.

Recommandations :

Que l'Hôpital Charles-Lemoyne :

- détermine, par l'entremise de son comité de médecine transfusionnelle, l'opportunité ou non de mettre en place un protocole de transfusion massive pour polytraumatisés qui faciliterait la transfusion des différents produits sanguins selon des critères établis. Ce protocole pourrait également prévoir quoi faire si le ratio international normalisé est augmenté ou si les plaquettes ou le fibrinogène sont diminués, dans la mesure où le laboratoire peut expédier ces analyses; [1]
- détermine, par l'entremise de son comité local de traumatologie, après révision de ce décès, s'il serait approprié de sensibiliser les intervenants en traumatologie lors d'une future activité de formation, afin que les médecins adoptent les mêmes principes de traitement à l'égard d'un polytraumatisé qui doit être transfusé; [2]
- voie à ce que la liste de garde pour les radiologistes interventionnistes soit distribuée et connue de tous les services, afin que le médecin de garde puisse être joint en tout temps et sans délai; [3]

- s'assure qu'il a honoré ses obligations auprès de la famille du défunt en vertu du paragraphe 2 de l'article 8 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L. R. Q., chapitre S-4.2). [4]

Que le Continuum des soins en traumatologie au ministère de la Santé et des Services sociaux :

- évalue la pertinence de raffiner les indicateurs de qualité des centres de traumatologie en matière de transfusions sanguines. [5]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Charles-Lemoyne
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Hôpital Charles-Lemoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-29, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-05-29, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-05-29, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-05-29, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-06-18, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-21, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304951 136523

Événement :

Un employé du ministère des Transports (MTQ) décède d'un choc hémorragique abdominal par traumatisme, après avoir été heurté par un chargeur sur la route 170, à Alma.

Une équipe du MTQ s'affairait au nettoyage de la chaussée à la hauteur du pont Saint-Gédéon. L'équipe procède ainsi : deux employés munis d'une pelle ramassent le gravier sur la chaussée et le déposent dans la pelle du chargeur. Pendant ce temps, derrière le chargeur, les deux employés munis d'un balai à essence déblaient les lignes blanches en bordure de la route. Lorsque la pelle du chargeur est pleine, le véhicule automoteur avance et dépose les résidus dans le camion à benne basculante. Il recule ensuite pour poursuivre le travail. C'est à ce moment que le véhicule automoteur a écrasé la victime qui était dans l'angle mort du conducteur. Le travailleur, qui était dos au chargeur, n'a pas vu la manœuvre de marche arrière et il n'a probablement pas entendu l'avertisseur sonore du chargeur, car son balai mécanique était en marche. Étant à moins de trois mètres du chargeur, il n'a pas eu le temps de réagir pour éviter le contact avec le véhicule lourd.

Le coroner constate qu'il n'y avait pas de règles de travail sécuritaires établies pour la coactivité entre les travailleurs à pied et les véhicules automoteurs. De plus, le suivi et l'application des règles de sécurité générales ne sont pas soutenus par le contremaître. Par ailleurs, le rôle du chef d'équipe est flou quant à l'application des règles de sécurité. Le coroner conclut que l'utilisation d'un signaleur dans cette situation aurait possiblement pu empêcher cet accident de travail.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec fasse en sorte que son Centre de services d'Alma :

- comprenne bien l'essence de la Loi sur la santé et la sécurité du travail qui a pour objet l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs. Et surtout, qu'il ne diminue jamais les efforts nécessaires pour atteindre ces objectifs; [1]
- rappelle aux travailleurs l'importance en sécurité lors de la coactivité entre les véhicules automoteurs et les travailleurs à pied et respecte la procédure de travail sécuritaire lors d'une telle coactivité.[2]
- utilise un signaleur lors des manœuvres de coactivité entre les véhicules automoteurs et les travailleurs à pied; [3]
- redéfinisse le rôle et les responsabilités du chef d'équipe au regard des équipes d'entretien routier et s'assure de l'exécution des travaux en respectant les règles de la santé et de la sécurité au travail. [4]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-301942 137461

Événement :

Un homme de 82 ans est mortellement blessé lorsqu'il perd la maîtrise d'un tricycle électrique sur la 5^e Avenue, à Shawinigan.

L'homme circulait sur l'accotement de gravier. L'accident a été causé par des dénivellations importantes qui ont fait basculer le tricycle. L'homme et sa passagère ne portaient pas de casque.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- diffuse de la publicité pour sensibiliser les utilisateurs de tricycles électriques au bienfait du port du casque protecteur. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-18, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-302843 135521

Événement :

Un homme de 54 ans est mortellement blessé après avoir été heurté par deux véhicules sur la rue Saint-Pie X, à Paspébiac.

L'homme, vêtu de vêtements foncés, marchait en bordure de la route. Il est heurté par un premier véhicule qui circulait dans la même direction et il est projeté au centre de la chaussée. Le conducteur et un autre homme se dirigent vers la victime qui tente de se lever, mais au même moment arrive une camionnette qui la frappe de plein fouet.

Le coronar se demande pourquoi la victime n'a pas reçu d'aide pour quitter la voie de circulation et pourquoi on n'a pas signalé à la deuxième voiture de s'arrêter.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise, par diverses publicités, les gens qui marchent sur le bord de la route à porter des vêtements réfléchissants. [1]
- sensibilise le public aux meilleurs gestes que les personnes se trouvant sur les lieux d'un accident doivent accomplir. [2]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

1.7 AUTRES MOYENS DE TRANSPORT

Avis/Dossier : A-304111 135911

Événement :

Un opérateur de pelle hydraulique décède par noyade, la pelle ayant chuté dans la rivière des Mille-Îles, à Laval.

La victime effectuait le retrait d'un batardeau en pierres érigé sur la rivière des Mille-Îles lors de la construction du nouveau pont Préfontaine-Prévost. Le batardeau est une voie de circulation temporaire en gravier qui permet le déplacement de la machinerie. Étant donné le retard dans l'échéancier et les conditions climatiques, le batardeau a été inondé quatre fois, ce qui a entraîné la formation de couches de glace. De la pierre concassée a été ajoutée sur le batardeau pour le niveler et pour rendre la surface moins glissante. Cette méthode a eu pour conséquence de fragiliser le batardeau. Au moment de l'accident, l'opérateur venait de verser le contenu d'un godet dans un camion lorsque son conducteur a senti le sol bouger. Celui-ci a alors entendu un craquement et il a vu la pelle glisser dans la rivière, entraînant son opérateur dans la mort.

Le coroner est d'avis que l'employeur doit avoir un programme de santé et de sécurité au travail dont le suivi est fait et est non déficient. Le retard restreignait toute marge de manœuvre au maître d'œuvre, car aucun travail en rivière ne devait être effectué entre la mi-décembre et juillet. Cet accident s'est produit en mars. Or, le coroner se demande s'il n'aurait pas été profitable de retarder tout le chantier jusqu'en juillet. Le coroner croit que avant de faire effectuer un ouvrage par le processus actuel d'octroi, une préqualification permettrait de s'assurer des aptitudes d'un entrepreneur qui soumissionne. Après l'octroi du contrat et avant le début des travaux, le donneur d'ouvrage public devrait instaurer un mécanisme de coordination pour s'assurer de la planification et de la réalisation des ouvrages dans un environnement sécuritaire. Enfin, le coroner mentionne également que le démantèlement du batardeau n'a pas fait l'objet d'une formation spécifique auprès des travailleurs.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- place sous surveillance l'employeur pendant cinq ans, notamment en faisant des visites inopinées d'inspection des lieux de travail et en s'assurant de la gérance et du respect du programme de gestion de la santé et de la sécurité lors d'un décès accidentel en milieu de travail. [1]

Que le ministère des Transports du Québec :

- fasse en sorte que, en cas de retard dans les autorisations à entreprendre les travaux, ceux-ci pourront s'amorcer et se poursuivre dans un environnement sécuritaire pour les travailleurs ainsi que ceux qui fréquenteront le chantier et, au besoin qu'il retarde leur

début lorsqu'ils devront être suspendus à court terme en raison de conditions environnementales afin de ne pas compliquer l'exécution des travaux; [2]

- s'interroge sur la pertinence de procéder par une préqualification des entrepreneurs, ayant le droit de soumissionner sur des appels d'offres publics, pour les ouvrages nécessitant une qualification particulière, plus particulièrement les travaux en rivière; [3]
- instaure un mécanisme de coordination dans la réalisation de l'ouvrage, de concert avec les différents intervenants visés, dans le cas où l'ouvrage nécessite une qualification particulière et présente des risques tels les travaux en rivière; [4]
- obtienne, pour les travaux dont il est le donneur d'ouvrage, avant le début des travaux, le programme de gestion de la santé et de la sécurité au travail du maître d'œuvre, dont une copie sera transmise au bureau régional de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. [5]

Que Les Constructions Infrabec inc. :

- s'assurent de la compétence de leurs travailleurs et de la formation requise pour la prestation de services qu'ils auront à rendre dans le cadre de leur travail et, au besoin, donnent la formation requise avant le début de la tâche. [6]
- s'assure que leurs travailleurs connaissent leurs programme de gestion de la santé et de la sécurité au travail. [7]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Ministère des Transports du Québec
Les Constructions Infrabec inc.

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-06-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Les Constructions Infrabec inc.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-171051 139739

Événement :

Un homme décède d'un polytraumatisme lorsque son camion lourd percute une déneigeuse sur la route 132, à Percé.

Une opération de déneigement s'effectuait sous le viaduc de Barachois. Une souffleuse travaillait sur l'accotement en direction est. Elle était suivie par un véhicule d'escorte, tandis que, sur la voie inverse, une déneigeuse tassait la neige. Celle-ci venait de s'immobiliser en attendant que la souffleuse ait progressé davantage vers le viaduc. La neige soufflée produisait un rideau de neige qui obstruait grandement la visibilité en direction ouest. Le conducteur d'un camion à benne, qui roulait vers l'ouest, n'a jamais vu la charrue qui était immobilisée de l'autre côté du nuage de neige. Le conducteur l'a percutée de plein fouet et est décédé sur le coup.

Le coroner indique que la cause principale de cet accident est la visibilité obstruée par de la poudrerie produite par la souffleuse. Le camion de déneigement immobilisé en bordure de la route sur le même tronçon est un facteur qui a contribué à ce décès.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- exige, lors des opérations de déneigement par les souffleuses sur les routes nationales, que des véhicules d'escorte circulent en avant et en arrière à 200 m de la souffleuse, afin de sensibiliser les conducteurs aux risques de poudrerie et de visibilité réduite. À défaut de véhicules d'escorte, des panneaux temporaires de signalement ou des bornes incitant à la vigilance et à réduire la vitesse pourraient aussi être utilisés. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2 AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

2.1 ACCIDENTS AVEC MACHINE

Avis/Dossier : A-128969 134237

Événement :

Un travailleur de 37 ans décède d'un traumatisme crânien majeur lorsqu'il est coincé entre le mât et la cabine d'une mini-excavatrice.

L'homme travaille pour une entreprise spécialisée dans la vente et l'installation de piscines. Les employés s'affairent à compléter les travaux de terrassement à l'aide d'une mini-excavatrice. Alors que celle-ci est en marche, le travailleur monte sur la structure de l'excavatrice et hisse face à la cabine de l'opérateur au moment même où le mât se soulève et est ramené vers la cabine.

L'homme avait consommé de l'alcool sur l'heure du midi. Les résultats des analyses toxicologiques révèlent un taux d'alcool de 69 mg/100 ml dans le sang.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- renforce le message sur les dangers de travailler fatigué ou sous l'effet de l'alcool. Elle pourrait faire la promotion de la tolérance zéro auprès de toutes les entreprises. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-159179 134173

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'une asphyxie mécanique par compression du tronc après avoir été happé par une faneuse, à Boucherville.

L'homme travaillait dans un champ à retourner du foin avec une faneuse accrochée à son tracteur. En fin d'avant-midi, il est trouvé coincé dans la machine, le moteur du tracteur en marche et la faneuse arrêtée.

Une défectuosité mécanique serait à l'origine de cet accident mortel. En effet, la prise de force du tracteur reliée à la faneuse fonctionnait, même si elle n'était pas embrayée, faisant démarrer la faneuse de façon inattendue.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- ajoute dans son dépliant « L'arbre de transmission du tracteur : avis de danger » (CDC100-1312-8) : la prise de force arrière sur un tracteur qui tourne de façon continue ou intermittente alors qu'elle n'est pas embrayée et que le tracteur est en position neutre peut s'avérer dangereuse et provoquer un faux sentiment de sécurité chez l'utilisateur de machines agricoles. [1]

Que l'Union des producteurs agricoles :

- sensibilise les agriculteurs au moyen d'un médium approprié (par exemple, La terre de chez nous) au danger que représente une prise de force dysfonctionnelle. [2]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Union des producteurs agricoles

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Union des producteurs agricoles

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-302253 130028

Événement :

Un jeune travailleur de 22 ans est mortellement blessé par une machine industrielle, à l'entreprise Trans-Pavé inc. de Saint-Eustache.

Dans une usine de fabrication de produits de terrassement en béton, le jeune travailleur a remplacé un opérateur à la palettisation pour la pause. Le jeune homme ne possède pas la formation requise pour exercer les tâches d'opérateur. L'homme a voulu remédier à un problème de blocage sur un convoyeur, lequel a soudainement démarré. Le système de sécurité de la machine n'étant pas activé, l'homme a été écrasé mortellement sous le grappin de 25 tonnes.

Un des facteurs importants dans ce dossier est la neutralisation du système à faisceau optique de sécurité contrôlant l'accès à la zone dangereuse. S'il avait été activé, le système aurait empêché le déclenchement de la machine. Ce système était accessible à tous, et les travailleurs le neutralisaient afin d'éviter les nombreux arrêts qui ralentissaient la production. Les autorités étaient au courant de cette procédure. Le coroner se demande pourquoi le droit de refus prévu à l'article 12 de la Loi sur la santé et sécurité au travail (LSST) n'a pas été exercé.

D'autres facteurs à considérer sont la méthode de travail dangereuse et le manque de formation de la victime. Elle ne connaissait pas tous les risques liés à la manoeuvre du grappin. Une formation de 6 mois est requise pour exécuter ce travail d'opérateur, alors que la victime avait appris en regardant ses collègues faire le travail. Le coroner se demande pourquoi un travailleur qui n'a pas reçu de formation adéquate remplace pour la pause un opérateur.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- place sous surveillance l'employeur chez qui un décès est survenu en milieu de travail, et ce, pour une période de cinq ans, notamment en effectuant des visites inopinées d'inspection et en s'assurant auprès des travailleurs ou du syndicat du suivi des correctifs mis en place après l'accident; [1]

- reçoive tous les procès-verbaux des rencontres du comité de santé et sécurité au travail de l'entreprise dans les dix jours suivant la rencontre, et ce, durant la période de cinq ans. [2]

Que le Syndicat des Teamsters du Québec, section locale 1999 :

- inscrive dans son cahier des définitions de tâches qu'un travailleur appelé à remplacer un opérateur doit obligatoirement avoir reçu la même formation que l'opérateur; [3]
- vérifie au moins une fois par semaine aléatoirement, au début de chaque quart de travail, les systèmes de sécurité de la machinerie; [4]
- fasse en sorte que la vérification hebdomadaire soit consignée dans un registre contenant la date, l'heure et les anomalies, s'il y a lieu, dont il sera le gardien. La vérification devra être faite par un délégué syndical accompagné d'un opérateur qualifié qui devront attester l'inspection par leur signature respective; [5]
- informe tous ses membres du droit de refus prévu à l'article 12 de la LSST, notamment en obtenant la permission de l'employeur pour installer des affiches à proximité des machines, par l'intermédiaire d'une circulaire distribuée à tous ses membres ou par une séance d'information; [6]
- exerce le droit de refus prévu à l'article 12 de la LSST et avise sans délai la Commission de la santé et de la sécurité du travail dans le cas d'un signalement de la neutralisation d'un système de sécurité de la machinerie; [7]
- joue un rôle actif dans la gestion de la santé et la sécurité du travail de ses membres en milieu de travail. [8]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Syndicat des Teamsters Québec, local 1999

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Syndicat des Teamsters Québec, local 1999

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-04-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Transpavé inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

2.2 ASPHYXIES

Avis/Dossier : A-149442 123792

Événement :

Un homme de 75 ans étant sous la responsabilité du Curateur public est décédé par asphyxie alimentaire dans une résidence de ressources intermédiaires de Sainte-Véronique.

L'homme souffrait de dysphagie, situation qui empêche le processus de déglutition de se faire normalement. Une diète spéciale lui avait été prescrite en 2002. Il devait se limiter à une alimentation hachée et éviter tous les liquides clairs. Le personnel n'était pas au courant de cette diète, mais savait qu'il devait utiliser un épaississeur pour les liquides du patient. Voyant la victime effondrée, une employée a accouru et a constaté que l'homme s'était étouffé, mais qu'il respirait. Une deuxième employée s'est empressée d'aller chercher de l'aide, et c'est une troisième employée qui a composé le 9-1-1. À l'arrivée des ambulanciers, la victime était en arrêt cardiorespiratoire et aucune manœuvre de Heimlich n'avait été amorcée.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier et le centre de réadaptation Antoine-Labelle :

- s'assure que l'ensemble du personnel des résidences de ressources intermédiaires sait comment appliquer la technique Heimlich en cas d'étouffement; [1]
- s'assure que les intervenants aux ressources intermédiaires vérifient l'organisation du milieu et les mesures prises, afin d'assurer la sécurité des usagers à risque d'étouffement; [2]
- s'assure que les personnes en hébergement de ressources intermédiaires sont en sécurité et qu'elles reçoivent les soins que nécessite leur état de santé, notamment les personnes à risque d'étouffement, en s'assurant que le personnel connaît le phénomène de la dysphagie et que les diètes sont clairement affichées pour chacun des usagers. [3]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-11-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303995 135073

Événement :

Un bébé de 2 mois décède d'une asphyxie positionnelle de type « co-sleeping ».

L'enfant était couché dans un lit double entre ses parents. À son réveil, le père constate que l'enfant ne respire plus, qu'il est froid et rigide.

Le coroner souligne que les parents devraient être informés des risques d'asphyxie chez les bébés qui dorment avec leurs parents.

Recommandations :

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- s'assure que les parents qui quittent les centres hospitaliers avec leur nouveau-né sont informés des risques de « co-sleeping ». [1]

Que les centres locaux de services communautaires du Québec :

- donnent l'information aux mères lors des visites postnatales. [2]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Institut national de santé publique du Québec, l'Association canadienne de pédiatrie et l'Association des pédiatres du Québec :

- conjuguent leurs efforts pour sensibiliser les parents afin que les intervenants qui travaillent auprès des parents de façon à promouvoir un environnement de sommeil sécuritaire. [3]

Organisations/personnes visées :

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux
Association des CLSC et des CHSLD du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Institut national de santé publique du Québec
Association des pédiatres du Québec
Association canadienne de pédiatrie

Suivi des recommandations :

Association canadienne de pédiatrie

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des CLSC et des CHSLD du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association des pédiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-305255 137679

Événement :

Un bébé de 2 mois décède d'asphyxie positionnelle à son domicile.

Ce matin-là vers 8 h 30, les parents de l'enfant se sont levés pour lui donner à boire et changer sa couche. Ils se sont recouchés vers 9 h, la mère installant l'enfant sur son ventre, face contre elle. Vers 12 h 30, le père se réveille et remarque que l'enfant semble inanimé. Le bébé est conduit par ambulance à l'Hôpital de Montréal pour enfants où on ne peut que constater son décès.

L'Institut national de santé publique du Québec publie un guide Mieux vivre avec notre enfant de 0 à 2 ans remis par les centres hospitaliers et les maisons de naissance aux parents après un accouchement. Il y est fait mention que l'endroit le plus sécuritaire pour coucher un bébé est sa couchette, mais on parle aussi du bénéfice pour le nourrisson de partager le lit de ses parents. Selon le coroner, même si le guide souligne que la pratique du « co-sleeping » peut augmenter les risques de mort subite du nourrisson, le message transmis ne vise pas à décourager les parents qui préfèrent faire dormir leur bébé avec eux lors des premiers mois de vie.

Recommandations :

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- revoie le chapitre de son guide Mieux vivre avec notre enfant de 0 à 2 ans qui traite du sommeil; [1]
- modifie son contenu afin de rendre compte des neuf décès de nourrissons survenus au Québec au cours des dernières années et qui ont été associés à la pratique du « co-sleeping »; [2]
- mette en garde les parents contre les risques qu'ils font courir à leur enfant s'ils le font dormir dans leur lit. [3]

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- s'assure que ses membres offrent aux nouveaux parents tous les conseils nécessaires pour qu'ils assurent à leur nourrisson un sommeil sécuritaire. [4]

Organisations/personnes visées :

Institut national de santé publique du Québec
Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Suivi des recommandations :Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-24, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-165968 137256

Événement :

Une enfant de 21 mois décède par asphyxie, en se pendant accidentellement avec un cordon de stores qui pendait près de son lit.

Selon Santé Canada, entre 1986 et 2007, on a déploré 25 étranglements avec des cordons de store ayant provoqué la mort, dont 7 survenus au cours des 5 dernières années. Les jeunes enfants dont l'âge varie de dix mois à quatre ans sont le plus souvent impliqués dans ce type d'accident. La plupart des accidents concernent des enfants dont le lit est situé à proximité d'une fenêtre munie d'un cordon servant à activer le mécanisme de couvertures de ces fenêtres.

Santé Canada et l'Institut national de santé publique du Québec ont effectué des campagnes de sensibilisation, afin de protéger les jeunes enfants contre les risques d'étranglement que représentent les cordons de stores, de rideaux et d'autres couvre-fenêtres. De plus, Santé Canada et l'Association canadienne de normalisation ont élaboré une norme standard industrielle volontaire qui promeut l'élimination des boucles continues pour les produits servant à couvrir les fenêtres et spécifie également les avertissements qui doivent être inclus avec ces produits. Révisée en 2006, cette norme constitue encore un standard industriel volontaire.

Par ailleurs, il y a eu un délai de treize minutes entre le premier appel au 9-1-1 et l'arrivée des ambulanciers sur les lieux, postés à seulement deux kilomètres. Ce délai est principalement imputable, d'une part, au manque de communication entre l'appelant et le service 9-1-1 et, d'autre part, à l'absence de réponse proportionnée à l'urgence de la part du répartiteur des ambulances. Effectivement, un code de priorité 3 avait été donné aux ambulanciers, mais ce n'est que trois minutes plus tard que changement de priorité est passé de 3 à 1.

Recommandations :

Que le Centre de communication santé des Capitales :

- révisé l'intervention préhospitalière dans ce dossier, de façon concertée avec les autres intervenants qui ont participé à la réponse préhospitalière. [1]

Que la Centrale du 9-1-1 de Chicoutimi :

- révisé conjointement avec les intervenants préhospitaliers l'intervention effectuée dans ce dossier. [2]

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- poursuive son travail en prévention dans son guide Mieux vivre avec son enfant. [3]

Que Santé Canada :

- constate que le standard industriel volontaire élaboré avec l'Association canadienne de normalisation est insuffisant et fasse en sorte que les fabricants de couvre-fenêtres soient liés légalement à l'application de ces standards; [4]
- réglemente, grâce à la loi sur les produits dangereux, la vente et l'importation, en espérant que cette réglementation éliminera les cordons pouvant former une boucle dans laquelle un enfant peut s'étrangler. [5]

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- fasse inclure, dans la visite postnatale par l'infirmière à domicile, une vérification des cordons de stores dans les chambres d'enfants; [6]
- forme les infirmières qui font des visites postnatales sur les risques des cordons de stores et sur les méthodes de fixation pour éliminer les boucles continues. [7]

Que le CLSC de Chicoutimi, le CLSC de Jonquière ainsi que le CLSC du Fjord:

- promeuvent la vérification de la sécurité des stores de chambres de nouveaux-nés lors de la visite postnatale de l'infirmière au domicile. [8]

Organisations/personnes visées :

Centre de communication santé des Capitales
Centrale du 9-1-1 de Chicoutimi
Institut national de santé publique du Québec
Santé Canada
Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux
CLSC de Chicoutimi
CLSC de Jonquière
CLSC du Fjord

Suivi des recommandations :

Centre de communication santé des Capitales

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-25, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centrale du 9-1-1 de Chicoutimi

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-12-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-12-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

CLSC de Chicoutimi

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-08-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CLSC de Jonquière

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-08-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

CLSC du Fjord

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-08-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166081 139900

Événement :

Une femme de 64 ans décède d'asphyxie à la suite d'une obstruction bronchique survenue dans une résidence pour personnes âgées, à Sainte-Anne-des-Monts.

La femme mangeait rapidement et au cours des dernières années, elle s'était déjà étouffée en mangeant. La victime recevait la même diète que les autres pensionnaires, sauf que ses aliments étaient coupés de façon particulière. Le jour de l'événement, un préposé a coupé des morceaux de banane pour la victime. La femme s'est alors étouffée, et la manœuvre de Heimlich a été pratiquée sans succès. Elle est décédée après huit jours d'hospitalisation.

Le coroner est d'avis que, si le médecin de famille de la patiente avait été informé des deux épisodes d'étouffement précédents, il aurait orienté la femme vers des professionnels qui auraient probablement prescrit une diète appropriée. Le coroner explique que, bien que le règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité de résidence pour personnes âgées ait été accepté récemment, il pourrait y avoir un ajout, afin de spécifier les problèmes de dysphagie.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- lors de la révision du règlement sur les conditions d'obtention d'un certificat de conformité de résidence pour personnes âgées, revoie ce règlement et son application

en vertu de l'article 6, en incluant l'aspect de la dysphagie ou celui de l'alimentation de la personne âgée, en fonction des besoins particuliers du résident. [1]

Que les agences de la santé et des services sociaux du Québec :

- sensibilisent les responsables de résidences pour personnes âgées à la dysphagie et aux risques de décès qui y sont associés, à l'importance de communiquer avec le médecin traitant si un accident lié à un problème de dysphagie se produit, pour une personne demeurant dans une résidence pour personnes âgées. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agences de la santé et des services sociaux du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-17, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-15, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-08-29, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-18, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-01-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-10, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-08-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux des Terres-Cries-de-la-Baie-James

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux du Nord-du-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux du Nunavik

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-304143 136895

Événement :

Un garçon de 13 ans décède d'une asphyxie par pendaison alors qu'il pratiquait un jeu de strangulation.

Ce n'était probablement pas la première fois que le garçon s'adonnait à ce jeu. Plusieurs mois auparavant, le père avait remarqué une marque au cou de son fils s'apparentant à une lésion laissée par une chaîne. Celui-ci avait été très évasif sur la provenance de cette marque.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- mène une campagne d'information à l'échelle nationale en y incluant les écoles primaires, secondaires et collégiales afin d'informer les jeunes québécois des dangers inhérents à la pratique du jeu de strangulation ou du jeu du foulard, et ce, dans les meilleurs délais. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-07, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165843 138234

Événement :

Un travailleur de 38 ans meurt enseveli dans une tranchée de la rue des Chapelles, à Oka.

L'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail montre que la tranchée s'est rompue sous la surcharge du déblai situé à moins d'un mètre. La déficience dans la gestion de la sécurité des travaux et l'application des mesures de sécurité ont aussi contribué à l'accident.

Recommandations :

Que la Municipalité d'Oka :

- mette en vigueur son plan de sécurité (programme de prévention sur les travaux de tranchée et d'excavation) sur ses chantiers et qu'elle s'assure que ce plan est connu, compris et respecté en tout temps, avec comme principe une politique de tolérance zéro. [1]

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- diffuse à toutes les municipalités du Québec ainsi qu'à tous les entrepreneurs en travaux d'excavation son guide Pour effectuer les travaux de creusement, d'excavation et de tranchée; [2]

Que la Commission de la construction du Québec :

- s'assure que les détenteurs actuels et futurs de certificat de compétence en excavation ont une connaissance adéquate du contenu du guide pour effectuer les travaux de creusement, d'excavation et de tranchée diffusé par la Commission de la santé et sécurité du travail (CSST), si ce n'est déjà fait; [3]

Que l'Entreprise Dagenais et Fils inc. :

- prenne connaissance et fasse la diffusion auprès de ses employés du guide Pour effectuer les travaux de creusement, d'excavation et de tranchée diffusé par la CSST, si ce n'est déjà fait. [4]

Organisations/personnes visées :

Municipalité d'Oka
 Commission de la santé et de la sécurité du travail
 Commission de la construction du Québec
 Entreprise Dagenais et Fils inc.

Suivi des recommandations :Municipalité d'Oka

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Commission de la construction du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Entreprise Dagenais et Fils inc.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164962 135140

Événement :

Une femme de 29 ans décède d'une encéphalopathie anoxique secondaire à une aspiration de corps étrangers alimentaires.

La femme s'est étouffée en mangeant, et un proche a fait le 9-1-1. Les deux ambulances couvrant le secteur de Sainte-Thérèse étaient occupées. Une ambulance du territoire voisin a donc été demandée et elle est arrivée treize minutes plus tard. Les policiers ont effectué les manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des ambulanciers et ils ont constaté que les voies respiratoires de la femme semblaient obstruées. Les ambulanciers ont réussi à la ventiler, mais les dommages au cerveau étaient irréversibles. Elle est décédée trois jours plus tard. La maladie neurologique dont souffrait la victime et la consommation d'alcool sont deux conditions qui ont pu favoriser l'étouffement.

Le coroner a remarqué que la répartitrice médicale d'urgence (RMU) n'a pas tenté de savoir si quelqu'un connaissait une technique pour désobstruer les voies aériennes de la victime. Seuls les gestes effectués par les ambulanciers ont permis de rétablir une ventilation, mais il était trop tard. Le coroner se demande si des procédures pour lever l'obstruction des voies aériennes auraient pu être appliquées par les proches sous la direction de la RMU. Il s'interroge également sur l'amélioration de la qualité de la réanimation effectuée par les policiers.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides :

- prenne les mesures qu'elle juge appropriées pour atteindre les objectifs fixés par le ministère de la Santé et des Services sociaux en ce qui concerne le temps de réponse

visé (90 % des appels en moins de huit minutes) dans les cas urgents de priorité 1 sur son territoire; [1]

- revoie avec les divers intervenants les procédures à appliquer dans les cas d'étouffement surtout lorsque l'information transmise indique une obstruction complète ou une obstruction partielle sévère. [2]

Que le service de police de la Ville de Terrebonne :

- s'assure que les policiers qui agissent à titre de premiers intervenants appliquent les normes édictées en 2005 par l'American Heart Association en prêtant une attention particulière à la qualité de la réanimation et aux procédures de désobstruction des voies aériennes. [3]

Que la Centrale d'appels 9-1-1 de Terrebonne :

- revoie la procédure d'accompagnement et d'intervention du répartiteur médical d'urgence auprès des témoins d'une victime d'étouffement. [4]

Que les dirigeants de la Municipalité de Bois-des-Filion :

- travaillent conjointement avec l'Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides afin de trouver des solutions pour offrir des services préhospitaliers d'urgence qui répondent aux besoins de sa population actuelle. [5]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides
Ville de Terrebonne
Municipalité de Bois-des-Filion
Centrale d'appels 9-1-1 de Terrebonne

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Terrebonne

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Centrale d'appels 9-1-1 de Terrebonne

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-12-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Municipalité de Bois-des-Filion

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304305 135623

Événement :

Un garçon de 7 ans décède d'une asphyxie par suffocation, à Salluit.

L'enfant avait apporté à l'école le bout de plastique d'une flûte utilisée pour les fêtes d'enfants. À l'insu de l'enseignante qui lui avait demandé de ne pas l'utiliser, l'enfant prend l'embout et va à la récréation. Soudainement, alors que les élèves sont seuls à l'extérieur, le garçon éprouve de la difficulté à respirer. Les enfants vont chercher de l'aide auprès des professeurs qui semblent désemparés. Une enseignante lui tape dans le dos et entend l'air passer à travers le sifflet. Le directeur de l'école arrive au chevet de l'enfant qui est inconscient. Il effectue la manoeuvre de Heimlich et entreprend la réanimation cardiorespiratoire.

Le garçon est amené au centre local de services communautaires où son décès est constaté après des manoeuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que le Centre local de services communautaires de Salluit :

- prenne toutes les mesures afin que son personnel médical et infirmier puisse mettre sur pied un protocole pour former chaque enseignant de son territoire, dont ceux de l'école primaire de Salluit; [1]
- prenne toutes les mesures afin que son personnel médical et infirmier puisse enseigner et former les élèves plus âgés en réanimation cardiorespiratoire dont la manoeuvre de Heimlich; [2]
- permette à son personnel médical et infirmier d'assurer un suivi. [3]

Que la Commission scolaire Kativik :

- s'assure que tout son personnel, y compris son corps enseignant, suive des cours en réanimation cardiorespiratoire; [4]
- s'assure que les élèves plus âgés connaissent certaines techniques en réanimation cardiorespiratoire dont la manoeuvre de Heimlich; [5]
- fasse en sorte que les élèves ne soient jamais laissés sans surveillance lors des périodes de récréation. [6]

Que le Centre local de services communautaires de Salluit et la Commission scolaire Kativik :

- travaillent ensemble à la réalisation des présentes recommandations. [7]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé Inuulitsivik
Commission scolaire Kativik

Suivi des recommandations :

Centre de santé Inuulitsivik

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Commission scolaire Kativik

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-168811 140147

Événement :

Une femme de 39 ans décède d'une asphyxie par étouffement à son domicile.

En décembre 2007, la femme est hospitalisée au pavillon Notre-Dame du Centre hospitalier de l'Université de Montréal pour une décompensation psychotique accompagnée d'hallucinations et d'idées suicidaires. L'évolution est favorable et elle reçoit son congé après un mois d'hospitalisation. Elle fréquente assidûment l'hôpital de jour jusqu'au 7 mars 2008, où le suivi prend définitivement fin. Elle ne présente aucun symptôme affectif ou psychotique à ce moment-là.

Le 19 mars, une voisine entend du vacarme dans l'appartement de la femme, suivi d'un fort bruit de chute et de silence. Inquiète, elle pénètre dans l'appartement et trouve la femme inanimée sur le plancher du salon. Les ambulanciers appelés sur les lieux entreprennent les manœuvres de réanimation, mais ne parviennent pas à insérer le combitube dans la gorge. Le corps d'un chat mort et mutilé est découvert dans la cuisine.

Recommandation :

Que le responsable médical de l'hôpital de jour pour patients psychotiques du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, pavillon Notre-Dame :

- fasse un retour sur le suivi offert à la patiente à la lumière des événements qui ont conduit à son décès. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (Pavillon Notre-Dame)

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal (Pavillon Notre-Dame)

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-128987 135189

Événement :

Un enfant de 22 mois décède d'une encéphalopathie anoxique aiguë consécutive à une aspiration de nourriture.

L'enfant avait mangé un sandwich à la dinde en tranches et bu du jus d'orange pour le dîner. Il avait régurgité quelque peu après son repas. En s'amusant avec un autre enfant, le garçon s'est étouffé avec de la nourriture pour chats. La mère se précipite auprès de l'enfant et lui insère un doigt dans la bouche pour s'assurer qu'il n'y a pas d'objet. Elle lui tape dans le dos et enfonce de nouveau son doigt dans la bouche pour le faire vomir. Comme son état ne s'améliore pas, elle appelle le 9-1-1 et un préposé lui indique comment appliquer la manoeuvre de Heimlich afin de dégager les voies respiratoires. Les ambulanciers arrivent sur les lieux et succionnent un morceau de dinde pris au fond de la gorge du garçon. Il est conduit de toute urgence à l'Hôtel-Dieu de Lévis où son décès est constaté après des manoeuvres de réanimation infructueuses.

Le coroner précise que, pour optimiser les chances de survie d'un enfant qui s'étouffe, il faut préconiser la manoeuvre de Heimlich par compressions abdominales. Quant à la manoeuvre des tapes dans le dos, elle ne s'applique qu'aux nourrissons.

Recommandations :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- voie à la possibilité d'inclure un cours de réanimation cardiorespiratoire obligatoire au secondaire. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec les centres locaux des services communautaires :

- inclue de l'information aux cours prénataux pour que les parents soient en mesure d'intervenir adéquatement lorsque leurs jeunes enfants s'étouffent. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-05, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305694 139768

Événement :

Un bébé de 2 mois décède d'une asphyxie positionnelle de type *co-sleeping*.

L'enfant a eu un boire vers 4 h et sa mère l'a vêtu plus chaudement. Elle a recouché son bébé dans le lit du couple, sur le dos, avec un parent de chaque côté. Vers 6 h, la mère trouve son enfant cyanosé.

Pour éviter les décès liés au *co-sleeping*, le coroner est d'avis qu'il faut informer les parents sur les risques de dormir dans le même lit que leur nourrisson.

Recommandations :

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- s'assure que ses membres offrent l'information pertinente en regard du sommeil sécuritaire et des dangers liés au fait que les parents partagent leur lit avec leur bébé. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure que le personnel des centres locaux de services communautaires donne l'information pertinente aux parents lors des visites postnatales. [2]

Organisations/personnes visées :

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-18, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Avis/Dossier : A-165845 138377

Événement :

Une femme de 24 ans décède d'une asphyxie par obstruction des voies respiratoires par des aliments dans une résidence pour personnes handicapées mentalement.

La victime est trisomique. Elle est connue pour manger très vite et de façon abusive. On lui sert des aliments en purée, car elle mastique très peu.

Elle est trouvée sans vie par une préposée, la tête dans le réfrigérateur, la bouche pleine d'aliments.

Recommandation :

Que le Centre de réadaptation Lisette-Dupras :

- s'assure, par des moyens appropriés, que la nourriture, sous toutes ses formes et présentations, n'est pas accessible aux résidents. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de réadaptation Lisette-Dupras

Suivi de la recommandation :

Centre de réadaptation Lisette-Dupras

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305691 139765

Événement :

Un bébé de 2 mois décède d'une asphyxie positionnelle à son domicile, à Pointe-Claire.

L'enfant était couché dans un siège d'auto placé dans un moïse dans la chambre de ses parents. Vers 6 h, l'enfant s'est éveillé en pleurant et s'est rendormi. Quelques heures plus tard, la mère constate que le bébé ne respire plus. Le bébé est transporté par ambulance à l'Hôpital de Montréal pour enfants où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Le coroner souligne que la Société pédiatrique du Canada et l'Institut national de santé publique déconseillent l'utilisation des sièges d'auto pour le sommeil d'un enfant. Ils devraient servir pour le transport en auto seulement avec des pauses fréquentes pour changer le bébé de position.

Recommandations :

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- s'assure que ses membres diffusent l'information pertinente en regard du sommeil sécuritaire et des dangers de faire dormir un bébé en position assise. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assure que le personnel des centres locaux des services communautaires donne l'information pertinente aux parents lors des visites postnatales. [2]

Organisations/personnes visées :

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-18, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

2.3 CHALEUR OU FROID EXCESSIF

Avis/Dossier : A-168410 138774

Événement :

Une femme de 60 ans, souffrant d'une dépression d'intensité psychotique, décède par hypothermie après avoir quitté l'urgence de l'Hôtel-Dieu de Lévis.

La femme avait été vue par le psychiatre de garde qui lui avait proposé une hospitalisation, suggestion qu'elle avait acceptée. À la suite de la consultation, la patiente et sa fille sont invitées à retourner dans la salle d'attente, le temps de compléter les formalités. Toutefois, la fille a dû quitter l'hôpital pour retourner chez elle. Quelques minutes plus tard, on se rend compte que la patiente n'est plus dans la salle d'attente. Elle est vue sortant de l'hôpital sur la vidéo, à partir de la caméra de la porte d'entrée principale. Elle sera trouvée sur la rive du fleuve le lendemain matin, décédée d'hypothermie.

Quoique la fille ait précisé au coroner avoir avisé le psychiatre de son départ, il est difficile de dire si cette explication a été bien comprise par ce dernier. Toutefois, il n'en demeure pas moins que la victime était seule pendant qu'étaient complétées les formalités administratives pour son admission. Le fait que la patiente consentait à son admission et que la fille avait répondu par la négative au médecin qui demandait si la sécurité était nécessaire a probablement engendré un sentiment de fausse sécurité.

Recommandation :

Que les autorités de l'Hôtel-Dieu de Lévis :

- fassent en sorte qu'une situation analogue soit évitée et que tout patient en instance d'admission en psychiatrie qui présente un état de psychose ou un risque suicidaire soit gardé sous surveillance par le personnel infirmier ou de sécurité, même le temps de compléter les formalités administratives. [1]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Lévis

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Lévis

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-153674 140056

Événement :

Une femme de 89 ans, résidant au foyer Château Beaurivage à Montréal, décède d'hypothermie après être sortie de la résidence en chemise de nuit par temps froid, sans pouvoir y rentrer.

La femme souffrait de démence et nécessitait une supervision constante. Dans cette résidence, des caméras de surveillance sont installées dans les ascenseurs, mais pas sur les étages. Une alarme retentit lorsqu'on ouvre la porte menant à l'extérieur du côté nord, près de la chambre de la victime. Quant à la porte double menant à l'extérieur du côté sud, elle ne dispose pas d'une alarme fonctionnelle en cas d'ouverture. De plus, cette porte s'ouvre à l'aide d'une barre et ne comporte pas de poignée extérieure pour permettre le retour à l'intérieur. C'est à cet endroit que l'on a découvert le corps de la victime.

Recommandation :

Que la direction du foyer Château Beaurivage :

- prenne les mesures nécessaires pour que les résidents ne puissent pas sortir de l'immeuble à l'insu du personnel. [1]

Organisation/personne visée :

Château Beaurivage

Suivi de la recommandation :

Château Beaurivage

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

2.4 CHUTES

Avis/Dossier : A-303999 135117

Événement :

Un homme de 41 ans décède d'un traumatisme craniocérébral sévère à la suite d'un accident de ski, au Centre de ski Bromont.

L'homme était un skieur expérimenté. Il ne portait pas de casque. Alors qu'il descend la piste Cowansville du côté gauche en compagnie de sa conjointe, il se dirige vers le côté droit fermé par des balises, en raison du peu de neige. Il perd alors la maîtrise de ses skis, fait un vol plané et heurte de plein fouet des roches dans le fossé. Les secours arrivent rapidement mais, devant la gravité des lésions, les manœuvres sont abandonnées.

Des témoins de l'accident ont souligné que les indications sur la fermeture partielle de la piste n'étaient pas claires et qu'elles portaient à confusion. Les balises n'avaient ni filet ni corde, et on ne les voyait qu'à la dernière minute.

Recommandations :

Que la National Snow Industries Association, l'Association des stations de ski du Québec, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Institut national de santé publique du Québec et le directeur national de la santé publique :

- intensifient les mesures encourageant le port du casque. [1]

Que les organisations de patrouille et le Centre de ski Bromont :

- obligent leurs membres à porter le casque afin de donner l'exemple. [2]

Que l'Alliance des moniteurs de ski du Canada et l'Alliance des moniteurs de surf du Québec :

- obligent les moniteurs et leurs élèves à porter le casque.[3]

Que l'Association des stations de ski du Québec :

- se penche sur la question des fermetures de piste de façon partielle (obstacles, zone découverte ou manque de neige) afin de rendre les pistes plus sécuritaires.[4]

Que le Centre de ski Bromont :

- revoie sa procédure de fermeture partielle des pistes de façon à éviter toute confusion pour les skieurs. [5]

Organisations/personnes visées :

National Snow Industries Association
 Association des stations de ski du Québec
 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
 Ministère de la Santé et des Services sociaux
 Institut national de santé publique du Québec
 Directeur national de la santé publique
 Organisations de patrouille
 Alliance des moniteurs de ski du Canada
 Alliance des moniteurs de surf du Québec
 Centre de ski Bromont

Suivi des recommandations :

National Snow Industries Association

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des stations de ski du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-19, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Organisations de patrouille

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de ski Bromont

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Alliance des moniteurs de surf du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Alliance des moniteurs de ski du Canada

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-02-18, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-167254 136544

Événement :

Un homme de 67 ans, hébergé au Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) de Huntingdon, décède d'un polytraumatisme secondaire à une chute du balcon de l'établissement.

L'homme avait été placé à cet endroit quatre jours auparavant à cause de ses idées paranoïdes accompagnées du désir de fuguer. Pour sa sécurité, il avait été installé dans une unité verrouillée. L'épouse remarque toutefois que l'endroit n'est pas sécuritaire (moustiquaire enlevée pour nourrir les oiseaux) pour son mari qui présente des risques de fugue. Elle signale d'ailleurs son inquiétude à la coordonnatrice de l'établissement.

La porte-fenêtre de l'unité à accès protégé, installée lors des rénovations de 1992, est munie d'une serrure conventionnelle. C'est donc par cet accès que la victime a pu sortir sur le balcon et y faire une chute du 2^e étage. La Corporation d'hébergement du Québec, dans le cadre de référence normatif, limite l'ouverture des fenêtres, mais pas celle des portes-fenêtres.

Recommandations :

Que le CHSLD de Huntingdon et l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- fassent en sorte que toutes les portes et les fenêtres qui représentent un risque sur l'unité protégée soient sécuritaires; [1]
- s'assurent que le personnel est vigilant lorsqu'un risque est souligné, afin de réagir rapidement pour mettre en place les correctifs visant la sécurité des patients. [2]

Que la Corporation d'hébergement du Québec :

- fasse en sorte que le cadre de référence normatif des CHSLD soit modifié par l'ajout des portes coulissantes à la section où on fait état d'une limitation des fenêtres. [3]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- oblige les CHSLD à se conformer au cadre de référence normatif de la Corporation d'hébergement du Québec. [4]

Organisations/personnes visées :

CHSLD de Huntingdon
Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Corporation d'hébergement du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

CHSLD de Huntingdon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Corporation d'hébergement du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-03-14, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-05-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304308 135830

Événement :

Un homme de 25 ans décède après avoir heurté un arbre dans une pente de ski au mont Adstock, à Thetford Mines.

L'homme était membre de l'équipe universitaire de ski alpin de l'Université Concordia et il était considéré comme un excellent skieur. L'accident s'est produit pendant la période d'échauffement tenue en prévision d'une compétition devant se dérouler le jour même. La victime a descendu un segment de la piste plus abrupte, a fait un virage prononcé vers la droite, a quitté la piste pour finalement heurter un arbre. L'homme portait un casque protecteur, son équipement était en excellent état et il était en pleine possession de ses moyens. Il apparaît évident, pour la coroner, que l'impact avec l'arbre est essentiellement lié au comportement du skieur.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la Fédération québécoise de ski alpin, la Fédération québécoise du sport étudiant ainsi que l'Association canadienne de ski et de surf des neiges :

- réfléchissent sur la façon d'accroître la sécurité lors de la période d'échauffement précompétition. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Fédération québécoise de ski alpin
Fédération québécoise du sport étudiant
Association canadienne de ski et de surf des neiges

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Fédération québécoise de ski alpin

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Fédération québécoise du sport étudiant

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Station de ski Mont Adstock

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association canadienne de ski et de surf des neiges

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-159436 134032

Événement :

Un travailleur de 61 ans décède d'un polytraumatisme à la suite d'une chute de dix mètres d'une structure métallique, à Montréal.

L'homme était à démonter une poutre métallique lors de la démolition d'un portique ayant servi autrefois au transport de l'électricité. En se déplaçant, il a détaché la ceinture de positionnement attachée à sa ceinture de sécurité. Il a perdu l'équilibre et a chuté. Deux causes expliquant cet accident : premièrement, l'utilisation d'un équipement muni d'un seul point d'attache a fait en sorte que, en se déplaçant, le travailleur s'est trouvé exposé à un danger de chute libre; deuxièmement, la supervision par le contremaître de l'utilisation des systèmes de protection contre les chutes en hauteur sur le chantier a été déficiente.

Recommandations :

Que la compagnie Sintra Division Énergie inc. :

- mette en place des méthodes et des techniques sécuritaires pour accomplir ses travaux; [1]
- mette en place un système de contrôle afin de vérifier le bon fonctionnement de son organisation du travail; [2]

- s'assure de la mise en place et du respect des méthodes et des techniques choisies. [3]

Qu'Hydro-Québec :

- s'assure, lors de l'attribution de contrats en sous-traitance, que le sous-traitant possède une bonne organisation du travail, des méthodes et des techniques sécuritaires pour ses travailleurs, ainsi que d'un système de contrôle de la mise en place et du respect de ces méthodes et techniques. [4]

Organisations/personnes visées :

Sintra Division Énergie inc.
Hydro-Québec

Suivi des recommandations :

Sintra Division Énergie inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-06-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-159404 133146

Événement :

Une femme de 76 ans, hospitalisée à l'Institut de cardiologie de Montréal, décède quelques heures après avoir chuté dans sa chambre.

Trouvée par terre au pied de son lit, la patiente a été recouchée avec l'aide du personnel infirmier. Elle ne présentait aucune lésion physique apparente. Toutefois, quelques minutes plus tard, elle est devenue très confuse et tenait des propos incohérents. Sa pupille droite était dilatée et fixe. De plus, la femme ne répondait plus aux ordres, mais bougeait spontanément les quatre membres. Une tomographie axiale de la tête a révélé la présence d'un hématome sous-dural droit. L'état de la patiente s'est détérioré et celle-ci a sombré dans le coma. Transférée à l'Hôpital général de Montréal, elle y est décédée quelques heures plus tard.

Le coroner a constaté que le RNI (indice d'anticoagulation) était à environ 4,8 au cours des trois journées précédentes et qu'aucune intervention n'a eu lieu pour ramener l'anticoagulation à un niveau plus sécuritaire.

Recommandation :

Que la direction de l'Institut de cardiologie de Montréal :

- confie au comité d'évaluation de l'acte médical et pharmaceutique de son établissement l'étude de ce dossier afin d'assurer une meilleure surveillance des anticoagulants. [1]

Organisation/personne visée :

Institut de cardiologie de Montréal

Suivi de la recommandation :Institut de cardiologie de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-303275 132621

Événement :

Un enfant de quatre ans décède d'un traumatisme abdomino-thoracique et craniocérébral à la suite d'une chute de la fenêtre de sa chambre, du sixième étage de l'immeuble où il demeurait.

L'enfant s'amusait seul dans la chambre. Son lit était placé directement sous la fenêtre coulissante. Un des panneaux était glissé sur la coulisse pour permettre la circulation d'air. Alors que la mère préparait le souper, elle entend soudainement des cris provenant de l'extérieur. Elle jette un regard par la fenêtre et voit un attroupement. Inquiète, elle se rend à la chambre des enfants et constate l'absence de son fils et la disparition de la moustiquaire.

Au cours des quinze dernières années, trois autres décès sont survenus dans des circonstances similaires au Québec. Ce phénomène est cependant associé à une morbidité importante. En moyenne, dans les deux hôpitaux pédiatriques de l'Île de Montréal, cinq enfants sont hospitalisés chaque année pour des blessures graves à la suite d'une défenestration.

Recommandations :

Que la Régie du Bâtiment du Québec :

- étudie la pertinence de modifier le Code de construction de la Loi sur le bâtiment afin de rendre plus sécuritaire l'ouverture dans les nouveaux édifices ou dans ceux faisant l'objet de rénovations extensives et de plus de huit logements. Au minimum, le Code de construction devrait maintenir la réglementation actuelle et prévoir, en outre, pour les fenêtres dont le seuil est à plus de 90 cm du plancher qu'elles soient : [1]
- munies d'un mécanisme de sécurité limitant l'ouverture à moins de 10 cm;
- de type pivotant avec manivelle amovible et, sur la partie vitrée, la mention de garder la manivelle hors de portée des enfants et de ne pas placer d'objets sous la fenêtre.

Que la Direction de la santé publique de Montréal-Centre :

- se penche sur l'à-propos de sensibiliser le segment de population composé des parents de jeunes enfants habitant des immeubles en hauteur. [2]

Que l'Office municipal d'habitation de Montréal :

- s'assure que les fenêtres des logements qu'il loue à de jeunes familles sont sécuritaires pour les enfants. [3]

Organisations/personnes visées :

Direction de la santé publique de Montréal-Centre
Office municipal d'habitation de Montréal
Régie du bâtiment du Québec

Suivi des recommandations :Régie du bâtiment du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-01, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Direction de la santé publique de Montréal-Centre

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Office municipal d'habitation de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des pédiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-28, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Hôpital Sainte-Justine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Public Health Agency of Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

2.5 INCENDIES

Avis/Dossiers :	A-160832	131166
	A-159584	131198
	A-159579	131199

Événement :

Un incendie fait trois victimes dans un immeuble à logements, à Montréal.

Le foyer d'incendie aurait pris naissance dans une chambre où le lit était directement en contact avec une plinthe chauffante électrique située à sa base. Une couverture serait entrée en contact avec cette plinthe et aurait pris feu. De 1998 à 2002, les statistiques font état de 344 incendies secondaires à un appareil de chauffage local et non transportable, soit environ 70 par année. Cette cause d'incendie semble méconnue de la population en général et plus particulièrement des nouveaux arrivants pour qui ce mode de chauffage, n'est pas familier et qui souvent vivent dans de petits logements où les lits et les autres meubles sont directement placés contre les murs et les plinthes électriques.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- évalue la possibilité, lors de sa prochaine campagne de sensibilisation aux incendies, à aborder le thème des plinthes chauffantes électriques. À ce message destiné à l'ensemble de la population québécoise, il serait avantageux de greffer des actions

spécifiques dirigées vers les communautés culturelles et les zones densément habitées.
[1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166299 139465

Événement :

Une femme de 51 ans décède d'une asphyxie à l'oxyde de carbone lors de l'incendie de son appartement, à Magog.

Un des occupants de l'immeuble aperçoit de la fumée et prévient les services d'urgence. Il leur mentionne que les flammes sont apparentes et qu'une personne est en détresse. Deux autopompes sont dirigées sur les lieux, mais l'unité de secours contenant le défibrillateur arrive sur les lieux de l'incendie 21 minutes après l'appel. En outre, le coronar précise qu'une seule ambulance était disponible au moment de l'événement, l'autre ayant déjà été mobilisée pour un transport. Un délai de 25 minutes s'est écoulé avant l'arrivée des ambulanciers en raison du changement de quart de travail qui s'effectue à Sherbrooke, situé à plus de 25 km de Magog.

Recommandations :

Que le Service d'incendie de la Ville de Magog :

- revoie ses protocoles d'intervention afin qu'arrive plus tôt sur les lieux d'un incendie le camion des premiers répondants pour permettre une intervention plus rapide auprès des personnes en détresse. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie :

- revoie ses protocoles d'intervention et fasse en sorte que les délais d'intervention soient raccourcis. [2]

Organisations/personnes visées :

Ville de Magog
Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Suivi des recommandations :

Ville de Magog

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

2.6 INTOXICATIONS

Avis/Dossier : A-305074 137556

Événement :

Une femme de 47 ans décède des suites d'une intoxication au dextrométorphane à la Maison L'Estime, à Asbestos.

La victime demeurait depuis deux mois dans cette résidence pour personnes souffrant de problèmes de toxicomanie et de troubles psychiatriques. Cette ressource emploie des intervenants sans qualification et n'est pas certifiée par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Trois jours avant le décès, la femme consomme une bouteille de sirop contenant du dextrométorphane. Elle est conduite à l'hôpital où elle est évaluée et retournée dans son milieu le lendemain. Quelques heures plus tard, elle dit se sentir mal et souhaite retourner à l'hôpital, ce qui lui est refusé. Elle consomme de nouveau une bouteille de sirop de dextrométorphane. En soirée, la patiente est très agitée. Un intervenant rencontre la femme à quelques reprises pour la calmer. Dans la nuit, lors des tournées, on l'entend respirer fort et râler, mais aucun intervenant ne se rend compte de la gravité de son état. Le lendemain matin, elle est trouvée sans vie dans sa chambre par une résidente du centre.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- reconnaisse que les personnes souffrant de problèmes de santé mentale et/ou de toxicomanie, avec ou sans problème de justice font partie d'une clientèle fragile et vulnérable avec des problématiques complexes; [1]
- participe activement dans les soins de ces personnes qui devraient pouvoir bénéficier de soins ultraspécialisés et multidisciplinaires, donnés ou supervisés par des professionnels de la santé. Cela pourrait se faire en partenariat avec les structures privées; [2]
- détermine si la Maison L'Estime qui héberge de nombreux clients n'est pas en contravention avec la Loi sur les services de santé et de service sociaux en rapport avec le permis d'exploitation qu'elle devrait détenir, le cas échéant; [3]
- fournisse à ce type de ressource un encadrement légal de même nature que ce qu'il a fait pour les résidences pour personnes âgées. Concrètement, cela implique de modifier la loi pour rendre obligatoire la certification pour les résidences hébergeant des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie et/ou des problèmes de justice. [4]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie et le Département régional de médecine générale de l'Estrie :

- prévoient des effectifs médicaux et paramédicaux suffisants dans leur plan de répartition pour travailler dans des ressources telles que la Maison L'Estime; [5]
- s'assure que les mécanismes utilisés pour le suivi médical et psychiatrique des personnes hébergées à la Maison L'Estime réels et efficaces. [6]

Que la Maison L'Estime :

- se soumette immédiatement aux balises du cadre normatif des organismes Alco-tox quitte à réduire son champ d'action, entreprenne une démarche formelle afin d'obtenir une certification du ministère de la Santé et des Services sociaux comme organisme Alco-tox dans les plus brefs délais. [7] Cela nécessite au moins :
 - le recrutement ou la formation de personnel compétent pour intervenir auprès de ces clientèles, tant des points de vue médical, psychiatrique que social;
 - l'encadrement clinique du personnel;
 - l'utilisation des plans de services individualisés;
 - l'élaboration d'un plan de développement des ressources humaines lequel devrait assurer à tout le personnel la formation « Détection et évaluation du risque d'urgence suicidaire » offerte gratuitement par JEVI, un organisme communautaire de prévention du suicide de la région;
 - l'intégration à l'équipe traitante d'un médecin omnipraticien ayant une formation supplémentaire en psychiatrie.

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie
Département régional de médecine générale de l'Estrie
Maison L'Estime

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-20, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-02-20, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-02-20, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-02-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-06-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-06-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Département régional de médecine générale de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-06-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-06-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Maison L'Estime

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-161682 131511

Événement :

Un homme de 74 ans, demeurant à la résidence Kim-Lavallée de Salaberry-de-Valleyfield, décède d'une dysrythmie secondaire à une surdose de médicaments.

La veille du décès, une préposée aux bénéficiaires sort des médicaments de l'armoire verrouillée et les dépose sur la table. Alors qu'elle s'absente quelques instants, l'homme ingurgite ces médicaments destinés à un autre bénéficiaire. Elle appelle la pharmacienne d'office qui lui suggère de consulter le médecin de l'urgence du Centre hospitalier du Suroît. L'urgentologue la rassure en lui disant qu'il n'y a aucun danger. Personne ne communique avec le Centre antipoison du Québec.

Au cours de la nuit, l'homme semble bien dormir et aucune vérification des signes vitaux n'est faite. Il est trouvé sans vie, tôt le lendemain matin.

Recommandations :

Que la Résidence Kim-Lavallée :

- revoie la pratique de distribution des médicaments et y apporte les modifications nécessaires afin de la rendre sécuritaire. [1]
- consulte un médecin sans délai lors d'une erreur de médication. [2]

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier régional du Suroît :

- sensibilise les médecins au risque que comporte une erreur de médication et s'assure que, dans de telles circonstances, l'état clinique du patient reçoit une surveillance étroite. [3]
- encourage les médecins à consulter le Centre antipoison du Québec, au besoin. [4]

Que le Collège des médecins du Québec :

- s'assure que les soins donnés à ce patient sont conformes aux règles de l'art. S'il y a lieu, proposer au médecin une conduite adaptée lorsqu'il évalue une personne ayant fait l'objet d'une erreur de médicament. [5]

Que le pharmacien de la Pharmacie Brunet de Salaberry-de-Valleyfield :

- consulte directement le Centre antipoison du Québec lorsqu'il est mis au courant d'une erreur de médication. [6]

Organisations/personnes visées :

Résidence Kim-Lavallée
Centre hospitalier régional du Suroît
Collège des médecins du Québec
Pharmacie Brunet de Salaberry-de-Valleyfield

Suivi des recommandations :

Résidence Kim-Lavallée

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-01-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-01-24, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Centre hospitalier régional du Suroît

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-03-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-03-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-02-02, l'intervenant informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Pharmacie Brunet de Salaberry-de-Valleyfield

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-304700 137695

Événement :

Un homme de 59 ans décède des suites d'une intoxication mixte à la méthadone, au diazépam et à l'alcool.

L'homme souffre de cirrhose éthylique ainsi que d'une forte dépendance à l'alcool et aux benzodiazépines. La veille du décès, il consulte son médecin habituel en lui demandant de l'aide pour cesser sa consommation d'opiacés. Le médecin lui prescrit de la méthadone à raison de 40 mg à prendre une fois par jour. Le lendemain, il se présente à la pharmacie et reçoit sa première dose qu'il prend sur place. Il est trouvé sans vie quatre jours plus tard dans son appartement.

Selon les lignes directrices du Collège des médecins du Québec, la dose initiale de méthadone doit être individualisée en fonction de la consommation antérieure du patient. La dose quotidienne est d'environ de 20 à 30 mg et ne doit pas dépasser 40 mg. La consommation concomitante d'alcool et de benzodiazépines potentialise la méthadone et peut conduire à un surdosage.

Recommandation :

Que les médecins de la clinique VIH et toxicomanie du CHUM – Pavillon Saint-Luc, dans un but didactique :

- renvoient ce dossier en comité. [1]

Organisation/personne visée :

CHUM – Pavillon Saint-Luc

Suivi de la recommandation :CHUM – Pavillon Saint-Luc

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303478 135215

Événement :

Un homme de 77 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë et d'une hypoglycémie probable au Centre hospitalier Fleury de Montréal.

L'homme est bien connu du milieu hospitalier pour des problèmes d'hypertension et de diabète. Sa glycémie est difficile à contrôler. La veille du décès, il aurait reçu 8 unités sous-cutanées de Humalog lorsqu'en fait on lui aurait prescrit 8 unités de Humulin N. Les notes cliniques révèlent que, après avoir reçu sa médication, le patient semblait dormir profondément et empêchait ses voisins de chambre de dormir à cause de ses ronflements.

Ce sont les résultats de la toxicologie effectuée après le décès qui font croire au coronar qu'il y a eu erreur de médication. Les notes au dossier ne sont toutefois pas suffisamment claires pour établir avec certitude qu'il y a eu erreur de médication.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels et la Direction des soins infirmiers de l'Hôpital Fleury :

- s'assurent que les mesures de contrôle de qualité sont bien appliquées dans de tels cas.
[1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Fleury

Suivi de la recommandation :

Hôpital Fleury

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304754 139042

Événement :

Un jeune homme de 20 ans décède d'une intoxication accidentelle au monoxyde de carbone, dans un véhicule dont le tuyau d'échappement était obstrué par de la neige, à Montréal.

Cet accident s'est produit le lendemain d'une tempête ayant laissé environ 45 cm de neige au sol. La victime voulait déplacer l'auto, afin de permettre à la Ville de procéder aux opérations de déneigement. Elle a démarré le véhicule sans s'assurer que le tuyau d'échappement n'était pas obstrué par de la neige. Chaque année, au Québec, surviennent quelques décès involontaires avec des personnes qui se réfugient dans un véhicule en marche dont le tuyau d'échappement est obstrué par de la neige. Au lendemain de fortes précipitations, certaines personnes, insuffisamment vêtues, mal équipées pour déneiger leur véhicule ou en mauvaise forme physique commencent à déneiger leur véhicule puis vont s'y reposer ou s'y réchauffer et succombent au monoxyde de carbone (CO). Le même jour, une autre personne est décédée

d'une intoxication au CO dans des circonstances quasi similaires. Dans les deux cas, il s'agissait de nouveaux arrivants au pays.

Pour le coroner, la véritable tragédie tient au fait que ce décès est survenu à la suite d'un geste inutile. En effet, les fabricants d'automobiles ne recommandent pas de réchauffer le véhicule plus de trente secondes pour faire circuler l'huile dans le moteur. Ainsi, de façon générale, c'est la pratique du réchauffement du moteur qu'il faut éliminer. Par ailleurs, le coroner suggère de déployer des efforts supplémentaires au début de la saison hivernale pour mieux sensibiliser les nouveaux arrivants aux dangers qu'un tuyau d'échappement obstrué par de la neige peut engendrer. Le coroner souligne que le Programme national de santé publique pour les années 2003-2012 a retenu comme priorité la sensibilisation de la population aux dangers associés au CO puisqu'il demeure la principale cause d'intoxication aiguë parmi les maladies à déclaration obligatoire à Montréal.

Recommandation :

Que le Comité provincial sur la prévention des intoxications au monoxyde de carbone du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que l'équipe Environnement du secteur Vigie et protection de la Direction de la santé publique de Montréal-Centre :

- évaluent l'opportunité de consacrer un volet de leur campagne de prévention aux personnes nouvellement arrivées au pays et qui ne sont pas nécessairement au courant des dangers du monoxyde de carbone produit par un véhicule coincé dans un banc de neige ou enfermé dans un garage. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Direction de la santé publique de Montréal-Centre

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Direction de la santé publique de Montréal-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-02, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministre des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-302789 138903

Événement :

Un homme de 21 ans décède d'une intoxication à la cocaïne au Centre d'intervention de crise L'Appoint, à Montréal.

L'homme souffrait de problèmes psychiatriques et demeurait en famille d'accueil. Ne se sentant pas bien, il décide de se rendre au centre de crise pour être hébergé pendant 48 heures. Le jour du décès, il sort sans en informer le personnel. Comme il ne se présente pas au souper, le personnel procède à une vérification sommaire à l'intérieur de la résidence. À 19 h, un appel est fait au 9-1-1 pour signaler sa disparition. Vers 22 h, il est trouvé sans vie à l'extérieur de la résidence, dans un banc de neige.

Le Centre d'intervention de crise L'Appoint est une ressource affiliée à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine qui accueille des personnes sur une base volontaire. Elles peuvent circuler librement à l'extérieur en avisant le personnel de leur sortie.

Recommandation :

Que la direction du Centre d'intervention de crise L'Appoint :

- améliore la procédure de recherche d'un résident absent en incluant une tournée extérieure de l'immeuble. [1]

Organisation/personne visée :

Centre d'intervention de crise L'Appoint

Suivi de la recommandation :

Centre d'intervention de crise L'Appoint

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-305289 138503

Événement :

Un homme de 38 ans décède au Centre hospitalier Sacré-Cœur de Montréal quelques jours après son arrestation survenue dans un contexte de délirium agité et d'intoxication à la cocaïne.

L'homme est intercepté par les patrouilleurs du Centre opérationnel du Service de police de la Ville de Montréal après avoir grillé un feu rouge et tenté de fuir. Il est agité, hystérique et refuse de collaborer. Incapable de le maîtriser, un des deux policiers présents, en possession d'un dispositif à impulsions (Taser), lui administre 6 décharges électriques en 53 secondes. L'homme est transporté par ambulance à l'hôpital où il décède d'une nécrose du foie, de l'intestin grêle et du côlon.

Selon le coroner, même si l'utilisation du pistolet Taser par les policiers ne peut être considérée comme la cause médicale du décès, il appert que le fait, qu'il ait, dans un contexte d'agitation et d'intoxication, reçu plusieurs décharges électriques a possiblement contribué à son décès. Il semble que les effets toxiques de la cocaïne aient pu être augmentés par le stress causé par l'accident et son arrestation.

Recommandations :

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- s'assure que tous les membres d'une équipe dont l'un est armé d'un dispositif à impulsions ont reçu la même formation; [1]
- s'assure, du moins, que le programme général de formation des policiers leur permet d'apprendre à profiter de la fenêtre d'opportunité que leur offre la neutralisation neuromusculaire pour maîtriser rapidement la personne qui reçoit une décharge électrique; [2]
- fasse régulièrement l'analyse des rapports d'usage de la force remplis par les policiers lors de l'utilisation du dispositif à impulsions afin de mieux connaître les raisons de son emploi et les circonstances de celui-ci en vue d'être en mesure d'ajuster son utilisation ainsi que les pratiques à cet égard; [3]
- revoie ses règles et leur application quant au port par ses policiers du dispositif à impulsions (DI) à la ceinture. [4]

Que le ministère de la Sécurité publique et le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- analysent l'usage du dispositif à impulsions au Québec; [5]
- prennent les mesures nécessaires pour documenter l'impact du dispositif à impulsions sur la santé des personnes touchées. [6]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- étudie la possibilité d'obliger les services de police à se servir d'une caméra lors de chacune de leurs interventions au Taser.[7]

Organisations/personnes visées :

Service de police de la Ville de Montréal
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-09-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2008-10-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-10-22, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-10-22, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2008-10-22, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

École nationale de police du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Corporation d'Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ligue des droits et libertés

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Services correctionnels du Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

2.7 NOYADES

Avis/Dossier : A-167829 138229

Événement :

Une femme de 24 ans demeurant en famille d'accueil décède par noyade en prenant son bain.

La victime souffre de séquelles neurologiques sévères à la suite d'une méningite bactérienne contractée à l'âge de 8 mois. Elle est totalement dépendante de son entourage pour toutes ses activités. Vers 12 h 30, le 10 octobre, la responsable de la résidence installe la jeune femme dans le bain rempli d'environ 6 à 7 pouces d'eau. Elle la laisse seule pour vaquer à ses occupations et revient vérifier à deux reprises si tout va bien. Vers 12 h 45, elle trouve la victime recroquevillée, sa tête du côté gauche étant partiellement submergée par l'eau jusqu'aux oreilles.

La femme est sortie du bain et des manœuvres de réanimation sont amorcées. Elle est transportée par ambulance à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus où son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec :

- avise l'ensemble des ressources sous sa responsabilité qu'en aucun temps un bénéficiaire aussi lourdement handicapé ne devrait être laissé seul dans le bain. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec

Suivi de la recommandation :

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303297 133081

Événement :

Un garçon de 8 ans décède d'une encéphalopathie anoxique et ischémique secondaire à une quasi-noyade survenue à la plage du réservoir Choinière, dans le parc national de la Yamaska.

L'enfant était en compagnie de sa famille et d'amis pour une fête d'enfants. Alors que les adultes préparaient le repas du midi autour d'une table de pique-nique, les enfants s'amusaient le long de la rive dans une zone non surveillée par les sauveteurs. Environ dix minutes après avoir aperçu son enfant pour la dernière fois, la mère réalise soudainement qu'elle ne le voit plus. La mère réclame l'aide des sauveteurs car personne ne sait où est son garçon. Il ne sait pas nager et ne porte pas de veste de flottaison ou d'équipement.

Un des sauveteurs entre dans l'eau et trouve l'enfant complètement immergé, à une douzaine de mètres du rivage. Des manoeuvres de réanimation sont entreprises par un médecin et deux infirmières sur les lieux. Il est transporté par ambulance au Centre hospitalier de Granby et, de là, vers l'Hôpital de Montréal pour enfants où il décède un mois après l'événement.

Bien que la natation soit, après la bicyclette, l'activité la plus populaire chez les enfants de 5 à 12 ans au Canada, 60 % des enfants ne suivent pas de cours de natation. Le coroner souligne qu'il serait souhaitable que tous les enfants au Québec disposent d'une formation minimale leur permettant de maîtriser les trois compétences jugées de base, c'est-à-dire s'orienter dans l'eau après une entrée par roulade en eau profonde, rester en surface pendant 60 secondes en nageant sur place et, finalement, nager, peu importe la manière.

Recommandation :

Que la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- intègre le programme Nager pour survivre au programme de 2^e cycle à l'école primaire afin que tous les Québécois possèdent les compétences minimales pour faire face à une situation d'urgence dans l'eau et ainsi éviter la noyade.[1]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de sauvetage

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Parc national de la Yamaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163643 137339

Événement :

Un homme de 36 ans décède d'une noyade et d'une embolie gazeuse probable lors d'une activité de plongée sous-marine, à la carrière Flinkote, à Thetford Mines.

L'homme possédait une qualification de plongeur novice de classe A dont la limite de profondeur permise est de 60 pieds. Le jour de l'événement, l'homme pratiquait la plongée en compagnie d'un ami plus expérimenté que lui. Au début de la descente, il indique qu'il doit remonter d'urgence à la surface. L'accompagnateur amorce d'emblée sa remontée et, presque rendu à la surface, il réalise que la victime ne le suit plus. Il redescend et découvre son ami gisant à une profondeur de 134 pieds, le détendeur n'étant plus dans sa bouche. Il tente de mettre son propre détendeur dans la bouche de la victime et de gonfler la veste, mais sans succès. Il décide alors de remonter pour appeler les secours. Le corps de la victime est récupéré par les plongeurs de la Sûreté du Québec.

Une anomalie technique du régulateur de pression pourrait expliquer la remontée d'urgence. Un malaise soudain est aussi plausible.

Recommandation :

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- rappelle à tous les moniteurs de tous les niveaux de formation en plongée qui sont sujets à une requalification obligatoire avec échéancier chronologique les protocoles de base en sauvetage. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi de la recommandation :Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-22, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-303844	137816
	A-303845	137817
	A-303846	137818

Événement :

Trois hommes se noient dans le lac Philippe du parc de la Gatineau.

Quatre amis en vacances au camping du lac Philippe sont allés se baigner à la plage Smith située à proximité du camping. Le site était fermé pour la baignade et, par conséquent, il n'y avait plus de sauveteurs ni de bouées de sauvetage. Des affiches indiquaient l'interdiction de se baigner. L'unique survivante a expliqué que l'une des trois victimes ne savait pas bien nager. Un de ses amis qui était déjà dans l'eau a voulu lui montrer à nager. Lorsque la personne inexpérimentée a réalisé qu'elle ne touchait plus le fond, elle a paniqué. Croyant à la plaisanterie, la survivante a été étonnée de se sentir agrippée par ses amis. Il est fort probable que les trois hommes se sont noyés en tentant de s'entraider.

Recommandations :

Que le directeur du parc de la Gatineau de la Commission de la capitale-nationale :

- affecte un sauveteur à la surveillance des plages à proximité des sites de camping durant toute la période de location au public; [1]
- s'assure que le sauveteur dispose, en tout temps, de tout le matériel nécessaire au sauvetage (y compris un mode de communication efficace) et d'un plan d'intervention et de gestion des ressources humaines présentes sur les lieux afin d'éviter les noyades multiples. [2]

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- intègre au programme scolaire du primaire et du secondaire une formation de base en natation et en sécurité aquatique. [3]

Organisations/personnes visées :

Commission de la capitale nationale
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :Commission de la capitale nationale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

2.8 ACCIDENTS MÉDICAUX OU CHIRURGICAUX

Avis/Dossier : A-164904 134298

Événement :

Un homme atteint de schizophrénie paranoïde meurt subitement d'un problème cardiaque au centre La Petite Patrie, à Montréal.

L'homme était sous clozapine depuis au moins quatre ans. Il devait prendre beaucoup de médicaments, et la gestion de sa médication était bien assurée par le centre où il résidait. Trois mois avant les événements, les intervenants ont remarqué une accentuation de certains effets secondaires associés aux médicaments. Environ deux semaines avant son décès, l'homme est vu dans une urgence, et un psychiatre réduit la dose d'un médicament sans vérifier le dosage de la clozapine. Un matin, l'homme est retrouvé sans vie.

Le coroner conclut que cette mort subite d'origine cardiaque a vraisemblablement été provoquée par les effets adverses sur le cœur que peut engendrer la clozapine. Il est également possible que les autres médicaments antipsychotiques que recevait la victime aient eu un effet synergique sur la clozapine.

Recommandation :

Que l'Hôpital Louis-H.-Lafontaine :

- prenne connaissance de ce rapport et qu'il considère l'ajout du monitoring thérapeutique de la clozapine comme outil clinique pour le médecin, surtout lors de l'apparition ou de l'exacerbation des effets secondaires ou lorsqu'il y a altération de l'état clinique du patient. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Suivi de la recommandation :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Programme canadien de surveillance des effets indésirables des médicaments de Santé Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre de réadaptation La Petite Patrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165848 138518

Événement :

Une femme de 74 ans décède d'un choc hémorragique sur saignement au site d'une fistule artérioveineuse d'hémodialyse.

La femme, suivie en hémodialyse depuis plusieurs années, doit être recevoir des anticoagulants en raison d'un problème de fibrillation auriculaire. Le médecin a noté, le 26 octobre, que la patiente a vécu des épisodes de saignements à domicile au site de sa fistule artérioveineuse. Le 29 octobre, l'infirmière montre au médecin un bourgeon charnu au site de la fistule. Le médecin indique que la patiente devra être vue par un chirurgien vasculaire. Avant de quitter l'hôpital, l'infirmière explique à la patiente qu'elle doit faire très attention au bourgeon. Le soir, la femme est trouvée chez elle dans une marre de sang.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical, dentaire et pharmaceutique du Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme :

- étudie ce dossier et, le cas échéant, que le comité adresse les recommandations pertinentes au comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de cet établissement. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme

Suivi de la recommandation :Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

2.9 AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

Avis/Dossier : A-303839 137433

Événement :

Un homme de 55 ans a été écrasé par une remorque, dans la zec Rapides-des-Joachims.

L'homme était seul à son camp de chasse. Il effectuait des réparations sous la remorque. Il a soulevé celle-ci avec un cric, sans utiliser de chandelles de soutien pour fixer la remorque à la hauteur désirée. Le mécanisme de levage a cédé et l'homme a été mortellement blessé à la tête. Le coroner est d'avis que, si la victime avait pris les précautions expliquées dans les guides d'utilisation des leviers, soit de surélever la structure avec le cric et ensuite de la stabiliser à

l'aide de chandelles de soutien ou autres objets de portée stable avant de s'introduire sous la structure, elle serait probablement encore en vie.

Recommandation :

Que le directeur national de la santé publique :

- invite les directions régionales de la santé publique à diffuser de l'information sur les méthodes sécuritaires pour soulever un véhicule. [1]

Organisation/personne visée :

Directeur national de la santé publique

Suivi de la recommandation :

Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-305857 138809

Événement :

Un homme de 25 ans, détenu à l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies (EDRDP), décède d'une arythmie cardiaque maligne durant un état d'agitation psychomotrice.

L'homme vit avec sa mère. Dans la nuit du 20 novembre 2007, il se réveille en panique. Sa mère accourt et tente de lui parler. Il est perdu, agité et ne semble pas comprendre ce qui se passe. Il est transporté par ambulance à l'Hôpital Santa Cabrini où l'examen général effectué par l'urgentologue semble normal. Aucune recherche de drogue n'est faite. Le médecin établit un diagnostic provisoire d'hyperventilation. Le patient reçoit son congé tôt le matin avec une médication appropriée et une relance à la clinique externe quatre jours plus tard. Le 23 novembre au soir, il est admis à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont accompagné par la police après avoir menacé physiquement sa mère. À l'évaluation médicale, le patient ne coopère pas et il a les yeux hagards. Le médecin est informé qu'il a résisté à son arrestation et il soulève la possibilité d'une réaction adverse aux drogues. Il le libère de l'urgence en croyant qu'il sera vu le matin en psychiatrie après sa comparution. L'homme est conduit par la police au début de la nuit du 24 novembre au Centre opérationnel est du Service de police de la Ville de Montréal où des accusations de voies de fait graves sont portées contre lui. Vers 9 h 15, il est conduit au Centre opérationnel nord pour une vidéocomparution de deux minutes. En fin d'après-midi, il est transféré à l'EDRDP où il sera placé sous contention en cellule d'isolement après avoir tenté de s'étrangler avec les courroies de la chemise antisuicide.

Le 26 novembre, il comparaît au palais de justice de Montréal. Une ordonnance d'évaluation de l'aptitude et de la responsabilité criminelle est demandée à l'Institut Philippe-Pinel (IPP) par le juge. L'homme est agité et agressif au cours de la soirée et de la nuit du 27 novembre. En fin d'avant-midi le 27, le détenu est vu par un psychiatre consultant de l'IPP qui réitère l'importance d'admettre le détenu à l'IPP dans les plus brefs délais. Faute de place, le transfert est organisé pour le lendemain matin et le détenu retourne dans sa cellule.

Dans la nuit du 28 novembre, le détenu est très agité et doit être mis sous contention. Comme il oppose une forte résistance aux agents, ces derniers utilisent des points de pression pour l'immobiliser le temps d'installer les contraintes. Lorsque la dernière contention est installée et que le détenu est sur le dos, il devient soudainement immobile, il a les yeux révulsés et ne respire plus. Des manœuvres de réanimation sont entreprises et poursuivies à l'Hôpital Santa Cabrini. Son décès est constaté peu de temps après son admission.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels de l'Hôpital Santa Cabrini :

- revoie ce dossier. [1]

Que l'Association des conseils des médecins, dentistes et pharmaciens du Québec et l'Association des médecins d'urgence du Québec :

- rappellent à leurs membres les devoirs et les obligations des centres hospitaliers et des médecins envers les patients en crise qui se présentent à l'urgence accompagnés de policiers. [2]

Que le syndic du Barreau du Québec :

- revoie le travail de ses membres dans cette vidéocomparution.[3]

Que le syndic du Collège des médecins du Québec :

- revoie les détails de l'ordonnance téléphonique faite par le médecin de l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies le 25 novembre en soirée.[4]

Que les comités d'inspection professionnelle du Collège des médecins du Québec et de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- visitent l'unité de soins de l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies afin de s'assurer qu'elle respecte les normes minimales de services médicaux et infirmiers pour des détenus comme la victime et qu'ils suggèrent les correctifs nécessaires.[5]

Que le ministère de la Sécurité publique:

- revoie ses procédures de contention et leur application. [6]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux, le ministre de la Sécurité publique et le ministre de la Justice :

- exercent leurs qualités de chef dans ce dossier de soins médicaux physiques et psychiatriques puisque leur personnel de direction a de la difficulté à avancer dans ces situations problématiques en l'absence d'objectifs stratégiques partagés par les autorités concernées. Le but à court terme est de gérer les problèmes médicaux et psychiatriques des détenus en temps réel. [7]

Que le président de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- s'engage avec diligence à mettre en œuvre des solutions qui peuvent aider à court terme l'Institut Philippe-Pinel. [8]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- veille au respect de l'arrêt ministériel 2005-013 qu'il a signé. [9]

Que le Protecteur du citoyen, en sa qualité d'ombudsman correctionnel, et dans la perspective de son mandat de surveillance des services publics :

- suive de près l'évolution de ce dossier, dans l'intérêt public. [10]

Que l'Association des médecins psychiatres du Québec :

- étudie l'opportunité de mettre en place une instance professionnelle comme il y en a au Canada et aux États-Unis dans la prestation de services de psychiatrie légale. [11]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Santa Cabrini
Syndic du Barreau du Québec

Syndic du Collège des médecins du Québec
 Collège des médecins du Québec
 Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
 Ministère de la Sécurité publique
 Ministre de la Santé et des Services sociaux
 Ministre de la Sécurité publique
 Ministre de la Justice
 Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
 Protecteur du citoyen
 Association des médecins psychiatres du Québec
 Association des conseils des médecins, dentistes et pharmaciens du Québec
 Association des médecins d'urgence du Québec

Suivi des recommandations :

Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Syndic du Barreau du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2008-05-22, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2008-05-22, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministre de la Justice

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Protecteur du citoyen

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2008-06-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association des médecins psychiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des conseils des médecins, dentistes et pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Association des médecins d'urgence du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-05-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-05-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-10-23, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Institut Philippe-Pinel

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163011 136946

Événement :

Une femme décède de brûlures par eau chaude en prenant son bain au Manoir de l'Ouest de l'Île, à Montréal.

La résidente était atteinte de démence et elle n'était plus autonome. Elle a été retrouvée inanimée dans la baignoire par une infirmière. Ses brûlures couvraient 95 % de son corps. Le médecin d'Urgences-santé n'a pu que constater son décès sur les lieux. L'enquête du service de police a indiqué que l'eau du bain coulait à une température de 50 °C.

Le coroner explique que l'eau des réservoirs est maintenue à une température élevée afin de prévenir la contamination par la bactérie de la légionnelle. Le coroner recommande que les établissements modifient leur plomberie en réduisant la température de l'eau à 49 °C à la sortie des pommes de douche et des robinets de baignoire.

Recommandations :

Que le Manoir de l'Ouest de l'Île :

- modifie son système de distribution d'eau chaude de telle sorte que la température maximale de l'eau à la sortie des robinets de baignoire et des pommes de douche soit de 49 °C. [1]

Que la Régie du bâtiment du Québec :

- prépare et présente au gouvernement, le plus tôt possible, son projet de modification du code de la plomberie qui obligera notamment les hôpitaux, les centres de soins de longue durée et les résidences pour personnes âgées à réduire à 49 °C la température de l'eau à la sortie de pommes de douche et des robinets de baignoire. [2]

Organisations/personnes visées :

Manoir de l'Ouest de l'Île
Régie du bâtiment du Québec

Suivi des recommandations :Manoir de l'Ouest de l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Régie du bâtiment du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-160128 128810

Événement :

Un homme souffrant de sclérose latérale amyotrophique décède à la suite d'un arrêt brusque de son appareil d'assistance ventilatoire, à Laval.

L'homme, qui est quadraplégique, bénéficie du Programme national d'assistance ventilatoire à domicile du Centre universitaire de santé McGill (PNAVD-CUSM). Il peut donc vivre à la maison, grâce à un appareil qui lui permet de respirer. La famille a engagé, il y a deux ans auparavant, une préposée aux bénéficiaires afin de s'occuper du patient durant le jour. C'est la famille qui a donné les consignes à la préposée pour tous les soins à prodiguer à l'homme. Le jour de l'événement, l'appareil a émis un son inusité et la préposée a constaté que l'appareil ne fonctionnait plus. Elle n'a pas réussi à redémarrer l'appareil. Les secours sont appelés, et l'homme est transporté à la Cité de la santé de Laval puis il est transféré à l'Institut neurologique de Montréal où il décède cinq jours plus tard.

Le coroner mentionne que l'appareil utilisé par la victime n'a fait l'objet d'aucun rappel de la part de son fabricant. Il est d'avis que le PNAVD-CUSM doit s'assurer de l'entretien des appareils sous sa responsabilité ainsi que des échanges techniques avec le fabricant car, vu son état, le patient ne peut pas veiller au bon fonctionnement de l'appareil. La préposée ne savait pas où se trouvait le bouton d'alimentation de l'appareil. C'est la famille qui avait formé la préposée, étant donné que l'article 39.6 du Code des professions ne permet pas aux employés du PNAVD-CUSM de former des non-professionnels qui ne sont ni de la famille, ni des aidants naturels.

Recommandations :

Que le Centre universitaire de santé McGill :

- mette sur pied un comité de liaison avec le fabricant de ce type d'appareil afin d'assurer un bon échange de l'information technique; [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- fasse les démarches législatives nécessaires, s'il y a lieu, afin qu'un préposé aux bénéficiaires embauché par un patient ou sa famille, reçoive la même formation que la

famille, les aidants naturels et les professionnels prenant part aux soins du patient, et ce, aux conditions qu'il déterminera. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167414 138956

Événement :

Une femme de 21 ans a été écrasée par un abri de toile temporaire, à Val-des-Monts.

La jeune femme enlevait la neige (environ 35 cm) qui s'était accumulée sur le toit de l'abri temporaire hivernal de voiture et elle se trouvait à l'intérieur de cet abri. La structure a cédé sous le poids de la neige et la femme n'a pu se dégager à temps. Il n'y avait aucun véhicule dans l'abri à ce moment. Selon l'enquête policière, l'abri semblait bien installé. Toutefois, l'étiquette d'avertissement située à l'intérieur de l'abri était altérée par le temps.

Recommandations :

Que l'Association canadienne de normalisation :

- établisse une norme prévoyant que les abris d'auto temporaires en toile soient munis de messages indélébiles et permanents, visibles de l'intérieur, indiquant qu'il ne faut pas déblayer la neige à partir de l'intérieur de l'abri. [1]

Que toutes les directions de santé publique :

- diffusent, pendant la saison hivernale, des conseils de sécurité concernant le déneigement des abris d'auto temporaires en toile. [2]

Organisation/personne visée :

Toutes les directions de santé publique

Suivi des recommandations :Association canadienne de normalisation

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Bureau de normalisation du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-01-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-01-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Laval

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-02-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-02-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux des Terres-Cries-de-la-Baie-James

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-12-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux du Nord-du-Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux du Nunavik

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-166158 138368

Événement :

Un homme de 66 ans décède d'un traumatisme crânien sévère à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

L'homme aidait un membre de sa famille à enlever plusieurs arbres brisés sur son terrain. Ils se sont installés pour couper un pin de 48 cm de diamètre. Toutefois, ils ont omis de prioriser l'abattage d'une épinette déracinée appuyée sur le pin qu'ils étaient en train de couper. Le pin a heurté violemment l'homme à la tête. Les tentatives de réanimation sont demeurées vaines, et son décès a été constaté à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

Recommandation :

Que le directeur national de la santé publique :

- invite les directions régionales de la santé publique à intensifier leurs efforts visant à sensibiliser la population aux méthodes sécuritaires d'abattage d'arbres. [1]

Organisation/personne visée :

Directeur national de la santé publique

Suivi de la recommandation :

Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-01, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-305191 138043

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'un œdème cérébral massif d'origine accidentelle à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec.

Le 18 septembre 2007, à la suite de plaintes, des agents du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) interpellent l'homme, qui circule pieds nus dans une épicerie. Ce dernier tient des propos incohérents et dérange la clientèle. À plusieurs reprises, les agents lui demandent de circuler mais, devant son inaction, ils procèdent à son arrestation pour désordre. Les policiers tentent d'abord de l'immobiliser, mais l'homme résiste farouchement. Ils décident donc d'utiliser le pistolet Taser. Malgré les décharges, l'homme ne semble pas éprouver une douleur intense qui pourrait leur permettre de terminer l'arrestation. Devant tant de résistance, les policiers décident de compléter l'arrestation en utilisant la force physique. L'homme est immédiatement conduit au bloc cellulaire du SPVQ. Durant la nuit, il crie et émet des bruits étranges.

Le lendemain matin, les policiers le trouvent nu dans sa cellule. Il semble très confus. Vers midi, on le conduit au palais de justice de Québec où il est pris en charge par les agents de services correctionnels (ASC). L'homme lèche les murs, vomit et s'asperge le visage avec l'eau de la cuvette. Il a chaud et présente des troubles d'équilibre. Il est trop confus pour comparaître. Avant son départ pour l'établissement de détention, il s'affaisse et est pris de convulsions. Pendant son transfert, il se frappe la tête sur les parois grillagées du cubicle du fourgon cellulaire. On lui installe donc un casque de hockey avec visière pour éviter qu'il se blesse. À son arrivée à l'établissement de détention, il est inerte et semble dormir. Il sent l'urine, il respire fort et il râle. Après son enregistrement à l'accueil, il est conduit à l'infirmerie. À la suite de l'évaluation de son état, il est transféré à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus. Il est comateux. Son état neurologique se détériore rapidement et son décès est constaté le lendemain.

Recommandations :

Que le Service de police de la Ville de Québec :

- revoie ses procédures d'intervention auprès des personnes ayant un comportement suspect ou anormal, en rappelant à tous ses policiers que les soins requis par l'état de santé d'une personne ont toujours priorité sur son arrestation ou sa détention; [1]
- prévoit de la formation à l'intention des patrouilleurs pour les aider à reconnaître les signes et comportements témoignant d'un état mental perturbé ou d'un niveau dangereux d'intoxication et nécessitant des soins médicaux immédiats; [2]
- harmonise sa Directive 22.13 concernant les dispositifs à impulsions avec le guide de pratique rédigé par le ministère de la Sécurité publique et en vigueur depuis mars 2008, s'assure que toute personne dont l'immobilisation a nécessité l'utilisation d'un dispositif à impulsions (du type pistolet Taser) est d'abord évaluée dans un centre hospitalier avant sa détention et que celle-ci est autorisée seulement si le personnel médical juge que son état n'est pas à risque; [3]
- prenne les mesures pour faire évaluer le plus rapidement possible, par du personnel médical, les personnes dont le comportement laisse soupçonner l'utilisation de substances pouvant mettre leur santé en danger. [4]

Que les responsables des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique :

- revoient les procédures internes dans les établissements de détention et, si nécessaire, s'assurent de la formation pour le personnel afin de lui permettre de détecter rapidement et efficacement les comportements suspects ou anormaux pouvant démontrer qu'une personne est désorganisée ou en proie à des troubles de santé physique ou mentale nécessitant la mise en place de mesures sécuritaires pour le maintien de sa santé, de son intégrité ou de sa sécurité ou de celle d'un tiers et, à ce titre, rappellent aux ASC que

les soins requis par l'état de santé d'une personne ont toujours priorité sur sa détention; [5]

- mettent à la disposition du personnel infirmier de tous les établissements de détention des trousse de dépistage urinaire des médicaments et des drogues de rue. Grâce à des procédures claires garantissant la confidentialité de la démarche et restreignant leur utilisation aux situations où une personne présente un comportement perturbé, ces dépistages ne viseront pas la répression, mais bien l'aide aux personnes potentiellement sous l'influence d'une substance menaçant leur santé physique ou mentale. [6]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- agisse comme intermédiaire et catalyseur entre les corps policiers et les Services correctionnels du Québec pour que s'améliorent les communications entre les deux ordres et en leur sein, afin que les informations sur les signes et comportements manifestés par des personnes sous leur responsabilité et suggérant qu'elles sont en proie à une maladie physique ou mentale soient partagées et que les soins requis soient apportés à ces personnes; [7]
- s'assure que les corps policiers et les Services correctionnels du Québec mettent en place les mesures pour que les personnes sous leur responsabilité reçoivent les soins qu'elles requièrent, au moment et à l'endroit où elles les requièrent. [8]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Collège des médecins du Québec :

- participent aux études et évaluations concernant la sécurité de l'utilisation des dispositifs à impulsions (du type, entre autres, pistolet Taser) pour établir des normes permettant au personnel médical d'évaluer adéquatement l'état physique des personnes ayant été immobilisées à l'aide de ces dispositifs. [9]

Organisations/personnes visées :

Service de police de la Ville de Québec
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Service de police de la Ville de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-28, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-28, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-11-28, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-11-28, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-01-05, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2008-11-04, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

École nationale de police du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

3 SUICIDES, HOMICIDES

3.1 SUICIDES

Avis/Dossier : A-166259 137284

Événement :

Une femme de 45 ans se suicide par intoxication médicamenteuse, à Sherbrooke.

La victime demeurait depuis quelques mois dans une famille d'accueil. Cette résidence est accréditée par les services sociaux et héberge des gens présentant des troubles de santé mentale. Le responsable de la famille d'accueil n'a pas de formation particulière et il n'a jamais été avisé de l'accessibilité à une formation gratuite en matière de prévention du suicide donnée par la fondation JEVI.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie :

- informe les responsables de familles d'accueil offrant des services aux personnes ayant des problèmes de santé mentale de l'accessibilité gratuite à une formation en matière de prévention du suicide donnée par la Fondation JEVI. [1]

Que le responsable de la famille d'accueil :

- reçoive la formation en matière de prévention du suicide offerte par la Fondation JEVI. [2]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie
Famille d'accueil

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-04, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Famille d'accueil

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Avis/Dossier : A-304323 136277

Événement :

Un homme de 29 ans décède d'une asphyxie par strangulation à son domicile.

L'homme a déjà fait une tentative de suicide. Il semble dépressif depuis quelques mois, mais il refuse de consulter un médecin. Peu avant son décès, il a mentionné à ses amis vouloir s'enlever la vie en ayant recours au même moyen qu'un de ses cousins.

Inquiets de son silence, ses amis appellent les services d'urgence. Il est trouvé inconscient, près de la porte d'entrée, avec une attache de plastique autour du cou.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux de même que ses partenaires :

- poursuivent, par les moyens qu'ils jugeront opportuns, les campagnes de publicité visant à mieux sensibiliser le public aux signes précurseurs du suicide et du soutien à apporter aux personnes suicidaires. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-03, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303489 135507

Événement :

Une femme de 60 ans décède d'une bronchopneumonie et d'aspiration à la suite d'une intoxication médicamenteuse, au Centre hospitalier Anna-Laberge.

La victime est transportée inconsciente à l'hôpital après que sa famille s'est rendue compte qu'elle avait consommé une grande quantité de médicaments. Dans les heures qui suivent, l'évaluation neurologique montre peu d'amélioration et la patiente est mise sous couverture d'antibiotiques en raison d'une possibilité d'aspiration pulmonaire. Elle est extubée le lendemain et est réintubée à la suite d'une dyspnée importante et d'une baisse de la saturation d'oxygène. L'anesthésiste note alors un certain œdème au niveau des cordes vocales. La patiente doit être aspirée étant donné un reflux gastrique important. La ventilation mécanique est difficilement contrôlable dans une situation d'aspiration massive, et la victime évolue cliniquement vers une décompensation pulmonaire.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier Anna-Laberge :

- revoie le cheminement clinique des soins respiratoires et neurologiques de cette patiente. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Anna-Laberge

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Anna-Laberge

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-10, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305279 137975

Événement :

Un homme de 30 ans met fin à ses jours en sautant du pont Jacques-Cartier, à Montréal.

Le matin de son décès, l'homme s'est présenté à l'urgence de l'Hôpital Fleury. Il a expliqué son état à un médecin et celui-ci l'a considéré comme étant suicidaire. Le patient est alors dirigé vers un psychiatre de l'établissement. Contrairement à l'urgentiste, ce dernier a conclu que le patient n'était pas suicidaire. Il lui a remis une ordonnance, et le patient a quitté l'hôpital. Dans la soirée, l'homme est aperçu grimpant sur la clôture antisuicide du pont Jacques-Cartier et sautant dans le vide. Pour le coroner, il est toujours difficile d'accepter qu'une personne qui a fait la démarche de demander de l'aide et qui a rencontré un psychiatre se trouve quelques heures plus tard à commettre un geste fatal.

Recommandation :

Que l'Hôpital Fleury ainsi que le psychiatre concerné :

- se penchent sur ce cas et réfléchissent aux moyens de sauver des personnes en détresse comme l'était manifestement ce patient. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Fleury

Suivi de la recommandation :

Hôpital Fleury

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-128983 135111

Événement :

Une femme de 47 ans se suicide par pendaison à l'établissement de détention de Québec.

La victime souffrait d'un trouble de la personnalité limite et avait un caractère difficile. Peu après son admission à l'établissement de détention, on a évalué le risque suicidaire. Selon le rapport, elle ne présentait pas un risque élevé, n'avait aucune idée suicidaire, mais elle semblait tout de même fragile.

La veille du décès, la victime a manifesté son mécontentement à l'agente des services correctionnels quant à la décision de lui refuser un changement de cellule. Peu de temps après, lors d'une ronde de vérification, elle est trouvée pendue à l'aide d'un drap à la cloison de la salle de bain de sa cellule.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- prenne les moyens afin d'enlever tout dispositif qui pourrait être utilisé comme outil suicidaire en milieu carcéral; [1]
- tienne compte de cette préoccupation lors de l'évaluation des plans architecturaux et de la construction de nouveaux établissements de détention. [2]

Organisation/personne visée :

Ministre de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-160934 132041

Événement :

Un homme de 37 ans se suicide par arme à feu, à Laval.

L'homme a des antécédents psychiatriques importants et il a eu des démêlés avec la justice. Après une longue hospitalisation à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme, il obtient du Tribunal administratif du Québec (TAQ) l'autorisation d'être libéré en s'engageant à respecter des conditions strictes. Deux semaines plus tard, l'homme ne respecte plus ses conditions de libération, dont celle de prendre sa médication. Devenu agité, il est amené au Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Saint-Jérôme. L'urgentologue le place en garde préventive avant de le faire évaluer en psychiatrie. Le psychiatre connaît bien le patient et décide de l'hospitaliser pour une brève période, en mentionnant qu'il ne peut obtenir son congé même s'il signe un refus de traitement à cause de l'ordonnance du TAQ. Comme l'établissement ne disposait d'aucun lit sur l'unité de psychiatrie, l'homme a été transféré au secteur d'observation 2. Une jaquette lui est remise et ses vêtements sont consignés afin de diminuer le risque de fugue. Toutefois, le patient réussit à prendre ses effets dans son casier (cadenassé, mais mal fermé) et fugue.

Le coronar se demande comment le patient a pu échapper aussi facilement à la surveillance du personnel de l'hôpital. Les conclusions de l'analyse qui a été faite par l'hôpital à la suite de cet événement sèment le doute chez le coronar. Effectivement, cette analyse souligne que le psychiatre n'avait pas prescrit la garde préventive. Le coronar est d'avis que celle-ci était valable pour 72 heures à moins d'être annulée. Le psychiatre a indiqué que l'usager ne pouvait pas quitter les lieux et que c'était l'établissement qui avait l'obligation de garder le patient. De plus, le coronar insiste sur le fait que l'absence ou la présence d'une ordonnance de la cour ne modifie en rien l'obligation de l'établissement vis-à-vis de l'usager. Lorsque celui-ci est jugé comme pouvant représenter un danger pour lui et pour autrui, l'hôpital doit prendre tous les moyens raisonnables pour éviter ce danger. Par ailleurs, l'opinion tirée de l'enquête du CSSS de Saint-Jérôme selon laquelle le personnel aurait fait plus que ce que les pratiques courantes exigeaient inquiète particulièrement le coronar.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme :

- établisse clairement sa politique en la matière ainsi que la marche à suivre en pareils cas, au besoin en sollicitant l'aide de son contentieux et de l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux. [1]

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- sensibilise l'ensemble de ses membres, de la manière qu'elle jugera la plus pertinente, quant à leur responsabilité dans un tel cas. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme
Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Contrôleur des armes à feu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre des armes à feu du Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-159485	129005
	A-304799	139485
	A-303339	134341

Événement :

Il s'agit de trois suicides survenus dans le métro de Montréal en août 2005, octobre 2006 et janvier 2008.

Chaque année, entre 20 et 30 personnes mettent à exécution leur projet de suicide dans le métro montréalais. Parmi celles-ci, entre 50 et 60 % parviendront ainsi à mettre fin à leurs jours. En 2005, la Société de transport de Montréal (STM) a mis l'accent sur la prévention et la détection précoce, ce qui a permis aux agents de sécurité du métro d'intervenir à 127 reprises avant que soit commis de geste irréparable. La STM s'apprête à lancer d'ici la fin de 2008 un nouveau programme de vigilance intitulé « Ayons les bons réflexes » qui vise à sensibiliser son personnel à l'importance de contribuer à la sécurité dans le métro et dans le réseau de transport. Elle a également mis en place certaines mesures physiques qui ont fait leurs preuves ailleurs.

De plus, le coroner se demande comment améliorer la sécurité sans posséder au préalable quelques notions fiables sur la nature des blessures et les mécanismes concernés. En effet, il est difficile de proposer des modifications à l'environnement physique d'un train, du rail ou du quai si aucune étude n'a été réalisée sur la nature des blessures subies par les victimes.

Le coroner constate que la STM consacre des efforts considérables à la prévention du suicide dans le métro. Toutefois, une conclusion s'impose : le suicide dans le métro ne peut être considéré comme un phénomène isolé. Les efforts dans la lutte contre le suicide dans le métro ne pourront être couronnés de succès tant que notre société n'investira pas massivement dans la prévention du suicide en général.

Recommandations :

Que la Société de transport de Montréal :

- fasse en sorte que le cahier des charges pour la conception des nouveaux wagons de métro oblige les constructeurs à se pencher sur les moyens de diminuer l'impact des collisions avec le wagon de tête. [1]
- propose au consortium Nova – avec ou sans la collaboration du consortium CoMET – de conduire une étude de faisabilité, de préférence à Montréal, pour vérifier l'opportunité d'installer un coussin gonflable à l'avant de la rame. [2]
- mette sur pied, dans le but de bien comprendre les mécanismes en jeu lors des impacts de même que la nature des blessures subies, un comité réunissant ses représentants ainsi que des représentants de la Direction de la santé publique de Montréal, de l'équipe de sécurité routière de l'École polytechnique de Montréal, des pathologistes du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de Montréal, des principaux fournisseurs d'équipement roulant pour le métro ainsi que du poste du Service de police de la Ville de Montréal responsable de la sécurité dans le métro, soit le poste 50; [3]
- finance, soit seule soit avec ses partenaires de Nova, l'analyse systématique des collisions par l'équipe de sécurité routière de l'École polytechnique de Montréal. [4]

Que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale :

- procède systématiquement, à la demande du coroner, aux autopsies de toutes les personnes qui décèdent à la suite d'un impact avec la rame de métro afin de préciser le bilan lésionnel le plus exhaustivement possible. [5]

Que le poste 50 du Service de police de la Ville de Montréal :

- établisse, de concert avec le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, la Société de transport de Montréal et l'équipe de sécurité routière de l'École polytechnique de Montréal, un protocole pour les enquêtes de suicide afin d'être en mesure de procéder rapidement à une collecte systématique des renseignements pertinents lors de suicides dans le métro. [6]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- ordonne la modification du cadre normatif du système d'information sur le registre des traumatismes afin qu'au champ de l'élément 021, lieu de l'accident, soit ajoutée aux valeurs permises une dixième valeur spécifique pour les voies du métro. Cette mesure permettra d'ajouter les données cliniques à celles provenant des cadavres. [7]

Organisations/personnes visées :

Société de transport de Montréal
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale
Poste 50 du Service de police de la Ville de Montréal
Ministre de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :Société de transport de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-06, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-05-06, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-05-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-08-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Poste 50 du Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-10-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-06-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Bombardier Transport

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Asltom Canada inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Direction de la santé publique de Montréal-Centre

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

École polytechnique de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-162741 136869

Événement :

Un homme, hospitalisé en psychiatrie, se suicide en sautant d'un balcon du Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle, à Rivière-Rouge.

La victime a été admise à la suite d'une tentative de suicide au monoxyde de carbone. Quelques jours plus tard, le patient a été mis sous garde par l'établissement en raison du danger qu'il représentait pour lui-même. Un conflit est survenu entre le psychiatre traitant et la victime au sujet de la médication à prendre. Le psychiatre considérait que le patient avait besoin d'antipsychotiques en plus de ses antidépresseurs. Or, le patient ne voulait pas prendre

d'antipsychotiques, car ils lui donnaient beaucoup d'effets secondaires. La victime a longuement insisté auprès du personnel afin de rencontrer de nouveau son psychiatre. Celui-ci a refusé en disant qu'il considérerait avoir prescrit la bonne médication.

Le patient s'est promené toute la nuit sur l'étage en demandant une meilleure médication, ce que le personnel ne pouvait lui offrir étant donné la décision du médecin. Le matin, l'homme s'est rendu sur un balcon grillagé, mais dont quelques fenêtres s'ouvrent dans la partie supérieure. Il a grimpé sur la partie inférieure, poussé la moustiquaire et sauté dans le vide. Le coronar conçoit difficilement que le médecin traitant ait refusé de revoir la victime qui présentait un état désorganisé, avait fait une tentative antérieure de suicide et refusait de prendre sa médication.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle :

- continue ses travaux afin de sécuriser les lieux où sont hébergés des clientèles à risque; [1]
- demande à son comité d'examen des décès de se pencher sur le présent décès. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- analyse le présent dossier quant à la position du médecin traitant. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier et centre de réadaptation Antoine-Labelle

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-28, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-28, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-18, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166071 139062

Événement :

Un homme dépressif de 58 ans se suicide par arme à feu dans sa résidence de Saint-Fabien-sur-Mer.

Huit jours auparavant, la victime avait commencé des séjours à l'hôpital de jour en psychiatrie. Les diagnostics de dépression majeure associée à un trouble d'anxiété généralisée avec une personnalité anxieuse ont été posés. Un plan d'action visant à diminuer l'anxiété, à augmenter sa confiance dans la vie, à développer sa confiance en soi et à améliorer son estime personnelle avait été élaboré. Une médication adaptée lui avait également été prescrite.

Par ailleurs, le Comité sur la stratégie régionale d'action face au suicide du Bas-Saint-Laurent a révisé et distribué à tous les médecins de la région un guide de conduite en cas de risque de suicide ou de violence par arme à feu. Ce document indique que le professionnel de la santé doit vérifier s'il y a une arme à feu au domicile ou facilement accessible, permettant ainsi de négocier le retrait de l'arme. Toutefois, dans le présent cas, le plan d'intervention n'incluait pas la vérification concernant l'accessibilité à une arme à feu.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette :

- fasse en sorte que l'on vérifie la possession ou l'accessibilité à une arme à feu, dès l'admission de tout patient inscrit à l'hôpital de jour en psychiatrie présentant un risque suicidaire et que des mesures adéquates soient prises par la suite, selon l'état de santé de cette personne. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Rimouski-Neigette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-20, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Avis/Dossier : A-303627 137005

Événement :

Une femme de 60 ans se suicide par pendaison à Forestville.

Deux semaines avant le décès, la femme consulte au Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Côte-Nord pour détresse psychologique et intoxication médicamenteuse. Le médecin appelle le centre anti-poison qui suggère de garder la patiente en observation sans traitement spécifique. Il demande une consultation avec un psychologue. La femme reçoit son congé le lendemain sans être vue par un intervenant psychosocial.

Un travailleur social informé de cette situation tente d'obtenir rapidement un rendez-vous avec un psychologue. Toutefois, la victime en grande détresse, s'enlève la vie avant de le rencontrer.

Recommandations :

Que le directeur général du Centre de santé et de service sociaux de la Haute-Côte-Nord :

- évalue les circonstances de l'événement et les interventions qui ont été effectuées auprès de la victime par les instances de son établissement qui évaluent la qualité des services reçus. [1]
- établisse des critères de référence en urgence lorsqu'une évaluation psychiatrique et/ou des services psychologiques doivent être accessibles de façon urgente pour une personne atteinte d'un problème de santé mentale aigu et instable, qui requiert les services de son établissement. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de service sociaux de la Haute-Côte-Nord

Suivi des recommandations :Centre de santé et de service sociaux de la Haute-Côte-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-305258 137872

Événement :

Un homme de 81 ans se suicide par noyade dans le lac Saint-Louis, à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Un promeneur a aperçu le corps d'un homme flottant à la surface de l'eau. Les policiers apprennent, lors de l'identification de l'homme à l'Hôpital Sainte-Anne, qu'il s'agit d'un patient de l'établissement. Il souffre notamment de schizophrénie paranoïde chronique et il est devenu dépressif récemment. Le patient a reçu une prescription d'antidépresseurs mais, étant donné ses plaintes physiques et ses idées paranoïdes, il a été décidé d'augmenter la dose de Seroquel plutôt que d'opter pour un nouveau médicament. Son absence à l'hôpital a été remarquée seulement le midi, car le patient pouvait circuler sans aucune restriction dans l'établissement.

Le coroner déplore le fait que le patient n'a pas été examiné par un psychiatre dans les mois précédant son décès puisque son état de santé s'est manifestement détérioré. Il a constaté qu'en début de traitement les antidépresseurs n'ont pas été administrés à la victime. Il se demande si cela aurait pu changer les événements s'il l'avait été et si l'analyse des risques suicidaires a été faite correctement.

Recommandation :

Que l'Hôpital Sainte-Anne :

- fasse un examen attentif des soins offerts au patient durant son hospitalisation et qu'il réfléchisse à ce qui aurait pu être fait pour éviter son décès. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sainte-Anne

Suivi de la recommandation :Hôpital Sainte-Anne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163552 134122

Événement :

Un homme se suicide à l'urgence du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières.

L'homme a des troubles psychiatriques et a cessé sa thérapie ainsi que sa médication depuis environ un an. Il consomme également du cannabis. Il s'est présenté calmement à l'urgence en

mentionnant qu'il désirait consulter en psychiatrie. Après une heure d'attente, il a appelé la police pour dire qu'il était poursuivi et il réclamait son intervention. Les policiers ont averti le personnel soignant de cet appel. Une infirmière est allée parler avec le patient. Soudainement, celui-ci a sorti un couteau et s'est automutilé.

Le coroner est d'avis que la compliance aux traitements est l'un des problèmes les plus importants dans les soins aux malades psychiatriques. Les préjugés sociaux envers la maladie psychiatrique et le traitement médicamenteux sont tenaces et régulièrement mis en cause comme une des raisons majeures de ce problème.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- mène, par l'intermédiaire de ses ressources internes (CLSC ou autres), une campagne d'information pour sensibiliser le public, et particulièrement la population en contact avec des malades psychotiques, de l'importance du suivi psychiatrique et de la médication qui est essentielle à long terme; [1]
- joue pleinement son rôle d'information de la population sur les dangers de groupes d'influence diverses sur les solutions de rechange naturelles au suivi psychiatrique et à la médication dans les cas de psychoses; [2]
- informe les milieux concernés et la population en général d'un lien troublant entre l'usage quotidien de cannabis et la manifestation de problèmes aigus du comportement chez les gens atteints de troubles psychiatriques majeurs (psychoses). [3]

Que le Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon Sainte-Marie :

- prévoit et favorise l'accès à au moins une salle d'observation différente de la salle commune pour les patients de psychiatrie qui se présentent à l'urgence; [4]
- prévoit une formation spécifique en psychiatrie pour les responsables du triage à l'urgence; [5]
- prévoit, pour tous les cas de psychiatrie, l'intervention rapide, dans des délais bien en deçà des critères habituels d'attente à l'urgence, d'intervenants ayant une formation spécifique en psychiatrie. [6]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon Sainte-Marie

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon Sainte-Marie

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304314 135974

Événement :

Une femme de 45 ans se suicide par pendaison à sa résidence de Lévis.

La femme était alcoolique et avait décidé de suivre une cure fermée de désintoxication à la Villa Ignatia. Son séjour s'est bien déroulé selon les intervenants et, après un mois de thérapie, la femme est retournée chez elle. Les situations stressantes de sa vie ont refait surface rapidement. Elle est retrouvée pendue moins de dix jours après sa sortie du centre de thérapie. Les résultats des analyses toxicologiques suggèrent qu'elle avait consommé avant de passer à l'acte.

La coroner souligne la vulnérabilité des personnes qui sortent d'une cure. Un encadrement plus serré et orchestré ainsi qu'une évaluation du risque suicidaire auraient permis de diminuer les risques du passage à l'acte. La coroner est d'avis que les ressources en toxicomanie devraient obtenir la certification du ministère de la Santé et des Services sociaux. Elle conclut en affirmant que l'intégration de conseillers de la santé en milieu de travail s'impose.

Recommandations :

Que la Villa Ignatia :

- s'inscrive au processus de certification des organismes privés intervenant en toxicomanie et offrant de l'hébergement et qu'elle apporte les modifications nécessaires afin d'obtenir cette certification; [1]
- s'assure que ses intervenants évaluent systématiquement le risque suicidaire et élaborent un plan de sortie détaillé. [2]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- ajoute aux critères de certification des organismes privés intervenant en toxicomanie et offrant de l'hébergement des normes en ce qui a trait à l'évaluation du risque suicidaire et à l'élaboration d'un plan de sortie détaillé; [3]
- tienne à jour l'information concernant les ressources privées en toxicomanie dans son site Internet; [4]
- poursuive ses démarches, afin que la certification devienne obligatoire pour les organismes privés intervenant en toxicomanie et offrant de l'hébergement; [5]
- diffuse largement le bottin des ressources en toxicomanie; [6]
- établisse les partenariats nécessaires pour promouvoir auprès des employeurs des programmes d'aide aux employés et l'intégration de conseillers à la santé dans les milieux de travail. [7]

Que le Mouvement des caisses Desjardins du Québec :

- poursuive ses efforts en vue d'implanter ses différents programmes d'aide aux employés. [8]

Organisations/personnes visées :

Villa Ignatia
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Mouvement des caisses Desjardins du Québec

Suivi des recommandations :Villa Ignatia

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2008-09-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Mouvement des caisses Desjardins du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-10-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-155370	133713
	A-155372	133714

Événement :

Une fusillade au Collège Dawson à Montréal fait deux morts, dont le tireur qui a retourné l'arme contre lui après avoir été atteint par un policier, et seize blessés.

L'homme est arrivé sur les lieux avec plusieurs armes. Il a ouvert le feu avec une arme semi-automatique. Il était détenteur d'un permis de possession d'armes à feu.

Recommandations :

Que le Contrôleur des armes à feu du Québec :

- élabore un cadre de recherche qui permette aux chercheurs d'établissements reconnus, comme l'Institut national de santé publique du Québec, les instituts de recherche en santé ou les universités du Québec, d'avoir accès au Registre des détenteurs d'un permis de possession et d'acquisition d'armes à feu tout en protégeant la vie privée des personnes qui y sont inscrites. [1]

Que le commissaire aux armes à feu du Centre des armes à feu du Canada :

- élabore un cadre de recherche qui permette aux chercheurs d'établissements reconnus d'avoir accès au Registre canadien des armes à feu tout en protégeant le droit à la vie privée des personnes qui y sont inscrites.[2]

Que le ministre de la Sécurité publique du Canada :

- voie à amender le texte de l'ancien décret n° 9 sur les armes prohibées figurant à l'annexe du Règlement désignant des armes à feu, armes, éléments ou pièces d'armes, accessoires, chargeurs, munitions et projectiles comme étant prohibés ou à autorisation restreinte (DORS/98-462).[3]

Que le Service de police de la Ville de Montréal :

- transmette aux instructeurs de la Communauté de pratique et de coaching les enseignements retenus à la suite de l'étude de cas de l'intervention policière; [4]
- s'interroge sur la pertinence d'intégrer une fonction de liaison avec le personnel de l'établissement (direction, sécurité, personnel d'entretien, professeurs) dès le début de l'opération afin d'obtenir le maximum d'information;[5]
- étudie la possibilité de doter chaque poste de quartier d'une ou deux armes longues que des patrouilleurs formés pour leur utilisation pourraient utiliser dans un délai relativement court en cas d'urgence; [6]
- continue à aller de l'avant avec ses projets de géolocalisation et de géorépartition des véhicules de patrouille afin d'améliorer la planification de la réponse aux appels urgents.[7]

Que les établissements d'enseignement membres de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, de la Fédération des cégeps, de la Fédération des commissions scolaires du Québec, de l'Association des collèges privés du Québec, de l'Association des écoles privées du Québec et de l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- se dotent d'un plan d'urgence comme cela a été fait au Collège Dawson après l'événement. [8]

Organisations/personnes visées :

Service de police de la Ville de Montréal
Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
Fédération des cégeps
Fédération des commissions scolaires du Québec
Association des collèges privés du Québec
Association des écoles privées du Québec
Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux
Ministre de la Sécurité publique du Canada
Contrôleur des armes à feu
Centre des armes à feu du Canada

Suivi des recommandations :

Service de police de la Ville de Montréal

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-08-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Fédération des cégeps

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des commissions scolaires du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-09-30, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Association des collèges privés du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des écoles privées du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministre de la Sécurité publique du Canada

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Contrôleur des armes à feu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège Dawson

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

École nationale de police du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre des armes à feu du Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-304217 138351

Événement :

Un homme de 44 ans se suicide par intoxication à l'oxyde de carbone, à Blainville.

Lorsque les policiers trouvent l'homme, il n'a aucun pouls et il est en rigidité cadavérique. Ils éteignent le moteur toujours en marche, laissent le corps dans sa position et prennent des photos. Les ambulanciers arrivent onze minutes plus tard et font les mêmes constatations. Aucune manœuvre de réanimation n'a été pratiquée. La victime est amenée en conduite non urgente à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme pour le constat de décès.

Le médecin qui a procédé au constat de décès s'interroge sur l'évaluation initiale du patient. En effet, lors de son examen, le corps était encore chaud et n'était pas rigide.

Recommandations :

Que le Service de police de Blainville :

- entreprenne des manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des ambulanciers dans tous les cas où les critères de mort évidente (putréfaction, décapitation, momification, adipocire et ossements) sont absents; [1]
- procède à la prise de photos, dans les cas où celle-ci s'avère nécessaire à leur enquête, sans nuire au travail des ambulanciers et avec leur assentiment, lequel devra être consigné dans leur rapport d'événement et, en aucun cas, celle-ci ne devrait être faite en lieu et place des manœuvres de réanimation. [2]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides :

- révise avec les ambulanciers concernés leur intervention et apporte les correctifs jugés nécessaires, s'il y a lieu. [3]

Organisations/personnes visées :

Service de police de Blainville
Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Suivi des recommandations :

Service de police de Blainville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-05, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-05, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Agence de la santé et des services sociaux des Laurentides

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306084 140547

Événement :

Un homme de 47 ans décède d'une encéphalopathie anoxique sévère trois jours après s'être jeté du pont Pie-IX, à Montréal.

L'homme arrive en ambulance à l'urgence de l'Hôpital Fleury alors qu'il est sous l'effet de l'alcool et a des idées suicidaires. L'urgentologue qui l'examine demande une consultation en psychiatrie et retourne le patient dans la salle d'attente. Il ne juge pas nécessaire de le placer en isolation. L'homme quitte l'établissement sans prévenir et sans être vu par le psychiatre de garde.

Il est réadmis en soirée en arrêt cardiorespiratoire après avoir sauté du pont Pie-IX. Il décède trois jours plus tard sans avoir repris conscience.

Recommandation :

Que l'Hôpital Fleury :

- se dote, comme le recommande l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux, d'un guide de pratique prévoyant notamment la prise en charge à l'urgence et le suivi des patients suicidaires. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Fleury

Suivi de la recommandation :

Hôpital Fleury

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170565 139747

Événement :

Un homme de 54 ans se suicide par pendaison à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

L'homme a des antécédents médicaux chargés dont un trouble affectif bipolaire. Le 24 janvier 2008, il se présente à l'urgence de l'hôpital après avoir été victime d'une agression. Les examens effectués ne révèlent ni fracture visible ni problème neurologique ou cardiaque. Il tient des propos suicidaires et est gardé en observation en attendant un placement en résidence privée. Le 26 janvier, une consultation en psychiatrie est demandée et le patient rencontre le psychiatre trois jours plus tard.

Le 5 février, le médecin traitant prescrit un service privé jour et nuit, car le patient verbalise des intentions suicidaires. Le 11 février, en raison du manque de ressources et en accord avec l'équipe traitante, la surveillance continue est cessée. Les notes au dossier médical indiquent

que la surveillance continue n'a pas toujours été maintenue au cours de ces six jours d'hospitalisation. Le jour de l'événement, l'homme remet à une infirmière auxiliaire des notes écrites faisant état de sa souffrance face à sa vie actuelle. Elle convient avec l'adjointe de l'infirmière-chef qu'il est nécessaire de demander l'aide d'une préposée pour surveiller le patient. Cette demande ne sera jamais faite, car la préposée était à son heure de dîner.

L'homme est trouvé pendu dans la salle de bain de sa chambre vers 14 h 20 par l'infirmière auxiliaire venue voir le patient à son retour de dîner. Des manœuvres de réanimation sont entreprises et le patient est amené aux soins intensifs où il décède deux jours plus tard.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme :

- instaure une politique quant au délai acceptable de consultation et d'évaluation des patients nécessitant une opinion des spécialistes. Ce délai ne devrait pas dépasser 48 heures dans les situations normales et, dans les cas où la vie d'un patient ou d'une autre personne est en danger, ce délai ne devrait pas excéder 24 heures, si possible. [1]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168593 140079

Événement :

Un homme de 20 ans se suicide en se jetant devant un wagon à la station de métro Radisson, à Montréal.

L'homme est hospitalisé à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine depuis plusieurs mois. Il peut sortir sans être accompagné d'un membre du personnel, selon la durée et la fréquence déterminées par l'équipe traitante. Les notes d'évolution indiquent que le patient respecte les conditions avec l'équipe traitante et, dans l'ensemble, qu'il fait certains progrès. Quelques semaines avant le décès, le psychiatre note que le patient est plus difficile d'approche. Il nie cependant toute idée noire ou suicidaire. Le médecin pense à une schizophrénie paranoïde et modifie ses prescriptions.

Le jour du décès, vers 17 h 35, l'homme informe l'infirmière qu'il va prendre 30 minutes pour aller fumer. À 18 h 30, on s'aperçoit qu'il n'est pas revenu à sa chambre et qu'il n'est pas sur l'unité. On fait des appels téléphoniques auprès des membres de sa famille, sans succès. Le service de la sécurité et le psychiatre de garde sont avisés de la fugue. Ce n'est qu'à 20 h 45 que le personnel signale la disparition du patient au Service de police de la Ville de Montréal.

Recommandations :

Que l'Hôpital Louis-H. Lafontaine :

- revoie à la lumière de ce décès sa politique et ses procédures, de même que leur application, en matière de départ non autorisé; [1]
- se penche sur le possible lien entre le changement de médication de la fin février et l'apparition d'idées suicidaires chez le patient. [2]

Que la Société de transport de Montréal :

- continue ses efforts de sensibilisation aux comportements suicidaires de sa clientèle. [3]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Louis-H. Lafontaine
Société de transport de Montréal

Suivi des recommandations :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Société de transport de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167433 139571

Événement :

Un homme de 21 ans se suicide par arme à feu à Gatineau.

L'homme, qui éprouvait des problèmes personnels, est trouvé mort par un membre de sa famille, une arme de chasse à ses côtés. L'arme était verrouillée dans une armoire, mais la victime pouvait y accéder librement.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- prépare une campagne de publicité visant à sensibiliser les gens susceptibles d'utiliser les armes à mauvais escient, ainsi que leur entourage. [1]

Que le ministère des Ressources naturelles et de la Faune :

- entreprenne une campagne de sensibilisation auprès des détenteurs de permis de chasse, afin qu'ils fassent preuve de grande prudence à l'égard de leurs armes à feu en cas de détresse psychologique. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-169602 140165

Événement :

Une femme de 45 ans se suicide par pendaison dans une petite remise sur son balcon, à Montréal.

La victime était suivie depuis quelques années par un psychiatre de l'Hôpital Douglas. Le 12 février, elle l'informe de son intention de s'enlever la vie le 29 février. Le médecin avertit alors ses proches pour former un réseau de soutien autour d'elle. Dans les semaines qui suivent, elle consulte de nouveau son médecin qui note qu'elle présente de vagues idées suicidaires sans plan précis. En mars, la femme annule un rendez-vous et ne donne plus de nouvelles. Le psychiatre ne fait aucune relance auprès de sa patiente.

Il appert que la victime a tenté à plusieurs reprises de joindre son médecin, mais qu'il était impossible de laisser un message sur la boîte vocale du téléavertisseur.

Recommandations :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Douglas et le Collège des médecins du Québec :

- renvoient la pratique du psychiatre de cette patiente. [1]

Que l'Hôpital Douglas :

- revoie son système téléphonique afin de s'assurer qu'un patient puisse joindre son médecin traitant simplement et rapidement. [2]

Organisations/personnes visées :

Institut universitaire en santé mentale Douglas
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Institut universitaire en santé mentale Douglas

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170755 139933

Événement :

Un homme de 50 ans se suicide par arme chez lui à Egan-Sud.

L'homme souffre de douleurs lombaires importantes depuis qu'il a été victime d'un accident de travail en 2005. Au fil des années, comme rien ne parvenait à calmer ses douleurs, il a développé un problème de santé mentale sévère. Il a été hospitalisé pendant plusieurs jours pour des raisons liées directement ou indirectement à sa lésion professionnelle.

Lors de sa dernière hospitalisation, le médecin traitant, inquiet des intentions de l'homme envers des membres de sa famille et sachant qu'il était possiblement en possession d'armes à feu, a rempli un formulaire en vue d'obtenir la fouille et la saisie des armes à feu au domicile de la victime par la Sûreté du Québec. Or, il appert que ce formulaire est resté lettre morte au Centre de santé et de service sociaux de la Vallée-de-la-Gatineau sans que l'on sache pourquoi.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec :

- enquête pour déterminer si la prise en charge médicale de la victime s'est faite selon les règles de l'art à partir de mai 2005.[1]

Que le directeur des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux Vallée-de-la-Gatineau :

- veille à ce que sa politique administrative intitulée Divulgence de renseignements confidentiels en vue d'assurer la protection des personnes soit appliquée lorsque la situation l'exige. [2]
- s'interroge afin de savoir pourquoi cette politique administrative n'a pas été appliquée en dépit des démarches du médecin traitant et fasse les correctifs jugés nécessaires. [3]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Centre de santé et de services sociaux Vallée-de-la-Gatineau

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Vallée-de-la-Gatineau

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-25, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170505 140005

Événement :

Un homme de 72 ans se suicide par pendaison à son domicile, à Saint-Georges de Beauce.

Quelques semaines avant le décès, l'homme consulte son médecin de famille pour une visite de routine. Ce dernier lui prescrit du Champix, un médicament pour arrêter de fumer. Une dizaine de jours plus tard, l'homme consulte de nouveau pour une détérioration importante de son état général. Il est admis au Centre de santé et de services sociaux de Beauce où l'investigation révèle des symptômes dépressifs. Le Champix est abandonné et un antidépresseur lui est prescrit. Au cours des trois jours d'hospitalisation, le patient n'a formulé aucune idéation suicidaire précise à l'équipe médicale. Il reçoit son congé avec une référence au centre local de services communautaires (CLSC) pour un suivi psychosocial. Toutefois, il appert que le CLSC s'est occupé essentiellement de l'état physique du patient et n'a fait aucun suivi sur le plan psychologique.

Par ailleurs, le coroner s'interroge sur le lien entre le suicide et l'introduction de Champix. En effet, Santé Canada dénombre 46 cas d'effets indésirables psychiatriques soupçonnés d'être associés au Champix. Parmi ceux-ci, sept font mention de tendances suicidaires. Bien qu'il se soit écoulé six semaines entre la prescription du Champix et le décès, il n'est pas exclu, selon le coroner, que ce médicament ait pu contribuer à la détérioration psychique du patient.

Recommandations :

Que le service de maintien et d'aide à domicile du Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- élabore un plan de suivi complet lorsqu'un suivi psychosocial est demandé. Il devra s'enquérir auprès de cette clientèle particulière de tout changement d'humeur et de toute détérioration de l'état affectif et en alerter le médecin traitant et la famille rapidement. [1]

Que Pfizer Canada :

- fasse la démonstration de l'innocuité de ce produit notamment lorsqu'une personne a des antécédents de troubles mentaux ou d'une autre fragilité émotionnelle et continue sa collaboration avec Santé Canada à ce titre. La possibilité que le Champix soit contre-indiqué dans ce contexte devra être évaluée dans les plus brefs délais. [2]

Organisations/personnes visées :

Pfizer Canada
Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Suivi des recommandations :**Centre de santé et de services sociaux de Beauce**

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Pfizer Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Programme canadien de surveillance des effets indésirables des médicaments de Santé Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303911 136335

Événement :

Un homme se suicide par noyade en se jetant dans le fleuve.

L'homme est dépressif. Le 17 janvier 2007, il est dirigé vers l'urgence de l'Hôpital Douglas pour une évaluation psychiatrique. Un diagnostic de dépression majeure avec éléments psychotiques est posé et un rendez-vous est fixé la semaine suivante. Le patient ne se présente pas. Le 2 février, il est amené à l'urgence par des policiers et des ambulanciers. D'après l'évaluation faite au triage, l'homme est désorganisé et tient des propos paranoïdes. Il mentionne avoir jeté ses médicaments sous l'influence d'hallucinations auditives. On le laisse partir avec quelques recommandations d'usage. Le lendemain, il est réadmis à l'urgence. Son comportement est similaire à celui de la veille, et une première évaluation au triage le classe semi-urgent. Vers 14 heures, lors de la deuxième évaluation, il est classé priorité 4, c'est-à-dire qu'il doit être vu par un médecin dans les soixante minutes. L'infirmière le dirige vers la salle d'attente. Lorsque le psychiatre est prêt à l'évaluer vers 21 h, le patient a déjà quitté.

L'homme n'a pas été revu. Le 1^{er} mai, son corps est trouvé flottant près du quai de Verchères par un plaisancier.

Recommandations :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas :

- révise et évalue ce dossier; [1]
- révise les procédures hospitalières et les actes délégués; [2]
- révise la pertinence de la garde préventive dans un contexte de psychopathologie comme celle que présentait la victime; [3]
- diffuse ce rapport au personnel médical de l'urgence; [4]
- adopte une pratique prudente et diligente pour tous les patients présentant un contexte similaire.[5]

Que la direction des soins infirmiers de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas :

- révise l'exactitude de l'évaluation de la prise en charge à la salle d'urgence y compris la codification au triage. [6]

Organisation/personne visée :

Institut universitaire en santé mentale Douglas

Suivi des recommandations :

Institut universitaire en santé mentale Douglas

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-302448 135703

Événement :

Une femme de 73 ans décède d'une asphyxie par suffocation.

Le 30 janvier 2007, la femme est admise à la Cité de la santé de Laval pour atteinte générale de son état et douleurs abdominales. Les examens diagnostiques révèlent une diverticulose sigmoïdienne. Au cours de l'hospitalisation, la patiente verbalise des idées suicidaires. Elle reçoit son congé le 11 février avec une référence au centre local de services communautaires. Le 19 février, elle est transportée par ambulance à l'hôpital pour les mêmes symptômes. L'échographie abdominale ne révèle rien d'anormal et elle est libérée avec un rendez-vous en gynécologie la semaine suivante.

Quelques jours après son retour chez sa fille qui l'hébergeait, elle est trouvée sans vie, un sac de plastique sur la tête.

Recommandation :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de la Cité de la santé de Laval:

- révise les actes médicaux accomplis lors des hospitalisations des 30 janvier et 19 février 2007 et qu'il formule des recommandations, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Cité de la santé de Laval

Suivi de la recommandation :

Cité de la santé de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167359 138957

Événement :

Un homme de 45 ans se suicide par pendaison à sa résidence, à Saint-Guillaume.

Une amie, inquiète des propos tenus par la victime, appelle l'unité de gestion des appels Mauricie—Centre-du-Québec. Une carte d'appel est transmise aux policiers de la Sûreté du Québec, poste de la MRC Drummond. Ces derniers se mettent en route et demandent que les ambulanciers soient avisés. Les policiers trouvent l'homme pendu dans son garage. Ils coupent la corde et entreprennent des manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des ambulanciers quelques minutes plus tard.

Le coroner souligne que, si l'appel avait été fait simultanément aux policiers et aux ambulanciers, le délai d'intervention aurait été moindre. Les conséquences auraient été probablement les mêmes si les ambulanciers étaient arrivés en premier, mais le coroner s'interroge sur la séquence des appels aux intervenants d'urgence pour d'autres situations de ce genre.

Recommandation :

Que l'Unité de gestion des appels de la Sûreté du Québec, district Mauricie—Centre-du-Québec :

- réviser la carte d'appel 40-071116-0066 afin de réévaluer la séquence des appels aux intervenants d'urgence et modifier les pratiques en vigueur s'il y a lieu afin d'informer précocement tous les intervenants susceptibles d'assister une personne en détresse chez qui un geste suicidaire imminent ou très récent est suspecté. [1]

Organisation/personne visée :

Sûreté du Québec, district Mauricie—Centre-du-Québec

Suivi de la recommandation :

Sûreté du Québec, district Mauricie—Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164255 137301

Événement :

Un homme de 22 ans décède d'un polytraumatisme majeur après s'être jeté d'un pont, à Port-Daniel—Gascons.

La veille de son décès, l'homme, qui est dépressif, se présente, accompagné de membres de sa famille, à l'urgence du Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé. Il est vu par le médecin de garde qui le dirige en psychiatrie. L'homme reçoit son congé après la consultation psychiatrique sans aucune prescription de médicaments ni consignes à suivre.

Le lendemain, l'homme quitte la résidence familiale et se rend à un pont surplombant un cours d'eau. Un oncle, averti par la mère du jeune homme, tente en vain de le convaincre de ne pas passer à l'acte.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé :

- s'assure que les règles de l'art ont été observées dans le suivi de ce patient.[1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Rocher-Percé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306573 140548

Événement :

Un homme de 29 ans se suicide par pendaison à Martinville, en Estrie.

L'homme avait eu un accident de voiture récemment et des démêlés avec la justice. Il a été hospitalisé en psychiatrie et, quatre jours après son congé, il s'est enlevé la vie. Ses problèmes ayant refait surface rapidement, un encadrement et un suivi rigoureux auraient été appropriés.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke :

- généralise de façon systématique le recours aux services de Jevi pour toute personne suicidaire évaluée en établissement pour menaces suicidaires lorsque celle-ci retourne dans sa communauté, mais qu'elle présente un risque suicidaire persistant ou résiduel.
[1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux - Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Centre de prévention du suicide JEVI de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-12-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

4 CAUSES NATURELLES

4.1 DÉCÈS NATURELS

Avis/Dossier : A-304950 136493

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'une thrombose coronarienne aiguë au CSSS de Lac-Saint-Jean-Est, Hôpital Hôtel-Dieu.

L'homme est suivi pour une hyperparathyroïdie et pour des épisodes de lithiases urinaires. Il se présente à l'urgence du CSSS de Lac Saint-Jean-Est pour une douleur importante au niveau des côtes droites et de l'hypocondre droit. Les résultats des diverses analyses et examens sont normaux et l'impression clinique est une colite néphrétique. Il reçoit de la morphine pour soulager la douleur et il est placé en observation.

Peu de temps après, il est trouvé sur sa civière le faciès bleuté, en arrêt cardiorespiratoire.

Recommandation :

Que le chef du département de l'urgence du Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est :

- présente ce cas aux membres de son département pour qu'ils puissent discuter des présentations atypiques des thromboses coronariennes et du diagnostic différentiel et de la pertinence d'ajouter les troponines au bilan hépatique.[1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Lac-Saint-Jean-Est

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-162585 135643

Événement :

Une femme de 87 ans décède d'un infarctus du myocarde au Manoir Harwood, à Vaudreuil-Dorion.

La femme est transférée au Manoir Harwood en hébergement temporaire après avoir subi une mastectomie au Centre hospitalier régional du Suroît. À son arrivée, la femme est nauséuse et présente des vomissements. On lui administre du Gravol, prescrit par le médecin du centre hospitalier. Les signes vitaux n'ont pas été pris durant son court séjour dans cette résidence et le médecin de l'établissement n'a pas été avisé de son admission.

Elle est trouvée sans vie par une préposée le lendemain matin sans qu'aucune manœuvre de réanimation soit entreprise.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges et le Centre de santé et de services sociaux du Suroît :

4. Causes naturelles

- s'assurent que la prise en charge des patients transférés en lit d'hébergement se fait selon les normes habituelles et que le médecin traitant au centre d'hébergement est clairement identifié et informé dès l'admission. [1]

Que le Manoir Harwood enr. :

- s'assure que les signes vitaux sont pris par l'infirmière auxiliaire dès l'admission et, par la suite, au besoin; [2]
- communique avec le médecin lorsqu'un client présente des signes ou des symptômes anormaux; [3]
- transfère le patient à l'urgence de l'hôpital lors d'une situation instable et en l'absence du médecin; [4]
- inscrive au dossier dès l'admission le niveau d'intervention médicale; [5]
- entreprenne les manœuvres de réanimation lors d'un arrêt cardiorespiratoire à moins qu'il y ait ordonnance de non-réanimation. [6]

Organisations/personnes visées :

Manoir Harwood enr.

Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges

Centre de santé et de services sociaux du Suroît

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux du Suroît

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Manoir Harwood enr.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-09-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-09-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-09-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-09-03, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167844 138404

Événement :

Un homme de 57 ans décède à la suite d'une rupture d'un anévrisme disséquant de l'aorte ascendante avec hémopéricarde secondaire.

Six jours auparavant, vers 23 h, l'homme s'était présenté à l'urgence du CHA - Pavillon Enfant-Jésus de Québec, en raison d'une douleur précordiale droite irradiant aux dents. Celle-ci s'est produite à la suite d'un effort modéré survenu quelques minutes auparavant. On décidait donc de garder le patient en observation.

À 23 h 15 et 23 h 50, l'homme a de nouveau présenté des douleurs thoraciques qui ont été soulagées par la nitroglycérine. À la suite de plusieurs examens qui se sont avérés normaux, on concluait à une douleur thoracique d'étiologie indéterminée et il a été décidé de poursuivre l'investigation en externe.

Le matin de son décès, l'homme a ressenti un point dans le dos, à la hauteur des omoplates. Son épouse l'a massé et a quitté pour son travail. C'est à son retour qu'elle a découvert la victime inanimée dans la salle de bain. De toute évidence, il y avait eu une accalmie des douleurs à la suite de sa sortie de l'hôpital. On peut penser que la douleur dans la région de l'omoplate qu'il a ressentie le matin pouvait encore être une manifestation de son anévrisme.

Recommandation :

Que le comité d'examen des décès du CHA – Pavillon Enfant-Jésus :

- examine ce dossier et vérifie, étant donné qu'on en était venu à la conclusion qu'il s'agissait d'une douleur indéterminée, s'il aurait été préférable de prolonger la période d'observation et l'investigation. [1]

Organisation/personne visée :

CHA – Pavillon Enfant-Jésus

Suivi de la recommandation :

CHA – Pavillon Enfant-Jésus

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-18, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation.

Avis/Dossier : A-303635 138836

Événement :

Un homme de 52 ans, détenu à l'établissement de détention de Baie-Comeau, décède d'une arythmie cardiaque secondaire à un infarctus aigu du myocarde.

Vers 11 h, le jour de son décès, son voisin de cellule remarque que l'homme se tient les bras croisés sur l'estomac et qu'il semble souffrant. L'agent des services correctionnels (ASC) en est informé et se rend auprès de la victime pour vérifier son état de santé. Le détenu répond qu'il a mal au foie et qu'il ne peut pas manger. Le chef d'unité intérimaire en est avisé, il se rend auprès de lui et l'amène au parloir pour le prendre en charge. Vers 11 h 10, on apporte deux comprimés de Maalox à l'homme et il dit se sentir mieux. On lui demande de prévenir si la douleur devient plus intense. De plus, on l'interroge pour savoir s'il a le souffle court, s'il a une douleur diffuse au niveau du torse, s'il a des engourdissements au niveau du bras, s'il a des sueurs, s'il est fatigué ou s'il a mal aux gencives, ce à quoi il répond par la négative en se pointant l'estomac.

Vers 12 h 15, le détenu est reconduit dans son secteur et se couche. Vers 12 h 20, il demande d'autres antiacides car la douleur est revenue. On le questionne une deuxième fois, mais l'homme répond toujours par la négative, mettant en cause une possible crise du foie qu'il a déjà

4. Causes naturelles

vécue. Vers 13 h 20, son voisin de cellule avise les ASC que l'homme ne va pas mieux. Le chef d'unité en est informé et à 13 h 45, il joint un ASC pour l'escorter à l'hôpital. Toutefois, cet agent n'est pas disponible avant 15 h 45. Vers 15 h 20, son codétenu, qui s'est absenté pendant un certain temps, le trouve inconscient dans sa cellule.

Pour le coroner, il est clair que l'on doit protéger un détenu d'un accès retardé à des soins et à des services médicaux. Il est aussi clair que l'on doit soutenir les ASC et le chef d'unité pour améliorer la capacité d'évaluation de l'état d'un détenu. Le recours à un processus formel dynamique d'évaluation (triage) de l'état d'un détenu nécessitant une évaluation médicale diminue la mortalité et la morbidité liées à certaines conditions de santé. Ce processus, lorsqu'il est établi, exige une réévaluation périodique et systématique d'un détenu en attente de transfert non urgent vers un centre hospitalier pour évaluation médicale, lorsque certains délais sont expirés.

Recommandation :

Que le ministre de la Sécurité publique :

- dresse un bilan de la formation et de la présence d'un processus formel dynamique d'évaluation (triage) des personnes incarcérées au sein des établissements du système correctionnel du Québec qui permet de prioriser les transferts vers un centre hospitalier, comme le recommande la Loi sur les services correctionnels et apporte les améliorations nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Que la direction de l'Établissement de détention de Baie-Comeau :

- forme un groupe de travail pour établir un consensus avec toutes les autorités compétentes de la région de Manicouagan en matière d'évaluation médicale en santé physique ou mentale, dont le Centre de santé et des services sociaux de Manicouagan. Ce groupe devra statuer sur :
 - la nécessité d'établir et de rendre accessible une formation de base pour les agents de services correctionnels sur les différentes facettes et approches auprès des personnes incarcérées atteintes de problèmes de santé physique ou mentale;
 - une plus grande accessibilité aux soins et services infirmiers et médicaux pour répondre aux besoins en fonction du volume et du type de clientèle de l'établissement de détention;
 - un processus formel dynamique d'évaluation (triage) de l'état d'un détenu nécessitant une évaluation médicale pour prioriser son transfert dans un centre hospitalier comme le recommande dans la Loi sur les services correctionnels.

Organisations/personnes visées :

Ministre de la Sécurité publique
Établissement de détention de Baie-Comeau

Suivi de la recommandation :

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-13, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Centre de santé et de services sociaux de Manicouagan

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-02-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303530 136616

Événement :

Un homme de 65 ans décède d'une pneumonie lobaire supérieure droite, quinze jours après sa sortie de l'hôpital où il avait subi une chirurgie vasculaire dans la région inguinale trois jours auparavant.

La veille de son décès, ainsi qu'une semaine auparavant, la victime avait été vue en suivi en chirurgie vasculaire de la clinique de chirurgie du Centre hospitalier Notre-Dame. Le coroner n'a pas réussi à lire les notes du médecin traitant, celles-ci étant illisibles. Il ne peut donc pas vérifier si on avait pris soin d'évaluer quelques pathologies pour expliquer sa dyspnée qui, en rétrospective, était fort probablement secondaire à la pneumonie que développait le patient. Le coroner est d'avis qu'il y avait sûrement des signes cliniques lors de l'évaluation, puisque le patient est décédé 24 heures plus tard.

Recommandations :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Notre-Dame :

- revoie ce dossier présentant des notes médicales illisibles et s'assure du contrôle de qualité du geste et de l'évaluation clinique lors des deux visites de contrôle faites en suivi postopératoire; [1]
- informe la famille du résultat de son analyse interne. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- évalue ce dossier médical. [3]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Notre-Dame
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Hôpital Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-03-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-160468 135397

Événement :

Un homme décède d'une insuffisance myocardique aiguë secondaire à une myocardite en activité, à l'Hôpital Charles-Lemoyne de Longueuil.

L'homme se présente à l'urgence de l'hôpital pour des douleurs rétrosternales irradiant au cou depuis deux semaines. Il passe une série de tests diagnostiques dont un électrocardiogramme et un bilan sanguin. Les résultats révèlent un syndrome coronarien aigu, et l'homme est admis à l'unité coronarienne. Le lendemain, un cathétérisme cardiaque met en évidence une sténose importante sur la portion proximale de l'artère interventriculaire antérieure. On procède à la mise en place d'un tube endovasculaire. À l'imagerie médicale, on note la disparition de la sténose, et le patient reçoit son congé avec une médication appropriée pour un statut postinfarctus.

Quelques jours plus tard, chez lui, il ressent une violente douleur thoracique et il s'effondre. Les manœuvres de réanimation sont amorcées et poursuivies jusqu'à l'hôpital où son décès est constaté.

Recommandation :

Que le comité de létalité de l'Hôpital Charles-Lemoyne :

- prenne connaissance du compte rendu de consultation du pathologiste spécialisé dans la sphère thoracique et du rapport final d'autopsie afin de s'assurer que les règles de l'art ont été respectées.[1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Charles-Lemoyne

Suivi de la recommandation :

Hôpital Charles-Lemoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-159243 132719

Événement :

Un homme de 87 ans décède d'une insuffisance coronarienne et myocardique au Centre hospitalier régional de Lanaudière (CHRD).

L'homme est admis au CHRD afin d'y être opéré pour l'installation d'une prothèse totale du genou gauche. Un an plus tôt, il avait subi une chirurgie de même type au genou droit. À cette époque, il avait présenté quelques complications, dont un choc hypovolémique avec répercussions cardiaques et rénales. Il avait bien récupéré malgré ces problèmes. Avant de prendre la décision de se faire opérer une seconde fois, l'homme voit en consultation la cardiologue de l'hôpital qui évalue son risque opératoire à environ 5 à 10 %. Celle-ci prend le temps de bien expliquer les risques inhérents à une telle intervention. Elle inscrit ses recommandations au dossier médical quant à la préparation et au suivi postopératoire.

La chirurgie se déroule bien et le patient est admis directement aux soins intensifs à la sortie de la salle d'opération. Il reçoit de la dilaudide pour calmer la douleur, et la dépression respiratoire qui s'ensuit est corrigée par l'administration d'oxygène et la stimulation. Au cours de la nuit, la

tension artérielle chute de façon progressive. Malgré l'administration de solutés et de Levophed, le patient tombe en arrêt cardiorespiratoire.

Étant donné les antécédents cardiaques de la victime, le coroner s'interroge si la chute progressive de la tension artérielle n'aurait pas dû éveiller le soupçon d'un infarctus en voie d'installation.

Recommandation :

Que le comité central de l'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier régional de Lanaudière :

- prenne connaissance de ce rapport d'investigation. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-28, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-155713 130599

Événement :

Enquête publique portant sur le décès d'un homme de 76 ans survenu à la résidence Les Jardins d'Amour, à Montréal. Le décès est attribuable à une hémorragie digestive haute.

L'homme vivait depuis six mois aux Jardins d'Amour, une résidence pour personnes âgées autonomes ou en légère perte d'autonomie. Selon la preuve documentaire et testimoniale faite à l'enquête, il apparaît clairement que la victime n'a pas reçu les soins et l'attention nécessaires à son état de santé. Le coroner conclut que le non-respect des directives, l'absence de plan de soins, le manque de formation et d'encadrement des préposées, une gestion inacceptable des médicaments et une description étirée des tâches sont les éléments qui auraient pu faire une différence dans le pronostic vital de la victime.

Il précise également, que le 30 septembre 2005, le protecteur des usagers s'adressait à la propriétaire de la résidence pour l'informer des résultats d'une enquête qu'il avait menée dans les mois précédents, à la suite de plaintes concernant notamment la qualité des soins offerts aux Jardins d'Amour. Selon le rapport, même si le suivi des résidents était adéquat, le consultant en soins désigné pour faire enquête déplorait l'absence de plan de soins pour le résident. Il soulignait également que les liens de communication avec le centre local de services communautaires devaient être améliorés. L'enquête a permis de constater que ces mesures n'étaient pas en vigueur le jour du décès. Par ailleurs, le rapport de la conseillère déléguée au bureau du commissaire régional aux plaintes à Montréal sur la situation qui avait cours à la résidence en 2007 semble démontrer que les enquêteurs du protecteur des usagers, en 2005, n'ont pas eu le même regard attentif lorsqu'ils ont enquêté sur des dénonciations.

Recommandation :

Que le Protecteur du citoyen :

- s'assure de la qualité de ses enquêtes et du suivi de ses recommandations [1]

Organisation/personne visée :

Protecteur du citoyen

Suivi de la recommandation :

Protecteur du citoyen

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-03, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministre de la Famille et des Aînés

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-302352 133065

Événement :

Une femme de 49 ans est trouvée sans vie dans sa chambre au Château Rosemont, à Montréal.

Cette résidence privée héberge des personnes semi-autonomes envoyées par les services sociaux. Les médicaments sont distribués par le personnel afin de s'assurer du respect de la posologie. La veille de la découverte du corps, la femme n'aurait pas reçu sa médication et personne ne s'en est rendu compte. Par ailleurs, la résidente se plaignait de douleurs thoraciques depuis plusieurs mois, mais il semble qu'aucun suivi médical n'a été fait.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- s'assure que les établissements privés recevant des patients envoyés par le réseau de la santé et de services sociaux offrent un suivi méthodique ainsi qu'une surveillance des patients et que le tout soit consigné dans un registre auquel elle a accès; [1]
- vérifie auprès du Château Rosemont ses politiques de surveillance et de suivi afin qu'un patient ne soit jamais trouvé dans un état de putréfaction; [2]
- s'assure que les établissements privés accompagnent un patient se plaignant de malaises ponctuels dans une clinique médicale ou à l'urgence ou à tout le moins s'assurent qu'il consulte un médecin. [3]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-06-18, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-06-18, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163083 136175

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne à l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke.

Cinq jours auparavant, l'homme a ressenti une importante douleur thoracique alors qu'il faisait du ski dans le Grand Nord. Il se présente au centre local de services communautaires où le diagnostic de syndrome coronarien est posé. Il reçoit le traitement approprié et il est transféré au service de cardiologie de l'Hôpital général de Montréal. Le lendemain une coronarographie révèle plusieurs sténoses sur l'arbre coronarien. Le cardiologue suggère de pratiquer un pontage coronarien mais, comme cette chirurgie n'est pas sans risque, on procède à une seconde coronarographie afin de mesurer l'impact physiologique de ces lésions par échographie intravasculaire. À la suite des résultats, le cardiologue juge préférable de différer le pontage et il installe avec succès trois tuteurs coronariens. L'intervention est bien tolérée.

Dès le lendemain, l'homme se plaint de douleurs thoraciques à plusieurs reprises, mais celles-ci ne sont pas interprétées comme des douleurs angineuses par l'équipe traitante. Il s'affaisse subitement chez lui, le jour suivant sa sortie de l'hôpital.

Recommandation :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital général de Montréal :

- évalue ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital général de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-19, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-02-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163207 134509

Événement :

Une femme 24 ans décède d'une pneumonie du lobe inférieur droit avec septicémie secondaire, au Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac.

Le jour du décès, la victime se présente à l'urgence de l'hôpital pour une douleur au thorax apparue durant la nuit. Le médecin ne note rien de particulier à l'examen physique, mis à part la douleur à la palpation des côtes à l'hémithorax gauche. Il prescrit des examens diagnostiques, une médication appropriée et la prise de signes vitaux aux 30 minutes. Il interprète la radiographie pulmonaire comme étant normale.

Dans les heures qui suivent, l'état de la patiente est relativement stable. La douleur est calmée par l'analgésie. Vers la fin de l'après-midi, elle se plaint de nausées et d'étourdissements et tombe en état de choc. Diverses hypothèses diagnostiques sont alors émises et il est décidé d'amener d'urgence la patiente en salle d'opération pour une laparotomie exploratrice afin d'éliminer tout saignement intra-abdominal. Quelques minutes plus tard, elle fait un arrêt cardio-respiratoire et son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

Recommandations :

Que le Comité d'examen du Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac :

- revoie tout le cheminement de cette patiente dès son admission à l'urgence. [1]
- voie comment, dans certaines situations, les radiographies pourraient être lues plus rapidement par un radiologiste afin de mieux seconder les médecins, notamment ceux de l'urgence. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier Notre-Dame-du-Lac

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-25, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-04-25, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163094 136512

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'une arythmie maligne consécutive à une cardiomyopathie hypertrophique sévère.

Déjà en novembre 2006, un électrocardiogramme (ECG) montrait une fibrillation auriculaire et une hypertrophie ventriculaire gauche. À la suite de cette découverte, il ne semble pas y avoir eu d'investigation cardiologique pour comprendre la cause de cette fibrillation. Or, une consultation du dossier médical du patient, tant celui du médecin ayant demandé l'ECG que celui de l'hôpital, n'a pas permis au coronar de vérifier si cette investigation a été faite, afin d'assurer un suivi adéquat des problèmes de santé de la victime.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec :

- examine le dossier de la victime afin de s'assurer qu'un suivi adéquat du résultat de l'ECG de novembre 2006 a été fait. [1]

Organisation/personne visée :

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-04, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-167818 138098

Événement :

Un homme de 54 ans décède d'une aspergillose nécrosante et invasive des poumons, à l'Hôtel-Dieu de Lévis.

En 1994, dans un contexte d'une pneumonie traitée par son médecin de famille, on découvrait à la radiographie pulmonaire des infiltrations suggestives de sarcoïdose. Le patient était dirigé vers un pneumologue de l'Hôtel-Dieu de Lévis qui concluait à une sarcoïdose pulmonaire probable et demandait les examens appropriés. En mai 2002, l'homme est réévalué en pneumologie à la demande de son médecin de famille en raison d'une légère détérioration de la radiographie pulmonaire. On conclut que la sarcoïdose est maintenant au stade IV et qu'elle n'est pas évolutive. En 2004, le patient est revu par le pneumologue en raison de l'apparition d'une dyspnée à l'effort. Un diagnostic de sarcoïdose alvéolaire active en partie cicatricielle est posé. En mai 2007, soit quatre mois avant son décès, le pneumologue traitant maintient un diagnostic de sarcoïdose fort probable de stade IV.

Par ailleurs, l'autopsie n'a révélé aucune lésion sarcoïdosique récente ou ancienne. Le coronar souligne qu'il n'est pas de sa responsabilité d'établir de façon absolue le diagnostic sous-jacent sur le plan pulmonaire. Cependant, les constatations autopsiques soulèvent certaines interrogations quant au diagnostic primaire concernant la maladie pulmonaire du patient qui évoluait depuis 1994.

Recommandation :

Que le Service de pneumologie de l'Hôtel-Dieu de Lévis :

- revoie l'ensemble du dossier quant au diagnostic posé depuis 1994, à l'investigation réalisée et au traitement effectué. [1]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu de Lévis

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu de Lévis

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-08, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association des pneumologues du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Avis/Dossier : A-167846 140202

Événement :

Une femme de 50 ans décède d'un arrêt cardiorespiratoire, en période postopératoire d'une laparotomie avec résection segmentaire de l'intestin grêle.

Le 29 décembre, la femme avait été admise à l'urgence du Centre hospitalier Sainte-Marie de Trois-Rivières pour douleurs abdominales. Le 30 décembre, le médecin de garde a en main le résultat de la tacographie abdominale de la patiente. Il y a mise en évidence d'un syndrome occlusif du grêle. Une consultation est alors demandée au chirurgien de garde qui conclut à une subocclusion de l'intestin grêle ainsi qu'à des adhérences. Ce dernier admet la patiente dans son service pour un traitement médical. On continue toujours à soulager la patiente de façon régulière avec des analgésiques.

Tôt le 31 décembre, la patiente est vue par le chirurgien de garde qui retarde toute intervention, considérant que son état est stable. Vers 10 h, la femme présente une accélération du pouls, une chute de tension artérielle et se plaint de douleurs abdominales importantes. Devant une occlusion avec un abdomen douloureux, la décision est prise d'opérer. Il y avait un liquide sérosanguinolent nauséabond (environ 1 000 à 1 500 cc) dans la cavité abdominale. De plus, la partie proximale de l'angle de Treitz faisait protrusion, était dilatée, congestionnée et il y avait deux ou trois plaques noirâtres sur le bout distal. Une petite perforation à la face antérieure mésentérique du grêle est notée. La patiente a quitté la salle d'opération vers la salle de réveil en condition acceptable, mais le pronostic demeurait très sévère et très réservé. La patiente décédait quelques heures plus tard.

La patiente aurait bénéficié d'une excellente prise en charge sur le plan chirurgical. Toutefois, avant la chirurgie, il aurait été préférable que des électrolytes plus complets soient demandés, notamment pour le calcium. De plus, le rapport du tomodensitogramme abdominal ne décrivait malheureusement pas la vascularisation intestinale, ce qui dans le présent cas, s'il s'était avéré qu'il y avait souffrance vasculaire, aurait pu amener une chirurgie plus précoce.

Recommandation :

Que le comité d'examen des décès du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières-Pavillon Sainte-Marie :

- revoie, à la lumière des commentaires faits précédemment, tout le dossier médical de cette patiente. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon Sainte-Marie

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon Sainte-Marie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-04-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-304735 138110

Événement :

Un homme de 47 ans décède d'une tamponnade cardiaque secondaire à une dissection aortique, alors qu'il se trouvait à l'urgence du Centre hospitalier Honoré-Mercier, à Saint-Hyacinthe.

L'homme avait été conduit par ambulance à l'hôpital à la suite de l'apparition subite d'une forte douleur au bas du dos, avec installation de paresthésies aux jambes. À l'urgence, à 17 h 17, l'infirmière note la présence généralisée des paresthésies avec douleurs localisées à la jambe gauche et au bas du dos. Le code attribué au patient est 3, soit un délai de 30 minutes avant d'être vu par un médecin. On tente de coucher l'homme sur une civière, mais il se relève

aussitôt, pâle, diaphorique et anxieux. Toutefois, ce n'est que 2 h 30 plus tard qu'il sera vu par le médecin.

Devant des résultats d'examens normaux, le médecin se demande si le patient n'a pas été victime d'un épisode d'ischémie cérébrale transitoire. Au diagnostic différentiel, il inscrit également lombosciatalgie, mais ne sait comment interpréter l'état d'anxiété qu'il constate chez le patient. À 23 h 30, le médecin est avisé que la tension artérielle est passée de 147/58 mmHg à 21 h à 207/89 mmHg. Le médecin revoit le patient. Dans sa note, il ne mentionne pas l'hypertension artérielle, mais il l'attribue à la douleur lombaire qu'éprouve l'homme. Il envisage une double pathologie, soit une entorse lombaire et une ischémie cérébrale transitoire avec résolution des symptômes aux membres. Il prescrit un peu de morphine, mais aucun hypotenseur n'est donné au patient. La tension systolique s'est maintenue autour de 200 mmHg pendant les deux heures suivantes. Par ailleurs, comme la douleur semblait hors de proportion avec ce que le personnel jugeait convenable pour une lombosciatalgie, on l'a donc tout simplement mise sur le compte de l'anxiété.

À 2 h 30, le patient est réévalué par le médecin. On note une tension artérielle à 178/98 mmHg. Il entérine les diagnostics d'ischémie cérébrale transitoire, mais parle maintenant plutôt de dorsalgie que de lombalgie. À peine une heure plus tard, le patient est trouvé inconscient sur le plancher du corridor. Il ne répond pas aux manœuvres de réanimation, et son décès sera constaté à 3 h 59.

Pour le coroner, une dissection aortique est rare et difficile à diagnostiquer. Toutefois, les symptômes et les signes cliniques permettaient de suggérer le diagnostic et, dès lors, commandaient des examens radiologiques supplémentaires. De plus, un traitement adéquat de l'hypertension s'imposait dans les circonstances. En maintenant une pression systolique sous les 100 mmHg, la dissection aurait vraisemblablement pu être ralentie, permettant de gagner quelques heures jusqu'à la chirurgie. Le coroner a établi que ce décès aurait potentiellement pu être évité. Avec un diagnostic rapide de la dissection, suivi d'un traitement agressif de l'hypertension et d'un transfert prompt vers un centre disposant d'une équipe de chirurgie vasculaire capable d'intervenir, le coroner estime que les chances de survie s'établissaient autour de 50 %.

Recommandation :

Que le comité de mortalité du Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska :

- prenne connaissance du rapport d'investigation de ce décès et fasse connaître ses conclusions au coroner, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Richelieu-Yamaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-161014 135914

Événement :

Un détenu de 61 ans décède d'une bronchopneumonie à l'établissement de détention de Roberval.

L'homme avait des antécédents de maladie pulmonaire obstructive chronique et avait subi une trachéotomie permanente secondaire à une chirurgie extensive du larynx pour néoplasie. Étant donné que le secteur où il devait être incarcéré était en rénovation, l'homme séjournait et dormait dans le gymnase de l'établissement de détention avec trois autres détenus. Ne se sentant pas bien, il a demandé à passer des examens. Cependant, il n'a pas été examiné par un

médecin, et l'établissement de détention n'est pas doté d'un service médical de garde. Au matin, la victime ne s'est jamais réveillée.

Le coroner croit que, si le détenu avait été transporté à l'hôpital, selon sa demande, il est fort possible que sa bronchopneumonie aurait été diagnostiquée. Il aurait alors reçu les traitements adéquats.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- soit plus vigilant dans l'évaluation médicale et le suivi des détenus qui sont malades. [1]
- tienne compte du manque de ressources disponibles en région et fasse en sorte que les détenus malades soient incarcérés, de préférence dans un autre établissement de détention assurant une surveillance médicale continue et offrant des soins infirmiers et médicaux. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-165867 138747

Événement :

Un homme de 57 ans décède d'une hémorragie hypertensive à son domicile.

Quelques jours avant le décès, l'homme se présente à l'urgence du Centre hospitalier de Buckingham, se plaignant de céphalées. L'évaluation neurologique n'a révélé rien d'anormal et le médecin pose un diagnostic de céphalée de tension.

Il est trouvé sans vie par son frère inquiet d'être sans nouvelles de lui.

Recommandation :

Que le comité de mortalité/morbidité de l'Hôpital de Papineau :

- révise ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital de Papineau

Suivi de la recommandation :

Hôpital de Papineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-159419 133815

Événement :

Un homme de 62 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë lors d'un cours d'aquaforme.

Le cours avait débuté depuis presque une heure lorsque l'homme a coulé. L'instructeur l'a rapidement sorti de l'eau et a entrepris des manœuvres de réanimation pendant qu'on appelait une ambulance. Il s'est écoulé un délai de plus de douze minutes avant l'arrivée des ambulanciers, alors qu'il devrait être de moins de huit minutes.

Par ailleurs, l'homme avait passé un examen pour dépister une maladie coronarienne à l'Hôpital Saint-Luc. Les résultats ont révélé la présence d'une ischémie d'intensité légère à modérée. Toutefois, le médecin traitant a reçu les résultats trois semaines plus tard, soit le lendemain du décès de son patient.

Recommandations :

Que le directeur général de la Corporation d'Urgences-santé :

- analyse ce dossier pour comprendre les raisons du délai d'intervention et prenne les mesures nécessaires pour corriger la situation. [1]

Que le directeur général du Centre hospitalier universitaire de Montréal :

- prenne les moyens pour que le Département d'imagerie médicale du Centre hospitalier universitaire de Montréal - Hôpital Saint-Luc fasse parvenir rapidement au médecin prescripteur, par télécopieur ou autrement, les résultats préliminaires des examens qui s'avèrent positifs, confirmant le diagnostic de la maladie coronarienne du patient, en vue d'une prise en charge plus rapide de cette maladie coronarienne. [2]

Organisations/personnes visées :

Corporation d'Urgences-santé
Centre hospitalier universitaire de Montréal

Suivi des recommandations :Corporation d'Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-25, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Centre hospitalier universitaire de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Clinique médicale du Quartier Latin

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303487 135506

Événement :

Un détenu de l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies meurt à la suite de thromboses multiples, dans une cellule du palais de justice de Montréal.

L'homme a comparu au palais de justice en chaise roulante, car il était souffrant à son arrivée. Il attendait son retour à l'établissement de détention dans une cellule avec d'autres détenus. L'un d'eux s'est rendu compte que l'homme n'avait pas bougé depuis plus d'une heure. Les secours ont été appelés et son décès a été constaté.

Quelques jours avant l'événement, l'homme a demandé une consultation médicale à l'établissement de détention. Un rendez-vous a été fixé 11 jours plus tard, mais le détenu est décédé avant. La victime était tranquille et ne se plaignait jamais. Le coroner est d'avis que le détenu n'a pas reçu tous les services médicaux auxquels il avait droit; en effet, sa médication au Dilantin n'était pas surveillée. De plus, le coroner se demande pourquoi le personnel au palais de justice n'a pas fait intervenir les services médicaux.

Le coroner résume la situation des soins de santé de l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies ainsi : malgré l'amélioration apparente des soins médicaux de première ligne, l'établissement présente certains problèmes de gestion interne. Le protocole signé en 1989 entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de la Santé et des Services sociaux vise à assurer aux détenus l'accès à tous les services de santé et aux services sociaux nécessaires. Ce protocole n'a pas été appliqué comme prévu.

Recommandations :

Que le Collège des médecins du Québec ainsi que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- demandent à leurs comités d'inspection professionnelle de visiter l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies et de suggérer les correctifs nécessaires.

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que le ministre de la Sécurité publique :

- exercent leur leadership dans ce dossier des soins médicaux physiques puisque leur personnel de direction a de la difficulté à avancer dans ces situations problématiques en l'absence d'objectifs stratégiques partagés par les autorités concernées. Le but à court terme est de gérer les problèmes médicaux des détenus en temps réel. [2]

Que le président de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- s'engage avec diligence à mettre en oeuvre des solutions pour que les droits des détenus à des services de santé soient respectés. [3]

Que le Protecteur du citoyen :

- en sa qualité d'ombudsman correctionnel et dans la perspective de son mandat de surveillance des services publics, suive de près l'évolution des soins de santé en milieu carcéral. [4]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Ministre de la Santé et des Services sociaux
Ministre de la Sécurité publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Protecteur du citoyen

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-06-26, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-09-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Protecteur du citoyen

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306856 141284

Événement :

Une femme de 53 ans décède d'arythmie cardiaque maligne au Centre de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet (CSSSML).

La victime est admise au CSSSML en raison d'un syndrome coronarien aigu. Devant un infarctus myocardique massif, un transfert est organisé vers l'Hôpital Laval pour un traitement d'angioplastie. Lors du transport ambulancier, une fibrillation ventriculaire survient et le moniteur défibrillateur semi-automatique détecte des mouvements de respiration. Un retour au CSSSML est alors décidé, et la patiente décède malgré les soins reçus.

Recommandation :

Que le président-directeur général de l'Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches :

- fasse en sorte que tous les problèmes soulevés par les intervenants lors du transfert de la victime soient corrigés dans les meilleurs délais. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303474 135144

Événement :

Une femme de 87 ans est transportée à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, dans un état de faiblesse et de dégradation physique grave. Elle y décède quelques jours plus tard d'une bronchopneumonie.

Cette enquête a permis de comprendre pourquoi, alors qu'elle recevait des visites quotidiennes d'intervenants d'un CLSC, elle est arrivée à l'hôpital dans cet état.

La femme, qui aurait, semble-t-il, demandé à son fils de mourir à la maison, souffrait de démence et devait être encadrée jour et nuit. Lorsque son état s'est détérioré, elle a été hospitalisée. Son fils refusant l'idée d'un hébergement, l'hôpital a accepté le retour à domicile de la patiente lorsqu'une aidante de jour a été engagée. Or, même si son état nécessitait une surveillance constante, ni le fils ni l'aidante de jour ne lui prodiguaient les soins qui lui étaient nécessaires. Le CLSC a rencontré à plusieurs reprises le fils pour lui rappeler l'importance de son rôle, mais aucune amélioration n'est observée par les intervenants. Le CLSC a donc augmenté ses visites, mais les relations entre le fils et les intervenants étaient toujours très difficiles. Le manque de stimulation a rendu la femme de moins en moins autonome et son état n'a cessé de se dégrader. Comme elle était toujours couchée et qu'elle n'était pas repositionnée très régulièrement, elle a développé des plaies de lit. Le CLSC a de nouveau augmenté ses visites. Elle a été finalement hospitalisée et elle est décédée quelques semaines plus tard.

L'enquête a démontré les limites des soins à domicile. La coroner considère que le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie est un choix parfaitement valable et qu'il faut l'encourager. Toutefois, l'hébergement peut devenir inévitable pour certaines personnes surtout si la prise en charge par les aidants naturels n'est pas adéquate. En effet, elle souligne que les auxiliaires familiales et le personnel infirmier du CLSC ne peuvent que fournir des services ponctuels aux personnes en perte d'autonomie demeurant à domicile. Enfin, il y a la question du consentement. À plusieurs moments, les intervenants auraient pu s'interroger sur le besoin d'un hébergement pour la femme et faire appel aux tribunaux ou au Curateur public. Le personnel des services de soins à domicile doit être informé des possibilités qui existent pour signaler une situation qui s'avère problématique.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- forme les intervenants des soins à domicile, y compris les médecins, sur les rôles et responsabilités des aidants naturels; [1]
- instaure une procédure permettant à l'intervenant de signaler formellement à une personne en autorité une situation problématique pouvant mettre en danger la santé ou la sécurité de la personne aidée qu'il a observée durant une prestation à domicile; [2]
- instaure une procédure afin qu'une personne responsable examine la situation dénoncée et soit en mesure d'y remédier rapidement ou de faire appel aux instances appropriées (tribunaux, Curateur public). [3]

Que le Curateur public :

- mène une campagne de sensibilisation auprès des intervenants des soins à domicile y compris les médecins, afin que ces derniers soient en mesure de réagir aux signes pouvant laisser croire à des soins inadéquats ou à de la maltraitance. [4]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- s'assure de la connaissance et de l'usage du guide pour soigner les plaies à domicile. [5]

Que le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- s'assurent que ses membres comprennent leurs responsabilités en matière de qualité de soins à domicile et connaissent les devoirs qui leur incombent lorsqu'ils constatent des situations à risque pour leurs patients. [6]

Organisations/personnes visées :

Curateur public
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-08-22, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Curateur public

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-08-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-08-21, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2008-08-21, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-10-03, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-08-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-128994 135260

Événement :

Un détenu de 57 ans décède de problèmes cardiaques à l'Établissement de détention de Québec.

L'homme s'est plaint de douleurs à la poitrine et, le 12 janvier 2008, il est dirigé par le médecin de l'établissement de détention à l'Hôpital Laval. Le détenu est examiné par les urgentistes, mais il n'a pas été vu en cardiologie comme l'avait demandé le médecin de l'établissement de détention.

Le 30 janvier 2008, veille de son décès, l'homme se rend à l'infirmierie pour des douleurs à la poitrine. L'infirmière ne considère pas le cas urgent et ne communique pas avec le médecin, pensant que celui-ci lira sa note plus tard. En soirée, l'homme joue au hockey, perd connaissance et revient à lui. Cet incident n'est pas signalé au personnel soignant. Vers 22 h 20, l'homme est transporté en fauteuil roulant à l'infirmierie. L'infirmière appelle le médecin en ne précisant pas que le détenu a eu besoin d'assistance pour son déplacement. Le médecin a alors prescrit des médicaments, et un rendez-vous est prévu dans trois jours. Le détenu prend sa médication, se sent mieux et décide de quitter l'infirmierie. À 0 h 45, un agent communique avec l'infirmière pour lui dire que l'homme ne se sent pas bien. Elle demande qu'il soit amené à l'infirmierie, mais le détenu refuse. Vers 5 h 50, l'homme est trouvé inconscient dans son lit. Le décès est constaté à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus.

Le personnel semble avoir été influencé par l'évaluation médicale de l'Hôpital Laval et la circulation des renseignements sur l'état du malade ne semble pas avoir été optimale. Par ailleurs, un médecin affecté à l'établissement devrait pouvoir être joint en tout temps, car l'établissement ne compte aucun médecin de garde entre minuit et 8 h. Selon le coroner, l'établissement devrait mieux renseigner les agents des services correctionnels sur les observations qui doivent être communiquées au personnel infirmier lorsqu'un détenu a perdu connaissance.

Recommandations :

Que le comité d'évaluation médicale dentaire et pharmaceutique de l'Hôpital Laval :

- étudie ce dossier. [1]

Que les autorités de l'Établissement de détention de Québec :

- élaborent un questionnaire de concert avec le médecin et les infirmières afin de faciliter la collecte d'information; [2]
- prennent les mesures afin qu'un médecin affecté à l'établissement puisse être joint en tout temps, jour et nuit; [3]

- mettent en place des mesures afin de mieux renseigner les agents des services correctionnels sur les observations qui doivent être communiquées au personnel infirmier. Notamment, l'ensemble des agents des services correctionnels devrait recevoir de la formation sur les symptômes liés aux maladies cardiaques. Des directives pourraient leur être données concernant les actions à accomplir et les renseignements à transmettre, s'ils voient ou apprennent qu'un détenu a perdu conscience ou s'est effondré. [4]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Laval
Établissement de détention de Québec

Suivi des recommandations :Hôpital Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Établissement de détention de Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-10-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-157667 131504

Événement :

Un homme de 50 ans décède d'une arythmie cardiaque quelques semaines après une chirurgie au Centre hospitalier de Lac-Mégantic.

Après avoir été opéré pour une hernie inguinale, il subit une complication rare de cette chirurgie et doit être réopéré. Il reçoit son congé et, huit jours plus tard, il fait un arrêt cardiorespiratoire devant les ambulanciers paramédicaux. Ceux-ci intubent le patient avec un Combitube pour assurer la ventilation. Cet instrument contient deux tubes, un bleu pour la ventilation dans l'œsophage et un blanc pour la ventilation dans la trachée. Toutefois, à l'arrivée au centre hospitalier, l'inhalothérapeute a confirmé par l'utilisation d'un capnographe que la ventilation se faisait dans l'estomac. Malgré toutes les manœuvres de réanimation, l'homme décède.

L'analyse de la prise en charge préhospitalière permet de mettre en relief certaines difficultés qui peuvent survenir lors d'interventions préhospitalières. Les ambulanciers paramédicaux doivent cliniquement déterminer lequel des deux tubes du Combitube doit être ventilé. Ils utilisent un test de vérification sûr, mais qui peut donner lieu à des erreurs d'interprétation. L'utilisation d'un capnographe serait à envisager. Par ailleurs, lors du transport et des manipulations, le tube peut se déplacer. La mise en place systématique d'un collier cervical pourrait diminuer les risques de déplacement du Combitube. Le tube laryngé est un dispositif récent présentement à l'étude. Il contient un seul tube et s'insère dans l'œsophage dans 99 % des cas.

4. Causes naturelles

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- évalue la pertinence que les techniciens ambulanciers et les ambulanciers paramédicaux utilisent les capnographes lors des situations de réanimation cardiorespiratoire où ils doivent utiliser un dispositif avancé de gestion des voies aériennes (Combitube, Easytube ou tube laryngé); [1]
- poursuive l'évaluation concernant la facilité d'utilisation, la fiabilité et la sécurité du tube laryngé lors d'interventions préhospitalières; [2]
- s'assure que les techniciens ambulanciers et les ambulanciers paramédicaux de la province installent systématiquement un collier cervical après chaque intubation dans le but de diminuer autant que possible les mouvements du dispositif utilisé (Combitube, Easytube ou tube laryngé); [3]
- fasse en sorte que le matériel de formation de tous les techniciens ambulanciers et ambulanciers paramédicaux de la province contienne un chapitre permettant d'anticiper les problèmes possibles éprouvés avec le Combitube et mentionne quoi faire lorsque ces situations se présentent. [4]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-10-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-10-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-10-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163949 136593

Événement :

Un homme de 45 ans décède d'une décompensation cardiaque aiguë vraisemblablement secondaire à une acidocétose diabétique, au Centre Rouville, à Marieville.

L'homme est admis en réadaptation au Centre Rouville après avoir subi une chirurgie pour une fracture de la hanche. Il a des antécédents médicaux chargés. Il souffre entre autres de diabète et d'insuffisance rénale chronique sous dialyse. Cependant, l'homme est peu coopératif. Il refuse souvent de prendre son insuline et va même jusqu'à refuser de recevoir son traitement de dialyse.

Les résultats des expertises toxicologiques révèlent que le patient consommait de la cocaïne. Selon le coroner, cette drogue a eu un effet néfaste sur la santé du patient et a pu altérer son jugement, expliquer la non-compliance face à ses traitements et être un facteur aggravant de l'hyperglycémie.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- donne une formation adéquate au personnel du réseau de la santé pour le dépistage de bénéficiaires consommant des substances illicites pouvant altérer leur jugement et mettre leur santé et leur vie en danger. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164480 140128

Événement :

Une femme de 41 ans décède d'une bronchopneumonie bilatérale le lendemain de sa sortie de l'Hôpital Pierre-Boucher de Longueuil.

La femme a été opérée sans complication le 17 mars 2008 à l'Hôpital Pierre-Boucher. Elle a développé une pneumonie le 21 mars et elle a été traitée aux antibiotiques. Le 24 mars, la femme a reçu son congé, même si elle ne se sentait pas bien. Tôt le lendemain matin, elle a été retrouvée par terre, à peine consciente. À l'arrivée des ambulanciers, elle n'avait ni pouls, ni respiration, ni activité cardiaque.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Pierre-Boucher :

- prenne connaissance du présent dossier, l'étudie et s'assure du suivi approprié. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Pierre-Boucher

Suivi de la recommandation :

Hôpital Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

4. Causes naturelles

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166432 140172

Événement :

Un homme de 36 ans décède de problèmes cardiaques à son domicile de Québec.

Le 23 mars 2008 au matin, l'homme consulte au centre hospitalier Jeffrey Hale pour de vives douleurs thoraciques. En raison de ses douleurs, il est dirigé vers l'urgence de l'Hôpital Laval. Le médecin à l'urgence diagnostique un spasme oesophagien sur reflux gastro-oesophagien qui ne serait compatible avec des malaises cardiaques. Le patient quitte l'établissement à la fin de la journée. Dans la soirée du 25 mars 2008, l'homme est trouvé inconscient chez lui. Les ambulanciers ont transporté la victime à l'hôpital où son décès a été constaté.

Recommandation :

Que le chef du département d'urgence de l'Hôpital Laval :

- revoie ce dossier et apporte les changements nécessaires au protocole d'investigation des douleurs rétrosternales afin d'éviter qu'un tel événement se reproduise. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Laval

Suivi de la recommandation :

Hôpital Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-10, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-09-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165625 141480

Événement :

Un homme de 45 ans décède d'un anévrisme disséquant de l'aorte ascendante.

L'homme avait consulté à l'urgence du Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice pour des douleurs thoraciques. L'investigation cardiologique s'était alors avérée normale. L'homme a été trouvé sans vie chez lui quelques jours plus tard.

Recommandation :

Que les autorités médicales du Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice :

- étudient la cause et les circonstances de ce décès afin de formuler leurs propres recommandations pour améliorer l'acte médical, si elles le jugent opportun. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Haut-Saint-Maurice

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170506 140044

Événement :

Un homme de 82 ans vivant seul décède d'une maladie mitro-aortique à Saint-Victor-de-Beauce.

L'homme était en perte d'autonomie, et son médecin s'inquiétait de son isolement. Un proche le visitait environ aux deux semaines. Le centre local de services communautaires (CLSC) a donc été interpellé et les intervenants ont remarqué que l'homme était désorganisé et que son hygiène laissait à désirer. Ils ont alors tenté de le convaincre d'emménager dans une résidence plus adaptée. Toutefois, l'essentiel de l'intervention du CLSC semble avoir été de faire le pont entre le client et la coopérative de services (entretien ménager). L'homme a été trouvé inanimé chez lui par une intervenante du CLSC. Le coroner est d'avis que le rôle du maintien à domicile est certes de maintenir les gens le plus longtemps possible à la maison, mais non au détriment de leur sécurité.

Recommandations :

Que le service de maintien à domicile du Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- réviser les dossiers actuels des clients en maintien à domicile qui ont une problématique cognitive de vulnérabilité et d'isolement afin de mobiliser les proches pour mettre en place un régime de protection ou toute autre mesure pour briser l'isolement. Cette façon de faire permettra, entre autres, à un tiers, de prendre les mesures pertinentes et de transiger avec les fournisseurs de services (téléphonie, etc.); [1]
- tenir un registre à jour des personnes vulnérables avec les coordonnées des personnes ressources (famille, amis) afin de pouvoir intervenir rapidement lorsque la situation présente des risques; [2]
- offrir de façon systématique aux personnes isolées un dispositif simple et fiable d'appel à l'aide. [3]

Que l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec :

- s'assurer que les plus hauts standards d'intervention psychosociale ont été atteints dans ce dossier. [4]

Organisations/personnes visées :

Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec
Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165840 138032

Événement :

Un garçon de 14 ans atteint du syndrome de Marfan, porteur d'une dilatation anévrismale de l'aorte ascendante ainsi que d'un pectus excavatum sévère, décède à son domicile.

Le jeune garçon est suivi en cardiologie à l'Hôpital Sainte-Justine. Il devait subir une correction chirurgicale de la condition thoracique avant de subir une chirurgie aortique prévue à court terme. Le 4 septembre 2007, il est vu à l'Hôpital de Saint-Eustache pour une céphalée. Les examens s'avèrent normaux. Le 10 septembre 2007, il consulte à l'urgence de l'Hôpital Sainte-Justine, toujours pour la céphalée en plus d'une douleur présente à la nuque qui irradie vers les poumons. Les examens s'avèrent encore normaux, mais aucune radiographie pulmonaire n'a été faite et il reçoit son congé. Le 17 septembre 2007, il est trouvé sans vie à son domicile.

Une complication possible d'une dilatation de l'aorte étant sa rupture, le coroner s'interroge sur la pertinence de procéder à tout le moins à une radiographie pulmonaire pour vérifier l'aspect du médiastin à son arrivée à l'urgence de l'Hôpital Sainte-Justine.

Recommandation :

Que le comité de l'évaluation de l'acte médical, dentaire et pharmaceutique de l'Hôpital Sainte-Justine :

- étudie le présent dossier pour déterminer s'il aurait été pertinent de pousser plus loin l'investigation compte tenu des douleurs thoraciques du patient. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Sainte-Justine

Suivi de la recommandation :

Hôpital Sainte-Justine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304235 138825

Événement :

Un homme de 82 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë.

Le 24 novembre 2007, l'homme se présente à l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal pour des douleurs intermittentes multiples aux bras et au thorax. Il passe un électrocardiogramme qui se révèle anormal. Il reçoit son congé avec un diagnostic de douleurs musculaires et on lui recommande du repos et de prendre du tylénoïl.

Il est trouvé sans vie par son fils à son domicile, quatre jours plus tard.

Recommandation :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Sacré-Cœur de Montréal :

- analyse les actes médicaux du 24 novembre 2007 et prenne les mesures jugées nécessaires, s'il y a lieu. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-10-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306111 139779

Événement :

Enquête publique portant sur le décès d'une femme de 84 ans à la Résidence Le Coulongeais, à Québec. La cause du décès est attribuable à une pneumonie.

Une semaine avant son décès, la femme consulte à l'urgence de l'Hôtel-Dieu de Québec pour un œdème important aux jambes et parce qu'il lui est presque impossible de se tenir debout. Les résultats des examens sont normaux et la patiente reçoit une prescription d'antibiotiques pour une dermite de stase bilatérale et possiblement une cellulite à la jambe droite. Comme la femme vit seule en appartement, le médecin demande qu'elle soit rencontrée par une travailleuse sociale pour un hébergement temporaire en maison de convalescence. Un placement est organisé à la Résidence Le Coulongeais. La patiente y arrive le 19 février dans un état stable. Elle a seulement besoin d'assistance pour ses pansements et d'aide pour la mobilité. Le lendemain de son admission, elle tousse et a des expectorations très abondantes. Dans les jours qui suivent, son état se détériore. Elle présente une asthénie générale et de la dysphagie. La nuit du 25 février, la patiente respire difficilement et est incapable de boire de l'eau. Vers 5 h, elle est trouvée sans vie par une préposée. Celle-ci ne tente aucune manœuvre de réanimation et joint par téléphone la propriétaire de la résidence qui appelle le 9-1-1, deux heures après avoir été avisée de la situation.

L'enquête révèle que la Résidence Le Coulongeais s'est avérée, a posteriori, un mauvais choix, d'une part, parce qu'elle ne respectait pas les conditions de son offre de services et, d'autre part, parce que l'état de santé de la victime s'est dégradé sévèrement.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale :

- resserre les critères qui permettent de reconnaître une résidence comme milieu de référence pour l'hébergement temporaire de ses patients et notamment de prévoir l'obligation d'une présence infirmière en tout temps; [1]

- évalue l'autonomie et les besoins de tous les résidents de la Résidence Le Coulongeois, afin de s'assurer que celle-ci est en mesure de leur offrir des conditions de vie sécuritaires.[2]

Que le Centre local de services communautaires La Source :

- vérifie régulièrement la conformité des offres de service avec les services véritablement offerts dans une résidence où sont dirigés des patients pour de l'hébergement temporaire. [3]

Que la Résidence Le Coulongeois :

- rédige un manuel de pratiques et de procédures applicables par son personnel lors d'accidents et d'urgences, notamment dans les cas d'arrêt cardio-respiratoire; 4]
- s'assure que ce manuel est connu de tous les membres du personnel et appliqué de façon scrupuleuse dans la résidence;[5]
- veille à ce que les niveaux de soins des résidents soient connus de tous les membres du personnel et que ces derniers soient tous capables de pratiquer les manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des ambulanciers; [6]
- s'assure de la formation de son personnel (préposées et infirmières auxiliaires) notamment en instituant un programme de formation continue; [7]
- s'assure que les préposées aux bénéficiaires sont supervisées par une personne compétente; [8]
- augmente le nombre d'heures de présence de l'infirmière auxiliaire afin de pouvoir répondre adéquatement aux besoins de ses résidents en matière de soins; [9]
- s'assure que les dossiers des résidents sont remplis correctement et notamment que l'heure de l'administration et la dose reçue de médicaments (prescrits ou en vente libre) y sont inscrites. [10]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale
Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord
Résidence Le Coulongeois

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Résidence Le Coulongeois

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux de Québec-Nord

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-11-13, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170509 140713

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une arythmie maligne au Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Beauce.

L'homme était hospitalisé depuis quatre jours pour une pneumonie. Son congé était prévu le lendemain. En fin de soirée la veille du départ, il est trouvé par terre dans une flaque de sang, par une préposée. Elle appelle au poste des infirmières pour avoir de l'aide et le code bleu est lancé pour l'équipe de réanimation. Deux infirmières se présentent sur les lieux, mais personne ne fait de manœuvres de réanimation. Ce n'est qu'à l'arrivée de l'équipe de réanimation que les manœuvres ont été entreprises.

Recommandations :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- étudie le dossier pour vérifier le comportement de ses membres et apporte les correctifs opportuns pour rehausser la qualité de l'acte infirmier au CSSS eu égard à la réanimation cardiorespiratoire. [1]

Que le Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- s'assure du suivi de la mise en place des correctifs établis à la suite du décès du patient. [2]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Suivi des recommandations :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux de Beauce

4. Causes naturelles

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-11-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-11-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

5 CAUSES INDÉTERMINÉES

5.1 DÉCÈS DE NATURE INDÉTERMINÉE

Avis/Dossier : A-159406 133148

Événement :

Un homme de 24 ans décède d'un polytraumatisme secondaire à une chute du toit du Centre hospitalier universitaire de Montréal - Hôtel-Dieu, où il avait été admis 21 heures plus tôt.

Cet homme, étudiant universitaire originaire de la République du Niger, est sans antécédents psychiatriques connus. Il est admis à l'urgence de l'Hôtel-Dieu de Montréal pour un épisode psychotique. Il est rapidement évalué par l'urgentologue qui demande une consultation en psychiatrie et prescrit une garde préventive, diverses analyses dont une recherche de drogues et une médication, si agitation. Durant son court séjour à l'urgence, le patient est installé à vue à proximité du poste des infirmières et il est sous la surveillance constante d'un préposé aux bénéficiaires (PAB) qui note régulièrement son comportement. Comme le patient est relativement calme, on lui retire les contentions quelques heures après son admission. Une première demande de transfert en psychiatrie est demandée le 21 juillet à l'hôpital Saint-Luc puisqu'il n'y a pas d'urgence psychiatrique ni de département de psychiatrie à l'Hôtel-Dieu. Ce transfert est accepté mais pour le lendemain matin, car les résultats des analyses toxicologiques ne sont pas encore accessibles. Le lendemain matin, après sa visite, le médecin réitère sa demande mais cette fois l'infirmière communique avec l'hôpital Notre-Dame et Urgences-santé pour organiser le transfert.

L'homme est plus ou moins coopératif et, par moments, un peu agité. En aucun moment son comportement ne semble avoir été suffisamment inquiétant pour que l'infirmière décide de lui administrer la médication prescrite par le médecin, si nécessaire. Après qu'on lui eut refusé ses vêtements et que le PAB eut tenté de le convaincre de se coucher calmement sur sa civière, il devient agité, agressif et s'enfuit de l'urgence. Le service de sécurité est appelé. Le PAB le suit dans les corridors de l'hôpital et tente de le raisonner. Au moment où le patient commence à monter dans l'escalier donnant accès au toit, le PAB le suit du regard en attendant du renfort. Une fois les agents de sécurité sur place, tout le groupe monte à son tour sur le toit de l'hôpital. Malheureusement, ils ne voient pas l'homme jusqu'à ce qu'ils atteignent le second toit et s'approchent du bord pour découvrir le corps inerte dans le jardin des religieuses.

Recommandations :

Que la Direction des regroupements clientèles et la Direction générale du Centre hospitalier universitaire de Montréal :

- prennent connaissance de ce dossier et s'assurent que les mesures appropriées sont mises en place pour répondre aux besoins et assurer la protection des patients psychiatriques amenés à l'urgence de l'Hôtel-Dieu de Montréal et placés sous garde préventive en raison de risques de fugue et d'agressivité physique. [1]

Que le Service des archives médicales du Centre hospitalier universitaire de Montréal:

- prenne connaissance de ce dossier et fasse en sorte que la grille d'observation des soins continus, complétée par les préposés aux bénéficiaires, soit dorénavant incluse dans le dossier médical du patient dans un souci de transparence, pour une meilleure compréhension de la problématique du patient, pour éviter une duplication du travail et une surcharge à l'infirmière soignante ainsi que pour valoriser le rôle et la contribution à l'équipe soignante des préposés aux bénéficiaires. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier universitaire de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier universitaire de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-01-15, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-01-15, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-161490 135935

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une hémorragie sous-arachnoïdienne après s'être jeté du balcon de la Résidence du Couvent, à Victoriaville.

En février 2006, l'homme est admis à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska après s'être jeté d'un balcon de la Villa des Érables où il demeurerait. Au cours de son hospitalisation, un diagnostic de la maladie d'Alzheimer est posé. Le gériatre conclut qu'à sa sortie de l'hôpital le patient ne peut plus retourner à cet endroit et doit être relogé dans une résidence offrant plus de services. La famille et le service social sont informés des besoins spécifiques de l'homme. Une liste de lieux d'hébergement est remise à la famille qui est chargée de trouver une ressource appropriée pour le père.

L'homme visite la Résidence du Couvent avec ses enfants et y emménage le jour même. Toutefois, il est clair dès le lendemain de son arrivée que cette résidence ne répond pas aux besoins spécifiés par le gériatre, le personnel de la résidence n'étant pas en mesure d'assurer la sécurité du patient. Douze jours plus tard, il est trouvé au sol, à l'extérieur de la résidence, par une femme venue chercher son père.

Recommandations :

Que l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska :

- réévalue ce dossier; [1]
- réévalue la prise en charge de ce dossier par l'équipe traitante. [2]

Que le Centre local de services communautaires de l'Érable :

- réévalue le dossier et la prise en charge de ce patient par le service social de son établissement; [3]
- révise le contenu des listes de ressources d'hébergement privées remises aux familles et les adapte aux besoins spécifiques de chaque patient;[4]
- révise les échanges de communication entre son établissement et les résidences du réseau privé sur son territoire.[5]

Que la Résidence du Couvent :

- réévalue ce dossier et envisage un processus d'échange d'information systématisé entre les intervenants du réseau public (CLSC, centre hospitalier) avant la sélection des clients; [6]
- révise l'attribution des chambres pour les patients présentant un risque suicidaire potentiel. [7]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- revoie le rôle des intervenants du réseau de la santé et des services sociaux dans le processus de relogement des bénéficiaires en centre d'hébergement privé.[8]

Organisations/personnes visées :

Hôtel-Dieu d'Arthabaska
Résidence du Couvent
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Centre local de services communautaires de l'Érable

Suivi des recommandations :Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-05-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-05-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre local de services communautaires de l'Érable

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2008-05-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-05-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2008-05-21, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Résidence du Couvent

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2008-03-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2008-05-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-03-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166913 138961

Événement :

Une collision entre deux véhicules survenue sur la route 172 à Sainte-Rose-du-Nord fait une victime.

Ce jour-là, la chaussée était glacée et recouverte d'une fine couche de neige. Le conducteur d'un véhicule circulant vers l'ouest a perdu la maîtrise de sa camionnette après avoir tenté de freiner pour éviter d'emboutir le véhicule qui le précédait. Il se retrouve dans la voie inverse et heurte de plein fouet le véhicule conduit par la victime.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure que les normes de déneigement et d'épandage d'abrasifs ont été respectées sur cette portion de route.

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-30, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-304494 137910

Événement :

Un toxicomane de 29 ans décède d'hypothermie dans un boisé, à Sainte-Marcelline-de-Kildare.

L'homme devait se rendre dans un centre de désintoxication à Saint-Béatrix lorsqu'il aurait sauté du véhicule en marche pour se sauver dans le bois. Le bénévole qui l'accompagnait n'aurait pas immédiatement déclaré l'événement. Ce n'est que trois jours plus tard que l'on a signalé sa disparition au service de police de Joliette. Malgré la diffusion d'un rapport de disparition, aucune recherche par les policiers n'a été effectuée. Ce n'est que cinq mois plus tard qu'on a trouvé le cadavre à l'état squelettique dans le bois.

Pour le coronar, le rôle d'un bénévole est assorti de certaines responsabilités. La maison de thérapie aurait dû être avisée immédiatement de cette fugue. Également, un minimum de vérification et de recherche aurait dû être entrepris. Actuellement, un projet de politique en cas de disparition existe à la Sûreté du Québec. Il serait donc utile, voire nécessaire, de diffuser ce projet auprès des policiers de Joliette.

Recommandations :

Que le ministre de la Sécurité publique :

- établisse une politique commune, en cas de disparition, autant à la Sûreté du Québec que dans les corps policiers municipaux. [1]

Que la Sûreté du Québec MRC de Joliette :

- établisse une politique ou revoie sa politique en cas de disparition. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministre de la Sécurité publique
Sûreté du Québec MRC de Joliette

Suivi des recommandations :

Ministre de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2008-07-28, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sûreté du Québec MRC de Joliette

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2008-07-09, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

46. Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

Question 46: Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2008-2009.		
Catégorie d'emplois	2008-2009	
	Effectifs autorisés	Masse salariale
Coroners	12	1 651 107
Cadres supérieurs	3	273 472
Professionnels	9	638 930
Techniciens et employés de bureau	16	636 233
Ouvriers	12	393 812
	52	3 593 554

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

47. La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

Question 47 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.		
Coroners investigateurs*	Rémunération	Augmentations prévues
Brochu, Jean-E	120 151	
Chouinard, Lyne	127 516	
Dionne, Paul	120 151	
Éthier, Gilles	121 587	
Houde, Michelle	120 151	
Morin, Pierre	116 788	
Nolet, Louise	151 489	
Ramsay, Jacques	120 151	
Turmel, Serge (retraite août 2008)	54 259	
Total	1 052 243	Augmentation de 2 % à partir du 1^{er} avril 2009
Coroners enquêteurs		
Kronström, Andrée	115 797	
Malouin, Luc	115 797	
Rudel-Tessier, Catherine	115 797	
Total	347 391	Augmentation de 2 % à partir du 1^{er} avril 2009

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.
** La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

48. L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2006, 2007, 2008 et 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03

Question 48 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2006, 2007, 2008 et 2009 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Tableau 1 - Nombre de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2006, 2007 et 2008

Année de signalement du décès	2006	2007	2008
Rapport terminé	4 164	3 775	2 090
Rapport en cours	106	403	1 887
Total des décès signalés	4 270	4 178	3 977

Tableau 2 - Pourcentage de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2006, 2007 et 2008

Année de signalement du décès	2006	2007	2008
Rapport terminé	98 %	90 %	53 %
Rapport en cours	2 %	10 %	47 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 8,5 mois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

49. La liste des enquêtes terminées en 2008-2009 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

Question 49 : La liste des enquêtes terminées en 2008-2009 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2007-08-27	Dumont, Isabelle	Décès à la suite d'hémorragies sévères	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2002-09-10	Québec	2008-12-17
2007-10-11	Trudel, Claire	Décès d'un patient suivi par le CLSC	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2006-12-19	Québec	2008-07-24
2007-08-27	Roberge, Daniel	Décès par arme à feu	M ^e Luc Malouin	2004-07-25	Québec	2008-07-25
2008-04-05	Nadeau, Roger	Décès après son arrestation par des policiers	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2007-05-02	Québec	2009-02-20
2008-04-25	Cloutier, Marguerite	Décès dans une résidence pour personnes âgées	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2008-02-25	Québec	2008-10-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

50. La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2009 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

Question 50 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2009 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2003-09-29	Forgeot, Cyril	Accident d'auto à St-Jérôme	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2003-06-14		En suspens (poursuite criminelle)
2004-09-28	Berniquez, Michel	Décès après son arrestation par des policiers	M ^e Andrée Kronström	2003-06-28	Montréal	En suspens (requête en sursis de procédures)
2008-07-04	Bennis, Mohamed-Anas	Décès après une altercation avec des policiers	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2005-12-01	Montréal	En suspens (procédure judiciaire)
2008-09-18	Giguère, Yves	Décès à la suite d'un accident de motocyclette	M ^e Luc Malouin	2007-10-23	Granby	Rédaction du rapport en cours
2008-09-18	Sauvageau, Jean-Jacques	Décès dans la salle d'attente d'une clinique médicale	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2008-01-11	Laval	Rédaction du rapport en cours
2008-09-18	Un, Sitha	Décès à la suite d'une amputation d'un pied	M ^e Catherine Rudel-Tessier	2008-05-02	Laval	Rédaction du rapport en cours
2008-12-01	Villanueva, Fredy Alberto	Décès à la suite de blessures par balles	M ^e Robert Sanfaçon	2008-08-09	Montréal	Auditions prévues : 8 avril 2009 25-26-27 mai 2009 1-2-3-4-5 juin 2009 8-9-10-11 septembre 2009
2009-02-10	Benkiran, Rajaa Pinet, Jean-Paul Rivard Lanouette, Lucie St-Onge, Solange	Décès de piétons heurtés par des déneigeuses	M ^e Luc Malouin	2008-12-15 2009-02-03 2009-02-03 2009-02-03		Préparation de l'enquête
2009-02-13	Héroux, Roxanne	Décès par noyade	M ^e Luc Malouin	2007-11-20		Préparation de l'enquête

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

51. Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2008-2009.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Note de suicide à contenu testamentaire	Numéro : DIR 08-03
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : <i>Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès</i> (Articles 53 (2 ^o), 61, 62 et 63 (1 ^o))	Émission : 2008-04-10 Modification :

L'article 62 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* (ci-après appelée la «Loi») précise que «le coroner doit remettre un objet ou un document saisi à la personne qui le réclame et qui établit à sa satisfaction qu'elle y a droit, à moins que cet objet ou ce document ne soit requis pour l'application de la présente Loi ou aux fins de l'administration de la justice».

Afin d'éclairer les coroners lorsqu'ils sont appelés à appliquer cette disposition législative, il nous est apparu opportun de formuler des suggestions afin de vous permettre de déterminer, en fonction de l'article 62 de la Loi, si une personne qui, à titre d'exemple, réclame une note de suicide est une personne ayant droit à ce document aux termes de la Loi.

La difficulté majeure provient du fait qu'aucune autre disposition de la Loi ne permet de définir qui est la personne ayant droit à cette note ou lettre de suicide.

Compte tenu du silence de la Loi à cet égard, il nous apparaît que ce sont avant tout des règles de prudence qui s'avèrent de mise pour pallier ce silence.

Il va de soi que les balises ci-après énoncées ne sont que des suggestions et ne peuvent couvrir toutes les situations d'espèce, et ne sauraient suppléer au bon jugement et au libre arbitre du coroner.

En pratique, il nous apparaît que quatre scénarios sont les plus susceptibles de se présenter.

Premier scénario : La note est adressée à une personne en particulier et cette personne est parfaitement identifiée. Par exemple, il peut s'agir d'une lettre ou d'une note de suicide adressée «à ma femme Alice» ou «à mon fils Paul». Dans une telle hypothèse, peu importe si la note ou lettre de suicide comporte un contenu testamentaire, le document nous apparaît alors, au premier chef, constituer un écrit de nature privée adressé à un destinataire précis.

Cette personne nous apparaît alors être celle ayant droit à l'original du document selon les articles 62 et 63 alinéa 1 de la Loi.

La même solution doit être apportée, selon nous, si la note est adressée à une personne en particulier et que cette personne est parfaitement identifiable à la lecture de celle-ci : l'original de la note devrait être remis exclusivement à cette personne. Pour illustrer cette situation, la lettre d'adieu pourra être adressée «À Jean». Souvent, à la lecture, Jean pourra se révéler être, en fait, soit un fils, soit un frère, etc.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF
DIR 08-03 (suite)

Deuxième scénario : La note est adressée à plusieurs personnes bien identifiées, par exemple «À mes fils Pierre et Paul». Dans ce cas, chacune de ces personnes a droit à l'original du document saisi. Le premier réclamant, par exemple Pierre, devrait donc être privilégié.

Là encore, ces personnes nous paraissent être celles ayant droit au document selon les articles 62 et 63 alinéa 1 de la Loi.

Une photocopie de la photocopie conservée au dossier pourra bien évidemment être remise à Paul sur demande de sa part.

Même solution si la note est adressée à plusieurs personnes parfaitement identifiables.

Troisième scénario : La note n'est pas adressée à une ou à des personnes identifiées ou parfaitement identifiables (ex. : À mes enfants, À ma famille, À ma succession, À mes héritiers, etc.), mais elle nomme un seul légataire universel.

Alors, le coroner pourrait vraisemblablement choisir de revenir à la disposition testamentaire elle-même : si celle-ci identifie un seul légataire universel (ex. : je laisse tous mes biens à mon fils Paul), alors le légataire universel aurait droit à l'original de la lettre ou de la note de suicide.

Toutefois, si la note ou lettre de suicide est moins ambiguë à ce sujet ou encore si plusieurs légataires semblent y être désignés, alors le coroner devra plutôt s'en remettre au scénario 4.

Quatrième scénario : La note ne s'adresse pas à une ou à des personnes identifiées ou parfaitement identifiables et ne contient pas un legs universel en faveur d'une seule personne (ex. : la note identifie plusieurs personnes comme légataires).

Alors, nous pensons que le coroner ne devrait se départir de l'original du document saisi qu'en faveur du liquidateur de la succession, sur production des pièces justificatives. Entre temps, et conformément à son devoir de garde (article 61 de la Loi), le coroner devra choisir de retenir l'original du document.

Rien, bien sûr, n'empêche qu'une photocopie (le pouvoir de faire une photocopie du document saisi est reconnu à l'article 53, alinéa 2 de la Loi), de cette note puisse être remise à toute personne qui paraît y avoir un intérêt (parent, ami, etc.).

Dans tous les cas, à chaque fois que l'original du document saisi est remis, une photocopie de ce document devrait être conservée au dossier.

De plus, une photocopie de tout document, ou à plus forte raison l'original de tout document, ne devrait être délivré qu'après s'être assuré de l'identité de la personne qui y a droit. Idéalement, cette vérification devrait nécessairement se faire à partir d'un document officiel avec photo récente de la personne, tel un passeport encore valide, la carte d'assurance maladie du Québec ou encore le permis de conduire. Dans la mesure du possible, la remise devrait donc éviter de se faire par intermédiaire.

**DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF
DIR 08-03 (suite)**

Ces façons de procéder en fonction de quatre scénarios possibles vous sont suggérées afin de vous permettre une juste application des articles 62 et 63 de la Loi. Nous réitérons cependant que les suggestions que nous formulons ne peuvent couvrir toutes les situations d'espèce et ne sauraient suppléer à votre bon jugement et à votre libre arbitre.

À cet égard, la Loi reconnaît d'ailleurs une bonne marge de manœuvre au coroner en établissant, à l'article 62 de la Loi, que le coroner doit remettre le document saisi à une personne qui établit, à sa *satisfaction*, y avoir droit.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Trousses de prélèvements	Numéro : DIR 08-04
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives :	Émission : 2008-04-11 Modification :

Veuillez prendre note que pour des raisons de sécurité nous avons modifié les trousse de prélèvements. Désormais, chaque trousse contient 4 tubes. Les tubes dédiés aux prélèvements sanguins autrefois en verre ont été remplacés par des tubes en plastique. Toutefois, ces nouveaux tubes ont une capacité de 6 ml, alors que ceux en verre avaient une capacité de 10 ml.

Or, afin d'obtenir un volume sanguin suffisant pour permettre des expertises de qualité, deux (2) tubes de 6 ml doivent être remplis à leur capacité maximale. Le troisième tube en plastique de 6 ml sert aux prélèvements oculaires. Le dernier tube est toujours destiné à recevoir l'urine et il n'y a pas eu de changement à cet effet.

Par conséquent, les trousse sont maintenant accompagnées de quatre (4) étiquettes afin de permettre une identification adéquate de chacun des tubes.

Si de plus amples informations vous sont nécessaires, veuillez vous adresser à la personne responsable des achats au (418) 643-1845.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Rapport d'investigation - Rédaction	Numéro : DIR 08-05
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : <i>Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès</i> (Articles 91 et 92)	Émission : 2008-04-18 Modification :

J'attire votre attention sur l'importance de la rigueur dans la rédaction des rapports d'investigation, tant en ce qui concerne l'exactitude des informations concernant l'identité de la personne décédée, la date, l'heure et le lieu du décès, qu'en ce qui concerne la qualité de la rédaction des informations portant sur les circonstances du décès.

Cette rigueur est de mise en ce qui concerne le prénom et le nom à la naissance, de même que la date de naissance et la date du décès. Il arrive assez souvent que nous constatons qu'il y a eu inversion du nom et du prénom.

Les augmentations substantielles récemment apportées par le nouveau tarif vont de pair avec une plus grande exigence sur le plan de la précision et de la qualité de la rédaction de vos rapports.

Par ailleurs, il m'apparaît important de vous rappeler qu'il vous appartient ultimement, à titre de coroner, de déterminer la date, l'heure et le lieu où est survenu le décès en fonction des éléments de preuve en votre possession.

Dans un envoi que je vous ai fait parvenir le 19 mai 2006 (DIR 06-03), je vous informais que le responsable du registre des événements démographiques à la Direction de la méthodologie, de la démographie, des enquêtes spéciales, Institut de la statistique du Québec, portait à notre attention que plusieurs coroners indiquaient systématiquement à la case 1 du Bulletin de décès (SP-3) le nom de l'établissement où le décès avait été constaté par un médecin.

Nous vous rappelons que, dans la mesure du possible, vous devez tenter de déterminer avec le plus d'exactitude possible le lieu, la date et l'heure de la survenance réelle du décès et non inscrire systématiquement et automatiquement le nom de l'établissement où le décès a été constaté par un médecin.

Il va de soi que la date, l'heure et le lieu du décès doivent être identiques sur le Bulletin de décès et dans votre rapport d'investigation.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Décès d'une personne sous la garde d'un tiers	Numéro : DIR 08-06
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : Manuel <i>l'Investigation</i>	Émission : 2008-04-23 Modification :

J'ai reçu au cours des dernières années des appels des coroners qui ont eu à investiguer des décès survenant chez des personnes étant sous la garde d'un tiers, notamment en centre de détention.

Ces coroners s'interrogeaient sur la nécessité de demander une autopsie ou encore sur l'endroit où la pratiquer.

À cet égard, je vous réfère aux pages 65 et 149 de votre manuel *l'Investigation* et je vous invite à la prudence. Ce sont des décès où l'autopsie doit généralement être pratiquée, et ce au *Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale*.

Objet : Formulaire 7 - Rapport d'investigation Motif de demande de modifications au rapport	Numéro : DIR 08-07
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : <i>Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès</i> (Articles 91 et 92)	Émission : 2008-05-15 Modification :

Le rapport du coroner étant un document public, vous devez en soigner la présentation tout autant que le contenu. Le logiciel de gestion des dossiers mis à votre disposition vous fournit un gabarit qui permet d'uniformiser et d'optimiser la présentation de ces rapports. Je vous incite fortement à l'utiliser, ou à défaut, à demander à votre secrétaire d'adopter les mêmes paramètres de présentation, qui sont les suivants :

- police de l'en-tête : Arial 11;
- police du corps du texte : Times New Roman 11 à simple interligne;
- titres des grandes sections : Times New Roman 12 en majuscules.

Je vous rappelle également qu'il est important de ne pas modifier la version électronique du formulaire officiel *Rapport d'investigation du coroner*.

Par ailleurs, j'ai fait produire un formulaire intitulé *Motifs de demande de modifications au rapport*, dont vous trouverez copie ci-jointe. Ce formulaire vous sera expédié par l'équipe de contrôle de la qualité chaque fois que des modifications mineures doivent être apportées à un rapport. Dans les cas exigeant des corrections plus substantielles, vous recevrez une lettre signée par le coroner en chef adjoint ou moi-même et vous serez également informés des commentaires pertinents.

Dans tous les cas, le nouveau rapport que vous ferez devra être signé et porter la date de signature, avant d'être acheminé à l'analyste qui a traité votre dossier.

MOTIFS DE DEMANDE DE MODIFICATIONS AU RAPPORT

Date d'envoi de la demande :

Numéro d'avis :

Nom et adresse de la personne décédée

- ☐ Orthographe du nom erronée
- ☐ Inversion du nom et du prénom
- ☐ Municipalité de résidence erronée

Erreur de date ou de lieu

- ☐ Date de décès erronée
- ☐ Date de naissance erronée
- ☐ Lieu de décès erroné
- ☐ Incompatibilité entre l'heure et le lieu du décès
- ☐ Incompatibilité entre la date de décès et l'état du cadavre à cette date
- ☐ Autres erreurs de date

Toxicologie

- ☐ Incompatibilité entre le rapport d'investigation et les résultats des analyses toxicologiques

Atteinte à la réputation et à la vie privée

- ☐ Adresse personnelle révélée dans le rapport

- ☐ Renseignements non pertinents sur la personne décédée
- ☐ Renseignements non pertinents sur des tiers

Forme du rapport

- ☐ Qualité du français
- ☐ Présentation du rapport inadéquate

Autres observations

Signature de l'analyste :

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Formulaire 1(a) - Avis annulé	Numéro : DIR 08-08
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : <i>Règlement sur la rémunération des coroners à temps partiel (Article 4)</i>	Émission : 2008-05-23 Modification :

Lorsque vous êtes avisés d'un décès et qu'il n'y a pas lieu de procéder à une investigation (notamment pour un décès naturel dont la cause probable est connue), je vous rappelle qu'il est important de remplir le formulaire Avis annulé 1(a) et de nous le faire parvenir rapidement.

Ainsi, le personnel du Bureau du coroner sera informé et pourra répondre adéquatement à notre clientèle qui appelle croyant qu'il s'agit d'un cas de coroner.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Décès de ressortissants étrangers au Québec	Numéro : DIR 08-09
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : Convention du Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, article 37	Émission : 2008-06-06 Modification :

En cas de décès d'un ressortissant étranger au Québec, la convention du Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 prévoit, à son article 37, que les autorités compétentes de l'État de résidence (en l'occurrence, les autorités québécoises) doivent notifier sans retard le poste consulaire de l'État dont la personne décédée avait la nationalité.

Afin de se conformer à l'exigence ci-dessus décrite et après discussion avec le Service du Protocole du gouvernement du Québec, il a été convenu que la façon la plus simple pour le Bureau du coroner de s'acquitter de cette obligation serait d'informer dans les meilleurs délais le Service du Protocole du gouvernement du Québec de tout décès d'un ressortissant étranger survenant sur le territoire du Québec. Le Service du Protocole se chargera par la suite d'informer les autorités consulaires du pays concerné. On entend par ressortissant étranger une personne qui ne possède pas la citoyenneté canadienne.

La transmission de cette information au Service du Protocole se fera autant lorsqu'il s'agit d'un décès de nature violente, obscure ou de cause indéterminée répondant donc aux critères de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* que lorsque sera donnée l'autorisation de sortie d'un corps, hors des frontières du Québec, d'un ressortissant étranger. Veuillez noter que plusieurs policiers prennent l'initiative de transmettre cette information directement au Protocole. Il y a donc lieu de vérifier avec ces derniers, afin d'intervenir qu'une seule fois.

Le Service du Protocole peut être rejoint en tout temps, 24 heures sur 24 et 7 jours semaine aux numéros de téléphone suivants :

Aux heures normales de bureau : (418) 649-2346
En dehors des heures de bureau : 1^{er} numéro (418) 558-3054
2^e numéro (à faire seulement si aucune réponse au premier numéro (418) 559-3761

Lorsque vous êtes avisés du décès d'un agent diplomatique, d'un fonctionnaire consulaire ou d'un dirigeant politique étranger (chef d'État, chef du gouvernement, ministre des Affaires étrangères et ministre), ces personnes jouissant de l'immunité de juridiction et de l'inviolabilité, même après le décès sauf renonciation expresse de l'État concerné, vous devez immédiatement aviser le coroner en chef adjoint ou moi-même, afin d'obtenir le support nécessaire. Dans de telles situations, la levée d'immunité pourrait être nécessaire, afin de procéder à des expertises requises par votre investigation.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Demandes d'information relatives aux investigations en cours (délais)	Numéro : DIR 08-10
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives :	Émission : 2008-07-21 Modification :

Depuis le 1^{er} mai 2002, les demandes d'information provenant de citoyens (membres de la famille du défunt, avocats, notaires, compagnies d'assurances, etc.) portant sur les motifs du délai dans le dépôt d'un rapport d'investigation étaient traitées par M^e Pierre Morin qui entraînait alors en communication avec vous afin de s'enquérir des motifs de tels délais.

En prévision du départ en préretraite de M^e Morin, le 15 août 2008, il m'est apparu opportun de confier cette tâche aux deux préposées au Service à la clientèle.

Dorénavant, ces dernières communiqueront avec vous lorsqu'elles auront reçu une demande d'information relative aux délais dans le dépôt d'un rapport d'investigation, afin de s'enquérir des motifs du retard ou du délai.

De façon générale, ces préposées vous contacteront par courriel en annexant à leur message le formulaire joint à la présente, en vous priant de le remplir et de le retourner; par ailleurs, si vous préférez un autre mode de communication (téléphone, fax ou autre), veuillez nous en aviser immédiatement.

J'apprécierais que, dès réception d'un tel courriel, ou autre mode de communication, vous procédiez aux vérifications nécessaires à votre dossier et répondiez par courriel ou autrement dans les 24 heures suivant la réception de ce message.

Par ailleurs, on a porté à mon attention que des coroners en attente d'annexes (rapport d'autopsie, rapport de police, etc.) demandent à nos préposées de faire les démarches nécessaires pour obtenir lesdites annexes; je vous rappelle qu'il est de votre mandat de vous assurer vous-mêmes d'obtenir les annexes qui vous manquent et qu'il n'appartient pas à nos préposées au Service à la clientèle de procéder auxdites démarches.

Je compte sur votre collaboration afin que les interventions de nos préposées auprès de vous reçoivent un accueil courtois et une réponse rapide afin que celles-ci puissent informer correctement les citoyens qui ont communiqué avec elles pour s'enquérir des motifs dans le retard ou les délais aux fins du dépôt de votre rapport d'investigation.

ÉTAT DE L'INVESTIGATION EN COURS

Nom de la victime :

No de l'avis :

Date du décès :

Avez-vous toutes vos annexes?

Oui : ☐

Non : ☐

Si oui, à quelle date comptez-vous nous faire parvenir votre rapport d'investigation :

Sinon, que vous manque t-il?

☐ Dossier médical;

☐ Rapport d'autopsie;

☐ Rapport d'expertise toxicologique;

☐ Rapport d'enquête policière;

☐ Rapport de la CSST;

☐ Autres documents (précisez).

Si le dossier est complet, préciser la semaine où votre rapport sera signé :

P.S : COMPLÉTER ET RETOURNER IMMÉDIATEMENT

Objet : Plusieurs décès lors du même événement	Numéro : DIR 08-11
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives : Manuel l'Investigation (page 34)	Émission : 2008-07-29 Modification :

On a récemment porté à mon attention quelques situations où deux coroners ont été avisés pour des décès survenus à la suite du même événement, mais à des moments ou à des endroits différents. Il faut éviter que deux coroners mènent en parallèle des investigations portant sur les mêmes circonstances. En effet, il n'est pas souhaitable de se retrouver avec deux rapports publics faisant état de deux interprétations différentes des circonstances d'un seul et même événement.

C'est pourquoi, je vous rappelle l'importance d'observer la ligne de conduite mentionnée dans le manuel L'Investigation (2001), à la page 34 :

«Il peut y avoir décès multiples à la suite d'un même événement, mais à des moments différents, de telle sorte que deux coroners sont avisés et doivent procéder à une investigation. Dans ces cas, nous prôtons qu'un seul coroner procède à l'investigation et que le coroner en chef ou son adjoint soit avisé, pour un éventuel transfert de dossier».

En pratique, cela signifie que le deuxième coroner avisé de tout décès surnuméraire au premier survenu dans un événement devrait communiquer avec le coroner en chef adjoint ou coroner en chef, de sorte que le cas soit transféré au coroner visé du premier décès.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Toxicologie - Technique de prélèvement d'échantillons	Numéro : DIR 08-12
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives :	Émission : 2008-07-30 Modification :

Il arrive de plus en plus souvent que des prélèvements soient effectués par des médecins oeuvrant dans différents hôpitaux, notamment des urgentologues.

Cette pratique est à encourager puisqu'elle offre de nombreux avantages ; elle évite notamment d'avoir à transporter des corps et permet de les libérer plus rapidement.

Cependant, les boîtes de prélèvements fournies par le Bureau du coroner doivent toujours être utilisées afin d'assurer une qualité dans les résultats attendus. Le tube lavande fourni dans les hôpitaux ne peut servir, car le préservatif qu'il contient affecte le résultat d'alcoolémie.

Profitant de cette occasion, je vous rappelle l'importance de toujours obtenir du sang par voie fémorale (et non cardiaque ou autre), ainsi que du liquide oculaire.

DIRECTIVE DU CORONER EN CHEF

Objet : Rémunération des examens externes	Numéro : DIR 08-13
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives :	Émission : 2008-08-12 Modification :

Je vous rappelle qu'afin d'avoir droit à cette rémunération, le formulaire 8 doit être présent au dossier et dûment rempli. Cet examen doit être complet, même si la cause de décès est connue. Ce document devient une annexe à votre rapport d'investigation.

Tout demandeur qui, répondant aux critères prévus à l'article 101 de la loi, obtient copie de ce document devra y trouver les informations pertinentes à cet examen (état de conservation du corps, lividités, rigidités, description détaillée des différentes lésions traumatiques, des cicatrices, tatouages, présence ou pas d'écoulement des divers orifices, etc.).

Il est aussi important d'inscrire la date, l'heure et l'endroit où l'examen a été pratiqué.

Pour un formulaire adéquatement rempli, signé et daté, le coroner qui a pratiqué l'examen externe recevra, lors du dépôt de son dossier, un montant de 79,00 \$.

Aucune rémunération ne sera versée au coroner ayant omis de remplir exhaustivement ledit formulaire, même s'il a pratiqué l'examen externe.

Objet : Matériel requis pour les examens externes et les prélèvements	Numéro : DIR 08-14
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives :	Émission : 2008-08-14 Modification :

Depuis la révision par la RAMQ de la tarification des examens externes pratiqués par des médecins à la demande d'un coroner, de plus en plus de milieux sont intéressés à répondre à ces demandes.

Si les milieux avec lesquels vous travaillez ne possèdent pas de formulaires d'examen externe d'un cadavre (formulaire 8) ou de trousses de prélèvement, veuillez nous en aviser immédiatement et nous ferons le nécessaire pour leur en fournir rapidement.

Objet : Recommandation au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP)	Numéro : DIR 08-15
Coroner en chef : D ^{re} Louise Nolet	Date
Références légales ou administratives :	Émission : 2008-11-27 Modification :

Les coroners formulent souvent des recommandations concernant la qualité des soins médicaux. Plusieurs de ces recommandations s'adressent au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMPD), qui doit répondre au conseil d'administration de la qualité de l'acte médical, dentaire ou pharmaceutique pratiqué dans l'établissement.

Le D^r André Garon, directeur de la qualité de l'exercice au MSSS, nous a suggéré le libellé suivant pour ce genre de recommandation :

«Que le présent rapport soit soumis pour examen à l'attention du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement, afin qu'il assure l'analyse des actes médicaux posés (*insérer quand et où les actes ont été posés*) et qu'il fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises, en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances».

Cette formule correspond bien au mandat du CMDP. Je vous invite à la prendre en considération dans les cas pour lesquels vous envisagez faire des recommandations touchant le contrôle de la qualité des soins dans un établissement. Vous demeurez toutefois libres d'utiliser toute autre formule adéquate, selon les objectifs de la recommandation et sa pertinence relativement aux circonstances du décès sous investigation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

52. Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

Question 52 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
	2008-2009	
Dirigeant et membre	2	268 173
Cadres	2	221 010
Professionnels	22	1 610 331
Techniciens	3	122 857
Personnel de bureau	9	352 207
Total	38	2 574 578

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

53. La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

Question 53 : La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Le commissaire à la déontologie policière :	M ^e Claude Simard	mandat du 16 mars 2005 au 15 mars 2010	Traitement au 31 mars 2009 : 141 781
Le commissaire adjoint :	M ^e Réjean Gauthier	mandat du 1 ^{er} avril 2008 au 31 mars 2011	Traitement au 31 mars 2009 : 115 797
Pour les augmentations et bonis prévus :			2 % d'augmentation au 1 ^{er} avril 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

54. La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2008-2009
(incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause) ainsi que le nombre de dossiers
portés en appel par corps policier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

Question 54 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2008-2009 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause) ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policiers.

	<u>Nombre de plaintes</u>	<u>Nombre de policiers</u>
Nombre de plaintes reçues en 2008-2009.	1 599⁽¹⁾	2 585
1. Corps policier:		
- Sûreté du Québec	346	496
- Service de police de la ville de Montréal	678	1 100
- Corps de police municipaux	577	985
- Constables spéciaux	1	1
- Contrôleurs routiers	3	3

⁽¹⁾ Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers.

2. Corps policiers	<u>Nombre de dossiers</u>
- Sûreté du Québec	3
- Service de police de la Ville de Montréal	4
- Corps policiers municipaux	1
- Constables spéciaux	0
TOTAL :	8

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

55. La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2008-2009 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

Question 55 : La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le Commissaire pour la période 2008-2009 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Traitement apporté et décisions suite à l'examen préliminaire:

- Conciliations:	618
- Enquêtes:	105
- Plaintes refusées:	862
- Désistement:	1
- À l'étude:	149

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de **40 jours** pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

56. Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE – 03-04

QUESTION 56 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

861 plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire et ce, pour les raisons suivantes :

- ❖ Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- ❖ La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- ❖ La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- ❖ Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- ❖ Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- ❖ Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

De ces plaintes, on notera :

Plainte irrecevable : 61

Refus faute de précisions demandées : 39

Refus de la plainte – Identification des policiers impossible : 3

Autres motifs : 758 ont donné lieu à des décisions particularisées, écrites et motivées transmises aux plaignants et aux policiers impliqués.

Remarque : Les décisions écrites et motivées du Commissaire sont transmises aux parties. Le plaignant dispose d'un droit de révision.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

57. État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

Question 57 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 146 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policières et soumises au Comité de déontologie policière. Le Comité de déontologie policière a rendu 131 décisions, dont 9 défavorables aux policiers requérants.

Les 15 dossiers restants sont soit, en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours du présent exercice financier.

Au cours de l'année financière 2008-2009, 40 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 39 décisions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

58. Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

Question 58 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégories d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
Président et membres	8*	883,8
Professionnels	3	86,7
Autre personnel (régulier)	9	297,5
Contribution de l'employeur (rég.)		6,4
TOTAL	20	1 274,4

* un poste est vacant.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

59. La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

Question 59 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.

Nom, prénom	Titre	Début du contrat	Fin du contrat	Rémunération au 31 mars 2009
Bilodeau, Mario	Membre	2008-11-10	2011-10-09	164 638,00 \$
Cohen, Michèle	Membre	2005-05-09	2010-05-08	115 797,00 \$
Drouin, Pierre	Membre	2007-01-07	2010-01-06	115 797,00 \$
Gagné, Pierre*	Président	2008-11-10	2013-11-09	121 587,00 \$
Haccoun, Nathalie*	Vice-présidente	2009-03-02	2014-03-01	108 661,00 \$
Iuticone, Richard	Membre	2007-01-29	2010-01-28	115 797,00 \$
Rivard, Louise	Membre	2004-06-29	2009-06-28	82 901,00 \$

* **Augmentation prévue** : 2 432 \$ (2 % au 1^{er} avril 2009) = 124 018 \$

* **Augmentation prévue** : 2 173 \$ (2 % au 1^{er} avril 2009) = 110 834 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

60. Le nombre de dossiers reçus pour la période 2007-2008 par catégorie (citations/révisions)
et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

Question 60 : Le nombre de dossiers reçus par catégories (citations/révisions) et par origines (SQ, SPVM, corps municipaux)¹ durant la période 2008-2009.

Dossiers reçus en 2008-2009 au 31 mars 2009

Origine	Citations	Révisions	Excuses
Sûreté du Québec	3	6	16
Corps municipaux	20	8	5
SPVM	22	12	16
Polices amérindiennes	0	0	0
Constables spéciaux	0	0	0
Contrôleurs routiers	0	0	0
Agents de la protection de la faune	0	0	0
TOTAL	45	26	37

¹ Incluant également les polices amérindiennes, constables spéciaux et contrôleurs routiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

61. Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2009, par catégories et par origines.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

Question 61 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2009, par catégories et par origines.

Le dossier en suspens au 31 mars 2009 fait l'objet de recours devant les tribunaux supérieurs.

Origine	Citations	Révisions	Excuses
Sûreté du Québec	0	0	0
Corps municipaux	0	0	0
SPVM	1	0	0
Polices amérindiennes	0	0	0
Constables spéciaux	0	0	0
Contrôleurs routiers	0	0	0
Agents de la protection de la faune	0	0	0
TOTAL	1	0	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

62. Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

Question 62 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation pour l'année 2008-2009 est de 15,6 mois *.

Il s'agit du délai entre le dépôt au greffe de la citation et la transmission de la décision finale, peu importe l'année du dépôt du dossier au greffe incluant les dossiers suspendus en raison de procédure devant les tribunaux supérieurs.

* Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation pour l'année 2008-2009 en excluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs est de 15,3 mois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

63. Les effectifs de la CQLC, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2008-2009, et prévisions pour 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 63 : Les effectifs de la CQLC, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2008-2009, et prévisions pour 2009-2010.

Catégories d'emploi	2008-2009	
	Nombre	Masse salariale
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	12	1 248,4
Professionnels	14	897,6
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	21	981,2
TOTAL	47	3 127,2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

64. La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2008-2009, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 64 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2008-2009, incluant leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

1. Membres à temps plein

Nom	Traitement annuel	Date de fin de mandat
Bédard, Paul	109 131	2012-02-04
Danis, Caroline	85 886	2012-02-04
Dugré, Jean	115 797	2009-09-06
Fillion, Julie	93 126	2013-02-03
Larrivée, Régis	130 983	2012-12-11
Marsolais, Diane	91 039	2012-02-04
Sauvé, Manon	112 966	2013-03-30
Sultan, David	127 516	2012-02-04
Tétreault, Lucie	90 924	2012-10-08
Tremblay, Jean-René	95 997	2012-02-04
Trudeau, Marie-Andrée	141 781	2012-07-02

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 64 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2008-2009, incluant leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

2. Membres à temps partiel

Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Falardeau, Mark Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph	Petosa, Connie Richard, Hélène St-Amand, Reynold St-Pierre, Louise Turmel, Paul	Leblond, Isabelle	Audet, Jocelyne Duchaîne, Pierre Leblanc, Alma
Nommés par le décret 46-2007 du 30 janvier 2007. Fin du mandat 4 février 2012.		Nommée par le décret 636-2007 du 7 août 2007. Fin du mandat 6 août 2012.	Nommés par le décret 697-2008 du 25 juin 2008. Fin du mandat 24 juin 2013.

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 532\$
Coût pour une demi-journée : 266\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 64 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2008-2009, incluant leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

3. Membres issus de la Communauté

Blouin, Luc Boyer, André Calderon, José Dupuis Salvas, Claudette Estiverne-Bathalien, Amanthe Fallu, Patricia Ann Guay, Normand Lacombe, Élysabeth Lambert, Claudette Lapointe, Roger	Latendresse, Michel Le Blanc, Claude Lessard, Claude Ouellet, Gaétan Razik, Nourredine Savaria, Claude Teitelbaum, Reisa Toussaint, Rosette	Bolduc, Michel Bouchard, Manon Bouchard, Sandra Bureau, Danielle Corbeil, Lorraine Gauthier, Gaétan Gauthier Nathalie Gervais, Arthur	Lacroix, Élane Laporte, France Laramée, Pierre Laroche, Guy Ménard, Claire Pelland, Annie Pelletier, André	Chagnon, Marie-Josée Cyr, Pierre Giroux, Stéphanie Robert, André
Nommés par le décret 45-2008 du 31 janvier 2008. Fin du mandat 30 janvier 2011.		Nommés par le décret 366-2008 du 16 avril 2008. Fin du mandat 30 avril 2011.		Nommés par le décret 698-2008 du 25 juin 2008. Fin du mandat 24 juin 2011.

Les membres issus de la communauté de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 319\$
Coût pour une demi-journée : 160\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 64 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2008-2009, incluant leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

4. Membres issus de la Communauté (suite)

Bastien, Richard
Demers, Jean
Roy, Denis
Villeneuve, Guy

Nommés par le décret 215-2009 du 12 mars 2009.
Fin du mandat 11 mars 2012.

Les membres issus de la communauté de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 319\$
Coût pour une demi-journée : 160\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

65. La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2008-2009 (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 65 : La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2008-2009 (libération conditionnelle avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2008-2009 (10 mois).

Au cours de l'exercice 2008-2009, soit du 1^{er} avril 2008 au 1^{er} février 2009, la Commission a pris en audience et en examen sur dossier :

- | | | |
|--|------|--------------------------|
| - Décisions en matière de permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle : | 658 | (incluant 121 reports) |
| - Décisions en matière de libération conditionnelle : | 3129 | (incluant 1 032 reports) |
| - Décisions en matière de permission de sortir pour visite à la famille : | 112 | (aucun report) |

Total des décisions prises en audience ou en examen sur dossier : 3899

En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :

- | | |
|---|-----|
| - Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada : | 18 |
| - Recevabilité des demandes de révision en permission de sortir et en libération conditionnelle : | 112 |
| - Recevabilité des demandes de nouvel examen en libération conditionnelle : | 65 |
| - Cas particuliers - Rapports d'événement : | 312 |

Total des décisions prises hors audience : 507

TOTAL DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION en 2008-2009 : 4406

Renonciations : 1291

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

66. La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 66 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2008-2009.			
Pour la période du 1 ^{er} avril 2008 au 1 ^{er} février 2009 (10 mois), la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle, permission de sortir pour visite à la famille) est la suivante :			
Direction territoriale	Établissement	Renonciations	Décisions
Est du Québec	Baie-Comeau	38	46
	Chicoutimi	34	74
	CQLC-Québec	9	117
	Détention Québec(F)	15	76
	Détention Québec(H)	209	597
	New-Carlisle	25	81
	Rimouski	37	134
	Roberval	36	33
	Sept-Iles	3	2
	Trois-Rivières	46	266
	Sous-Total	452	1426
Ile de Montréal	CQLC-Montréal	3	140
	Détention Montréal	386	873
	Maison Tanguay	37	89
	Rivière - des - Prairies	19	0
	Sous-Total	445	1102
Ouest du Québec	Amos	30	93
	Hull	63	187
	Saint-Jérôme	154	638
	Sherbrooke	85	149
	Sorel	42	181
	Valleyfield	20	123
	Sous-Total	394	1371
TOTAL		1 291	3899

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

67. Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral)
concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels – 01-02

Question 67 : Cople d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.

ENTENTE CANADA – QUÉBEC CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS (Voir pièce ci-jointe)

Aucune nouvelle entente concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus n'a été conclue dans la dernière année.

ENTENTE

ENTRE

Le *GOUVERNEMENT DU CANADA*
représenté par le solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le «Canada»)

ET

Le *GOUVERNEMENT DU QUÉBEC*
représenté par le ministre de la Sécurité publique du
Québec et le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes
(ci-après appelé le «Québec»)

ENTENTE CANADA – QUÉBEC CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS

ATTENDU QUE l'alinéa 4c) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (L.R.C., c. C-44.6) oblige le Service correctionnel du Canada (ci-après appelé le « SCC ») à accroître son efficacité et sa transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les autres éléments du système de justice pénale;

ATTENDU QUE l'article 23 de cette loi oblige le SCC à prendre toutes les mesures possibles pour obtenir des renseignements et documents concernant les personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;

ATTENDU QUE l'article 25 de cette loi oblige le SCC à communiquer à la Commission nationale des libérations conditionnelles, aux gouvernements provinciaux et aux commissions provinciales de libération conditionnelle les renseignements pertinents dont il dispose, soit pour prendre la décision de mettre un délinquant en liberté, soit pour sa surveillance;

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Loi sur le Ministère de la Sécurité publique* (L.R.Q., c. M-19.3), modifié par l'article 147 du chapitre 76 des lois de 2001, confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'administrer les établissements de détention, d'assurer la disponibilité des services d'agents de probation et de surveillance, et de surveiller l'exécution des ordonnances de probation et de sursis ;

ATTENDU QUE l'article 57 de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* (L.R.Q., c. L-1.1) confie au ministre de la Sécurité publique la responsabilité de son application ;

ATTENDU QUE l'alinéa 8(2)f) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C., c. P-21) permet la communication de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale aux termes d'une entente entre le Canada et une province ou l'un de ses organismes en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ;

ATTENDU QUE l'article 67 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) permet la communication d'un renseignement nominatif par un organisme public à toute personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec ;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure une entente visant l'échange électronique de renseignements nécessaires sur les délinquants en vue d'administrer ou d'appliquer leurs lois respectives en matière de services correctionnels et de mise en liberté sous condition, pour assurer efficacement la garde des délinquants ainsi que leur réinsertion dans la collectivité en toute sécurité et ce, tout en convenant des mesures de protection administratives, techniques et matérielles nécessaires pour la protection du caractère confidentiel des renseignements, surtout en ce qui concerne leur usage et leur communication ;

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

DÉFINITION

1. Au sens de la présente entente, le terme «délinquant» désigne selon le cas :
 - a) une personne répondant à la définition de ce terme en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
 - b) une personne contrevenante ou prévenue en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*;
 - c) une personne détenue visée par l'application de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*.

OBJET DE L'ENTENTE

2. Afin que le Canada et le Québec puissent collaborer à l'amélioration de la fluidité de la circulation de l'information entre les deux gouvernements, la présente entente a pour objet de permettre l'échange électronique de certains renseignements sur les délinquants.
3. Afin que la partie, qui a la garde ou la surveillance d'un délinquant en particulier ou qui peut prendre la décision de le mettre en liberté, puisse administrer ou appliquer ses lois touchant les services correctionnels et la mise en liberté sous condition en disposant du maximum de renseignements nécessaires sur le délinquant en question, la présente entente donne :
 - a) à des utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A et contenus dans la banque de données du système de gestion des délinquants (ci-après appelé « SGD ») administré par le Service correctionnel du Canada;
 - b) à des utilisateurs autorisés du SCC un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B et contenus dans la banque de données du système de dossiers administratifs correctionnels (ci-après appelé « système DACOR ») administré par la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PARTIE I - SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SGD)

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

4. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A concernant les délinquants et contenus dans le SGD.
5. Avant de fournir des renseignements sur un délinquant, le Canada convient d'établir un processus de vérification électronique pour s'assurer que le délinquant, sur lequel des renseignements sont requis par le Québec, est inscrit dans le système DACOR.

PROCÉDURE

6. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles la formation initiale nécessaire sur l'utilisation du SGD et de fournir au besoin une formation de recyclage, ainsi que le soutien technique et de dépannage nécessaires, de façon à leur donner accès aux renseignements sur les délinquants, qui sont contenus dans le SGD. La formation portera notamment sur les normes de protection du SGD, que chaque utilisateur devra respecter, ainsi que sur l'obligation qu'il a de protéger le caractère confidentiel des renseignements sur les délinquants.
7. Le Québec convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés qui, avec l'accord du Canada, auront accès au SGD.

PARTIE II – SYSTÈME DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS CORRECTIONNELS (DACOR)

PROCÉDURE

8. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC la formation nécessaire pour l'accès aux renseignements personnels sur les délinquants, qui sont contenus dans le système DACOR.
9. Le Canada convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés du SCC qui, avec l'accord du Québec, auront accès au système DACOR.

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

10. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B concernant les délinquants et contenus dans le système DACOR.

PARTIE III - CONFIDENTIALITÉ ET RESTRICTIONS

11. Le Québec convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Canada à partir du SGD sont des renseignements personnels au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. c. P-21) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.
12. Le Québec s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements personnels obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) et de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).
13. Le Canada convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Québec à partir du système DACOR sont des renseignements nominatifs au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.
14. Le Canada s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements nominatifs obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.R.C., c. C-44.6).

15. Il est entendu que si un utilisateur autorisé ayant accès à des renseignements du Canada ou du Québec omet de protéger ces renseignements, utilise ses privilèges d'accès ou encore utilise ou communique ces renseignements à des fins non autorisées par la présente entente, le Canada ou le Québec, selon le cas, se réserve le droit de refuser immédiatement l'accès au SGD ou au système DACOR, selon le cas, à tous les utilisateurs autorisés dans le lieu de travail où la violation s'est produite, jusqu'au règlement de la violation d'une manière satisfaisante et jusqu'à l'installation de dispositifs de protection pour empêcher que d'autres incidents de cette nature ne surviennent.
16. Chaque partie s'engage à maintenir, à respecter et à protéger pleinement le caractère confidentiel des renseignements obtenus en vertu de la présente entente et à ne pas communiquer ces renseignements à qui que ce soit, à moins qu'une telle communication ne soit autorisée par la présente entente ou exigée par la loi.
17. Le Québec et le Canada conviennent de respecter les mesures de protection administratives, matérielles et techniques prévues aux annexes C et D.

PARTIE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

18. Le Canada et le Québec assument respectivement les coûts occasionnés par l'application de la présente entente.

RESPONSABILITÉS

19. Le Canada s'engage à exonérer le Québec de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages et frais subis ou engagés par le Québec ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque la réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Québec ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.
20. Le Québec s'engage à exonérer le Canada de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages ou frais subis ou engagés par le Canada ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque cette réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Canada ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

21. En cas de différend au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou du respect des dispositions de la présente entente, les parties suivent les procédures de règlement ci-dessous :
 - a) le différend est soumis au sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec ainsi qu'au sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC;
 - b) si le sous-ministre associé de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et le sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC ne peuvent résoudre le différend dans les 90 jours suivant sa soumission, l'un ou l'autre s'engage, à l'échéance de ce délai, à soumettre la question au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec qui s'efforceront de régler le différend dans un autre délai de 90 jours s'ils conviennent d'une prolongation de délai, à défaut de quoi la présente entente pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties sans préavis;

- c) pour l'application du présent article, le renvoi au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec s'entend exclusivement du renvoi au fonctionnaire ainsi nommé.

PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT

22. Les parties conviennent que le sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et le sous-ministre du ministère de la Sécurité publique peuvent s'entendre sur des procédures de fonctionnement compatibles avec la présente entente au sujet des questions administratives et opérationnelles à régler pendant la durée de l'entente, pourvu qu'elles soient consignées par écrit.

ANNEXES

23. Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

MODIFICATIONS

24. Sous réserve des dispositions légales applicables, les parties peuvent apporter en tout temps des modifications à la présente entente ou aux annexes par consentement mutuel donné par écrit.

AVIS ET AUTRES DOCUMENTS

25. Chaque partie s'engage à remettre à l'autre un avis écrit au sujet de toute modification apportée aux dispositions législatives, aux règlements ou aux politiques concernant ses programmes respectifs qui est susceptible d'influer sur la présente entente.
26. Tout avis ou autre document que l'une des parties peut ou doit donner ou remettre à l'autre est réputé avoir été valablement donné ou transmis à son destinataire, s'il lui est remis en mains propres, par télécopieur ou par courriel à la date de livraison ou de transmission ou, s'il est posté, le troisième jour ouvrable suivant sa mise à la poste au Canada par courrier affranchi au tarif de première classe adressé comme suit :

Au gouvernement du Québec :
 Direction générale des Services correctionnels du Québec
 2525, boulevard Laurier, 5^e étage
 Québec (Québec) G1V 2J2
 Télécopieur : (418) 643-0275
 Courriel : louis.dionne@misp.gouv.qc.ca

À l'attention du sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec

Au gouvernement du Canada :
 Service correctionnel du Canada
 Administration régionale du Québec
 3, Place Laval, 2^e étage
 Laval (Québec) H7N 1A2
 Télécopieur : (450) 967-3326
 Courriel : 301-sc@csc-scc-gc.ca

À l'attention du sous-commissaire régional pour la région du Québec.

27. L'une des parties peut, à tout moment, donner à l'autre un avis écrit de changement d'adresse postale, de courriel ou de numéro de télécopieur pour les communications futures.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

28. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.
29. La présente entente a une durée d'une année à compter de son entrée en vigueur et se renouvelle par tacite reconduction. Chaque partie peut toutefois y mettre fin en avisant l'autre par écrit au moins six mois avant son échéance ou son renouvellement.

RÉSILIATION

30. À l'exception de ce qui est prévu aux articles 21 et 29, l'une des parties peut résilier la présente entente en tout temps, sans être tenue de motiver sa décision, en remettant à l'autre un préavis écrit d'un mois.

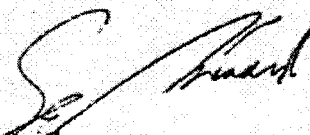
EN FOI DE QUOI, la présente entente est signée,


Pour le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

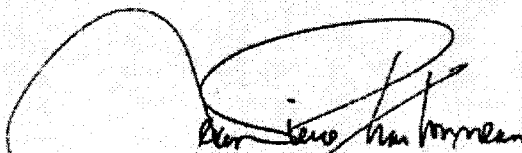
Pour le GOUVERNEMENT DU CANADA

Le 10 avril 2003.

Le 9 11 11 11 2003.


 Le ministre de la Sécurité publique


 Le solliciteur général du Canada


 Le ministre délégué aux Affaires
 intergouvernementales canadiennes

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU QUÉBEC

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du ministère de la Sécurité publique, incluant la Direction générale des services correctionnels et la Commission québécoise des libérations conditionnelles, prévoit un accès au SGD en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ce document a pour but d'indiquer à l'utilisateur autorisé du Québec le type d'information qu'il trouvera dans les écrans/documents auxquels il aura accès.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous la forme électronique et qui sont nécessaires au Québec pour administrer ou appliquer ses lois et règlements touchant les services correctionnels et la libération conditionnelle.

LISTE DES ÉCRANS/DOCUMENTS

Accès au Système de Gestion des Délinquants :

Lors de l'accès au système, l'utilisateur autorisé du Québec aura d'abord accès à l'écran BANNIÈRE du SGD et à un MENU PRINCIPAL conçu spécialement pour les besoins du Québec.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL023.QKC	SGD
UTILxxx.QKC	MENU PRINCIPAL DES PROVINCES

Accès au dossier des délinquants

La demande d'un dossier SGD se fera par l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Seuls les dossiers ayant été identifiés par le SCC pourront être accessibles à partir de cet écran. Cependant, un utilisateur du Québec pourra vérifier si le SGD a un dossier pour un détenu en particulier en y effectuant une recherche par SED, nom/prénom, date de naissance ou soundex à cet écran.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF004.QKC	VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE

Accès aux renseignements de base sur le délinquant

Les renseignements de base demandés par le Québec seront accessibles par les écrans suivants. Le tableau ci-après indique le type d'information qui est disponible dans chacun des écrans et sous-écrans.

Prendre note que l'écran des RELATIONS affichera des informations sur les associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, ressources à joindre en cas d'urgence et visiteurs.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF003.QKC	INFORMATION SUR UN DÉTENU Incluant : Numéro SED, Nom de famille, Prénom, Deuxième Prénom, Date de naissance, Sexe, État civil, Langue officielle de service préférée, Langue maternelle, Besoin d'un traducteur, Autre langue parlée, Fumeur O/N, Emplacement actuel du délinquant, Citoyenneté, Autre pays, Citoyenneté vérifiée O/N, Date vérifiée
OFF009.QKC	TAILLE, POIDS, YEUX & CHEVEUX Incluant: Taille en cm et en pi/ po, Poids en kg et en lb, Teint, Couleur des yeux, Couleur des cheveux, Densité des cheveux, Cause de calvitie s'il y a lieu
OFF012.QKC	LIEU DE NAISSANCE Incluant: Ville, Pays, Province/État (si au Canada ou aux États-Unis)

OFF014.QKC	RACE Incluant : Race et • si Indien d'Amérique du Nord: Statut/Non-statut O/N, No. Bande, Nation/Langue • si Inuit: Dialecte parlé
OFF015.QKC	RELIGION
CMGT010.QKC	ALIAS & CHANGEMENTS DE NOM DU DÉTENU Incluant : Nom de famille de l'alias, Prénom de l'alias, Deuxième prénom de l'alias, alias de SED, alias de date de naissance, Catégorie d'alias (changement de nom légal, nom d'adoption, nom d'emprunt, nom de jeune fille, nom de femme mariée, nom de naissance, vrai nom), Observations sur l'alias
OFF007.QKC	CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DISTINCTIVES Incluant : Type de caract. phys. (cicatrices, amputation, barbe, cicatrices chirurgicales, cicatrices de tatouage, lunettes, moustache, perruque, prothèse, tatouage, tache de naissance, toupet et autre), Endroit sur le corps, Description
OFF010.QKC	AFFILIATIONS DU DÉTENU Incluant: Affiliation (groupe et type), Identifiée par, Observations
OFF022.QKC	RELATIONS DU/DE LA DÉLINQUANT(E) Incluant: Nom de famille de la relation, Prénom de la relation, Deuxième prénom de la relation, DDN de la relation, Sexe, SED de la relation s'il y a lieu, Relation (ami, avocat, conjoint de fait, mère, père, sœur, frère, etc.), Observations, Type de relation (associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, en cas d'urgence et visiteurs)
OFF023.QKC	ADRESSES de la relation Incluant: Type d'adresse (bureau ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., N° de télécopieur, Observations, Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le
OFF020.QKC	ADRESSE DU/DE LA DÉLINQUANT(E) Incluant : Type d'adresse (bureau, centre résidentiel communautaire ou résidence), Pays, Rue/case postale, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le, Demeure présentement avec
CMGT050.QKC	ALERTES Incluant: Code de l'alerte (affectivement instable, antécédents d'isolement préventif, arrangements relatif à l'unité spéciale de détention, connaissance dans le domaine des armes et des explosifs, connaissances dans le domaine de la sécurité, fournisseur/utilisateur de substances intoxicantes, conditions spéciales de libération d'office, constat de maladie mentale, conditions non-standards de surveillance, comportement prédateur, considération usage de la force, handicap de communication, handicap physique, intérêt pour la police et la communauté, information à la sécurité préventive, leader / organisateur / instigateur, menaçant, connaissance dans le domaine de l'informatique, préoccupation dans le domaine de la sécurité, prise d'otage, prise d'otage et agression sexuelle, risque d'évasion, réactif aux gaz, séquestration, programme de surveillance intensive en communauté, séquestration / agression sexuelle, suicidaire, détenu à l'unité spéciale de détention, violent, autre), Date, Identifiée par, Statut (actif, inactif), Date du statut, Description
CMGT052.QKC	INDICATEURS Incluant: Code (acte de gangstérisme, cas notoire, séjour au centre de santé mentale au Québec, expulsion / extradition, initiative du Nouveau-Brunswick, observateurs aux audiences, purge sa peine sous un alias, listé au registre des ordonnances protection, renseignements protégés à la sécurité préventive, initiative de la Saskatchewan, thérapie à la méthadone, violence conjugale), Statut, Date, Description
CMGT008.QKC	ANTÉCÉDENTS CRIMINELS Incluant: Condamnations antérieure(s), Condamnation(s) antérieure(s) la (les) plus grave(s), Évaluation des antécédents criminels

Les écrans suivants de la gestion des peines qui seront partagés avec le Québec contiennent les informations suivantes :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL029.QKC	GESTION DES PEINES Écran menu incluant: Numéro de peine (avec possibilité d'ouvrir la peine désirée), Date du début de la peine choisie, Type de peine (déterminée ou indéterminée), Date d'expiration du mandat, Peine Totale en années/mois/jours

SENT019.QKC	PEINE Incluant: Numéro de peine, Juridiction, Renonciation à l'admission O/N, Type de peine (déterminée, indéterminée), Date de début, Peine totale, Observations spéciales, Sommaire des événements de la peine
SENT039.QKC	PÉRIODE D'INCARCÉRATION Incluant : Type d'admission (cessation de libération avec ou sans infractions, échanges de services avec provinces, libération inopérante, mandat d'incarcération, mandat du lieutenant gouverneur, révocation avec accusations en instance / avec infractions / sans infraction, transfèrement d'un pays étranger), Date, Numéro de la période, Établissement d'admission, Type admission modifié (s'il y a lieu), Date de la modification, Début de la période d'incarcération, Période d'incarcération totale en jours, Date de libération d'office, Observations.
SENT041.QKC	RÉDUCTION MÉRITÉE DE PEINE
SENT018.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) Incluant: Date de début de la période de caution, Date d'audition, Date de rappel, Date de fin de la période de caution, Observations sur libération provisoire, Total des jours de libération sous caution
SENT004.QKC	ÉVASION / IEL Incluant : Date d'évasion, Type d'évasion (évasion d'un établissement, d'une escorte, d'un établissement minimum, médium ou maximum, évasion d'un autre établissement, non-retour d'une permission de sortir), Période totale en jrs, Évadé de l'établissement, Date reprise, Observations
CMGT201.QKC	INFORMATIONS ET CERTIFICATS DE SURVEILLANCE Incluant : Numéro de la peine, Établissement de libération, Type de surveillance, No de décision, Date du début et de fin, Bureau responsable de la surveillance, Endroit de surveillance, Avis envoyé à la police O/N, Conditions particulières et Directives spéciales, Statut de surveillance, Date du statut, Se rapporte à la Police (Corps Policier)
CMGT151.QKC	CONDITION(S) SPÉCIALE(S) Incluant : Conditions et Observations supplémentaires, date de début et de fin, Statut
SENT048.QKC	FIN DE LA PEINE Incluant : Type de fin (décès, expiration de mandat, expiration de sentence, mandat de la cour, mandat du lieutenant-gouverneur, privilège royal de grâce, surveillance antérieure révoqué ou terminée, transfèrement à l'étranger), Date de fin, Destination, Observations
SENT006.QKC	MANDAT DE DÉPÔT Incluant : Début de peine, Date de condamnation, No registre de la Cour, No référence du mandat, Nom de la Cour, Endroit de la sentence, Nom du Juge
SENT007.QKC	INFRACTIONS Incluant : Date de début de la peine, No de référence du mandat, No du registre de la Cour, Numéro infraction, Statut de l'infraction (en appel, augmenté en appel, condamné, diminué, abandonné / non-coupable), Article (1), Article (2), nombre de Chefs, Type de peine (déterminé, indéterminé, acte de gangstérisme, loi des jeunes contrevenants, délinquant à contrôler et acte de gangstérisme, délinquant à contrôler, fin ordre de sursis, intermittent, peine totale du mandat, remanet), Peine années/mois/jours, Restriction (un tiers, une demie), Direction de peine (concurrent, consécutif ou non spécifié), Observations
SENT008.QKC	INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INFRACTION Incluant : Lieu de l'infraction, Dates d'infraction, Lieu d'arrestation, Date d'arrestation, Corps policier, N° de référence de la police
SENT005.QKC	ARMES
SENT029.QKC	AMENDES/FRAIS SUPPL. POUR VICT./DÉDOMMAGEMENT Incluant : Type d'amende (amende, restitution, surcharge pour la victime), Montant de l'amende, Peine si défaut en années/mois/jours, Jours en défaut, Direction (concurrent, consécutif ou non spécifié), Période de défaut en années/mois/jours, Date de défaut, Date exécution mandat, Observations, Balance de l'amende à payer, Jours
SENT052.QKC	INFO. SUPPLEMENTAIRES SUR LA VICTIME Incluant: Age auquel il/elle fut victime, Relation avec le détenu, Sexe, Observations

SENT010.QKC	RECOMMANDATION(S) DU JUGE Incluant : Port d'arme à feu interdit, Traitement et programme recommandés, Conditions spéciales relatives à la libération conditionnelle, Autres directives, Observations
SENT015.QKC	PROBATION Incluant : Période de probation, Début, Observations
SENT035.QKC	INFRACTIONS - sommaire Liste des infractions dont le détenu a été reconnu coupable incluant les informations suivantes : N° De l'infraction, N° De l'Article, Description, Chef, Type, Peine, Direction, Date, si Victime
SENT011.QKC	APPELS Incluant : N° d'infraction, Type d'appel (condamnation, condamnation et peine, peine), Appel logé par (Couronne, détenu), Nom de la Cour, Niveau de Cour, Date comparution, Date de rappel, Résultat d'appel (abandonné, annulé, augmenté, diminué, rejeté), Observations
SENT021.QKC	ACCUSATIONS EN INSTANCE Incluant : Numéro accusation instance, Code de l'infraction, Infraction perpétrée du/au, Date d'accusation, Chefs, Lieu d'infraction, Corps policier, Rayon d'application, Plaide coupable? O/N, Date, Résultat, Date, Observations, Date de renvoi, Date de comparution
SENT002.QKC	CONTRÔLE DES SUSPENSIONS Liste des périodes de liberté illégale incluant : Type de mandat, Date de suspension, Date d'arrestation, Type de cessation, Date de cessation, Nombre de Jours
SENT003.QKC	PÉRIODE D'EES (Entente d'Échange de Services) Incluant : Statut (caution, détenu incarcéré, détention temporaire, expiration de mandat, évaluation psychiatrique, expiration, illégalement en liberté, libération conditionnelle totale, libération d'office, mandat du lieutenant-gouverneur, placement extérieur, permission de sortir, remand, retourné à juridiction fédérale ou provinciale, semi-liberté, renonciation), Date début et fin, Province/territoire, Établissement, Observations
SENT038.QKC	ORDONNANCE D'EXTRADITION/EXPULSION Incluant : Type ordonnance, Destination-pays, Date, Observations
SENT049.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) SOMMAIRE Liste des périodes de libération provisoire incluant : Numéro de la peine, date de début et de fin, Observations
SENT050.QKC	ÉVASION/IEL SOMMAIRE Liste des périodes d'évasion incluant : Numéro de la peine, date d'évasion, date de reprise, Observations

Les écrans/rapports (case_docs) suivants seront accessibles via l'écran EXAMEN DE LA DOCUMENTATION ainsi que les écrans / sous-écrans qui les sous-tendent.

Numéro d'écran / numéro du document	Nom de l'écran
CMGT184.QKC	EXAMEN DE LA DOCUMENTATION Listant tous les documents ci-après.
CMGT168.QKC / 0012	ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE Rapport décrivant l'information recueillie auprès de ressources communautaires.
CMGT198.QKC / 0013	RAPPORT RÉCAPITULATIF SUR L'ÉVOLUTION DU CAS Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant incarcéré ou en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses élargissements à venir incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
CMGT164.QKC / 0014	RAPPORT SUR LE PROFIL CRIMINEL Rapport décrivant les infractions commises par le délinquant incluant la version du délinquant et la version officielle.
SECU011.QKC / 0015, 0053, 0054, 0055, 0056, 0057	EXAMEN/AUDITION D'UN CAS EN ISOLEMENT Rapport effectué lors d'un séjour du délinquant en isolement préventif incluant les études concernant le retrait ou le maintien du délinquant en isolement.
SECU018.QKC / 0016	AUDIENCE DE DÉTENTION Information inscrite au système lors de l'étude préliminaire de maintien en incarcération.

CMGT181.QKC / 0018, 0032, 0033, 0044, 0045, 0046, 0047, 0048, 0049, 0050, 0051, 0052	ÉVALUATION PSYCHO/PSYCHI. DE GESTION DES CAS Rapports de différents types complétés par les psychologues et psychiatres : 0032 ÉVAL. PSYCHIATRIQUE - AU SGD 0033 ÉVAL. PSYCHOLOGIQUE - AU SGD 0044 PSYCHIATRIQUE/ISOLEMENT 0045 PSYCHOLOGIQUE/ISOLEMENT 0046 PSYCHIATRIQUE/GÉNÉRAL 0047 PSYCHOLOGIQUE/ACTIVITÉS/NOTES 0048 PSYCHOLOGIQUE/ÉVAL. INITIALE 0049 PSYCHOLOGIQUE/AUTRES 0050 PSYCHOLOGIQUE/SPÉCIALISÉ 0051 PSYCHOLOGIQUE/THÉRAPIE 0052 PSYCHOLOGIQUE/CNLC
SECU020.QKC / 0019	REVUE/DÉCISION PAR UN COMITÉ DU SCC Rapport concernant les décisions prises par le SCC.
CMGT187.QKC / 0020	RAPPORT SPECIAL Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses libérations incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
SECU017.QKC / 0021	RAPPORT SUR UN ÉVÉNEMENT SPECTACULAIRE Rapport concernant des événements significatifs, médiatisés ou non, tels des libérés illégaux, décès, etc, étant survenus dans la communauté et impliquant un délinquant en surveillance.
CMGT149.QKC / 0025	ÉCHELLE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET BESOINS DANS LA COLLECTIVITÉ Étude concernant le rythme de surveillance pendant une libération.
CMGT223.QKC / 0027	NOTE DE SERVICE AU DOSSIER Informations diverses concernant le délinquant ou la gestion de son dossier.
CMGT157.QKC / 0028, 0034	RAPPORT SUIVANT UNE PS OU UN PE Rapport complété après la participation à une permission de sortir ou un placement extérieur.
PGM20000.QKC / 0029	PLAN CORRECTIONNEL PRÉCÉDENT Rapport indiquant les progrès du délinquant face à son plan correctionnel initial. Rapports présents au système avant février 99 puis remplacés par les « Suivis du plan correctionnel ».
IA00.QKC / 0030	ÉVALUATION INITIALE Rapport complété à l'admission du détenu, décrivant les détails de son cas et la planification correctionnelle qui sera suivie pendant son mandat. Rapport présent au système avant février 99 puis remplacé par le « Plan correctionnel ».
PGM22000.QKC / 0031	ÉVALUATION DU RENDEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME Rapport suite à la participation aux programmes en établissement ou en communauté.
IA25.QKC / 0041	ÉCHELLE D'ISR Rapport statistique concernant l'évaluation du risque de récidive.
IA92.QKC / 0042	ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE Rapport complété suite à la condamnation du délinquant, s'attardant aux besoins immédiats de celui-ci ainsi qu'à la version du délit selon le délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0060	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - MÉDICAL Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins médicaux du délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0061	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SANTÉ MENTALE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de santé mentale.
CMGT245.QKC / 0042, 0062	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SÉCURITÉ Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de sécurité.
CMGT245.QKC / 0042, 0063	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SUICIDE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de prévention du suicide.
CMGT236.QKC / 0058	MAJ DU PROFIL CRIMINEL Rapport complété lors de mise-à-jour de l'information contenue au "Rapport sur le profil criminel" (version officielle).
CMGT013.QKC / 0059	ÉCHELLE DE CLASSEMENT PAR NIVEAU DE SÉCURITÉ Rapport complété pour évaluer les critères servant à déterminer le lieu d'incarcération.
CMGT225.QKC / 0064	ÉVALUATION EN VUE D'UNE DÉCISION Rapport fournissant une analyse professionnelle et un résumé du cas du délinquant qui serviront à la présentation de recommandations aux autorités décisionnelles concernées en vue d'une décision.

CMGT241.QKC	SUIVI DU PLAN CORRECTIONNEL Rapport complété pour enregistrer les progrès du délinquant face à son plan correctionnel et les changements importants survenus depuis le dernier suivi, pour résumer les observations pertinentes aux progrès vers la réinsertion sociale du délinquant ou pour fournir une mise-à-jour sur les progrès du cas en vue de la rédaction d'une « Évaluation en vue d'une décision ».
CMGT226.QKC	PLAN CORRECTIONNEL Rapport permettant d'identifier les composantes de la planification correctionnelle, incluant l'évaluation des facteurs dynamiques et statiques, la planification de la peine, la chronologie du plan correctionnel, l'évaluation du potentiel de réinsertion sociale et les programmes appropriés.

Les écrans suivants relatifs aux incidents et aux analyses d'urine seront accessibles au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
SECU036.QKC	INCIDENTS D'UN DÉTENU Incluant : Type d'incident, Numéro de l'incident, Date, Emplacement, Résumé de l'incident ainsi que le texte descriptif de l'incident.
SECU003.QKC	RAPPORT D'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC) Incluant : Type d'incident, Date/Heure, Usage de la force, Emplacement / Lieu, Commentaires et Détails sur l'incident, Résumé, Auteur du rapport, Sommaire narratif.
SECU061.QKC	INFO. USAGE DE LA FORCE (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Description de la force utilisée, Rapport complété par, Incident filmé O/N, Intervention de l'EPIU O/N, Type de force utilisé ainsi que sa description et quantité s'il y a lieu (arme à feu, agent chimique, jet incendiaire, autre force).
SECU064.QKC	OBJETS INTERDITS (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Type et Description des objets interdits, Quantité et Commentaires.
SECU005.QKC	RÔLE DANS L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Identification des individus et leurs rôles dans l'incident, Identification des blessures encourues s'il y a lieu.
SECU006.QKC	INFO. PERTINENTES (RÉFÉRENCES) (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Toute autre information pertinente à l'incident.
SECU014.QKC	MAJ SUR L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Auteur du rapport et son titre, Date / Heure ainsi que le texte narratif
SECU031.QKC	ANALYSE D'URINE Incluant : Date / Heure de la demande, Unité opérationnel, Raison pour le test, Refus du délinquant s'il y a lieu, Date de la collecte, Nom du collecteur, Date du test au laboratoire, Résultats et Commentaire, Action prise, Produits présents dans l'échantillon s'il y a lieu.

L'écran suivant relatif aux transfèrements sera accessible au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
CMGT216.QKC	MANDAT DE TRANSFÈREMENT Incluant : Numéro du mandat, Type de mandat, Numéro de la décision, Date de décision, Autorité décisionnelle, Motif du transfèrement, Établissements de départ et d'arrivée, Destinations intérimaires, Mandat signé par, Date, Décision en vigueur le, Statut du mandat (annulé, émis, exécuté, expiré, retiré), Date et les Observations.

Pour pouvoir consulter les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles, les utilisateurs accéderont aux écrans suivants:

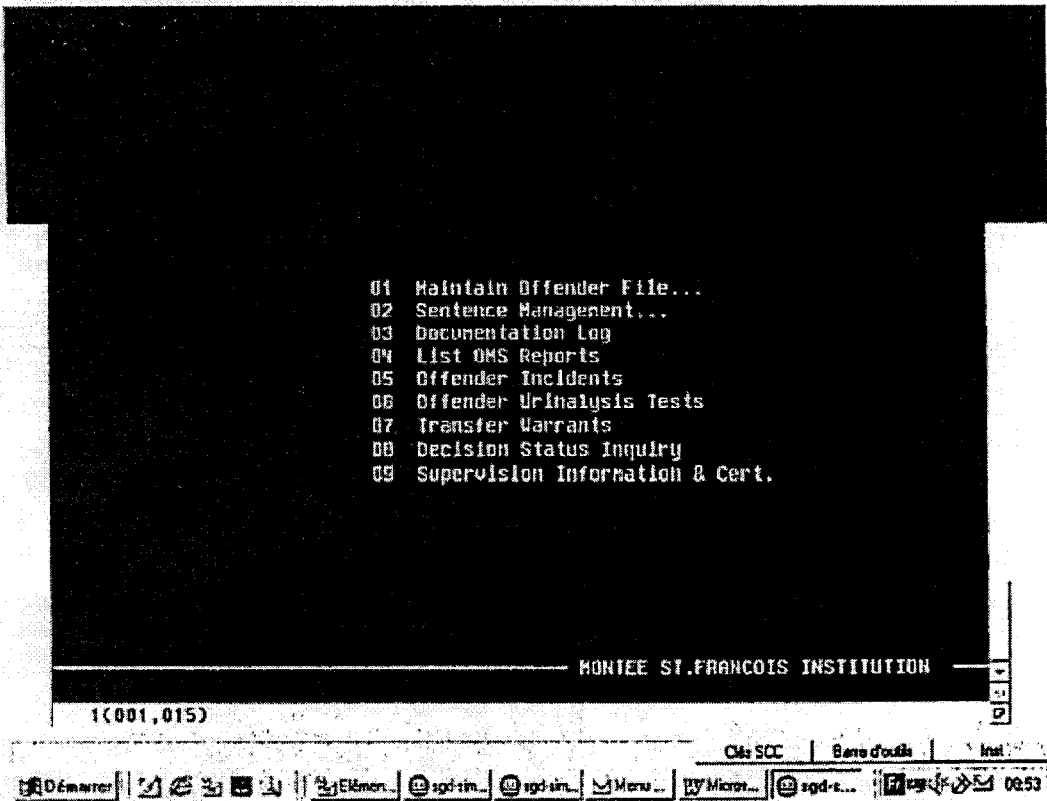
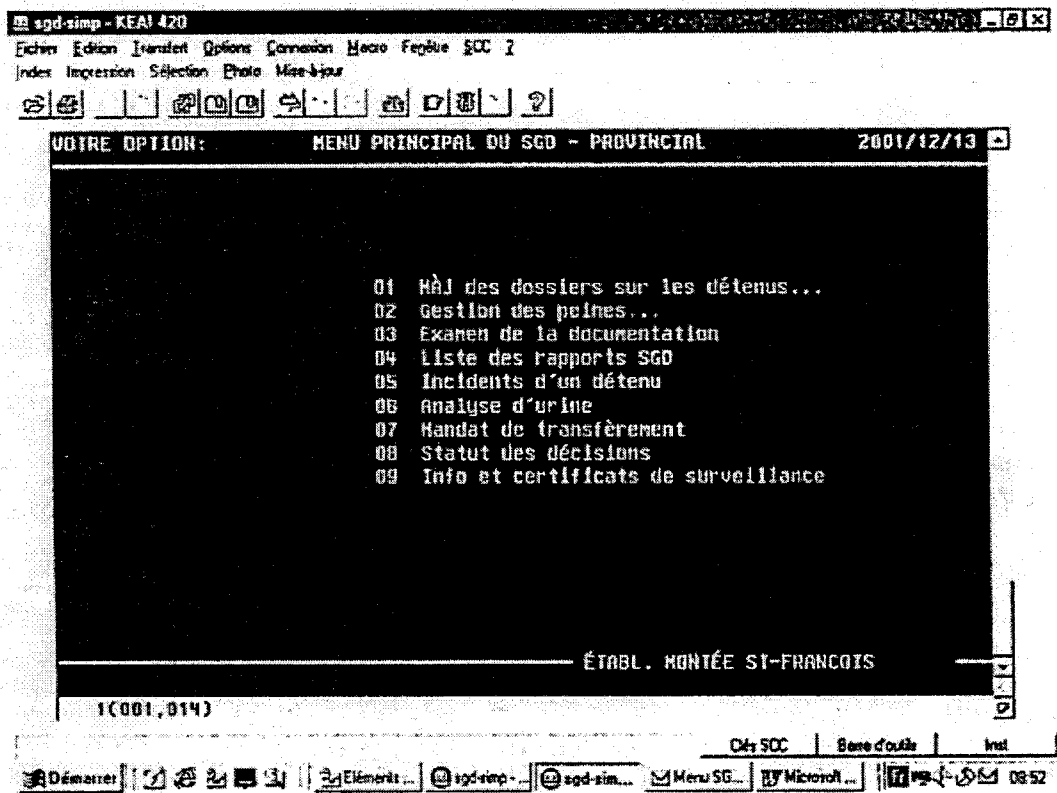
Numéro d'écran	Nom de l'écran
NPB004.QKC	STATUT DES DÉCISIONS - HISTOIRE Incluant : une liste complète des décisions prises par la CNLC : Numéro de la décision, Statut de la décision, Type de décision, Prise en audience ou sur dossier, Date, Total des décisions prises.

Pour l'impression des documents, les utilisateurs auront besoin d'utiliser les écrans suivants (en mode d'écriture et de lecture) :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
RPTS040.QKC	GESTION DES FORMULAIRES
RPTS020.QKC	LISTE DES RAPPORTS SGD
RPTS009.QKC	ÉCRAN IMPRESSION DES RAPPORTS
CMGT185.QKC	IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
RPTS010.QKC	PARAMÈTRES POUR IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
UTIL037.QKC	GESTION DES TEXTES LIBRES
CMGT204.QKC	IMPRIMER LE CERTIFICAT de libération
RPTS036.QKC	INTERACTIF/EN LOT

ATTRIBUTION DU CAS AU QUÉBEC PAR LE SCC

Dans un premier temps, l'utilisateur du Québec pourra vérifier si la base de données du Service Correctionnel du Canada possède de l'information sur le délinquant visé et ce en utilisant l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Cette vérification ne permettra pas l'ouverture du dit dossier électronique. Le Québec pourra accéder au dossier requis lorsqu'une attribution de cas sera faite par un employé du SCC suite à l'envoi d'une demande d'accès au dossier informatisé.



Annexe B

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES
AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU CANADA

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du Canada, prévoit un accès au système DACOR en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ces panoramas ou les panoramas qui les remplacent touchent les aspects de repérage d'un contrevenant, de consultation du dossier d'un contrevenant, de la feuille de route, de repérage des causes ainsi que du repérage et de la consultation des manquements à la discipline en milieu carcéral.

Cette annexe donne le contenu des champs disponibles pour le SCC.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous forme électronique et qui sont nécessaires au SCC pour administrer ou appliquer ses lois et règlements sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0093 PROBATION	REPÉRER UN DOSSIER Nom, Prénom, N° de dossier, Date de naissance, Prénom de la mère, (archivé informatiquement)
DAAG0082 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° de dossier, Date de naissance, Sexe, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Adresse, N° téléphone, Nom et prénom de la mère, Décédée (O/N), Nom et prénom du père, Décédé (O/N), Alias (nom, prénom, date de naissance, prénom de la mère)
DAAG0103 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° dossier, Date d'inscription, État civil (célibataire, marié, séparé, divorcé, veuf, union de fait), Groupe ethnique, Nation autochtone, Citoyenneté autre que canadienne; Code de langue (français, anglais, français et anglais, autre); Scolarité (sait lire (O/N), sait écrire (O/N), Nombre d'années, Niveau: nil, primaire, secondaire, collégial, universitaire, scolarité complétée O/N); Emploi (actuel, habituel, au délit, nom de l'employeur, téléphone, adresse), Source de revenu (emploi, SR, assurance-chômage, nil, autre, revenu net mensuel au dernier emploi)
DAAG0104 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT Dossier (juvénile O/N), judiciaire O/N), Dossiers existants (correctionnels, communautaires); Personne ressource (nom, prénom, adresse, code postal, n° téléphone, lien: père, mère, frère, sœur, ami, conjoint, autre); Nombre de personnes à charge, N° téléphone des parents; Complexité du cas (faible, moyen, élevé); Disponibilité du contrevenant (jour, soir, fin de semaine); Commentaires
DAAG0075 FEUILLE DE ROUTE	SITUATION PRÉSENTE DU CONTREVENANT Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° de dossier, Date de naissance, Bureau en milieu ouvert (intervenant, début, fin prévue, état particulier, EV, IN, PS, centre alco-frein, date de manquement), Établissement de détention (date d'entrée, libération probable, exp. Légale, statut, motif d'inscription, état particulier, absence temporaire: début, fin, lieu de séjour, exécution/ suspension: date, CQLC, localisation, admissibilité, audience).
DAAG0076 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE CORRECTIONNEL N° dossier, Nom, Prénom, Date Service: détention, probation CQLC: endroit, motif (demande, libération, audience, fermeture, inscription, décision, transfert), raison, numéro, statut.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0077 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE DES SENTENCES N° dossier, Début de la sentence, Libellé loi et article, N° cause et chefs, Nombre de chefs, Amende (\$), Sursis (jr), Prob. (MS), TC (heures), Dét. (jr)
DAAG0027 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS GÉNÉRALES N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° assurance sociale, N° assurance maladie, Service dactyloscopique (FPS), Sexe, État civil, Profession, Citoyenneté, Langue, Religion, Ethnie, Taille, Yeux, Cheveux, Teint, Codes de repérage connus, Signes distinctifs.
DAAG0020 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS MÉDICALES N° dossier, Maladie : diabétique, cardiaque, épileptique, autre, médication, Avait un emploi O/N, Emploi habituel, Dernier classement : catégorie (transit, juvénile, détention, résidence, réclusion, infirmerie, première peine, courte peine, récidiviste pénitencier, récidiviste, prison commune), Motif : psychiatrie : (pyromane, dépressif, narcomane, risque suic. antc. suic., autres, motif), social : (transsexuel, autres), sécuritaire : (assaut, évasion, violence, traitement, particulier, tentative de suicide, tentative d'évasion, autres).
DAAD0142 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES CAUSES ET DES CHEFS D'ACCUSATION N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, États de chef, Causes, N° cause greffe, N° cause municipale, N° chef, état du chef, Date du début de la peine.
DAD0143 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES MANQUEMENTS À LA DISCIPLINE N° de dossier, Date de naissance, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Date/heure manquement, Avis/rapport., Établissement, Nature du manquement (art. 35), Date/heure, Décision, Date/heure révision
DAAD0181 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Prénom de la mère, Cellule, Libération probable, Statut, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Infractions en vertu de l'art. 35 (usage de violence physique, langue, geste injur. menac., bris de biens, refus de participer, entrave à la bonne marche, objets interdits, don. ou échange d'objets prohibés, commet des actes obscènes, non-conformité aux règlements, détail) ; Lieu (établissement, transfert, retour à l'établissement, extérieur, comparution, sortie sous escorte), Implique qui : (fonctionnaire, personne incarcérée, autre : si autre spécifiez)
DAAD0182 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Renseignements sur le manquement (quoi, où, quand, comment, pourquoi, noms des témoins)
DAAD0183 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, art. 38 ; Mesures temporaires prises par le supérieur immédiat : (perte de bénéfice, confinement, réclusion) ; Date et heure du rapport ou de l'avis ; Établissement origine, Témoins du manquement : nom, prénom ; Auteur du rapport/avis : nom, prénom ; Supérieur immédiat : nom, prénom
DAAD0184 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Mère, Cellule, Statut, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article) ; Mesures temporaires prises ; Sentence globale (début de la peine, sentence globale, libération conditionnelle, bon temps accumulable, libération probable, sentence complétée, date de report de décision, plainte déposée à la cour O/N)

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAD0185 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Date et heure de l'audition, Résumé de l'audition, Personnes entendues lors de l'audition : (contrevenant, auteur du rapport, avocat, témoins)
DAAD0186 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement ; Y a-t-il eu manquement ; Date et heure de la décision, Renvoi au directeur, Sanctions : (réprimande, perte bénéfice(jr), déchéance(jr), confinement(jr), réclusion(jr), sanctions suspendues exécutoire le, délai de révision ; Comité : président (nom, prénom), membre (nom, prénom)
DAAD0187 DÉTENTION	CONSULTER UNE DEMANDE DE RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Prénom de la mère, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article), Date et heure de décision du comité; Sanctions ; Date, heure et motifs de la demande de révision
DAAD0188 DÉTENTION	CONSULTER UNE DÉCISION SUR RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement ; Décision de l'administrateur (sanctions maintenues, sanctions modifiées, sanctions annulées, réprimande, perte bénéfice (jr), déchéance (jr), confinement (jr) réclusion (jr), sanctions suspendues jusqu'au); Administrateur : nom, prénom

Annexe C

Mesures de protection administratives, matérielles et techniques

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives, matérielles et techniques que le Québec doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les délinquants contenus dans les systèmes informatiques du Service correctionnel du Canada (SCC).

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES ADMINISTRATIVES

Responsable technique

Le Québec désigne un responsable technique qui aura pour responsabilités :

- de voir à ce que la configuration soit conforme aux normes de connexion du Québec;
- de maintenir la connexion au réseau virtuel privé tout au long de l'application de la présente entente;
- de participer aux essais de réception de la connexion;
- de coordonner les essais de réception des utilisateurs autorisés du Québec.

Agent de sécurité des systèmes informatiques

Le Québec désigne un agent de sécurité des systèmes informatiques (ASSI) qui aura pour fonctions :

- de recevoir les avis de sécurité pertinents à la connexion au SGD;
- de signaler les incidents de sécurité au directeur de la sécurité des TI du SCC;
- de demander l'ouverture, la suppression et la modification de comptes et de certificats de l'ICP pour les utilisateurs autorisés qui ont besoin de disposer de tels accès;
- de s'assurer que seuls ces utilisateurs utilisent le poste du SGD sur une base individuelle et que les mots de passe ou que les jetons d'accès demeurent confidentiels;
- de renseigner ces utilisateurs sur les mesures de sécurité à respecter prévues dans la trousse de connectivité;
- de s'assurer que les mesures de protection mises en place sont opérationnelles et fonctionnelles;
- de remettre les informations relatives à la vérification de sécurité des employés (si nécessaire);
- de fournir ses coordonnées au SCC.

Gestion des incidents

En cas d'incident de sécurité informatique, le Québec convient de procéder à une vérification et d'en transmettre les résultats à l'administrateur régional, Systèmes de gestion de l'information, SCC.

Interruption de service

Le Québec accepte que le SCC se réserve le droit d'interrompre les services si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

Administration des comptes

Seuls les employés du gouvernement du Québec peuvent être désignés comme utilisateurs autorisés et posséder un compte d'accès au SGD. Les bénévoles et les contractuels n'y ont donc pas droit. Dès qu'un utilisateur autorisé quitte son emploi, le Québec doit immédiatement en aviser le SCC. De plus, le Québec doit s'assurer que les délinquants n'ont accès à aucun poste du SGD.

SÉCURITÉ MATÉRIELLE

- Chaque poste d'accès au SGD doit être situé dans une aire d'accès restreint.
- Seuls les employés autorisés et les visiteurs sous escorte peuvent y pénétrer. De plus, cette aire doit faire l'objet d'une surveillance périodique et être isolée, de préférence, par une aire de réception.
- Cette aire de réception est utilisée pour accueillir les visiteurs, pour offrir des services, pour échanger de l'information et pour contrôler l'accès à certaines zones. En général, ce qui se passe à la réception est surveillé par ceux qui y travaillent, par le personnel de la sécurité ou par d'autres employés. Les heures de visite sont restreintes et seuls les visiteurs autorisés pourront y entrer.
- Dans une zone de travail à aire ouverte, le périmètre de la réception est visiblement délimité, par exemple, par une entrée de porte, par l'arrangement du mobilier ou par des cloisons.

Entretien

Les préposés à l'entretien qui ont accès au poste du SGD doivent être surveillés pour préserver l'intégrité des renseignements qu'il contient et empêcher qu'aucun dommage ne lui soit causé. Si le disque dur du poste de travail devient inaccessible, il devra être effacé au moyen de l'utilitaire DMX de la GRC. Mais, si le contenu ne peut être effacé, on devra l'envoyer à l'administration régionale du SCC où il sera démagnétisé, puis envoyé à l'administration centrale. Le coût du disque dur défectueux ne sera pas remboursé.

SÉCURITÉ TECHNIQUE

Configuration

Le poste de travail est configuré par le Québec en conformité avec ses normes de connexion.

Disponibilité

Tous les efforts sont déployés afin de permettre l'accès au SGD, mais la disponibilité du système n'est pas garantie.

Modalités de reprise des opérations en cas de sinistre

En cas de sinistre et s'il juge que l'accès au SGD est essentiel aux activités de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique, le Québec doit intégrer le lien formé par le poste de travail du SGD à ses procédures de reprise des opérations.

Annexe D

Mesures de protection administratives et de sécurité

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives et de sécurité que le Service correctionnel du Canada (SCC) doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les contrevenants inscrits dans le système DACOR de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES DE PROTECTION ADMINISTRATIVES

- Le SCC reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par la DGSC.
- Le SCC s'engage à appliquer les mesures conventionnelles de protection de la nature confidentielle des renseignements communiqués soit, le rangement après les heures de travail des documents imprimés, la protection contre les indiscretions lors de la circulation des documents et la destruction confidentielle des documents imprimés.
- Chaque poste de travail donnant accès à ces données doit être situé dans un endroit discret non accessible au public.
- L'accès aux renseignements inscrits dans les panoramas mentionnés à l'annexe B est limité par un code d'identification permanent, attribué spécifiquement à l'utilisateur autorisé assigné au poste de travail dédié au système DACOR, et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chacun voit à modifier à chaque 90 jours.
- Les utilisateurs autorisés à consulter le système DACOR sont ceux identifiés par le SCC et dont les noms ont été transmis au pilote, responsable de la sécurité. La DGSC est en charge de la gestion des codes d'identification pour l'accès au système DACOR. Cet accès est limité à la consultation et au repérage des panoramas présentés à l'annexe B.
- Le SCC accepte que le ministère de la Sécurité publique du Québec se réserve le droit d'interrompre les services informatiques si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

MESURES DE SÉCURITÉ

- Les mesures de sécurité en vigueur au sein du ministère de la Sécurité publique du Québec doivent être appliquées afin d'assurer la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués, notamment en limitant l'accès aux employés pour qui ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.
- Le SCC s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ces employés.
- Le SCC doit communiquer le plus rapidement possible au pilote du système DACOR le nom de toute personne qui ne doit plus accéder à ce système à la suite d'un changement de responsabilité ou de son départ du SCC.

- En cas d'incident informatique, le SCC s'engage à en informer le pilote du système DACOR et à procéder à une vérification de sécurité pour éventuellement prendre les mesures correctives et les dispositions appropriées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

68. Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 68 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.			
Catégorie d'emplois	Nombre d'effectifs		Masse salariale 2008-2009
	ETC au plan d'effectifs*	Personnes	En dollars
Cadres	19,6	20	2 126 574
Professionnels	37,8	44	3 331 161
Fonctionnaires	79,4	125	5 217 960
Ouvriers	17,9	32	978 755
Policiers en prêt de service	18,0	18	1 779 259
Personnes-ressources	0,0	143	1 790 238
	172,7	382	15 223 948
* Le plan d'effectifs autorisé de l'École est de 172,7 ETC auquel s'ajoute un équivalent de 40,4 ETC occasionnels pour les besoins des différents cours et activités.			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

69. La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 69 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.

		<u>Rémunération</u>	<u>Prochaine augmentation prévue</u>
Michel Beaudoin	Directeur général	112 622 \$ *	2 % d'indexation le 1 ^{er} avril 2009

* Rémunération ajustée à la baisse afin de tenir compte d'une rente de retraite.
La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 17,4 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

70. La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 70 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Mission et programmes de formation

En tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration, l'École a pour mission d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence des activités relatives à la formation policière.

La formation professionnelle personnel du policier comporte **trois aspects**:

1. la formation initiale (détail page suivante);
2. le perfectionnement professionnel (détail page suivante);
3. le perfectionnement de service.

Pour chacun des aspects de formation, les programmes de l'École s'articulent autour des **trois domaines** de la pratique policière suivants :

- la patrouille-gendarmerie;
- l'enquête policière;
- la gestion policière.

Les formations initiales

La Loi sur la police stipule que l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux trois domaines de la pratique policière.

La formation initiale est celle qui permet d'acquérir les compétences de base dans un domaine donné de pratique policière. L'acquisition de la formation initiale en patrouille-gendarmerie est nécessaire pour accéder à la formation initiale dans les deux autres pratiques policières.

Le perfectionnement professionnel

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel. Contrairement aux formations initiales dont l'École a l'exclusivité, l'aspect du perfectionnement professionnel des policiers est une responsabilité partagée entre les partenaires du continuum de formation policière du Québec (collèges, École, universités, service de formation des corps de police).

Le perfectionnement professionnel représente donc la formation ayant pour objet, dans chaque domaine de pratique policière, la mise à jour des compétences ou l'acquisition d'une spécialité. Au nombre des principales spécialités représentées dans l'offre de formation de l'École, on retrouve notamment la patrouille spécialisée, les appareils de mesure du taux d'alcool, l'intervention tactique ou encore les formations de pointes en enquête (agent d'infiltration, crimes à caractère sexuel, entrevue filmée d'un suspect, etc.) et en gestion (sélection du personnel, application stratégique du maintien de l'ordre par la résolution de problèmes, etc.).

Afin de répondre aux besoins de formation des policiers dispersés sur l'ensemble du territoire québécois, l'École mise également sur la formation d'un réseau de moniteurs oeuvrant en emploi de la force ainsi qu'en sécurité publique. Cette stratégie, hautement appréciée par les corps de police, couvre notamment les spécialités suivantes : appareils de détection d'alcool approuvés, cinémomètres, intervention tactique, intervention physique, etc.

Le perfectionnement de service

Au besoin, l'École offre ou collabore à l'organisation d'activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police.

Formation policière autochtone

L'École offre également des programmes d'études à la clientèle policière des Premières Nations du Québec afin de lui assurer un cheminement de carrière professionnel et dynamique. Les programmes offerts touchent la formation initiale en patrouille-gendarmerie, l'enquête policière, la gestion policière (certificat universitaire) ainsi que la formation de constables spéciaux.

Formation sur mesure

La mission du Service de formation sur mesure est d'offrir des programmes et des activités de formation à d'autres organismes oeuvrant dans le domaine de la sécurité publique ou dont les domaines de compétences s'apparentent aux tâches que l'on retrouve en milieu policier, tout en s'appuyant sur l'expertise de l'École en matière de patrouille, de sécurité routière, d'emploi de la force et d'enquête.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 70 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

LES PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE

Patrouille-gendarmerie

Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie

Enquête policière

Programme de formation initiale en enquête policière

- Analyse criminologique : enquête policière
- Droit pénal appliqué à l'enquête policière
- Éléments d'éthique appliquée
- Processus d'enquête
- Activité d'intégration en enquête policière

Gestion policière

Programme de formation initiale en gestion policière

- Développement des habiletés de direction
- Éléments d'éthique appliquée
- Évaluation continue du rendement
- Management des organisations
- Activité d'intégration de la fonction de superviseur de patrouille-gendarmerie
- Activité d'intégration de la fonction de superviseur d'enquêtes

LES PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Patrouille-gendarmerie

Formation en pédagogie

- Enseignement et didactique
- Instrumentation didactique
- Interventions pédagogiques
- Pratiques éducatives et accompagnement des apprentissages

Activités du patrouilleur

- Actualisation des connaissances du patrouilleur
- Code de la sécurité routière
- Inspection systématique du système d'échappement d'une motocyclette
- Maintien de l'ordre par la résolution de problèmes

Patrouilles spécialisées

- Cadre légal et technique lié à la patrouille nautique
- Loi sur les véhicules hors route
- Patrouille à bicyclette
- Patrouille à motoneige
- Patrouille à motoquad
- Patrouille nautique

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 70 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

LES PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL (suite)

Patrouille-gendarmerie (suite)

Appareils de mesure du taux d'alcool

- Alco-Sensor IV - RBT IV – Notions spécifiques
- Intoxilyzer® 5000 C – Notions spécifiques
- Technicien qualifié en alcootest – Alco-Sensor IV – RBT IV
- Technicien qualifié en alcootest – Alco-Sensor IV – RBT IV - Requalification
- Technicien qualifié en alcootest – Alco-Sensor IV – RBT IV – Requalification (test)
- Technicien qualifié en alcootest – Breathalyzer® 900 et 900A - Requalification
- Technicien qualifié en alcootest – Breathalyzer® 900 et 900A – Requalification (test)
- Technicien qualifié en alcootest – Intoxilyzer® 5000 C
- Technicien qualifié en alcootest - Intoxilyzer® 5000 C – Requalification
- Technicien qualifié en alcootest - Intoxilyzer® 5000 C – Requalification (test)

Appareils de détection approuvés

Le moniteur

- Alco-Sensor IV DWF – Le moniteur
- Alco-Sensor IV DWF – Le moniteur - Requalification
- Alcotest® 7410 GLC – Le moniteur
- Alcotest® 7410 GLC – Le moniteur – Requalification

L'utilisateur

- Alco-Sensor IV DWF
- Alco-Sensor IV DWF – Le technicien en étalonnage
- Alco-Sensor® 7410 GLC
- Alco-Sensor® 7410 GLC – Le technicien en étalonnage

Cinémomètres

Le moniteur

- Cinémomètre Doppler – Le moniteur
- Cinémomètre Doppler – Le moniteur – Requalification
- Cinémomètre laser – Le moniteur
- Cinémomètre laser – Le moniteur – Requalification

L'utilisateur

- Cinémomètre Doppler
- Cinémomètre Doppler – Requalification
- Cinémomètre laser
- Cinémomètre laser – Notions spécifiques
- Cinémomètre laser – Requalification

Photomètre

Le moniteur

- Photomètre – Le moniteur
- Photomètre – Le moniteur – Requalification

L'utilisateur

- Photomètre

Enquête de collision

- Dessin de scène d'événement assisté par ordinateur
- Techniques d'enquête de collision

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 70 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

LES PROGRAMMES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL (suite)

Patrouille-gendarmerie (suite)

Communication tactique et intervention physique

Le moniteur

- Communication tactique – Le moniteur
- Communication tactique – Le moniteur – Requalification
- Dispositif à impulsions – Le moniteur
- Intervention physique – Le moniteur
- Intervention physique – Le moniteur - Requalification

L'utilisateur

- Dispositif à impulsions

Contrôle de foule

- Contrôle de foule – Chef de section ou de peloton (cotes d'alerte 1, 2 et 3)
- Contrôle de foule – Membre de peloton (cotes d'alerte 2 et 3)
- Contre de foule – membre de section (cote d'alerte 1)

Utilisation des armes à feu

Le moniteur

- Maniement du fusil de calibre 12 – Le moniteur
- Maniement du fusil de calibre 12 – Le moniteur – Requalification
- Tir au pistolet – Le moniteur
- Tir au pistolet – Le moniteur – Requalification

L'utilisateur

- Maniement du fusil calibre 12
- Tir au pistolet – Requalification

Enquête policière

- Actualisation des connaissances juridiques – L'enquêteur
- Agent d'infiltration
- Analyse de déclaration
- Conception informatique d'un portrait-robot à l'aide du logiciel « Faces »
- Enquête à la suite d'un incendie
- Enquête sur le crime économique
- Enquête sur le crime organisé
- Enquête sur le vol de véhicules à moteur
- Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants
- Entrevue d'enfants – Le guide
- Entrevue filmée d'un suspect
- Identification de véhicule
- Négociateur
- Policier judiciaire
- Renseignement criminel
- Technicien en scène d'incendie

Gestion policière

- Introduction à l'opération filet II
- Opération filet II – Le commandant
- Prise de décision dans un contexte opérationnel policier

Appréciation du personnel de la police

- Sélection du personnel policier 1 – Concepts et applications – Appréciation par simulation
- Sélection du personnel policier 2 – Principes et méthodes – Entrevue structurée
- Sélection du personnel policier – Mise à jour : concepts et applications – Appréciation par simulation

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

71. La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 71 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Programme de formation initiale en patrouille gendarmerie (PFIPG) :	
Liste des conditions requises pour être admis.....	Veillez vous référer à la partie I - Liste des exigences de la Loi sur la police
Liste des tests requis pour être admis.....	Veillez vous référer à la partie II - Liste des conditions d'admission au PFIPG
Pour y graduer.....	Veillez vous référer à la partie III – Pour obtenir le diplôme du PFIPG

PARTIE I – Liste des exigences de la Loi sur la police

En vertu de la *Loi sur la police*, la réussite du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École nationale de police du Québec est obligatoire pour accéder à la fonction policière au Québec. Voici les cheminements de formation possibles ⁽¹⁾ :

- 1. obtenir un diplôme d'études collégiales (DEC) en techniques policières délivré par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- 2. obtenir une attestation d'études collégiales (AEC) en techniques policières délivrée par un établissement d'enseignement collégial, en ce cas, avoir obtenu préalablement une promesse d'embauche dans les fonctions de policier d'un corps de police.

Loi sur la police
(L.R.Q., c. P-13, a. 16 et 115)

Article 16 : Mission et pouvoirs de l'École

« (...) Les conditions d'admission pour la formation en patrouille-gendarmerie établissent, entre autres, les exigences médicales et celles relatives à la condition physique auxquelles les élèves doivent répondre (...). »

Article 115 : Conditions d'exercice de la profession

- « Les conditions minimales pour être embauché comme policier sont les suivantes :
- 1° être citoyen canadien;
 - 2° être de bonnes mœurs;
 - 3° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;
 - 4° être diplômé de l'École nationale de police du Québec ou satisfaire aux normes d'équivalence établies par règlement de l'École.... ».

⁽¹⁾ Il est à noter que les niveaux de cheminement sont énoncés dans le Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec et non de la Loi sur la police.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 71 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

PARTIE II – Liste des conditions d'admission au PFIPG

RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (Gazette officielle du Québec, 28 décembre 2005, 137^e année, n° 52)

Article 4 : Conditions d'admission au PFIPG

« Pour être admis à ce programme, un candidat doit, au moment de sa demande d'admission et jusqu'à la fin de sa formation, satisfaire aux conditions suivantes :

1° être citoyen canadien;

2° avoir obtenu un diplôme d'études collégiales en techniques policières délivré par le ministre de l'Éducation ou une attestation d'études collégiales en techniques policières délivrée par un établissement d'enseignement collégial et, en ce cas, avoir obtenu préalablement une promesse d'embauche dans les fonctions de policier d'un corps de police;

3° être titulaire d'un permis de conduire autorisant la conduite d'un véhicule d'urgence;

4° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;

5° avoir réussi un examen médical dans les 9 mois précédant le début de sa formation à l'École;

L'examen médical vise à s'assurer de la capacité physique et mentale du candidat à suivre le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

- Cet examen est effectué par un médecin désigné par l'École et comporte, notamment, un questionnaire médical décrit au présent règlement, la prise des signes vitaux, un examen de la vue, un audiogramme tonal, une prise de sang mesurant la formule sanguine complète (FSC) et le profil biochimique du candidat, une analyse d'urine ainsi qu'un examen physique complet relatif aux systèmes physiologiques et conditions médicales suivants : le système musculo-squelettique, les yeux et l'acuité visuelle, les oreilles, le nez, la gorge, l'acuité auditive, le système cardiovasculaire, le système pulmonaire, le système neurologique, le système génito-intestinal, le système dermatologique, le système hématologique, les maladies infectieuses, l'oncologie.

Le candidat doit fournir au médecin toutes les informations demandées par ce dernier et se soumettre, le cas échéant, à tout examen ou analyse additionnels qu'il juge appropriés.

Si le candidat ne réussit pas l'examen médical, le médecin doit indiquer à l'École s'il s'agit d'une incapacité temporaire ou permanente.

6° avoir réussi, pour le candidat qui détient un diplôme d'études collégiales en techniques policières, un des tests, épreuves ou cours de langue suivants:

- l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et de littérature, tel que prescrit par le ministre de l'Éducation en vertu de l'article 26 du Règlement sur le régime des études collégiales, approuvé par le décret n° 1006-93 du 14 juillet 1993;
- l'épreuve de langue française exigée par un établissement d'enseignement de niveau universitaire conformément à la Loi sur les établissements de niveau universitaire (L.R.Q., c. E-14.1);
- les cours d'appoint en langue française suivis dans un établissement d'enseignement de niveau universitaire;
- le test « SEL » administré par Télé-Université au sein du réseau de l'Université du Québec;
- le test « Ministerial Examination of College English, Language of Instruction and Literature » pour le candidat provenant du Collège John Abbott.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 71 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

- 7° payer les frais d'admission exigibles en vertu de l'article 42 de la loi;
- 8° avoir réussi les tests d'aptitudes physiques décrits à l'annexe « C » du présent règlement dans les 3 mois précédant le début de sa formation à l'École;
- 9° avoir réussi, dans les 2 ans précédant le début de sa formation à l'École, le cours de « soins d'urgence » offert dans un établissement d'enseignement collégial ou le cours de « réanimation cardiorespiratoire » ou toute formation équivalente offerte par l'un des organismes suivants :
 - Ambulance St-Jean;
 - Croix-Rouge canadienne;
 - Fondation des maladies du cœur du Québec;
 - Société de sauvetage.
- 10° donner ses empreintes digitales à un représentant autorisé de l'École;
- 11° être de bonnes mœurs. »

PARTIE III – Pour obtenir le diplôme du PFIPG

Pour obtenir le diplôme de l'École, un candidat doit (1) satisfaire aux conditions d'admission du PFIPG jusqu'à la fin de sa formation (2) réussir les compétences énoncées à l'article 3 du Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec et (3) avoir payé les frais de scolarité exigibles en vertu de l'article 42 de la Loi sur la police.

Article 3 : Compétences de base en patrouille-gendarmerie

« Le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie permet à l'étudiant d'acquérir les compétences de base en patrouille-gendarmerie.

Ce programme de formation a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à la fonction de policier. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes:

- 1° patrouiller stratégiquement un secteur d'intervention;
- 2° intervenir lors de situations régulières;
- 3° intervenir lors de situations à risques;
- 4° intervenir lors de situations planifiées;
- 5° intégrer dans les interventions policières les dimensions légale, méthodologique, technique (tir, conduite d'urgence, intervention physique), psycho-socio-communautaire et éthique.

La durée minimale de ce programme est de 434 heures. »

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

Question 71 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Article 14 : Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec

« L'École évalue les apprentissages liés à un programme ou à une activité de formation professionnelle auquel l'étudiant est inscrit ».

« L'évaluation se fait au moyen d'examens théoriques, de travaux, de mises en situation, de simulations ou de démonstrations ».

Article 15 : Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec

« L'École délivre à chaque étudiant inscrit à un programme ou à une activité de formation professionnelle un relevé de notes qui fait état des résultats de l'évaluation de ses apprentissages ».

Les résultats d'une évaluation d'un apprentissage sont établis comme suit :

A+	=	90 à 100 %
A	=	87 à 89 %
A-	=	84 à 86 %
B+	=	81 à 83 %
B	=	78 à 80 %
B-	=	75 à 77 %
C+	=	72 à 74 %
C	=	69 à 71 %
C-	=	66 à 68 %
D+	=	63 à 65 %
D	=	60 à 62 %
E	=	59 % et moins

La note de passage est établie à « D ».

Article 16 : Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec

« L'École délivre un diplôme à l'étudiant qui a obtenu au moins la note « D » pour chacune des compétences d'un programme et qui a payé les frais de scolarité exigibles en vertu de l'article 42 de la loi. Le diplôme mentionne le nom de l'étudiant et le titre du programme ».

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

72. Les effectifs de la RACJ par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 72 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2008-2009.

	2008-2009	
	Nombre	Masse salariale (\$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	1 975 800
Cadres	7	681 400
Cadres juridiques	2	231 200
Avocats, notaires	22	1 899 800
Professionnels	22	1 139 300
Techniciens	61	2 843 500
Personnel de bureau	60	2 226 900
Sous-total	191	10 997 900
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 206413 du 13 mai 2008 et CT 207038 du 21 octobre 2008)	24	1 517 150
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	73	736 400
Total	<u>288</u>	<u>13 251 450</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

73. La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues.
Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 73 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2008-2009 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

<u>NOM</u>	<u>TITRE</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>DATE D'ENTRÉE EN FONCTION</u>	<u>DATE D'ÉCHÉANCE</u>	<u>AUGMENTATION PRÉVUE</u>
DIRIGEANTS :					
Racicot, Denis	Président	164 638	2005-05-02	2010-05-02	2 % au 2009-04-01
Lord, Daniel Y.	Vice-président à la fonction juridictionnelle	124 595	2007-09-04	2012-09-03	2 % au 2009-04-01
Pagé, Gisèle	Vice-présidente aux affaires corporatives	127 516	2004-03-29	2009-03-28	2 % au 2009-04-01
RÉGISSEURS :					
Cadieux, Pierre H.	Régisseur	115 797	2008-05-05	2013-05-04	2 % au 2009-04-01
Chrétien, André J.	Régisseur	115 797	2000-01-05	2011-09-18	2 % au 2009-04-01
Caron, Jocelyne	Régisseuse	110 122	2008-08-04	2013-08-03	2 % au 2009-04-01
Couture, Guy	Régisseur	85 777	2009-02-02	2012-02-01	2 % au 2009-04-01
Dostie, Liane	Régisseuse	102 493	2007-01-15	2012-01-14	2 % au 2009-04-01
Elmir, Saïfo	Régisseur	69 213	2009-02-16	2012-02-15	2 % au 2009-04-01
Fortin, Andrée	Régisseuse	115 797	2006-09-05	2011-09-04	2 % au 2009-04-01
Fréchette, Carole	Régisseuse	115 797	2005-10-24	2010-10-23	2 % au 2009-04-01
Gougeon, Michel	Régisseur	95 255	2006-08-14	2011-08-13	2 % au 2009-04-01
Karibian, Aïda	Régisseuse	102 162	2005-08-15	2010-08-14	2 % au 2009-04-01
Provencher, Jean	Régisseur	115 797	2001-09-24	2012-01-29	2 % au 2009-04-01
Richard, Jacques	Régisseur	115 797	2005-09-06	2010-09-05	2 % au 2009-04-01
Robert, Jean	Régisseur	106 797	2006-08-14	2011-08-13	2 % au 2009-04-01
Roy, Richard	Régisseur	115 797	1988-03-31	2009-03-23	-----
Savard, Marc	Régisseur	115 797	2007-10-29	2012-10-28	2 % au 2009-04-01

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

74. Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 74 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activités pour la période 2008-2009.

Régie des alcools, des courses et des jeux

Alcools	160
Appareils d'amusement	439
Appareils de loterie vidéo	403
Bingos	87
Concours publicitaires	2
Courses	113
Moûts et fabricants	5
Sports de combat	26
Tirages	4
Transmis à un corps policier	<u>247</u>
Total :	<u>1 486</u>

Par les corps de police mandatés « ACCES-Alcools »

SPVM	1 410
Sûretés municipales	2 109
SQ	<u>2 192</u>
Total :	<u>5 711</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

75. Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2008-2009, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 75 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2008-2009, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de permis d'alcool accordés :	- nouveaux	646
	- modifications	<u>3 118</u>
Total :		<u>3 764</u>

Nombre de permis d'alcool suspendus :	<u>440</u>
---------------------------------------	------------

Nombre de permis d'alcool révoqués :	- volontairement	247	- à la demande des détenteurs
	- avec saisie des boissons alcooliques	1 048	- pour non-paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs
	- autres	<u>190</u>	- pour non-paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs mais sans saisie des boissons alcooliques
	Total :	<u>1 485</u>	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

76. Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2008-2009, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 76 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2008-2009, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de licences d'exploitant de site renouvelées pour lesquelles des appareils sont en fonction :	2 627
Nombre de licences d'exploitant de site suspendues :	75
Nombre de licences d'exploitant de site révoquées :	69

Motif de suspension

– Suspensions à la suite d'une convocation à la Régie :	75
---	----

Motifs de révocation

– Révocations volontaires :	36
– Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool :	5
– Révocations à la suite d'une convocation à la Régie :	28

Total :	69
---------	----

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

77. Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 77 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2008-2009.

Nombre de licences de bingo

<u>Catégorie de licences</u>	<u>Nombre de licences</u>
Bingo en salle	958
Bingo-média	71
Bingo récréatif	649
Gestionnaire de salle	57
Fournisseur en bingo	3
Bingo de foire ou d'exposition	9
Bingo de concession agricole	5
Bingo dans un lieu d'amusement public	4
	<hr/>
Total des licences :	1 756

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

78. Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 78 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2008-2009.

Nombre de licences de courses : (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	4 174
---	-------

Nombre de licences de pistes de course :	10
--	----

Nombre de licences de salles de paris :	18
---	----

Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité :	559
---	-----

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

79. Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2008-2009 ainsi que le résultat de la décision.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 79 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2008-2009 ainsi que le résultat de la décision.

Permis d'alcool		Licences de loterie vidéo		Licences de tirage		Licences de bingo		Licences d'appareils d'amusement		Concours publicitaires	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre
Autorisation	10 763	Autorisation	2 627	Autorisation	1 103	Autorisation	1 756	Autorisation	958	Avis de tenue	7 123
Refus	847	Refus	4	Refus	25	Refus	9	Refus	0	Refus	7
Conditionnelle	1	Désistement	3	Libération de cautionnement	225	Désistement	9				
Désistement	358	Révocation	69			Révocation volontaire	25				
Nul effet	37	Suspension	75			Suspension	4				
Révocation volontaire	247										
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1 048										
Révocation - autres	190										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	244										
Suspension	440										
Jours de suspension	3 721										
											425

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

80. Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2008-2009.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 80 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2008-2009.

Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

	<u>2008-2009</u>
Gestion des licences	1 700 000 \$
– Analyser l'environnement social et physique du site;	
– Visiter systématiquement les lieux à la suite d'une demande de changement de lieu d'exploitation d'une licence;	
– Mettre en place et exploiter un système de gestion rigoureux des licences qui facilite les échanges d'information avec la Société des loteries vidéo du Québec et les partenaires (autorités policières).	
Contrôle et impacts	1 300 000 \$
– Contrôler les licences par une inspection de tous les sites sur une période de cinq ans (priorité aux multisites et aux endroits susceptibles d'être fréquentés par les jeunes);	
– Réaliser des études comparatives sur les impacts des actions de la Régie.	
Total	<u>3 000 000 \$</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

81. Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2007-2008 et en 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 81 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2006-2007 et en 2007-2008.

Il n'existe pas de source de données fiables, desquelles on pourrait tirer des analyses statistiques valables et un portrait fidèle et représentatif de la situation des fraudes électroniques au Québec. Nous disposons tout de même de certaines informations à ce sujet, de sources diverses, telles que présentées dans ce qui suit :

RÉSULTAT DU PREMIER SONDAGE SUR LE VOL D'IDENTITÉ ET LA CYBERCRIMINALITÉ AU QUÉBEC - MSP
(Période visée dans l'étude : septembre 2006 – septembre 2007)

- 0,7 % des répondants ont été victimes d'une arnaque par l'entremise d'un site d'encan en ligne (eBay, Kijiji, etc.) ou d'un site de petites annonces, ce qui permet d'estimer à 41 500 le nombre d'incidents sur une base annuelle.
- 0,4 % de l'échantillon s'est fait embobiné par une fraude nigériane, ce qui représenterait 23 700 victimes de ce type de fraude au Québec chaque année;
- 0,5 % des répondants ont été touchés par fraude par loterie ou par concours, ce qui équivaldrait à 29 700 incidents sur une base annuelle au Québec;
- la fraude boursière n'a, quant à elle, fait aucune victime au cours des 12 derniers mois parmi les individus qui ont été interrogés dans le cadre de ce sondage.

Quant au montant des pertes qu'ont dû assumer les victimes à la suite de ces fraudes, il est relativement limité. En effet, 75 % des victimes ont subi des dommages de moins de 100 \$, alors que les 25 % restants ont perdu moins de 500 \$.

Les résultats de ce sondage sont disponibles sur le site du ministère de la Sécurité publique du Québec (2007), Résultats du premier sondage sur le vol d'identité et la cybercriminalité au Québec, [en ligne]. http://www.msp.gouv.qc.ca/prevention/statistiques/vol_identite/vol_identite.pdf (page consultée le 20 janvier 2009). Il convient toutefois de souligner que le MSP émet certaines réserves relativement aux résultats du sondage et que l'auteur lui-même soulève un certain nombre de limites à son étude.

ÉVÉNEMENTS SIGNALÉS AUX SERVICES POLICIERS QUÉBÉCOIS - DUC
(Période visée par l'extraction des banques de données : 2006 et 2007)

Code d'événement	Année	Nombre total de dossiers	Somme des valeurs	Valeur maximum	Valeur minimum
Fraudes par ordinateur (21 613)	2006	359	450 506,64 \$ (13)	450 000 \$	328
	2007	277	2 053,67 \$ (56)	498,93 \$	30
Clônage de cartes de service (21 614)	2006	2	0	0	0
	2007	9	820 \$ (1)	820 \$	0

Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de dossiers comptabilisés dans le total des pertes. Par exemple, des 359 dossiers répertoriés en 2006, on retrouve une indication relative aux pertes encourues par le plaignant dans seulement 13 dossiers.

Il est à noter que ces données sont très fragmentaires, puisqu'elles ne correspondent qu'à la fraction déclarée de ce type de criminalité.

Les résultats de la DUC pour l'année 2008 ne sont pas encore disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

82. Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 82 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2007-2008 et en 2008-2009.

Actuellement, il n'y a pas d'uniformité entre les services policiers dans la collecte d'information sur la criminalité reliée aux gangs de rue. Bien que les gangs de rue soient actifs dans plusieurs coins de la province (principalement à Sherbrooke, Québec, Montréal, Laval et Couronne nord et Montérégie), il n'y a que les régions de Laval et Couronne nord et de Montréal qui colligent systématiquement des données sur la criminalité commise par les gangs de rue. Toutefois, comme l'information recueillie par ces organisations policières est avant tout du renseignement criminel, le ministère de la Sécurité publique dispose de très peu d'information précise à ce sujet.

	2007	2008
Laval	298	113*
Couronne nord	44	31*
Québec	310	
Gatineau	48	
Montréal ** :		
. Meurtres reliés à des gangs de rue	14	8
. Tentatives de meurtre reliées aux gangs de rue	54	42
. Projets d'enquêtes amorcés	305	253
. Perquisitions	170	204
. Armes à feu saisies reliées à une infraction criminelle commise par un membre de gang de rue		172

* Du 1^{er} janvier au 30 juin 2008.

** Source : Site Internet du Service de police de la Ville de Montréal (http://www.spvm.qc.ca/upload/communiques/Bilans08/fiche_tech_gdr.pdf)

Note : Des données concernant les crimes commis par les gangs de rue dans certaines régions ne sont pas encore rendues disponibles, mais les corps de police qui reçoivent un financement découlant du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue ou du Fonds de recrutement des policiers devront transmettre cette information au ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

83. Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 83 : Le nombre pistolets Taser par corps policier et par région en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

Nombre de dispositifs à impulsions déployés dans les organisations policières			
Corps de police	2006 ¹	2007 ²	2008 ³
Service de police de Gatineau	4	4	8
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	1	2	2
Service de protection des citoyens de Laval	3	4	4
Service de police de Longueuil	4	4	3
Sûreté du Québec	17	24	22
Service de police de la Ville de Montréal	16	16	16
Service de police de la Ville de Québec	14	15	15
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	2	2
Service de police de la Ville de Mirabel	1	0	0
Total	62	71	72

1. Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

2. Les données présentées sont issues d'une vérification réalisée par le MSP auprès des organisations policières municipales et de la Sûreté du Québec.

3. Ces données ont été recueillies à la suite de l'envoi du communiqué 2008-26 Inventaire des dispositifs à impulsions le 5 décembre 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

84. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, par corps policier et région.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 84 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, par corps policier et région.

	Nombre d'événements		
	2006 ¹	2007 ¹	2008 ¹
Corps de police			
Service de police de Gatineau	2	2	0
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	1	0	NR
Service de protection des citoyens de Laval	0	0	3
Service de police de Longueuil	0	3	0
Sûreté du Québec	0	2	2
Service de police de la Ville de Montréal	28	32	14
Service de police de la Ville de Québec	26	15	13
Service de police de la Ville de Sherbrooke	0	1	1
Service de police de la Ville de Mirabel	NA	NA	NA
Total	57	55	33

1. Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

NR : Le questionnaire de ce corps de police ne nous a pas encore été transmis pour l'année 2008.

NA : Ne s'applique pas. Le service de police de Mirabel possède un dispositif à impulsions, mais il ne sera pas déployé tant que le personnel n'aura pas reçu la formation requise.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

85. Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 85 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

Nombre de dispositifs à impulsions déployés dans les organisations policières autochtones		
COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE PISTOLETS TASER 2007-2008	NOMBRE DE PISTOLETS TASER 2008-2009
Odanak/Wôlinak	2	2
Mashteuiatsh	2	2
Kawawachikamach	1	1
Manawan	7	9
Opiticiwan	4	4
Wemotaci	4	4
Kitigan Zibi	4	4
Lac-Barrière	2	0
Winneway	2	2
Listuguj	12	13
Gesgapegiag	1	1
Chisasibi	18	20
Eastman	3	2 ¹

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 85 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

Nombre de dispositifs à impulsions déployés dans les organisations policières autochtones		
COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE PISTOLETS TASER 2007-2008	NOMBRE DE PISTOLETS TASER 2008-2009
Mistissini	4	4
Nemiscau	2	2
Oujé-Bougoumou	3	4
Waskaganish	3	3
Waswanipi	4	4
Wemingji	5	5
Whapmagoostui	2	2
Akwesasne	9	8 ²
TOTAL	94	96

1. Eastman possède 3 Taser, mais un sera détruit à la suite des expertises effectuées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.
2. Akwesasne possède 11 Taser, mais 3 seront détruits à la suite des expertises effectuées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

86. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 86 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

Ces données ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

87. Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 87 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

	2006-2007		2007-2008		2008-2009 ¹	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Cartouches	2 458	147 480 \$	17 227	1 033 620 \$	21 386	1 283 160 \$
Ziploc	81 904	4 914 240 \$	132 938	7 976 280 \$	183 440	11 006 400 \$
Tabac en vrac (sac) 200 grammes	4 389	175 560 \$	3 244	129 760 \$	2 469	98 760 \$
Tabac en vrac (sac) kilos	26 079	5 215 800 \$	13 865	4 159 500 \$	20 447	6 063 200 \$
Total	-	10 453 080 \$	-	13 299 160 \$	-	18 451 520 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2008-2009 sont calculées jusqu'au 28 février 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

88. Le coût des roulottes dans les prisons en 2008-2009, et ce, par prison.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 88 : Le coût des roulottes dans les prisons en 2008-2009, et ce, par prison.

Aucune roulotte n'a été installée en 2008-2009.